



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

Rapport de résultats 2019

de la Communauté du Pacifique



CPS
Organisation

Rapport de résultats 2019 de la Communauté du Pacifique



Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 2020

**LA COMMUNAUTÉ DU
PACIFIQUE** EST UNE ORGANISATION
INTERGOUVERNEMENTALE QUI ŒUVRE EN
ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES ÉTATS
ET TERRITOIRES QUI EN SONT MEMBRES :

*AUSTRALIE, ÎLES COOK, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FIDJI, FRANCE, GUAM,
KIRIBATI, ÎLES MARIANNES DU NORD, ÎLES MARSHALL, ÉTATS FÉDÉRÉS DE
MICRONÉSIE, NAURU, NIUE, NOUVELLE-CALÉDONIE, NOUVELLE-ZÉLANDE,
PALAU, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, PITCAIRN, POLYNÉSIE FRANÇAISE,
ÎLES SALOMON, SAMOA, SAMOA AMÉRICAINES, TOKELAU, TONGA,
TUVALU, VANUATU ET WALLIS ET FUTUNA.*

© Communauté du Pacifique (CPS) 2020

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Rapport de résultats 2019 de la Communauté du Pacifique / Communauté du Pacifique

1. Pacific Community.
2. Technical assistance — Oceania.
3. International organization — Oceania.
4. Regionalism (International organization) — Oceania.

I. Titre II. Communauté du Pacifique

341.2460995

AACR2

ISBN : 978-982-00-1292-9

Les documents et publications de la CPS mentionnés dans le présent rapport sont disponibles sur le site Internet de la CPS, à l'adresse <https://www.spc.int/fr/documentation>.

Copyright CPS pour toutes les photographies, sauf mention contraire.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	iv	NEUVIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	67
PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT	iv	Améliorer la qualité de l'éducation	
AVANT-PROPOS	v	OBJECTIFS ORGANISATIONNELS :	73
SIGLES ET ACRONYMES	vi	Renforcer l'aptitude de la CPS à remplir sa mission	
À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2019	viii	OBJECTIF ORGANISATIONNEL A :	75
TOUR D'HORIZON DE L'ANNÉE 2019	xi	Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires	
LES RÉSULTATS DE LA CPS EN BREF	xix	OBJECTIF ORGANISATIONNEL B :	80
PREMIER OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	1	Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques	
Renforcer la gestion durable des ressources naturelles		OBJECTIF ORGANISATIONNEL C :	82
DEUXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	15	Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires	
Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers		OBJECTIF ORGANISATIONNEL D :	85
TROISIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	21	Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation	
Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique		OBJECTIF ORGANISATIONNEL E :	92
QUATRIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	27	Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS	
Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés		TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE NOS RÉSULTATS	93
CINQUIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	33	PERSPECTIVES POUR 2020	95
Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes		ANNEXE 1	96
SIXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	43	ANNEXE 2	143
Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes		ANNEXE 3	162
SEPTIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	53	ANNEXE 4	163
Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire		ANNEXE 5	165
HUITIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :	61	INDEX	176
Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale			

REMERCIEMENTS

Organisation intergouvernementale, la Communauté du Pacifique (CPS) travaille en partenariat étroit avec les 26 États et Territoires qui en sont membres :

Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna.

Nous les remercions pour leur soutien.

Nos membres sont, au travers du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), les premiers destinataires du présent rapport. Le sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique (« le sous-comité ») appuie l'élaboration du rapport de résultats ; il passe en revue les différentes moutures du rapport et formule des recommandations détaillées pour en améliorer le contenu.

La CPS tient à saluer la contribution de l'ensemble de ses membres et des partenaires du développement à la réalisation des résultats présentés ici. Elle rend également hommage à l'indéniable esprit de partenariat qui règne au sein du Conseil des

organisations régionales du Pacifique (CORP).

L'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suède contribuent sensiblement aux efforts engagés pour améliorer l'efficacité du développement grâce à leur contribution spécifique au budget ordinaire et aux fonds programme de la CPS.

PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT

En 2019, les partenaires du développement ci-après nous ont apporté leur concours financier :

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA)

Agence française de développement (AFD)

Agence française pour la biodiversité

Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)

Département d'État des États-Unis d'Amérique

Bureau australien de météorologie (BOM)

Bureau néo-zélandais de la statistique (Stats NZ)

Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)

Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC)

Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)

Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN)

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Fonds mondial

Fonds Pacifique – ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères

Fonds vert pour le climat (FVC)

Groupe de la Banque mondiale

Haut-commissariat du Royaume-Uni à Suva (Fidji)

International Seafood Sustainability Foundation (ISSF)

Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)

ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT)

ministère néo-zélandais des Industries primaires

National Institute of Water and Atmospheric Research (NIWA)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Organisation maritime internationale (OMI)

Organisation météorologique mondiale (OMM)

Partners in Community Development Fiji (PCDF)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Programme régional océanique de l'environnement (PROE)

Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts (APFNet)

Royal Botanic Gardens de Kew

Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture (SEARCA)

Système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF)

The Pew Charitable Trusts

Union européenne (UE)

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Université de Cambridge

Université de Wollongong

AVANT-PROPOS



Colin Tukuitonga
Ancien Directeur général de la Communauté du Pacifique

Dans cette introduction au dernier Rapport de résultats qu'il me sera donné de présenter en tant que Directeur général de la CPS, je souhaiterais revenir sur les résultats engrangés aussi bien en 2019 que tout au long des sept années durant lesquelles j'ai eu l'honneur de servir l'Organisation et la région.

J'ai veillé à promouvoir la culture de la CPS, en travaillant à la concrétisation d'« Une seule CPS » fondée sur les atouts de chacune de ses équipes : leurs capacités, leur expertise scientifique, leur force d'innovation et les connaissances qu'elles détiennent. L'évaluation à mi-parcours de notre Plan stratégique réalisée en 2018 ainsi que le rapport de prospective établi par l'Université du Queensland en 2019 montrent que nous avons progressé, notamment au sein de nos services internes, dans la prise de conscience de notre volonté d'offrir « Une seule CPS » à nos membres. Si le but n'est pas encore atteint, nous nous en rapprochons grâce à l'amélioration des procédures centralisées qui nous permettent de déterminer les priorités, d'affecter les ressources et d'améliorer la manière dont nous rendons compte de nos activités à nos membres et à nos bailleurs et dont nous faisons connaître notre travail.

La CPS s'est certes fixé un ensemble d'objectifs pluridisciplinaires intégrés, mais la mobilisation des ressources et l'établissement du budget continuent d'obéir à une logique verticale au sein de l'Organisation. L'arrivée de nouveaux leaders et responsables de programmes permet d'envisager l'adoption d'un mode de fonctionnement et de financement plus horizontal.

Je tiens également à souligner les efforts que nous avons déployés pour doter la CPS d'une direction

énergique et respectueuse des principes de la déontologie. Au cours de mon mandat, j'ai investi dans la formation à l'encadrement et dans le perfectionnement professionnel, afin de renforcer nos capacités en matière de communication, d'aptitudes relationnelles et de gestion de projet et de personnel, à l'appui de nos compétences techniques et dans la perspective d'un impact accru de nos activités. Les actions de développement du leadership mettent en évidence des valeurs et des comportements qui peuvent être observés et reproduits par l'ensemble des agents de la CPS.

La CPS renforce également sa démarche réflexive. Sur la base des enseignements tirés de nos activités, de l'évaluation des informations que nous produisons et des conseils que nous dispensons et des actions de renforcement des capacités que nous menons, ainsi qu'en écoutant ce que nos membres avaient à nous dire sur nos services, nous nous sommes posé la question suivante : « Sommes nous aptes à remplir notre mission, pertinents et accessibles ? ». La CPS s'emploie à se doter d'une culture organisationnelle de l'amélioration continue. Je souhaite la voir poursuivre sur cette voie pour assumer un rôle de chef de file en la matière dans la région et partager l'expérience qu'elle engrange avec ses membres. Pour que la CPS reste un partenaire efficace en Océanie, il est impératif qu'elle fasse connaître ses réalisations ainsi que les

connaissances qu'elle accumule. C'est sur des valeurs, des comportements et une communication de qualité que se fondent les relations de confiance nouées avec nos membres et nos partenaires.

Pour l'avenir, j'appelle de mes vœux le maintien de la culture de discipline financière que j'ai contribué à instaurer et qui trouve son expression dans le dispositif de recouvrement intégral des coûts, la procédure budgétaire, la conception des programmes et l'exécution des projets.

Je me suis inscrit dans le prolongement des accomplissements de Jimmie Rogers, Directeur général de la CPS de 2006 à 2014. J'ai l'honneur de passer maintenant le flambeau à Stuart Minchin, à qui il appartiendra d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire de la CPS. Les défis auxquels est confrontée la région sont considérables, mais les capacités de la CPS et sa tradition de service restent fortes et, dans la perspective de 2030, nos atouts dans les domaines de la science, du savoir et de l'innovation sont essentiels pour que l'avenir de l'Océanie soit celui auquel nous aspirons tous.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Colin', with a long horizontal stroke extending to the right.

Colin Tukuitonga

Ancien Directeur général de la
Communauté du Pacifique (du
23 janvier 2014 au 23 janvier 2020)

SIGLES ET ACRONYMES

ACER

Conseil australien de recherche pédagogique

ACIAR

Centre australien pour la recherche agricole internationale

ACP

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

AIMS

Association internationale de signalisation maritime

AMCC+ SUPA

Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique

BAaD

Banque asiatique de développement

BCM

enquête sur le budget et la consommation des ménages

CAPI

collecte assistée par informatique

CCNUCC

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

CCPSO

Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques

CDN

contributions déterminées au niveau national

CDRP

Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique

CEDEF

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

CePaCT

Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CPS)

CESAP

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ONU)

COP

Conférence des Parties

CORP

Conseil des organisations régionales du Pacifique

CPS

Communauté du Pacifique

CRGA

Comité des représentants des gouvernements et administrations

CSIRO

Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle

CTRAV

Centre technique et de recherche agronomique de Vanuat

DCP

dispositif de concentration de poissons

DECC

Programme durabilité environnementale et changement climatique (CPS)

DFAT

ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce

ENV

examen national volontaire

EPU

Examen périodique universel

EQAP

Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (CPS)

FAO

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FEM

Fonds pour l'environnement mondial

FFA

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique

FIP

Forum des Îles du Pacifique

FNU

Université nationale des Fidji

FVC

Fonds vert pour le climat

GIZ

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit ; Agence allemande de coopération internationale

IATA

Association du transport aérien international

IITA

Institut international d'agriculture tropicale

KfW

Kreditanstalt für Wiederaufbau (banque publique allemande de développement)

MANA

Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT

MFAT

ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce

MNT

maladie non transmissible

MTCC-Pacifique

Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique

ODD

objectif de développement durable

OIE

Organisation mondiale de la santé animale

OIT

Organisation internationale du Travail

OMS

Organisation mondiale de la Santé

ONG

organisation non gouvernementale

ONU

Organisation des Nations Unies
OSC organisation de la société civile

PacWIMA

Association des Océaniennes du secteur maritime

PBEQ

Conseil océanique de la qualité de l'enseignement

PCREEE

Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

PEARL

Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (politique)

PEID

petits États insulaires en développement

PENTAG

Groupe océanique d'otorhinolaryngologie et d'audiologie

PEUMP

programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique

PIB

produit intérieur brut

PIEMA

Alliance océanienne pour la gestion des situations d'urgence

PIHOA

Association océanienne des fonctionnaires des services de santé

PILNA

Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement

PNUÉ

Programme des Nations Unies pour l'environnement

POETCom

Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique

PROE

Programme régional océanien de l'environnement

PROTEGE

Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes

PRP

Partenariat pour la résilience dans le Pacifique

PSE-AC

planification, suivi-évaluation et amélioration continue

PTOM

pays et territoires d'outre-mer

REDD+

Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts

RENI

projet UE/Pacifique Nord : projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord

RESCCUE

Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique

ROSSP

Réseau océanien de surveillance de la santé publique

RRC/GRC

réduction des risques de catastrophe/ gestion des risques de catastrophe

RRRT

Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne (CPS)

RSE

responsabilité sociale et environnementale

SE-AC

suivi-évaluation et amélioration continue

SIG

système d'information géographique

SIGE

système d'information sur la gestion de l'éducation

SPAC

équipe Stratégie, performance et amélioration continue (CPS)

UE

Union européenne

UNCLOS

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNFPA

Fonds des Nations Unies pour la population

UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

USAID

Agence des États-Unis pour le développement international

USP

Université du Pacifique Sud

WCPFC

Commission des pêches du Pacifique occidental et central

ZEE

zone économique exclusive

À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2019

Le Rapport de résultats 2019 de la Communauté du Pacifique met en évidence les changements induits par les compétences scientifiques, les connaissances et la capacité d'innovation de la CPS dans les États et Territoires insulaires océaniques, ainsi que leurs retombées positives pour les populations océaniques, leur océan, leurs autres ressources naturelles, leurs systèmes et leurs institutions. Ce rapport est le quatrième publié dans le cadre du Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020 (le « Plan stratégique »).

Structure du Rapport

Le Rapport débute par un tour d'horizon des temps forts de l'année observés dans la région et pertinents pour les activités de la CPS, ainsi que des ajustements mis en place en conséquence au sein de ses services. Il se poursuit par une description des résultats obtenus en 2019 au regard des neuf objectifs de développement et des cinq objectifs organisationnels définis dans le Plan stratégique.

Méthode de présentation des résultats

Le Rapport de résultats est le fruit du travail accompli par les agents de la CPS et les partenaires de l'Organisation pour recueillir, analyser et interpréter les informations de manière systématique. La collaboration au sein du Secrétariat ainsi qu'avec les pays membres et les partenaires constitue une composante fondamentale de ce processus.

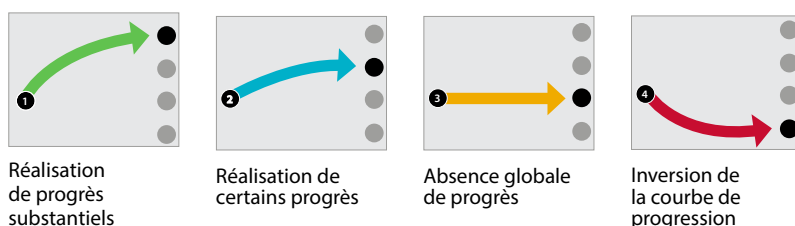
La politique Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (PEARL) de la CPS, qui a été modifiée en 2019, définit la manière dont l'Organisation rend compte de ses activités. La présentation des résultats est un élément clé de cette politique, qui met l'accent sur la cohérence, la précision, la transparence et la

redevabilité envers les pays membres. Les responsables d'équipe ou de projet au sein de la CPS ont recours à un processus d'auto-évaluation harmonisé pour mesurer les performances dans les domaines de résultats essentiels. Leurs évaluations sont ensuite contrôlées par les cadres supérieurs de l'Organisation, les spécialistes du suivi-évaluation et de l'amélioration continue (SE-AC) et l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC) qui relève du bureau du Directeur général, avant d'être colligées au regard des objectifs de développement et des objectifs organisationnels de la CPS. Le présent rapport a été rédigé par l'équipe SPAC.

Grille d'évaluation de la performance de la CPS

Grille d'évaluation

Une fois que chaque secteur clé de résultat a été évalué, la performance est notée selon la grille suivante :



Les progrès réalisés par la CPS s'agissant de la réalisation des objectifs de développement ont été évalués en procédant à un rapprochement entre les domaines de résultats définis dans les plans d'activité des divisions de la CPS et les objectifs et cibles pertinents.

Les résultats relatifs aux activités de renforcement des services cliniques dans le Pacifique sont présentés au regard de l'objectif organisationnel A (engagement et collaboration avec les membres et les partenaires), dans la mesure où ce programme de travail a été entrepris pour répondre aux besoins et aux priorités des pays membres. Dans un souci de cohérence, ces résultats ont été combinés à ceux obtenus pour les autres objectifs de développement.



Amélioration du Rapport de résultats

Sur la base des réactions recueillies lors de la réunion du sous-comité du CRGA en 2019, les modifications suivantes ont été apportées au Rapport de résultats 2019.

- **Accent mis sur l'impact des activités :**

- en soulignant les résultats durables enregistrés au regard des dix axes de travail prioritaires de la CPS ;
- en élaborant des tableaux de résultats faisant la synthèse des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement ;
- en décrivant, dans les zooms sur les réalisations, aussi bien le type de changements obtenus (changements nouveaux à durables) que le niveau auquel ils sont intervenus : individus, communautés, programmes ou secteurs, pays, région ou systèmes entiers ; et

- en faisant le lien entre les zooms sur les réalisations exposant des résultats durables et les sources d'information connexes afin de mieux faire comprendre les travaux et résultats antérieurs.

- **Cohérence de la terminologie utilisée dans le Rapport**, notamment pour ce qui concerne la définition des intrants, des produits et des effets.
- **Recours à une large gamme de médias** – vidéos, podcasts et liens interactifs – pour communiquer les résultats.

Codes QR apparaissant dans le présent rapport

Les codes QR figurant dans le présent rapport vous permettent d'accéder facilement à du contenu supplémentaire. Utilisez le lecteur de codes QR ou l'appareil-photo de votre appareil, en plaçant le code dans le viseur de l'écran. Votre application devrait reconnaître automatiquement le code QR ou vous inviter à appuyer sur le lien qui s'affiche.

Explorateur de résultats

Un tableau de résultats interactif est accessible sur la Plateforme de données océaniques. Utilisez l'explorateur de résultats pour consulter les résultats par pays, par ODD ou par objectif de développement de la CPS.

**TOUR D'HORIZON DE
L'ANNÉE 2019**

[Panorama régional](#)

[À propos de la CPS](#)

[La CPS — une
organisation aux
fortes capacités
d'adaptation](#)



TOUR D'HORIZON DE L'ANNÉE 2019

Temps forts dans la région

Les dirigeants océaniques ont reconnu que le changement climatique, le contexte géopolitique et les défis du développement auxquels est confronté le « Pacifique bleu » imposent une réflexion critique sur l'avenir de l'intégration régionale dans le Pacifique. Ils ont réaffirmé cette conviction au travers des actions suivantes :

- Soutien à l'élaboration d'une stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 dans le contexte du Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique.
- Déclaration de Boe sur la sécurité régionale assortie de son nouveau plan d'action s'articulant autour de six axes stratégiques, dont la sécurité climatique⁴.
- Forte présence de l'Océanie à la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP25) et décisions relatives à l'océan et au climat.
- Ouverture au Samoa du Centre sur le changement climatique dans le Pacifique chargé de la mise en place de programmes de renforcement des capacités en matière d'adaptation, d'atténuation, de services climatiques et d'élaboration de projets.
- Première réunion du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique sur le thème « Quels avenir pour la jeunesse dans un Pacifique résilient ? ».

L'Assemblée générale des Nations Unies a procédé à un examen de haut niveau à mi-parcours des progrès réalisés pour répondre aux priorités des petits États insulaires en développement (PEID) au travers de la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement.

L'Accord de Cotonou entre l'Union européenne et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qui arrive à expiration le 29 février 2020 a été prorogé pendant la durée des négociations relatives à un nouvel instrument. En septembre, les négociateurs en chef ont entériné le texte relatif aux priorités économiques.

Cette section présente l'évolution du contexte océanique ainsi qu'une description du rôle et des activités de la CPS et de la manière dont l'Organisation s'adapte à un environnement en mutation. Y sont également détaillés la contribution de la CPS à un leadership éclairé à l'échelle régionale et mondiale, ainsi que la performance et les principaux résultats de la CPS en 2019.

PANORAMA RÉGIONAL

Les États et Territoires insulaires océaniques, notamment les petits États insulaires en développement (PEID), sont de plus en plus vulnérables face aux aléas naturels et au changement climatique, alors même qu'ils ne disposent que de capacités limitées pour investir dans l'adaptation climatique et l'atténuation des risques de catastrophe¹.

Des stratégies de développement à long terme différenciées dans le Pacifique

Les États et Territoires insulaires océaniques et leurs partenaires reconnaissent unanimement la nécessité d'adopter dans la région des stratégies de développement à long terme différenciées qui mettent l'accent sur le renforcement de la résilience face au changement climatique, la réduction des risques, l'efficacité des interventions en cas de catastrophe et la protection de l'océan Pacifique et de ses ressources, tout en continuant à investir dans le capital humain et les institutions.

Cette année, dans de nombreuses enceintes, les pays insulaires océaniques ont appelé de leurs vœux un avenir où leur intégrité, leur souveraineté et leur sécurité seraient garanties sur le plan social, culturel, environnemental et économique, tout en soulignant l'urgence nécessaire de passer à la vitesse supérieure dans le domaine de l'action climatique et de la gestion des risques de catastrophe². Plusieurs partenaires du développement de premier plan de l'Océanie se sont engagés à renforcer leur collaboration et leur engagement auprès des pays de la région, afin que les effets du développement soient résilients, inclusifs et durables³.

1. On estime que les investissements dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des risques de catastrophe coûtent à la plupart des pays océaniques l'équivalent de 5 à 10 % de leur produit intérieur brut (PIB) chaque année, un pourcentage qui peut grimper jusqu'à 20 % du PIB chaque année pour les pays atolls. (Voir BaSD, 2019. *Action Plan for Healthy Oceans*. Manille (<https://www.adb.org/sites/default/files/related/145036/Action%20Plan%20for%20Healthy%20Oceans%20and%20Sustainable%20Blue%20Economies.pdf>).
2. Voir par exemple le communiqué du cinquantième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique <https://www.forumsec.org/wp-content/uploads/2019/08/50th-Pacific-Islands-Forum-Communiqué.pdf>, le communiqué de la Conférence sur des pays atolls résilients dans des océans productifs <https://www.adb.org/news/atoll-nations-face-immediate-climate-threat-their-development-adb-president>, et les engagements exigés par les pays océaniques lors de la COP25 <https://www.dfat.gov.au/about-us/corporate/portfolio/portfolio-budget-statements/Pages/2019-20-aus-aid-budget-pacific-at-a-glance> (en anglais).
3. Voir par exemple [ici](#) le récapitulatif de l'aide consentie par l'Australie à l'Océanie pour la période 2019–2020, ainsi que la déclaration d'orientation de la Nouvelle-Zélande sur la coopération internationale au service d'un développement durable efficace accessible [ici](#).
4. Les six axes stratégiques sont la sécurité climatique, la sécurité humaine et l'assistance humanitaire, la sécurité de l'environnement et des ressources, la criminalité transnationale, la cybercriminalité et la cybersécurité, et un environnement porteur de progrès.

L'Océanie compte plus de 20 000 îles, 28 millions de km² de zones économiques exclusives (ZEE) ainsi qu'une grande diversité de peuples, de langues (plus de 1 200), de traditions, de cultures et de contextes géographiques.

Comprendre que les modes de vie et d'apprentissage océaniques doivent être valorisés : tel est le fondement même de l'action de la CPS

La CPS œuvre au développement de la région depuis 73 ans. Appréhender cette diversité et comprendre que

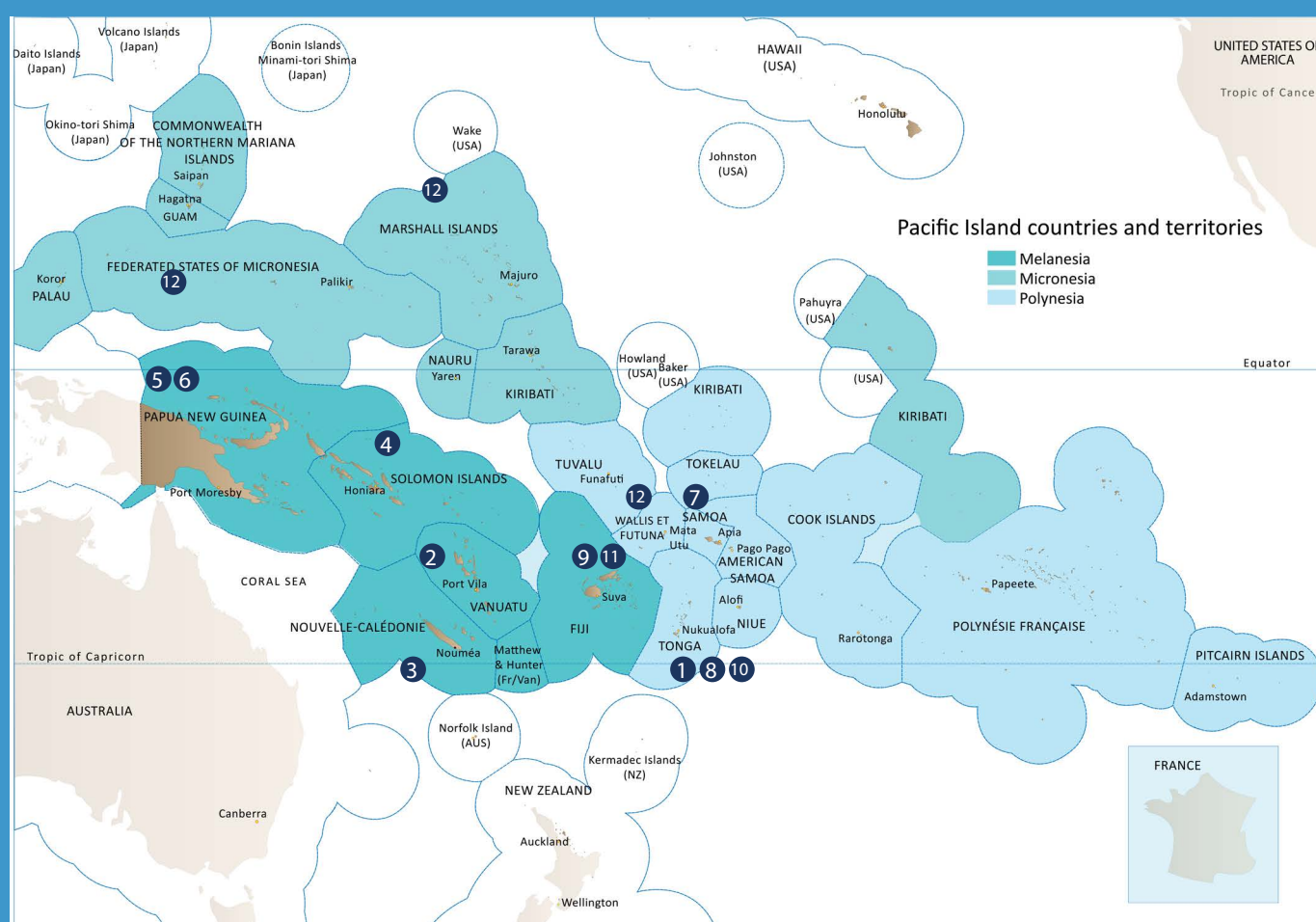
les modes de vie et d'apprentissage océaniques doivent être valorisés : tel est le fondement même de l'action de la CPS.

Sur la base des données factuelles relatives à l'impact de ses activités, l'Organisation s'emploie à élaborer et à mettre en œuvre des solutions intégrées et plurisectorielles pour répondre aux besoins de ses membres et aux priorités de la région en matière de développement.

Le Plan stratégique actuel touchant à sa fin, la CPS a procédé à une analyse des

effets de ses interventions scientifiques et techniques sur les populations, l'océan, les autres ressources naturelles, les institutions et les systèmes de la région, afin d'en tirer les enseignements qui guideront l'élaboration de son nouveau plan stratégique, pour une CPS « adaptée aux exigences de demain ».

La vulnérabilité des pays membres de la CPS face au changement climatique, aux catastrophes humanitaires et aux problèmes d'insécurité continue d'entraver leur développement.



- 1 En février, la dépression tropicale 06F a frappé les **Tonga**, s'accompagnant de forts coups de vent qui ont endommagé les plantations et les cultures et perturbé la vie scolaire et les transports.
- 2 En février, le cyclone de catégorie 2 Oma a causé des ravages à **Vanuatu** pendant plusieurs jours. Conjointement à l'onde de tempête qui l'a accompagné, il a fait un mort et provoqué des dégâts touchant les habitations, les routes et les moyens de communication (coût estimé à 50 millions de dollars É.-U.).
- 3 En février, les vents violents et les fortes pluies associés au passage du cyclone Oma en **Nouvelle-Calédonie** ont entraîné des pertes agricoles dans toutes les provinces du pays.
- 4 En février, le cyclone Oma a provoqué de nombreux dégâts aux **Îles Salomon**, dont l'échouement d'un imposant navire d'où se sont échappées près de 80 tonnes de fioul à proximité d'un site du patrimoine mondial de l'UNESCO.
- 5 En mai, la **Papouasie-Nouvelle-Guinée** a été frappée par un puissant séisme suivi d'une alerte au tsunami.
- 6 En juin, des éruptions volcaniques ont entraîné l'évacuation de plus de 10 000 personnes en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**.
- 7 En octobre, le **Samoa** a déclaré une épidémie de rougeole, avant d'instaurer l'état d'urgence le mois suivant. Fin 2019, on recensait 5 667 cas confirmés ou suspects de rougeole et 81 décès associés à cette maladie⁵.
- 8 En octobre, une épidémie de rougeole a été déclarée aux **Tonga**, où l'on a recensé 440 cas confirmés ou suspects.
- 9 En octobre, 15 cas confirmés de rougeole ont été signalés aux **Fidji**.
- 10 En novembre, une éruption volcanique a entraîné la formation d'une nouvelle île dans le groupe des Ha'apai au nord des **Tonga**.
- 11 En décembre, le cyclone Sarai est passé à proximité de l'île de Viti Levu aux **Fidji**. Il a provoqué la mort de deux personnes et des dégâts sur le réseau routier estimés à 5 millions de dollars fidjiens.
- 12 Des épidémies de dengue ont été déclarées aux **Îles Marshall** (en juin), dans l'État de Yap, aux **États fédérés de Micronésie** (en septembre) et à **Wallis et Futuna** (en novembre).

À PROPOS DE LA CPS

La Communauté du Pacifique (CPS) est la principale organisation scientifique et technique du Pacifique, soutenant fièrement le développement de la région depuis 1947. Organisation internationale d'aide au développement, la CPS fait figure de maison commune pour les 26 États et Territoires qui la composent et en assurent la gouvernance.

Vision

Notre vision pour le Pacifique est celle d'une région où règnent la paix, l'harmonie, la sécurité, l'intégration sociale et la prospérité, et où l'ensemble des peuples du Pacifique peuvent vivre libres et en bonne santé tout en étant productifs. Il s'agit d'une vision commune pour le Pacifique, consacrée par le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique.

Mission

Œuvrer en faveur du bien-être des Océaniens en mobilisant la science et le savoir à l'aide de méthodes efficaces et novatrices, s'appuyant sur une compréhension fine des spécificités et des cultures des populations du Pacifique.

Valeurs de la CPS

- Nous attachons une grande valeur à la richesse et à la diversité des cultures, des traditions et des environnements propres aux populations du Pacifique. Nous formulons des solutions pérennes fondées sur une compréhension solide des forces et des besoins qui les caractérisent, ainsi que des difficultés auxquelles elles sont confrontées.
- Nous nous engageons à valoriser les capacités scientifiques et techniques de nos membres, dans le cadre d'un processus de développement transformationnel.
- Nous nous engageons à respecter les principes de bonne gouvernance, ainsi qu'à défendre et à promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits de la personne, en nous assurant que les besoins des groupes les plus vulnérables au sein de nos sociétés sont au cœur du travail que nous menons.
- Nous collaborons avec nos partenaires actuels et tissons de nouvelles relations en vue de mobiliser l'ensemble des forces en présence pour servir collectivement les intérêts de nos membres.
- Nous nous engageons à développer une culture institutionnelle qui permette à nos agents d'améliorer sans cesse l'efficacité de leur action au profit des populations océaniques.

Modalités d'intervention de la CPS

Notre organisation, unique en son genre, intervient dans plus de 20 secteurs d'activité en Océanie. Nous plaçons la science, le savoir et l'innovation au service du développement durable en mettant l'accent sur les grandes problématiques transversales qui intéressent la région, telles que le changement climatique, la gestion des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire, l'égalité hommes-femmes, les droits de la personne, les maladies non transmissibles (MNT) et le chômage des jeunes. Conformément à la démarche plurisectorielle que nous avons choisi d'adopter pour répondre aux priorités de développement de nos membres, nous mobilisons les compétences et les capacités de nos membres et de nos partenaires régionaux et internationaux, et nous soutenons l'autonomisation des communautés océaniques et la mutualisation des connaissances entre les États et Territoires de la région. La réussite de ces efforts dépend de la qualité de nos relations avec les autorités des pays membres, les partenaires du développement, la communauté scientifique, la société civile et le secteur privé, ainsi que de la compréhension et de l'appréciation des environnements, des cultures et des contextes océaniques.

La CPS – une organisation aux fortes capacités d'adaptation

POINTS ABORDÉS

[Rester pertinent dans un environnement en mutation](#)

[Fonctionnement interne de la CPS](#)

[Effectifs de la CPS](#)

[Récapitulatif financier](#)

[Contribution de la CPS à un leadership éclairé](#)

[Réalisation des objectifs de développement durable \(ODD\)](#)

Ocean Science –
A sustainable future for the Blue Pacific



Sciences océaniques :
un avenir durable pour le Pacifique bleu

En 2019, le thème central de la quarante-neuvième session du CRGA et de la onzième Conférence de la Communauté du Pacifique était « Sciences océaniques : un avenir durable pour le Pacifique bleu ». En sa qualité de Président de la Conférence pour la période 2019–2021, le Premier ministre des Îles Cook, M. Henry Puna, a prononcé un discours sur ce thème, dans lequel il a dit sa confiance dans la capacité des Océaniens à construire un avenir durable pour la région :

« Tous les peuples du Pacifique sont écologistes par nature. C'est inscrit dans notre ADN. En protégeant nos espèces et nos écosystèmes, nous préservons aussi le patrimoine culturel qui nous a été transmis et que nous léguerons aux générations futures. »

Expansion du CCPSO et promotion de la Plateforme de données océaniques

Les participants à la Conférence se sont notamment engagés en faveur de l'expansion du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (CCPSO) et de la promotion de la Plateforme de données océaniques (PDO), afin de mieux répondre aux besoins en matière de recherche, de données et de savoirs en rapport avec les sciences océaniques.

La Conférence a en outre désigné le nouveau Directeur général de la CPS, M. Stuart Minchin.

PLAN STRATÉGIQUE 2021+



Le CRGA a approuvé une approche en cinq phases pour la mise au point du prochain plan stratégique de la CPS, fondée sur les principes d'un pilotage par les membres, d'une consultation inclusive et d'un leadership éclairé de haut niveau, le but étant de fournir une perspective résolument régionale.

C'est cette démarche qui a été adoptée pour la première phase (recueil de données factuelles) au cours du deuxième semestre de l'année 2019, dont les conclusions ont été soumises en novembre à la session extraordinaire du CRGA.

[Écouter l'édition du podcast Pacific Way consacrée à la onzième Conférence de la CPS.](#)

[Regarder une vidéo relative au Plan stratégique 2021+ de la CPS.](#)



Rester pertinent dans un environnement en mutation

La CPS procède systématiquement à l'évaluation des méthodes employées pour l'élaboration de ses stratégies et de ses programmes, afin de les modifier si nécessaire pour garantir la pertinence de ses interventions.



L'année 2019 a été marquée par la poursuite de la contribution de la CPS à la stratégie et à la coordination régionales en matière d'action climatique et de promotion de la résilience face aux catastrophes, ainsi que par l'ancrage de son positionnement en faveur du financement de l'action climatique et de l'adoption de solutions intégrées au sein des pays océaniques.

- En février 2019, la CPS a obtenu son accréditation auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), ce qui lui ouvre de nouvelles perspectives de financement des interventions plurisectorielles relatives au changement climatique (pour plus de détails sur la valorisation par la CPS des possibilités offertes par le FVC, se reporter à la page 34).
- Vers la fin de l'année 2019, la CPS a signé un accord avec la GIZ⁶ qui lui permettra de continuer à soutenir la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le Pacifique.
- En novembre 2019, la CPS a organisé un dialogue de haut niveau sur l'eau et l'assainissement, qui a réuni des représentants des gouvernements, des organismes des Nations Unies, d'ONG internationales et d'organisations de la société civile. Cette initiative a ouvert la voie à un renforcement de la collaboration et des partenariats dans ce secteur durement touché par le changement climatique.



La CPS renforce son action en faveur des droits de la personne, de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale en Océanie grâce à l'adoption systématique en interne d'une « approche centrée sur l'humain », appliquée également au changement climatique et à la durabilité environnementale.



En 2019, les gouvernements des Îles Marshall, de la Nouvelle-Calédonie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Îles Salomon ont conclu des programmes-pays avec la CPS. Ces derniers définissent un cadre pluriannuel dans lequel s'inscrivent les interventions intégrées de la CPS et sont axés sur les priorités que les pays jugent eux-mêmes essentielles à la réalisation de leurs objectifs de développement. La méthode employée pour élaborer ces programmes a été couchée sur le papier au cours de l'année écoulée afin de garantir la cohérence de la démarche et la participation des pays.

Le renouvellement par la Nouvelle-Zélande de son partenariat avec la CPS pour la période 2020–2024 et l'augmentation substantielle des financements correspondants témoignent d'une concordance de valeurs et de la confiance placée dans la capacité de la CPS à accompagner le développement dans le Pacifique. Des investissements spécifiques dans les solutions de la CPS axées sur les données, telles que le CCPSO et la PDO, contribueront à l'élaboration de politiques de développement et de solutions durables fondées sur des données factuelles pour relever les défis auxquels est confrontée l'Océanie.

Fonctionnement interne de la CPS

En 2019, la CPS a poursuivi sa quête de l'excellence opérationnelle, comme en témoigne l'évaluation exhaustive de sa viabilité financière et de sa gestion des ressources humaines.

L'analyse de la viabilité financière a mis en évidence la nécessité d'accroître les fonds programme afin de renforcer la prévisibilité du financement de l'Organisation. Lors de sa quarante-neuvième session, le CRGA a approuvé la création en 2020 de groupes de travail ad hoc chargés de mener des consultations auprès des membres au sujet de l'examen des contributions statutaires et des subventions spéciales des pays hôtes.

Pour ce qui est des ressources humaines, l'évaluation a été réalisée au moment de la publication, aux fins de consultation, de la nouvelle version du Règlement du personnel et des politiques relatives au personnel de la CPS, dont l'adoption est prévue pour 2020.

Parmi les autres initiatives mises en œuvre pour réduire au maximum les risques financiers, il convient de citer la création d'une unité gestion de projets UE, la réalisation d'audits de projets et le renforcement des capacités en matière de passation de marchés. Après la tenue de consultations internes, des systèmes d'information améliorés pour les ressources humaines et la gestion financière ont par ailleurs été mis en place.

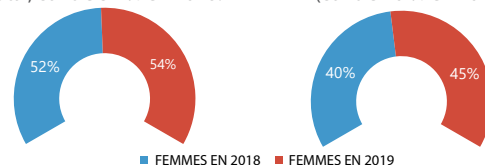
Effectifs de la CPS

La CPS a son siège à Nouméa et dispose d'antennes régionales à Suva, à Port-Vila et à Pohnpei, ainsi que d'une cellule de soutien aux projets à Honiara.

Fin 2019, la CPS employait 595 agents, soit une augmentation de 1,4 % par rapport à l'année précédente (578 agents).

Les femmes occupaient davantage de postes à recrutement local, correspondant aux classes salariales inférieures, même si l'on a constaté une augmentation du nombre de femmes affectées à des postes de cadre ou de direction.

Au nombre de 321, les femmes représentaient 54 % de l'effectif total, contre 52 % en 2018. 45 % des femmes occupaient des postes de cadre ou de direction (contre 40 % en 2018).



Récapitulatif financier

En 2019, le budget de la CPS s'est établi à 80,2 millions d'euros, les dépenses réelles totalisant 73 millions d'euros. Le taux d'exécution des programmes et projets s'est élevé à 94,4 %, soit des dépenses de 60,5 millions d'euros pour un budget de 64,1 millions d'euros, certains projets étant encore en cours de mise en œuvre à la fin de l'année.

Le budget approuvé pour l'exercice 2020 prévoit des dépenses d'un montant de 90 millions d'euros, soit 9,8 millions d'euros de plus que l'année précédente, ce qui résulte principalement de l'augmentation du taux d'exécution des programmes et projets. Ce budget prévoit également le financement de dépenses d'investissement et de réformes majeures, concernant notamment la fonction d'audit interne de la CPS, dans le but de renforcer la gouvernance.

Contribution de la CPS à un leadership éclairé

Programme de travail des chefs d'État et de gouvernement du Forum des Îles du Pacifique

La CPS est membre du CORP⁷, qui est présidé par le Secrétaire général du Forum des Îles du Pacifique. La nouvelle [Charte du CORP](#) adoptée en 2019 a pour but de donner un nouveau souffle au mécanisme du CORP et de le renforcer pour qu'il constitue un système régional unique.

Les organisations membres du CORP collaborent sur les priorités régionales définies dans le [Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique](#) (2014) et la [trame narrative du Pacifique bleu](#) (2017). Le [rapport du CORP](#) établi chaque année à l'intention des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum fait la synthèse des contributions conjointes des organisations à leur programme de travail.

Seule ou avec d'autres, la CPS assume la responsabilité de plusieurs priorités définies par les dirigeants du Forum, ce qui recouvre des cadres, politiques, plans et stratégies à caractère régional ainsi que l'apport de conseils techniques et d'une coordination dans près de 20 domaines. On trouvera à l'annexe 1 du présent rapport (Tableaux des résultats obtenus en 2019) la liste des principales interventions relatives à ces stratégies et cadres régionaux, qui se traduisent souvent par un soutien scientifique, technique et juridique spécifique. Les réunions des responsables sectoriels organisées par la CPS (au

nombre de cinq en 2019) permettent également de définir les orientations relatives au traitement des priorités régionales.

En 2019, les dirigeants océaniques ont approuvé l'élaboration d'une « Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 ». Les compétences scientifiques et technologiques de la CPS contribueront dans une large mesure au renforcement des atouts collectifs du CORP dans la prise en compte des priorités fondamentales de la Stratégie⁸.

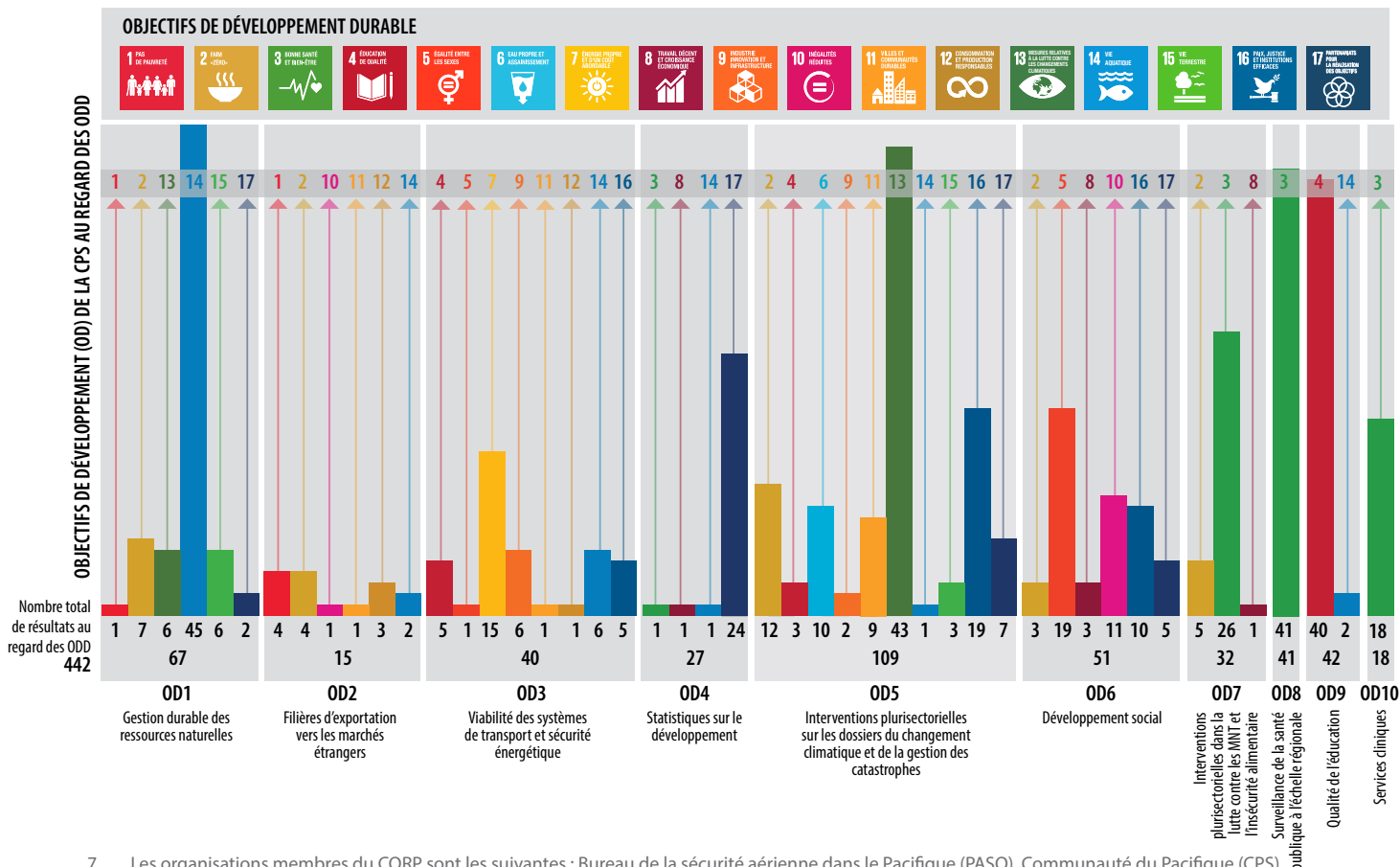
Pouvoir de mobilisation de la CPS

La CPS organise ou coorganise des réunions régionales de haut niveau rassemblant les ministres ou les directeurs de secteurs spécifiques pour accompagner l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de cadres régionaux relevant de son mandat. En tant que « maison commune » de l'Océanie, la CPS rend possible le débat sur des thématiques sectorielles afin de fournir des orientations stratégiques relatives à des questions régionales et transversales, et de construire ou de renforcer les partenariats régionaux pour répondre aux priorités mises en évidence. Les participants à ces réunions de haut niveau assurent également la supervision technique des activités menées par la CPS.

En 2019, la CPS a organisé ou coorganisé huit réunions régionales de ministres ou de directeurs sectoriels de pays océaniques. Elle a également organisé d'autres manifestations

Réalisation des objectifs de développement durable (ODD)

Graphique 1 : Synthèse de la contribution de la CPS aux ODD⁹



- Les organisations membres du CORP sont les suivantes : Bureau de la sécurité aérienne dans le Pacifique (PASO), Communauté du Pacifique (CPS), Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA), Secrétaire général du Forum des Îles du Pacifique (FIP), Pacific Power Association (PPA), Programme régional océanique de l'environnement (PROE), Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) et Université du Pacifique Sud (USP).
- Les priorités fondamentales se déclinent comme suit : action climatique, protection de la santé et de l'intégrité de notre océan, gestion durable des ressources de nos îles et de notre océan, connexion de notre continent océanique (air, mer et TIC), et santé des populations (Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 et Feuille de route régionale pour un développement durable).
- L'accent est mis sur le principal objectif concerné par le résultat obtenu grâce à la contribution de la CPS.

d'importance régionale ou internationale (voir le récapitulatif des principales conclusions de ces réunions à l'annexe 4).

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui englobe 17 objectifs de développement durable (ODD), constitue un élément moteur du développement à l'échelon international. Les États et Territoires insulaires océaniques ont souscrit à ces objectifs et y font appel pour orienter, suivre et rendre compte des actions qu'ils mènent au titre de leurs plans de développement nationaux.

Les buts et objectifs de développement de la CPS sont en adéquation avec les ODD, et ses interventions viennent directement appuyer les efforts déployés par les pays océaniques pour concrétiser ceux-ci.

Suivi et rapports sur les progrès enregistrés au regard des ODD

En 2019, la CPS a continué de jouer un rôle essentiel dans la concrétisation des ODD en Océanie, en travaillant avec les pays de la région à l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la préparation des rapports correspondants. Une conseillère en statistiques sociales se consacre exclusivement aux ODD, et les compétences et capacités de recherche de la CPS contribuent à l'élaboration des rapports y afférents.

En 2019, la CPS a travaillé en étroite concertation avec d'autres organisations, telles que le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies, dans le cadre des activités ci-dessous.

- Aide apportée à Nauru, à Palau et aux Tonga pour que ces pays parachèvent leurs examens nationaux volontaires (ENV). À Nauru, des ateliers ont permis aux différents secteurs de définir leurs priorités au titre des ENV et de les relier à des cibles associées aux ODD, tandis qu'aux Tonga, des outils de visualisation des données montrant les progrès accomplis au titre des ODD prioritaires et des domaines d'action nationaux ont été conçus sur mesure. Deux ateliers ont été organisés aux Îles Salomon en vue de l'élaboration, en 2020, du rapport de l'ENV.
- Création d'un tableau de bord relatif aux ODD sur la Plateforme de données océaniques. Cet instrument regroupe toutes les données correspondant aux 132 indicateurs océaniques et permet à l'utilisateur d'explorer, de visualiser et de télécharger des jeux de données spécifiques concernant les ODD.
- Contribution à l'élaboration d'une feuille de route relative aux statistiques générées avec la CESAP, la Banque asiatique de développement (BASD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). Les principaux besoins et difficultés relatifs à la production et à la diffusion en Océanie de statistiques générées en rapport avec les ODD ont été mis en évidence par plusieurs parties prenantes.

En 2019, la méthode d'évaluation de la contribution de la CPS aux efforts déployés par les pays membres au titre des ODD a également été évaluée. Dans le cadre des consultations relatives à l'ENV des Fidji, la CPS s'est appuyée sur son rapport de résultats pour mettre en évidence sa contribution dans ce pays.

Données de référence du Plan national de développement durable de Vanuatu

Le service national de la statistique de Vanuatu travaille à la définition de données de référence pour le Plan national de développement durable au travers de l'ajout de plusieurs composantes à son enquête sur le budget et la consommation des ménages. Les informations ainsi recueillies permettront à Vanuatu de suivre les progrès accomplis tant au titre du Plan national de développement durable que des ODD.

En 2018, la Division statistique pour le développement de la CPS a apporté un soutien technique au titre de la conception de l'enquête, de la stratégie d'échantillonnage et de l'étude de terrain. En 2019, la CPS a dispensé des formations destinées aux agents de terrain et consacrées au suivi de l'enquête, et elle continuera d'apporter son concours à l'analyse des données et à l'établissement de rapports en 2020. La CPS joue un rôle majeur d'intermédiaire statistique entre les pays océaniques et les organismes mondiaux, en accompagnant l'adaptation des normes statistiques internationales au contexte océanique, certains pays étant caractérisés par une population peu nombreuse et une économie au périmètre limité.



Suivi des progrès réalisés au titre de l'ODD 14 Vie aquatique

Un manuel de suivi, évaluation et amélioration continue consacré à l'ODD 14 a été publié en 2019. Les experts de la CPS font partie de ses auteurs. Ce manuel concourt à la mise en place de méthodes utilisables par les pays pour suivre et évaluer leurs stratégies nationales relatives à l'ODD 14 et recueillir les données propres à accélérer les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif. La participation de la CPS a permis de mettre en lumière le rôle de la coopération régionale dans ce cadre.

Perspectives pour 2020

- *Copiloter l'élaboration du premier rapport régional biennal relatif aux ODD en Océanie.*
- *Poursuivre l'apport d'une assistance technique aux États fédérés de Micronésie, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et au Samoa pour l'achèvement de leurs ENV relatifs aux progrès accomplis dans la réalisation des ODD.*
- *Renforcer l'engagement de la CPS en faveur d'un développement qui « ne laisse personne de côté » grâce à l'intégration systématique d'une approche centrée sur l'humain et d'une politique de responsabilité sociale et environnementale dans l'ensemble de ses activités, et grâce à la contribution à la production et à l'utilisation de statistiques générées servant à suivre les ODD en Océanie.*

**Les résultats
de la CPS en bref**

[Synthèse des résultats
et évaluations de la
performance](#)

[Progrès au regard des
priorités de la CPS](#)



LES RÉSULTATS DE LA CPS EN BREF

Résultats en 2019

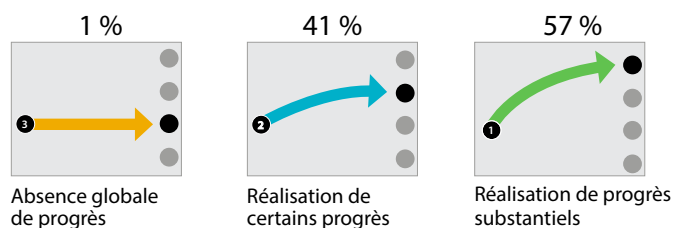
588 résultats

442 résultats au regard
de 9 objectifs de
développement
(+ 5 % par rapport à 2018)

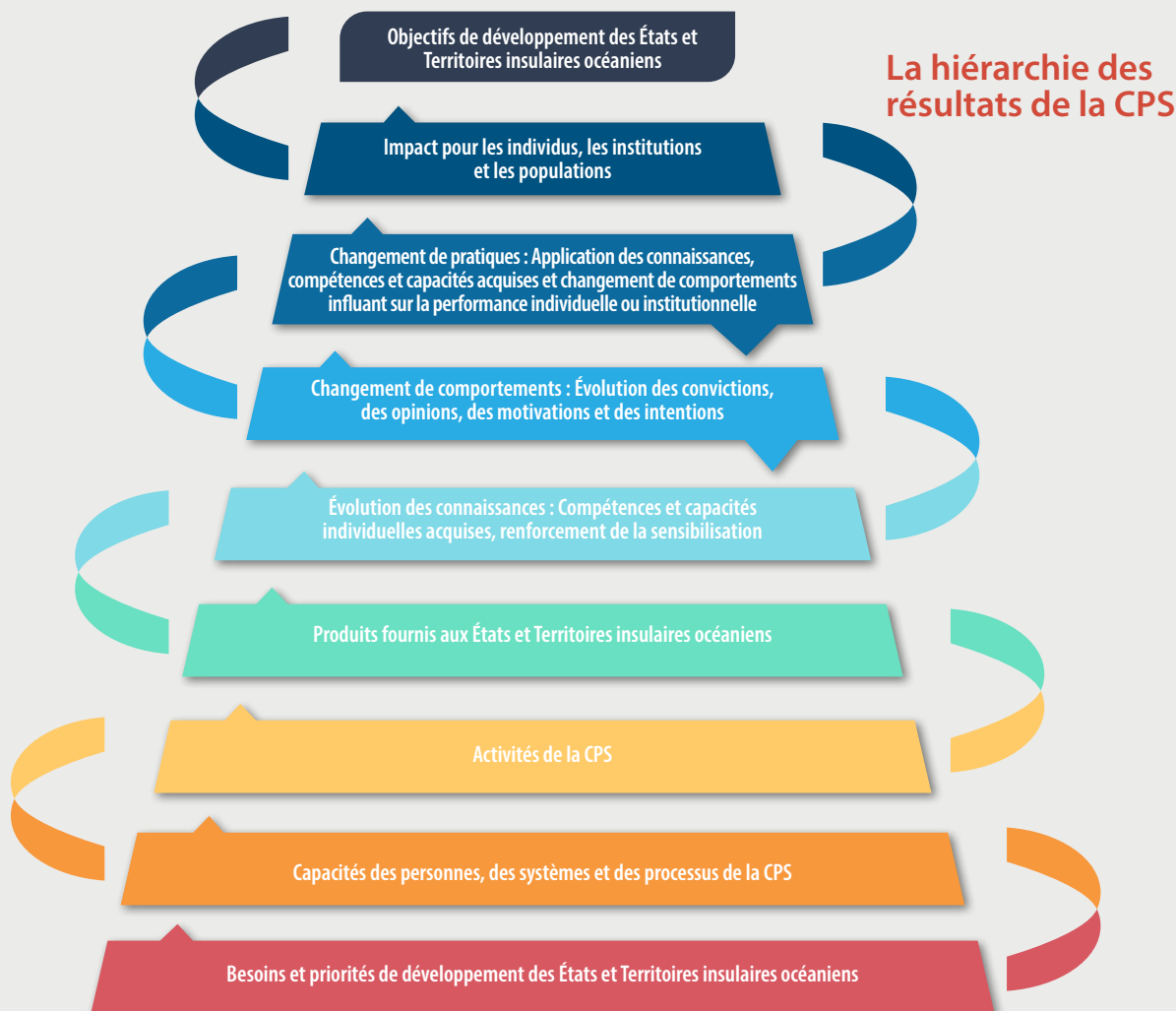
116 résultats au regard
de 5 objectifs
organisationnels
(- 30 % par rapport à 2018)

Synthèse des résultats et évaluations de la performance

Dans l'ensemble, le processus d'évaluation de la performance de la CPS pour l'année 2019 permet de brosser un tableau positif de la contribution des divisions à la réalisation de ses objectifs stratégiques. En 2019, des progrès substantiels ont été réalisés au titre d'une proportion plus importante de résultats (57 % contre 48 % en 2018), ce qui démontre le degré de maturité croissant des investissements de la CPS et les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs de développement pour et avec ses membres¹⁰.



10. Données insuffisantes ne permettant pas de noter la performance pour 1 % des résultats.



En 2019, la proportion de résultats de type « impact » (**graphique 2**) a plus que doublé par rapport à l'année précédente (+ 108 %), comme le montrent les exemples suivants :

- Mise en place de mécanismes de gouvernance durables de la gestion intégrée des zones côtières dans le cadre du projet RESCCUE (Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique).
- Augmentation de l'efficacité énergétique et réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport maritime.
- Gestion durable des ressources en thonidés.
- Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour plus de 26 000 personnes en Océanie.
- Amélioration de l'accès aux services de protection de la famille et d'assistance en cas de violence domestique.

Le **graphique 3** met en avant les changements obtenus pour les pays membres et avec leur concours sur la base des produits générés par les interventions de la CPS. On y trouve la synthèse des résultats de type « impact » et « effets » (à savoir l'évolution des connaissances, et le changement de comportements et de pratiques) par objectif de développement du Plan stratégique.

Le **graphique 4** expose les résultats obtenus par l'Organisation en fonction de ses principales capacités.

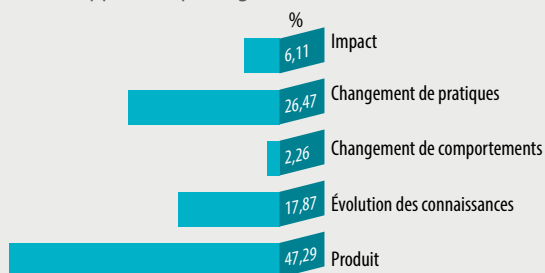
Les capacités scientifiques et techniques et la force d'innovation de l'Organisation, ainsi que ses compétences dans les domaines des lois, politiques et règlements, de l'assistance technique et du renforcement des capacités, ainsi que des infrastructures et des services collectifs permettent la production de biens publics régionaux qui contribuent à la résilience et au bien-être des populations océaniques.

Près de 44 % des résultats de 2019 sont le fruit d'investissements dans l'assistance technique et le renforcement des capacités. Ces activités recouvrent l'apport d'une assistance scientifique et technique – incluant le renforcement des capacités – à des parties prenantes étatiques et non étatiques, l'appui technique à la production et à la diffusion d'outils et de manuels, et le soutien et les conseils en matière de changement et d'amélioration des structures institutionnelles et de renforcement des systèmes, méthodes et pratiques. En 2019, plus de 209 manifestations ou activités d'assistance technique et de renforcement des capacités ont bénéficié à plus de 8 000 personnes¹¹ (**graphique 5**).

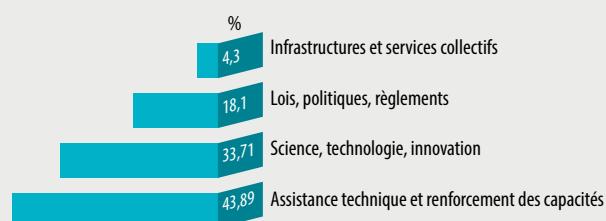
Les investissements dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation produisent des connaissances qui bénéficient à l'ensemble de la région. Les pays membres ont de plus en plus souvent recours à ces connaissances pour faire face au changement climatique et aux risques de catastrophe, renforcer la gestion durable des ressources naturelles et promouvoir une éducation et une santé de qualité ainsi que le développement social.

11. Conformément aux chiffres communiqués.

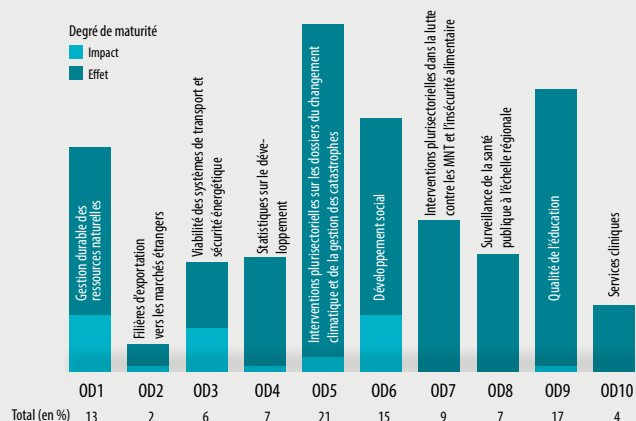
Graphique 2 : Résultats obtenus au regard des objectifs de développement, par degré de maturité (N = 442)



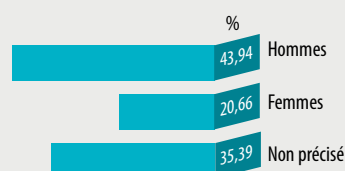
Graphique 4 : Résultats par capacités (N = 442)



Graphique 3 : Effets et impact par objectif de développement (N = 232)



Graphique 5 : Proportion de personnes ayant bénéficié d'une formation (N = 8 058)

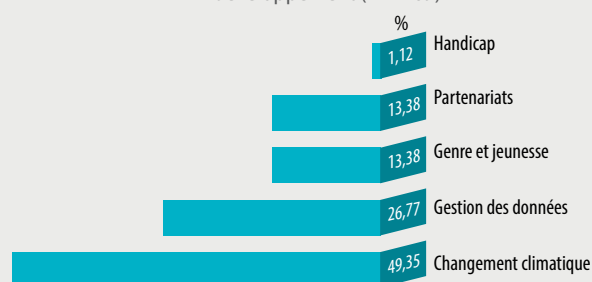


En 2019, on a constaté des retombées dans la durée grâce à la mise en œuvre de politiques, législations et réglementations que la CPS avait contribué à définir au cours des années passées, qu'il s'agisse par exemple de l'amélioration de la planification et des directives en matière de préparation et de gestion des catastrophes ou d'affectation de crédits budgétaires aux plans relatifs aux droits de la personne.

La CPS a en outre été de plus en plus souvent appelée à intervenir dans le domaine des infrastructures et des services collectifs pour le compte de ses membres. En 2019, les services en question recouvraient les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'urgence, les centres de semences, la fourniture ou la maintenance d'équipements (de l'agriculture au biomédical) et la création d'emplois par le biais du programme Youth@Work.

La CPS a intégré les thématiques du changement climatique, de la gestion des données, de l'égalité de genre et de la jeunesse dans l'ensemble de ses activités. Ses interventions et les résultats qu'elle obtient sont renforcés par des partenariats avec les autorités des pays membres, les organisations du CORP et les partenaires du développement, la société civile, le secteur privé, les organismes de recherche et le monde universitaire (**graphique 6**).

Graphique 6 : Résultats transversaux par objectif de développement (N = 269)

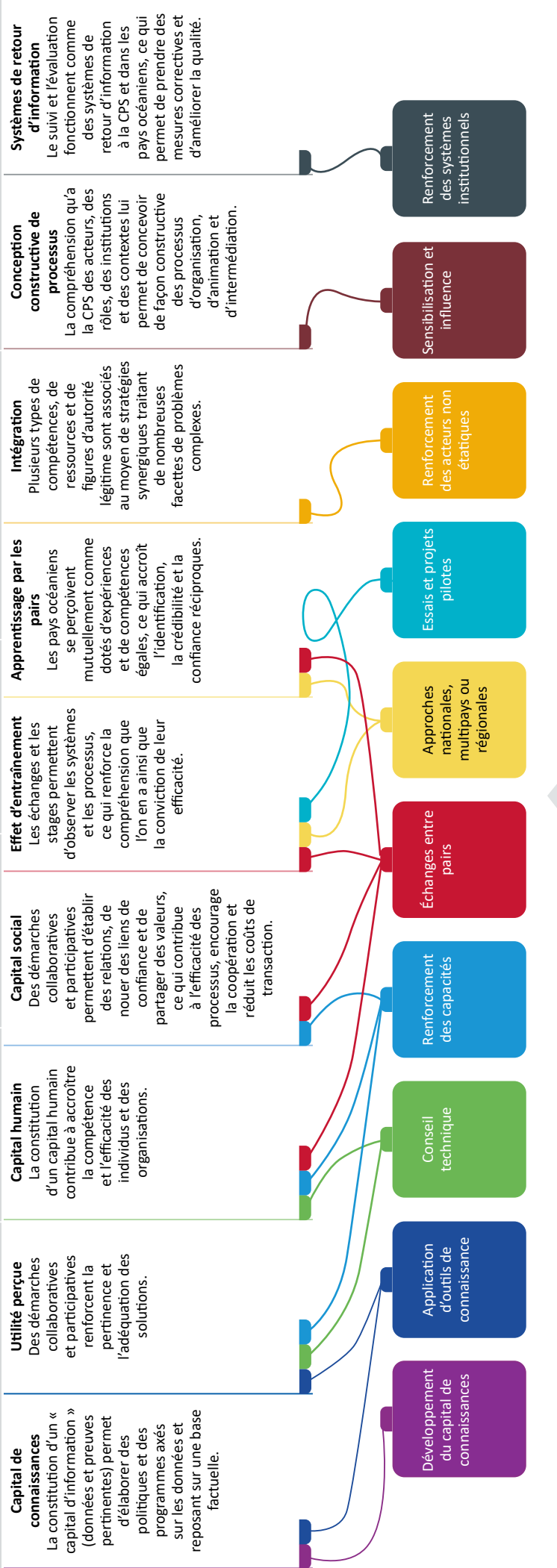


En 2019, la proportion
de résultats de type
« impact » a plus que
doublé par rapport à
2018

La théorie du changement de la CPS

La théorie du changement schématise la séquence d'événements permettant aux programmes et initiatives de la CPS de modifier une circonstance ou situation existante afin de produire l'effet de développement souhaité.

1					2		3	
NOS TROIS OBJECTIFS					Des communautés résilientes et autonomes		Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé	
Objectifs					Améliorer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique		Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés	
Objectifs spécifiques (Objectifs intermédiaires)					Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers		Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes	
Effets (Objectifs intermédiaires)					Renforcer la gestion durable des ressources naturelles		Améliorer les interventions plurisectorielles (droits de la personne, égalité entre les sexes, diversité culturelle et débouchés d'avenir pour les jeunes)	
					Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale		Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire	
					Améliorer la qualité de l'éducation			



GRANDS PROGRAMMES DE LA CPS

Pêche hauturière, pêche côtière, océans et services maritimes, géoressources et énergie, ressources génétiques, paysages et forêts durables, agriculture durable, moyens de subsistance, coordination et gouvernance de la statistique à l'échelle régionale, collecte et diffusion de données, développement social, droits de la personne, surveillance de la santé publique, maladies non transmissibles, changement climatique et résilience aux risques de catastrophe, évaluation et qualité de l'enseignement

Progrès au regard des priorités de la CPS

Les dix axes de travail prioritaires (CCPSO compris) orientent les décisions programmatiques et opérationnelles.



Sciences halieutiques

Des données scientifiques de qualité étayent la gestion halieutique aux échelons régional, infrarégional, national et infranational. Le rapport relatif à l'évaluation des stocks de thonidés réalisée en 2018 pour le thon obèse, le thon jaune, le germon et la bonite dans le Pacifique¹², publié en 2019¹³, montre que les stocks sont gérés de manière durable et se maintiennent au-dessus des niveaux de durabilité approuvés. La pérennité des stocks de thonidés en Océanie est attribuée aux mesures de conservation et de gestion¹⁴ définies sur la base des connaissances scientifiques et des données sur les thonidés fournies par la CPS, et au soutien apporté par l'Organisation à ses membres, notamment en améliorant la compréhension des données scientifiques relatives aux stratégies d'exploitation (voir le zoom sur les réalisations à la page 5).



Ressources génétiques végétales et agricoles

Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) est investi d'une double mission de conservation et de développement de la biodiversité en Océanie. En 2019, 245 nouvelles obtentions végétales d'espèces comestibles et 40 essences arboricoles ont été distribuées à des organismes nationaux aux fins de multiplication à grande échelle (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga et Tuvalu). Le CePaCT continue de renforcer les systèmes semenciers nationaux et de promouvoir des systèmes alimentaires résilients et pérennes (voir le zoom sur les réalisations à la page 57).



Évaluation et qualifications pédagogiques à l'échelle régionale

Pour la toute première fois en 2018, l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) a permis de recueillir des informations contextuelles exhaustives auprès des élèves et enseignants participants, telles que des données sur l'attitude des élèves face à l'apprentissage et les ressources dont ils disposent chez eux pour apprendre, l'implication des parents et les qualifications des enseignants. Grâce à l'édition 2018 de la PILNA, on appréhende beaucoup mieux les résultats obtenus par les systèmes d'éducation océaniques. L'analyse des évolutions sur les trois cycles de la PILNA (2012, 2015 et 2018) réalisée en 2019, ainsi que les informations concernant le contexte et le codage, recueillies pour la première fois en 2018, permettront aux responsables de prendre des décisions éclairées, fondées sur des données factuelles, afin d'améliorer les acquis d'apprentissage dans la région (voir le zoom sur les réalisations à la page 69).



Surveillance de la santé publique

En 2019, la CPS a procédé au suivi de toutes les menaces sanitaires en Océanie, dont la flambée épidémique de rougeole, tout en diffusant des conseils sanitaires. Elle a également aidé les pays de la région à publier des rapports de situation postérieurs aux flambées épidémiques sur PacNet (le réseau de la CPS consacré à l'échange d'informations sur les urgences de santé publique). Plus de 80 % des pays ayant enregistré des alertes sanitaires ou des flambées épidémiques ont diffusé leurs rapports sur PacNet, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à 2017.



Changement climatique et gestion des risques de catastrophe/résilience

L'Unité financements climatiques de la CPS est devenue pleinement opérationnelle à la mi-2019, ce qui permettra d'améliorer l'accès aux financements du FVC en Océanie et de participer plus activement au dialogue régional. L'accord-cadre d'accréditation entre la CPS et le FVC a été signé en novembre 2019. Les actions de renforcement des capacités nationales d'accès aux financements climatiques se sont poursuivies en 2019, avec l'organisation d'une série d'ateliers axés sur la gestion de projet et le suivi et l'évaluation des systèmes de résilience nationaux, régionaux et internationaux. Depuis qu'elle est devenue membre de la Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique (Plateforme des CDN), la CPS a notamment organisé un atelier consacré aux CDN relatives à l'océan, en mai 2019, et la réunion des correspondants de la Plateforme, en juillet 2019, et elle a publié le rapport « Ocean for Climate » en octobre 2019. La CPS contribue également à la mise en place de mécanismes de gestion de l'information et des connaissances au sein de la Plateforme des CDN.



Gestion et gouvernance de l'océan

Depuis 2001, la CPS a contribué à la délimitation de 19 limites maritimes communes en Océanie (seules 13 des 48 limites communes de la région restent encore à délimiter et à faire reconnaître officiellement). En 2019, au bout de 10 années de procédure, les droits souverains des États fédérés de Micronésie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Îles Salomon sur les 600 000 km² de fonds marins du plateau d'Ontong Java ont été officiellement reconnus (voir le zoom sur les réalisations à la page 11).



CCPSO

Le CCPSO regroupe l'ensemble des compétences techniques et scientifiques internes de la CPS en matière d'océanographie. Ce projet est maintenant entré dans sa deuxième phase (mise en service et structuration du Centre), l'objectif étant de mettre en œuvre une programmation intégrée axée sur les sciences océaniques et de forger des partenariats internationaux et régionaux innovants à l'appui de la gouvernance et de la gestion de l'océan au sein des pays membres de la CPS.

Pour regarder une vidéo consacrée au CePaCT, cliquer ici.



Pour regarder une vidéo consacrée au CCPSO, cliquer ici.



12 Il s'agit des principaux stocks de thon ciblés par les grandes pêcheries industrielles du Pacifique occidental et central.

13 Voir CPS, 2019. *La pêche thonière dans le Pacifique occidental et central : tour d'horizon et état des stocks de thonidés (2018)* <http://purl.org/spc/digilib/doc/6ojzs>

14 La Commission des pêches du Pacifique occidental et central instaure des mesures de conservation et de gestion à partir des conseils scientifiques indépendants fournis par la CPS.



Coordination et diffusion des données régionales

En 2017, la CPS a présenté aux directeurs des services planification et statistique du Pacifique un projet de plan quinquennal de collecte de données dans la région au titre des recensements et des grandes enquêtes statistiques. Ce plan a pour objectif de recenser les programmes de collecte de données des pays membres et de mettre en évidence les lacunes et les sources de financement possibles afin de faciliter la mobilisation des services et des ressources nécessaires. Le plan de collecte des données pour la période 2019–2023 est désormais en place et suivi par les pays membres.

S'agissant du recueil de statistiques essentielles dans la région, la CPS, l'UNFPA et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont mis en évidence un déficit de financement de 40 à 45 millions de dollars des États-Unis. Or, ces collectes sont indispensables à la production de données de qualité et actualisées permettant l'élaboration de politiques étayées par des données factuelles et le suivi des progrès accomplis au regard de cadres d'indicateurs. Pour remédier au déficit de financement susmentionné, la CPS et ses partenaires ont proposé la création d'un mécanisme de financement de la collecte de données statistiques en Océanie. Cette proposition a été soumise en 2019 au Groupe des bailleurs de fonds et des partenaires du développement, au Comité océanien des méthodes statistiques ainsi qu'au Comité permanent océanien des statistiques, et sera affinée en 2020 en consultation avec les partenaires du développement¹⁵.

En 2019, le catalogue de la Plateforme de données océaniques (PDO), centre d'archivage de données ouvertes et d'outils de connaissance du Pacifique, s'est enrichi de plus de 7 000 jeux de données, récits et publications. Au total, 81 526 pages ont été consultées par des utilisateurs uniques. Les éléments les plus consultés sont les contenus des jeux de données et les tableaux de bord relatifs aux ODD et à l'éducation, tous accessibles depuis la page d'accueil. La majorité des visiteurs résident en Australie et aux États-Unis d'Amérique. En 2020, la CPS s'efforcera de mieux connaître les utilisateurs et d'approfondir le dialogue avec eux pour que la Plateforme continue à contribuer à une prise de décision éclairée en Océanie.



Droits de la personne, y compris l'égalité hommes-femmes et la jeunesse

Les interventions de la CPS dans les domaines des droits de la personne et de la gouvernance connaissent une montée en puissance à l'échelon régional et débouchent sur des résultats pérennes dans la promotion et la protection des droits de la personne. En 2016, Tuvalu a été le premier pays océanien à se doter d'un plan d'action national relatif aux droits de la personne. En 2019, les Îles Marshall, Nauru, les Îles Salomon, Tuvalu et Vanuatu ont affecté des crédits budgétaires spécifiques à la mise en œuvre de leurs plans nationaux relatifs aux droits de la personne. En 2016, la CPS a accompagné ses membres dans la rédaction de politiques ou de textes législatifs relatifs à la violence domestique. En 2019, sept États et Territoires insulaires océaniques¹⁶ étaient dotés de services de protection de la famille et d'assistance en cas de violence domestique, partiellement dotés de ressources et en cours d'expansion. En 2016, la CPS a entrepris de renforcer les capacités de 16 coalitions mises en place au Samoa, aux Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu pour promouvoir des changements dans le domaine des droits de la personne. En 2019, 10 campagnes menées par la société civile à Kiribati, aux Îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, aux Îles Salomon, à Tuvalu et à Vanuatu ont entraîné une évolution marquée de la politique ou de la législation relative aux droits de la personne, ou permis des progrès tels que la création d'une association pour les personnes en situation de handicap à Chuuk, aux États fédérés de Micronésie (voir le zoom sur les réalisations à la page 46).

Les interventions de la CPS dans les secteurs de l'égalité de genre, de la jeunesse et de la culture ont beaucoup progressé ces dernières années. En 2014, l'Organisation a aidé 12 pays membres à évaluer leur capacité et les possibilités existantes en matière d'intégration de l'égalité hommes-femmes dans l'ensemble de

leurs administrations publiques. En 2018 et 2019, une assistance a été apportée à cinq pays membres dans la réalisation de profils nationaux genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En 2019, la collaboration avec la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins s'est poursuivie, avec la réalisation d'évaluations du secteur halieutique sous l'angle du genre aux États fédérés de Micronésie et aux Îles Cook. En 2014, les Îles Cook ont été le premier pays océanien à publier le rapport *Gender equality: where do we stand?* dans lequel la progression vers les objectifs nationaux en matière d'égalité hommes-femmes est mesurée au moyen de données et de statistiques. En 2019, les Tonga sont devenus le cinquième pays membre de la CPS à procéder à une évaluation des avancées enregistrées dans ce domaine et des obstacles rencontrés.



Maladies non transmissibles

En 2017, les ministres océaniques de la Santé ont adopté le « tableau de bord MANA¹⁷ » pour suivre les interventions menées dans le domaine des MNT. Ce tableau de bord emploie un code couleur sur le modèle des feux de signalisation pour mesurer l'avancement des pays océaniques au regard de 31 indicateurs relatifs aux domaines suivants : impulsion politique et gouvernance, politiques de prévention, programmes d'intervention des systèmes de santé et processus de suivi. C'est en 2018 que les premiers tableaux de bord MANA ont été achevés dans tous les États et Territoires insulaires océaniques. La CPS a aidé les pays membres à produire et à actualiser ces tableaux de bord tout en leur dispensant des conseils sur les actions à entreprendre à partir des insuffisances mises en évidence. Il semblerait que les pays membres utilisent leurs tableaux de bord pour 1) repérer leurs points forts et orienter le recensement des priorités nationales ; 2) promouvoir la lutte contre les MNT auprès des dirigeants politiques, des ministres et des acteurs clés ; et 3) suivre l'application de la Feuille de route régionale relative aux MNT et établir des rapports sur les progrès réalisés (voir le zoom sur les réalisations à la page 55).

« [Le tableau de bord MANA] m'a aidée à suivre les avancées réalisées dans mon pays. Le cadre législatif est très important. Notre juriste m'accompagne, et c'est très important pour notre pays. Nous révisons actuellement de nombreuses législations, par exemple la réglementation sur le tabac et notre législation sur l'alcool qui est obsolète. C'est le bon moment, notamment au vu des points que nous avons abordés concernant les indicateurs "alcool", dont nous pouvons également tenir compte dans le cadre de notre révision. » – Vicki Wari, coordinatrice nationale de la lutte contre les MNT, ministère de la Santé de Papouasie-Nouvelle-Guinée, lors de sa participation en novembre 2019 à un atelier consacré à l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT et au cadre législatif régional sur les MNT.



Énergie

Les efforts déployés par la CPS pour diminuer l'empreinte carbone des réseaux de distribution d'énergie existants portent leurs fruits et l'on enregistre des réductions des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des économies, grâce aux mesures d'efficacité énergétique et aux projets innovants mis en œuvre dans le domaine des énergies renouvelables par l'Organisation, notamment pour ce qui est des ports et de l'exploitation des navires aux Fidji, au Samoa, aux Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu. Établi en 2017, le Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE) a activement renforcé le programme de développement des énergies renouvelables aux Tonga, en apportant son concours à l'achat d'une centrale photovoltaïque de 6 MW et en accompagnant les efforts déployés par le secteur privé pour réformer le secteur de l'énergie (voir le zoom sur les réalisations à la page 25).

15. Pour plus d'informations, voir <http://purl.org/spc/digilib/doc/sok3o>.

16. Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

17. Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA).



PLAN STRATÉGIQUE 2021+

UNE DÉMARCHE PILOTÉE PAR LES PAYS MEMBRES

Lors de sa quarante-neuvième session, le CRGA a adopté une approche en cinq phases en vue de l'élaboration du prochain plan stratégique de la Communauté du Pacifique, intégrant la participation pleine et entière des pays membres à la définition et à la promotion de la vision de l'Organisation dans les années à venir.

Éléments marquants de la phase 1 (Rassemblement de données factuelles)

Plus d'une vingtaine de réunions régionales ont permis de recenser de nombreuses informations existantes et les priorités en matière de développement à l'échelon national.

- Les membres de la CPS ont souligné l'importance de la capacité d'impulsion nationale et locale, d'une approche centrée sur l'humain et de la construction d'une vision pour l'avenir incorporant une perspective régionale et influencée par le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Ils ont contribué à mettre en évidence les points de convergence ressortant des réflexions menées autour de la trame narrative du Pacifique bleu et de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050, tout en insistant sur l'importance de la cohérence entre les différentes stratégies.
- Ils ont recensé les avantages que présente l'existence de partenariats dignes de ce nom pour la production de résultats et d'impacts collaboratifs.
- Ils ont souligné toute l'importance des données, qui constituent une source d'informations factuelles, tout en garantissant l'interconnexion entre la science, la stratégie et l'action.

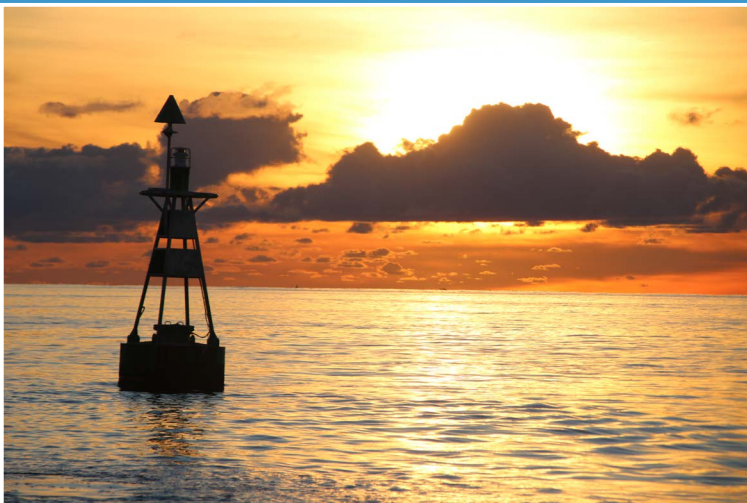
Enseignements tirés

Les principaux enseignements recueillis au cours d'une année 2019 marquée par la transition à la tête de la CPS seront intégrés aux phases 2 et 3, par exemple dans les domaines suivants : approche centrée sur l'humain adoptée par la CPS, prise en compte des normes et valeurs culturelles et de la voix de la nouvelle génération, et recensement des partenariats potentiels au titre d'approches thématiques pluridisciplinaires.

La CPS va continuer à recenser et à adapter les enseignements tirés dans le but d'améliorer encore la méthode d'élaboration de son plan stratégique. Le pilotage du processus par les membres, sous la houlette du CRGA, renforce l'appropriation de ce plan par les différentes parties prenantes.

[Regarder une vidéo apportant un éclairage sur le Plan stratégique 2021+.](#)





RAPPORT D'EXÉCUTION

Le rapport d'exécution comporte dix chapitres où l'on retrouve :

- des zooms sur les réalisations,*
- des tableaux de résultats,*
- les défis qu'il a fallu relever dans l'exécution des programmes, et*
- les enseignements tirés.*

Des tableaux détaillés des résultats obtenus sont disponibles à l'annexe 1.

Premier objectif de
développement

Introduction

[Pêches](#)



Zooms sur les réalisations

[L'engagement des membres,
un élément clé pour mieux
comprendre et appliquer les
stratégies d'exploitation des
thonidés](#)



[Les femmes se lancent dans
l'ostréiculture dans le delta
de la Rewa aux Fidji](#)



[Agriculture, foresterie et
autres modes d'occupation
des sols](#)

Zooms sur les réalisations

[L'agroforesterie permet
de diversifier les moyens
d'existence des femmes](#)



[Océans, ressources minérales
et eau](#)

Zooms sur les réalisations

[Après 10 ans de procédure,
la juridiction océanique sur
le plateau d'Ontong Java est
reconnue](#)

[Établissement d'installations
améliorées d'alimentation
en eau et d'assainissement
au profit des communautés
de Tanna et des îles Gilbert](#)

PREMIER OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

RENFORCER LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Introduction

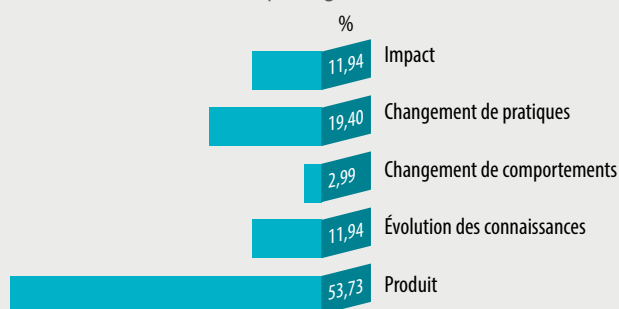
Proposant des conseils, des innovations, des activités d'assistance technique, des informations, des actions de renforcement des capacités et des études scientifiques de qualité, la CPS œuvre aux côtés des populations, des pouvoirs publics et des partenaires du Pacifique pour appuyer la gestion durable des ressources naturelles. Elle contribue sensiblement au bien public régional que constituent les ressources naturelles, tant par son travail sur la gouvernance et la gestion des ressources marines et de l'océan que par ses interventions axées sur les terres, l'agriculture, la foresterie, les ressources génétiques et la sécurité hydrique.

Portée par l'élan mondial et régional insufflé par l'action climatique, la CPS voit s'ouvrir de nouvelles perspectives pour faire mieux connaître les stratégies intégrées qu'elle élabore et applique à l'appui de la gestion des ressources naturelles.

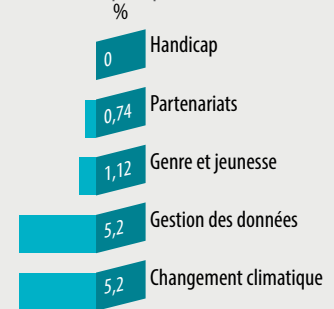
- Dans le domaine de la gestion halieutique, le travail mené par la CPS favorise la durabilité environnementale et économique, la sécurité alimentaire, la santé, la prospérité et un développement inclusif à ancrage communautaire.
- Les activités de renforcement des systèmes semenciers, entreprises par l'intermédiaire du CePaCT, l'un des programmes phares de la CPS, contribuent à pérenniser les systèmes alimentaires, à les rendre plus résilients et à améliorer la nutrition et la santé.
- Le CCPSO mutualise les connaissances et les compétences techniques pertinentes de la CPS pour appuyer la gestion durable des ressources océaniques selon une logique pluridisciplinaire.

Tableaux de résultats

Graphique 7 : Résultats relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, par degré de maturité (N = 67)



Graphique 8 : Résultats relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, par question transversale



Soixante-sept résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (15,1 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 7**). Le nombre de produits (connaissances disponibles susceptibles d'être assimilées) a diminué, passant de 60 % des résultats en 2018 à 54 % en 2019. Près de 20 % des résultats correspondent à des changements de pratiques et à l'adoption de connaissances au service de l'amélioration des pratiques de gestion. On dispose de preuves attestant d'un impact à long terme sur les systèmes de ressources naturelles pour moins de 12 % des résultats, tandis que près de 12 % témoignent de l'acquisition d'aptitudes ou de compétences nouvelles ou améliorées.

Tableau 1 : Résultats relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Impact	Changement de pratiques	Changement de comportements	Évolution des connaissances	Produit	Total
Lois, politiques, règlements		1,49 %			5,97 %	7,46 %
Science, technologie, innovation	10,45 %	16,42 %	1,49 %	8,96 %	31,34 %	68,66 %
Assistance technique et renforcement des capacités	1,49 %	2,99 %	1,49 %	2,99 %	16,42 %	23,88 %

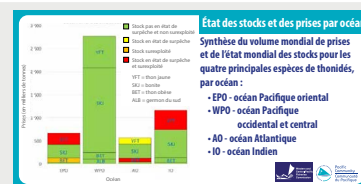
La science, les connaissances techniques et l'innovation constituent les principaux mécanismes permettant de livrer des produits au regard de cet objectif. On leur doit le plus grand nombre de changements de pratiques et d'impacts (**tableau 1**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la gestion durable des ressources naturelles recouvrent les priorités fixées pour le changement climatique et la gestion des données¹⁸.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

La demande conjointe présentée en 2009 par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon afin d'**étendre leur territoire aux 600 000 km² de fonds marins que comprend le plateau d'Ontong Java** a été approuvée en 2019 par la Commission des limites du plateau continental, après une procédure longue de dix années au cours de laquelle la CPS a offert son appui et dispensé des conseils stratégiques aux pays.

Sur la base des données scientifiques produites par la CPS dans le domaine des pêches, **il a été déterminé que les quatre principaux stocks de thonidés à valeur commerciale – thon obèse, bonite, germon du sud et thon jaune – étaient gérés de manière durable et se maintenaient au-dessus des niveaux de durabilité approuvés.**



La CPS **a reboisé trois hectares à Nadroumai (Fidji)** dans le cadre des initiatives de revégétalisation des terres dégradées.

Contribution aux ODD

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



ODD PRINCIPAL 1 1 NOMBRE DE RÉSULTATS

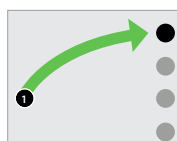


18. Les résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS axés sur le développement social et l'engagement avec les membres et les partenaires.

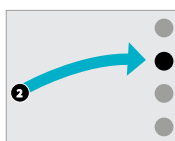
Défis à relever

- De plus en plus, la CPS est sollicitée en tant que prestataire de services dans des projets bilatéraux. Le défi pour l'Organisation est donc de répondre avec souplesse aux besoins particuliers des pays membres tout en mettant en avant les bénéfices propres aux démarches régionales qu'elle soutient.
- Si les évaluations ont révélé que les stocks de thonidés étaient gérés de manière durable et se maintenaient au-dessus des niveaux de durabilité approuvés, des mesures doivent être prises de toute urgence pour sauvegarder d'autres stocks de poissons, tels que les poissons à rostre et les requins évoluant dans le Pacifique occidental et central.
- Il convient d'évaluer les répercussions économiques de la récente baisse des prix de la bonite, qui sont repassés sous la barre des 1 000 dollars des États-Unis la tonne pour la première fois depuis plusieurs années.

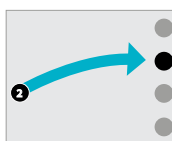
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne non
pondérée)



2018
Réalisation de
certains progrès
(moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de
certains progrès
(moyenne
pondérée)

Perspectives pour 2020

- Intensifier les activités du CPPSO, ainsi que les travaux de coordination et de préparation de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030).
- Prendre en compte les incidences du changement climatique dans les travaux de délimitation maritime, en soulignant que toute évolution de la topographie a des incidences sur les zones maritimes.
- Avancer dans des domaines prioritaires clés, tels que l'étude de la structure des stocks de thonidés (et espèces accessoires) et la collecte de données.
- Promouvoir plus avant la transition agroécologique dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) pour des systèmes agricoles adaptés au changement climatique et respectueux de la biodiversité, en s'appuyant sur un réseau de fermes de démonstration de l'agroécologie et sur des mesures de soutien appropriées.
- Renforcer plus avant la collaboration entre le projet PROTEGE¹⁹ (initiative conjointe Programme durabilité environnementale et changement climatique/UE) et le programme PEUMP²⁰ (activités conjointes Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins/UE), la Division ressources terrestres et la Division géosciences, énergie et services maritimes, en vue de l'intensification des échanges régionaux et techniques sur, respectivement, les pêches côtières et l'aquaculture, ainsi que l'agriculture intelligente face au climat et la sécurité hydrique, dans les PTOM et les pays ACP.

19. PROTEGE : Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes.

20. PEUMP : programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique.

Pêches

La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins communique aux États et Territoires membres les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions sur la gestion et la mise en valeur de leurs ressources aquatiques. Elle participe en outre à la création des outils et au renforcement des capacités qu'ils devront employer pour mettre en œuvre ces décisions.

À l'occasion de leur rencontre de 2019, les directeurs des pêches ont décidé par consensus que la Conférence des directeurs des pêches se tiendrait chaque année (et non plus tous les deux ans) et ont recommandé qu'elle aiguille les choix stratégiques et les activités prioritaires de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins. Les directeurs des pêches sont également convenus que les enjeux techniques propres aux pêches côtières et à l'aquaculture seraient traités au cours de la Conférence technique régionale sur les pêches côtières, dont les conclusions sont transmises à la Conférence des directeurs des pêches pour examen. Les ministres des Pêches ont approuvé, lors de leur session extraordinaire tenue en juin 2019, le mandat de la Conférence régionale des ministres des Pêches, qui aura lieu chaque année dans la foulée de la réunion ministérielle du Comité des pêches du Forum.

Le Programme durabilité environnementale et changement climatique a appuyé l'organisation d'un atelier régional à Wallis et Futuna sur les difficultés et les possibilités de collaboration entre les PTOM en vue de la mise en place d'activités axées sur la résilience de l'aquaculture et des pêches côtières. Les priorités ainsi définies seront au cœur du plan d'action du projet UE/PROTEGE en 2020.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Plus de 10 000 sorties de pêche ont été saisies dans l'application Tails en 2019, ce qui porte à plus de 32 000 le nombre total de sorties chargées dans l'application et démontre clairement que les applications sur tablette offrent un outil adapté pour la collecte de données sur la pêche à petite échelle dans le Pacifique.

L'application ReefLex, catalogue en ligne des lois et politiques relatives à la gestion des pêches côtières et de l'aquaculture dans le Pacifique, a été lancée pour aider les décideurs, les responsables des pêches, les spécialistes et les chercheurs à mieux comprendre le cadre juridique applicable aux pêches côtières.

Parmi les participants aux formations axées sur la science, la technologie, la gestion des données, l'analyse ou le conseil, **90,4 % (n = 266) des participants** ayant répondu aux évaluations post-formation ont indiqué qu'ils appliqueraient dans le cadre de leur travail ce qu'ils avaient appris.



Des participants à l'atelier sur les stratégies d'exploitation.

Zoom sur les réalisations



L'engagement des membres, un élément clé pour mieux comprendre et appliquer les stratégies d'exploitation des thonidés



CIBLES 14.4, 14.7

Des résultats durables au profit des responsables de la gestion des pêches et des services des pêches nationaux.

Le fait de travailler avec les membres sur les aspects scientifiques des stratégies d'exploitation favorise une prise de décision en connaissance de cause lors des réunions de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central.

Contexte

En 2014, la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) est convenue d'élaborer et d'appliquer des stratégies d'exploitation pour les quatre principales espèces de thonidés (bonite, thon obèse, thon jaune et germon du sud) évoluant dans le Pacifique occidental et central, se fixant pour première échéance l'adoption d'une stratégie pour la bonito à la fin 2020. Les stratégies d'exploitation visent à satisfaire les objectifs à long terme du secteur de la pêche, tels que l'amélioration des rendements économiques, tout en assurant la viabilité des stocks. Cette démarche pilotée par les parties prenantes, qui figure parmi les meilleures pratiques de gestion halieutique, doit permettre aux membres de continuer de tirer profit des précieuses ressources thonières de la région.

La CPS fournit des informations, des analyses et des avis scientifiques et techniques à la WCPFC pour étayer factuellement les décisions de gestion. Elle aide également les pays océaniques à atteindre leurs objectifs nationaux en matière de développement, en leur proposant un appui scientifique et des activités de renforcement des capacités.

Il est ressorti de la phase collaborative de conception du projet, conduite sous la houlette de la CPS, que la participation des parties prenantes serait un facteur d'efficacité clé dans l'application effective des stratégies d'exploitation. La difficulté à comprendre les données scientifiques et la méfiance affichée à l'égard de leur interprétation avaient jusqu'alors entravé l'utilisation par les responsables des pêches des preuves disponibles pour éclairer les débats et la prise de décision au sein de la WCPFC.



Débarquement de prises par des palangriers de la flottille nationale de Polynésie française. Crédit photo : Aymeric Desurmont

Processus de changement

La participation des parties prenantes et le renforcement des capacités ont donc été placés au cœur des interventions et se sont vu affecter 35 % des ressources financières du projet. L'objectif était de développer les capacités, les compétences et la confiance des responsables des pêches afin qu'ils puissent comprendre et appliquer les résultats

des simulations et des modélisations pour appuyer la prise de décision sur les stratégies d'exploitation. Les activités de renforcement des capacités visaient aussi à donner aux participants l'assurance nécessaire pour exploiter les analyses relatives aux stratégies d'exploitation dans leur prise de décision au sein de la Commission.

Résultats et impact

Ce projet est inédit, puisque c'est la première fois que le travail de modélisation technique de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins prévoit une stratégie de mobilisation des parties prenantes et un volet aussi important de renforcement des capacités.



Formation de 117 personnes, dont 45 femmes (38 %), aux volets science, données et modélisation sous-tendant les stratégies d'exploitation.

En 2018 et 2019, des ateliers nationaux de participation des parties prenantes et de renforcement des capacités ont eu lieu dans cinq pays membres – Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie et Îles Salomon –, tandis qu'un atelier sous-régional s'est déroulé à Palau au profit des pays parties à l'Accord de Nauru qui sont membres de la CPS. Au total, 117 personnes, dont 45 femmes, ont été formées aux volets science, données et modélisation sous-tendant les stratégies d'exploitation.

Lors de l'évaluation réalisée en fin d'atelier, les participants ont indiqué qu'ils comprenaient mieux ces sujets et que la formation leur était utile dans leur travail (score moyen de 4,5 sur 5 pour ces deux aspects).



Les participants ont attribué de très bonnes notes à l'atelier sur les stratégies d'exploitation (score moyen de 4,5/5).

Grâce à ces ateliers constructifs, les pays membres abordent avec davantage d'aisance la question des stratégies d'exploitation, comme en témoigne leur capacité à intervenir sur ce point de l'ordre du jour lors de la réunion du comité scientifique de la WCPFC en 2019 et des réunions parallèles. Ce point est d'autant plus important qu'à la session de la WCPFC, qui se tient au niveau régional, une seule et unique stratégie d'exploitation sera approuvée par l'ensemble des membres. La participation des pays océaniques aux débats associés leur permettra donc de s'assurer que leurs intérêts sont bien pris en compte.



Une participante à l'atelier sur les stratégies d'exploitation.

« Je trouve que l'atelier est très compréhensible et utile à tous les participants. Je suis très satisfait de l'ensemble des sujets et concepts présentés. »

– Une personne ayant participé à l'atelier, le 8 mars 2019

Enseignements tirés

La volonté de mettre l'accent sur la participation des parties prenantes et le renforcement des capacités dans le cadre de ce projet s'explique par les enseignements tirés de travaux antérieurs, à savoir que la compréhension de la terminologie et des résultats scientifiques est indispensable pour une prise de décision en connaissance de cause à la WCPFC au profit de la gestion durable et équitable des ressources halieutiques hauturières.

Étant donné que ces deux approches étaient incluses pour la première fois dans le projet sur les stratégies d'exploitation, il sera tenu compte des observations formulées par les participants aux ateliers, l'objectif étant d'améliorer et d'adapter les futurs ateliers et supports de formation. Par exemple, les premiers retours des participants ont montré que les exposés étaient trop théoriques. Ainsi, au fil du temps,

l'accent a été mis sur l'élaboration d'outils plus interactifs et d'activités pratiques pour favoriser une démarche pédagogique davantage axée sur l'apprentissage expérientiel.

Il est aussi ressorti des observations plus récentes des participants qu'il serait utile de proposer des supports complémentaires pour renforcer les apprentissages qui s'effectuent lors des ateliers et des débats au sein du comité scientifique. La CPS travaille à la mise au point de supports et exercices pour que les participants puissent consolider leurs acquis.

Zoom sur les réalisations



Les femmes se lancent dans l'ostréiculture dans le delta de la Rewa aux Fidji



CIBLE 14.7

Des résultats nouveaux au profit des femmes et des populations locales.

Les femmes du delta de la Rewa (Fidji) ont lancé une ferme ostréicole pilote, avec le concours technique du ministère fidjien des Pêches et de la CPS, afin de développer une alternative à la pêche d'huîtres sauvages. Les premiers résultats des essais sont prometteurs.

Contexte

Pêcher l'huître sauvage est un travail pénible : il faut marcher dans la vase en évitant les coquillages coupants, se frayer un passage dans le dense réseau formé par les racines de palétuvier et parvenir à décrocher les huîtres. Cette activité, le groupement des femmes de Muanaïra la pratique pourtant depuis des années. Les villageoises récoltent les huîtres accrochées aux racines des palétuviers dans le delta de la Rewa et les ramènent à grand-peine dans des seaux pour

qu'elles soient triées et conditionnées. L'huître fait partie intégrante de la vie du village : elle est consommée, préparée pour les cérémonies traditionnelles locales et religieuses et vendue sur le marché de Suva pour générer des revenus. Pour garantir l'approvisionnement en huîtres tout en réduisant la pénibilité du travail, les femmes de Muanaïra ont demandé de l'aide au ministère fidjien des Pêches, qui a, à son tour, sollicité le concours de la CPS.



Récolte d'huîtres.

Processus de changement

La CPS et l'équipe du ministère ont aidé le groupement des femmes de Muanaïra à axer leur activité non plus sur la pêche, mais sur l'élevage d'huîtres. Une expérience de captage de naissain a été effectuée à la fin 2018 dans les lieux de pêche de la communauté, et les huîtres juvéniles ont été transférées en février 2019 dans des poches grillagées. Il est vite apparu que cette méthode était moins pénible et donnait des huîtres de taille supérieure. Après trois mois, les femmes ont constaté, aussi surprises qu'impressionnées, que les huîtres d'élevage avaient atteint une belle taille, environ 90 mm de long et 50 mm de large.



En plus de l'appui technique fourni, l'équipe du projet a évalué la dimension socioéconomique et la perspective de genre et analysé la chaîne de valeur pour mieux comprendre le contexte socioculturel et les éventuels impacts du changement.

Résultats et impact

Les premiers résultats montrent que les huîtres d'élevage sont plus faciles à récolter que les huîtres sauvages et qu'elles présentent un meilleur rendement. Il faut normalement un an et demi pour obtenir une huître comestible de bonne taille, mais il semble que les huîtres de la ferme pilote pourraient être récoltées dès la première année. Au vu de ces premiers résultats prometteurs, le groupement des femmes de Muanaïra a bon espoir de pouvoir récolter plus aisément des huîtres plus abondantes et rapporter davantage de revenus à la communauté à l'avenir.

L'analyse socioéconomique et l'analyse de la chaîne de valeur ont permis d'obtenir des informations de référence et des indicateurs utiles à l'aune desquels les futures données seront mesurées. Par exemple, sur 21 personnes interrogées, 10 ont affirmé pêcher l'huître une fois par semaine, 5 deux fois par mois et 4 une fois par mois, tandis que deux autres ne pêchaient l'huître qu'occasionnellement. Le principal marché visé était Bailey Bridge Market à Suva, seules trois personnes se rendant jusqu'au marché central de Suva pour vendre leurs produits. Toutes les répondantes (neuf femmes) qui vendaient leurs huîtres ont indiqué être en mesure de satisfaire la demande et même d'augmenter leurs ventes si elles avaient accès à d'autres marchés.

Enseignements tirés

C'est le groupement des femmes qui est à l'origine de la demande d'assistance, ce qui se ressent dans leur prise en main du projet. Le groupe est organisé et motivé, ce qui accroît fortement les chances de succès.

Dans les projets aquacoles, au-delà de l'assistance purement technique, une démarche globale s'impose. Il est important de comprendre les aspects liés au genre, la dimension sociale et la viabilité économique, tout en accompagnant le changement des comportements.

Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins

Bailleurs de fonds : Gouvernements des Fidji et de la Nouvelle-Zélande



Activités ostréicoles menées par le groupement des femmes de Muanaïra aux Fidji.

Agriculture, foresterie et autres modes d'occupation des sols

La Division ressources terrestres s'est radicalement transformée depuis 2017. Elle a mis à profit son positionnement sur la scène régionale et les compétences clés de son personnel pour maintenir ses services et ses partenariats existants, tout en répondant aux besoins des pays membres et en coordonnant les fonds perçus des bailleurs pour piloter de nouvelles initiatives dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'utilisation des terres dans le Pacifique.

Les programmes intégrés innovants consacrés aux systèmes semenciers, à la santé des écosystèmes, à l'agriculture sur les atolls et aux systèmes alimentaires s'accordent avec les programmes-pays de la CPS, ainsi qu'avec les plans de développement et les principales politiques sectorielles de niveau national, le but étant de tisser de nouvelles collaborations et de maintenir la continuité des travaux au-delà de la période de financement des différents projets.

La Division ressources terrestres souligne qu'il est important de gérer les ressources phytogénétiques, étant donné qu'il s'agit d'un bien public régional indispensable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle s'attache également à renforcer la résilience des systèmes alimentaires en favorisant le recours à l'agroforesterie pour améliorer la santé des sols et restaurer les terres dégradées.

Dans les PTOM, un réseau de fermes de démonstration biologiques a été lancé dans deux territoires, et un atelier régional, qui a rassemblé tous les acteurs de la filière cocotier, a jeté les bases de la coopération et des interventions à venir. Le cocotier peut assurer des revenus durables aux populations rurales de nombreuses îles du Pacifique et pourrait en outre être un moteur essentiel de la croissance économique de la région. Le projet PROTEGE financé par l'UE aide les PTOM à formuler des politiques pour développer et soutenir la filière cocotier.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

*Le CePaCT conserve désormais en toute sécurité **245 nouvelles obtentions végétales d'espèces comestibles** des Îles Cook, des Fidji, de Kiribati, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa et de Vanuatu, ainsi que **40 essences arboricoles** des Fidji.*

***Six obtentions de taro, patate douce et igname** ont été sélectionnées et lancées aux Fidji et à Vanuatu en vue de leur distribution aux agriculteurs.*

Zoom sur les réalisations



L'agroforesterie permet de diversifier les moyens d'existence des femmes



CIBLE 15.2

Des résultats nouveaux au profit des femmes et des populations locales

Avec le concours technique de la CPS et le soutien des anciens de la communauté locale de Nadroumai (Fidji), un groupement local de femmes a créé et gère désormais une pépinière. Outre qu'elle génère des revenus pour les femmes et la communauté dans son ensemble, celle-ci permet de produire des arbres destinés à la revégétalisation de sites dégradés.

Contexte

Les pratiques agricoles et les modes d'exploitation des ressources non durables appliqués dans le bassin versant de Nadroumai, près de Sigatoka aux Fidji, ont un effet amplificateur sur l'érosion, les crues et les épisodes de sécheresse. Les communautés résidant dans le bassin versant, tout comme les entreprises touristiques voisines, en pâtissent.

L'agroforesterie, à savoir l'intégration d'essences d'arbres dans les terres agricoles, présente de nombreux avantages écologiques, tels que la conservation de la biodiversité et

l'amélioration de la santé des sols, et pourrait apporter des éléments de solution aux problèmes rencontrés à Nadroumai et dans ses environs. Des systèmes agroforestiers bien gérés permettent également de diversifier le tissu économique local.

Les femmes jouent un rôle charnière au sein des ménages et de l'activité de subsistance, mais il n'est pas toujours simple de les faire participer aux filières du secteur terrestre aux Fidji, car la coutume y régit la répartition des tâches et les régimes de propriété foncière.

Processus de changement

De 2015 à 2019, le Programme pour la gestion durable des forêts et des paysages de la CPS a mis en œuvre aux Fidji, aux Îles Salomon et à Vanuatu le projet « Améliorer les produits à valeur ajoutée et les bénéfices écologiques des systèmes agroforestiers dans le Pacifique ». Ciblants les femmes et les jeunes, il visait à promouvoir l'agriculture durable et l'agroforesterie dans l'optique de restaurer les terres improductives et dégradées et de créer de nouveaux moyens de subsistance.

À Nadroumai, l'équipe du projet a tout d'abord sensibilisé les populations locales et cherché à comprendre les processus décisionnels des communautés. Le club des femmes de Nadroumai (NWC) est apparu comme un partenaire potentiel et a accepté de mettre en place puis de gérer une pépinière. Les économies réalisées grâce à la vente de plants devaient être investies dans un fonds commun destiné aux projets de développement du village.

La CPS a aidé à établir la pépinière et organisé des formations sur la gestion d'une pépinière, la multiplication végétative des arbres et les compétences entrepreneuriales de base. Elle a aussi facilité l'élaboration des statuts de l'entreprise, définissant clairement le mécanisme de partage des avantages qui permet aux femmes de tirer profit de leur activité.



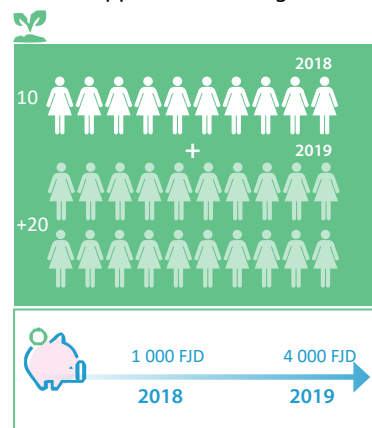
Les membres du club des femmes de Nadroumai jouent un rôle crucial dans le développement communautaire et l'agroforesterie.

Résultats et impact

Le projet a permis d'améliorer les revenus du club et de ses membres et a favorisé l'obtention d'effets environnementaux à plus long terme.

Depuis 2019, la pépinière du NWC est capable de produire des plants d'arbres, qui sont achetés par l'équipe du projet puis plantés dans le bassin versant à des fins de revégétalisation. Certaines femmes ont même poussé l'initiative plus loin : elles cultivent leurs propres plants et les vendent au club.

Dix femmes avaient accepté de participer au projet à son démarrage. À mesure de l'avancement de celui-ci, le succès de l'initiative est devenu indéniable pour la communauté locale et a convaincu 20 femmes supplémentaires de s'y associer. Grâce au projet, les économies réalisées par le club sont passées de 1 000 dollars fidjiens en 2018 à plus de 4 000 dollars fidjiens en 2019. Ces fonds seront réinvestis dans les projets de développement du village.



À la fin du projet, la surface totale convertie à l'agroforesterie s'élevait à deux hectares, les anciens du village ayant accepté d'étendre d'un à dix hectares la zone allouée. Le projet a certes pris fin en 2019, mais la CPS poursuit sa collaboration avec le NWC, l'objectif étant de créer des passerelles avec les acteurs du secteur touristique sur la côte de Corail aux Fidji.

« Chaque lundi, les femmes du village se réunissent et plantent les arbres dans les terres qui nous ont été données pour la pépinière. Les revenus générés par notre pépinière financeront certains projets de développement dans le village. Ce projet nous est bénéfique, mais il profitera aussi aux générations à venir. » – Présidente du club des femmes de Nadroumai

Enseignements tirés

Il convient d'adopter une approche centrée sur l'humain dans les projets qui ciblent à la fois la gestion communautaire durable des ressources naturelles et la création d'entreprise. En d'autres termes, il faut gagner la confiance des personnes, comprendre leurs perspectives à long terme et garantir leur participation concrète et l'établissement de véritables partenariats.

Dans de tels projets, la création de liens simples et directs entre la nouvelle activité et la restauration ou protection de la zone visée accroît les chances de réussite.

Division : Division ressources terrestres

Bailleur de fonds : Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)

Océans, ressources minérales et eau

Trouver le juste équilibre entre la nécessité de mettre à profit les bénéfices offerts par l'océan et la promotion de la conservation des ressources pour en pérenniser l'exploitation future constitue l'équation centrale que cherche à résoudre la Division géosciences, énergie et services maritimes.

Dans le prolongement du processus de transformation qu'elle a entrepris en 2017, la Division poursuit ses efforts pour mieux appuyer la gouvernance de l'océan et des services maritimes, l'observation de l'océan et du littoral et les services de prévision connexes, les capacités et les connaissances relatives à l'océan et aux services maritimes, ainsi que la sécurité hydrique.

Concernant les priorités régionales fixées pour le domaine de l'eau, la CPS concentre ses activités d'appui dans les pays océaniques qui en ont le plus besoin, tels que les pays atolls très vulnérables à l'insécurité hydrique. Elle leur fournit une assistance technique pour les aider à établir des politiques et des pratiques permettant de limiter les risques d'inondation, de renforcer la sécurité des captages d'eau et d'améliorer la préparation aux effets des sécheresses.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Pour regarder une vidéo sur la sécurisation des ressources en eau au profit des populations les plus vulnérables des États fédérés de Micronésie, cliquer ici.



- **26 546 personnes** disposent d'un accès amélioré à une infrastructure hydrique résiliente.
- **14 systèmes communautaires de récupération de l'eau de pluie** ont été construits dans deux pays océaniques.
- **Des systèmes de stockage et de surveillance des eaux pluviales, des toilettes sèches et d'autres dispositifs de l'infrastructure hydrique ont été installés**, et des mesures de protection du littoral ont été reproduites à plus grande échelle dans neuf pays océaniques.
- **Cinq forages ont été réalisés à Tanna (Vanuatu)**, conformément aux normes minimales du Projet Sphère relatives à l'approvisionnement en eau.
- **Une évaluation ex post de l'impact d'un projet hydrique (REN²¹) a été menée.**

Zoom sur les réalisations



Après 10 ans de procédure, la juridiction océanique sur le plateau d'Ontong Java est reconnue



CIBLE 14.C

Des résultats durables à l'appui de changements systémiques²².

La demande conjointe présentée par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon concernant le plateau océanique d'Ontong Java a été approuvée en 2019 après dix ans de procédure. À l'appui de cette réalisation majeure sur le plan international, la CPS a assuré une mission de conseil stratégique et de facilitation, placée sous le signe du respect et de la neutralité culturels et politiques, indispensables au maintien du partenariat et de la volonté collective des parties tout au long de cette période prolongée. La CPS a apporté une valeur ajoutée à son offre de services techniques en mettant à profit les avancées technologiques réalisées au cours de cette décennie dans les domaines des géosciences, des levés, de la cartographie et de l'analyse.

Contexte

Depuis des millénaires, les Océaniens sont les gardiens de l'océan Pacifique. Aujourd'hui, conformément aux dispositions des instruments stratégiques et de gouvernance adoptés à l'échelle internationale, les 22 États et Territoires insulaires océaniques ont sous tutelle 20 % de la superficie des ZEE de la planète, ce qui représente 28 millions de km² d'océan.

Aux termes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), tous les États côtiers exercent leur juridiction nationale sur un espace maritime bien délimité. Il est essentiel que les pays océaniques puissent fixer leurs limites maritimes et comprendre leurs droits souverains si l'on veut favoriser le développement durable de la région. Les pays jouissent ainsi de droits souverains pour ce qui concerne l'exploitation de précieuses ressources des fonds marins, telles que les hydrocarbures, le gaz, les ressources minérales et les ressources biologiques, ainsi que les droits de pêche.

21. Projet UE/Pacifique Nord : projet de préparation à El Niño dans le Pacifique Nord. Pour consulter l'évaluation (en anglais) : <http://purl.org/spc/digilib/doc/uaybz>.
22. Pour plus d'informations, veuillez consulter le résumé de la demande conjointe accessible à ce lien : https://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_fmpgsb_32_2009.htm (en anglais).

En mai 2009, les États fédérés de Micronésie, la Papouasie Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon ont déposé une demande conjointe devant la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies, invoquant les dispositions de la Convention UNCLOS pour étendre leur territoire aux 600 000 km² de fonds marins que comprend le plateau d'Ontong Java.

Processus de changement

La CPS a apporté son appui aux trois pays pendant 10 ans, dès le dépôt de la demande en 2009, pendant toute la procédure d'évaluation, qui a été longue et complexe, et jusqu'à l'adoption de la recommandation finale en 2019. Entre autres activités, la CPS a réalisé des levés, des travaux de cartographie, des analyses et des rapports techniques. Elle a pu proposer son aide dans tous les secteurs, y compris le renforcement des capacités des fonctionnaires dans les domaines couverts, et, par un engagement constant, elle a assuré une certaine continuité pendant toute la procédure.

Résultats et impact

La recommandation portant sur la demande conjointe relative au plateau d'Ontong Java a été adoptée par la Commission des limites du plateau continental en juillet 2019, dix ans après son dépôt. C'est la première fois que la région présentait une demande d'extension du plateau continental, dont l'issue a été qualifiée d'« événement historique » pour le droit international et la gouvernance.

« ... une occasion extraordinaire pour nous, petits États insulaires en développement, qui sommes aussi de grands États océaniques dans une situation unique au regard du développement durable. » – Monsieur l'Ambassadeur Max Rai, Représentant permanent de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès des Nations Unies

Maintenant que leur demande conjointe a été approuvée, les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon doivent déclarer les coordonnées précises des limites extérieures de leur plateau continental élargi auprès de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques des Nations Unies. La CPS continuera de prêter son appui aux trois pays en vue de l'élaboration d'un accord relatif à la gestion et à la réglementation de ces vastes fonds marins, qui soit conforme à leurs besoins et à leurs préférences.

Enseignements tirés

La CPS a joué un rôle de conseil, facilitation et médiation au cours de ce processus éminemment technique, juridique et politique. Organisation apolitique, la CPS est bien placée pour accompagner les membres lorsqu'ils engagent ce type de processus complexes, en particulier au niveau international.

Les négociations ont montré la nécessité de préserver la neutralité et de faire preuve de tact. L'équipe du projet a en outre indiqué qu'il était important d'évoluer au rythme des avancées techniques et de maintenir la volonté politique.

Certains projets ne portent leurs fruits qu'après de nombreuses années. La CPS est en mesure d'apporter de la continuité et de la stabilité, en particulier pendant les périodes difficiles, comme ce fut le cas ici, lorsque les capacités techniques et les financements viennent à manquer.

*Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie*

Zoom sur les réalisations



Établissement d'installations améliorées d'alimentation en eau et d'assainissement au profit des communautés de Tanna et des îles Gilbert



CIBLES 6.1, 6.2

Des résultats durables au profit des populations locales. Pour plus d'informations, voir l'article sur l'établissement d'installations améliorées d'alimentation en eau et d'assainissement au profit de communautés de Kiribati accessible ici²³.

Pour apporter l'eau potable à 6 000 personnes sur l'île de Tanna à Vanuatu et des installations améliorées d'alimentation en eau et d'assainissement à 9 000 personnes dans 35 villages de l'archipel des Gilbert à Kiribati (et les capacités de maintenance associées), la CPS a exploité deux leviers clés : un degré élevé de mobilisation et de participation des populations locales et sa connaissance de la situation des atolls.

Contexte

Il est toujours difficile d'accéder à une eau fiable et salubre dans les îles reculées. L'expérience de Vanuatu et de Kiribati démontre que l'on peut renforcer la sécurité hydrique des insulaires lorsque l'on allie les sciences, la technique ainsi que la mobilisation et la participation des pouvoirs publics et des populations locales.

À Vanuatu, le projet a été mené sur l'île de Tanna et ciblait les communautés de Middlebush, régulièrement touchées par la sécheresse. Les habitants de la région puisent généralement leur eau dans les rivières et cours d'eau locaux, souvent contaminés. Aller chercher de l'eau demande par ailleurs beaucoup de temps, car il faut descendre dans de profondes ravines pour accéder aux points d'eau.

23. <https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/2019/06/un-meilleur-acces-a-leau-et-aux-installations-sanitaires-a-kiribati>

À Kiribati, le projet était axé sur les îles périphériques. La CPS a travaillé avec 35 communautés de 16 îles de l'archipel des Gilbert afin d'évaluer les ressources en eau et les besoins en assainissement et de trouver des moyens d'améliorer l'accès à l'eau de boisson et à l'assainissement.

Processus de changement

Les équipes des deux projets ont travaillé en étroite collaboration avec les populations locales et les administrations publiques concernées pour favoriser la maîtrise locale de l'infrastructure installée et la définition d'une responsabilité partagée.

À Tanna, comme l'a montré l'évaluation des besoins effectuée après le passage du cyclone Pam en 2015, il est important de trouver des sources d'eau locales pour favoriser l'adaptation au changement climatique à long terme et la conduite d'interventions immédiates en cas de catastrophe. En 2017, la CPS et ses partenaires ont appuyé l'achat et la mise en service d'un engin de forage fabriqué sur mesure, capable de réaliser des forages pour aménager des points d'eau en terrain difficile. L'équipe du projet a également procédé à des évaluations géophysiques afin de délimiter les zones à cibler pour la prospection des eaux souterraines.

À Kiribati, à partir de 2018, la CPS a sondé les eaux souterraines de 16 îles. Elle est également intervenue auprès des techniciens des services publics de Kiribati affectés aux îles, afin de développer leurs compétences dans le domaine de la plomberie ainsi que pour les travaux élémentaires de maintenance. Surtout, la CPS a œuvré aux côtés des communautés et des groupes de femmes afin de cartographier les sites les plus adaptés et pertinents d'un point de vue scientifique pour la mise en œuvre des solutions d'alimentation en eau et d'assainissement.

Résultats et impact

Dès 2019, les résultats des deux projets étaient considérables.

La région de Middlebush compte cinq forages d'eau capables d'approvisionner toute la population en eau (6 000 habitants) à raison de 25 litres d'eau par personne et par jour, chiffre bien au-dessus des normes minimales humanitaires du Projet Sphère, qui exigent la fourniture d'au moins 15 litres par personne et par jour. Une fois que les forages seront aménagés, les communautés n'auront plus à sillonner la vallée pour accéder à des sources à ciel ouvert. Les eaux souterraines sont aussi moins sensibles aux sécheresses et aux effets des catastrophes, si bien que les communautés bénéficieront d'un accès plus sûr à l'eau.

Le projet a permis d'améliorer les connaissances scientifiques sur la géologie et l'hydrogéologie de Tanna. Il a aussi facilité le partage de connaissances entre pairs et la formation d'experts, améliorant ainsi les capacités des foreurs d'eau dans toute la région (Vanuatu, Fidji, Samoa et Îles Salomon).

À Kiribati, les 35 villages visés disposent à présent d'installations améliorées d'alimentation en eau, desservant 9 000 personnes (100 % de la population). Des bornes-fontaines communes ont été installées au centre des villages, assurant l'accès à une eau de boisson potable et, dans de nombreux cas, à des services améliorés d'assainissement. Trente-cinq femmes ont été formées à la maintenance des toilettes sèches et des pompes solaires installées. Les 17 opérateurs techniques des réseaux d'eau potable et d'assainissement des îles ont tous bénéficié d'une formation aux techniques élémentaires de maintenance et à la plomberie.

« Pour la première fois de ma vie, je peux aller aux toilettes sans avoir besoin de transporter un seau d'eau. » – Maritaake (65 ans), résidente de l'îlot de Kiebu – île de Makin, Kiribati

Enseignements tirés

Il est essentiel d'instaurer un climat de confiance et des relations solides avec les décideurs publics pour concrétiser les objectifs de développement, en particulier dans les îles périphériques, ce qui permet de garantir la maîtrise locale et la prise en charge de l'infrastructure aménagée.

La CPS peut mettre à profit les enseignements tirés de différents projets pour produire des résultats durables et s'appuyer sur la programmation intégrée pour élaborer des démarches souples et innovantes.

Il est crucial d'associer les femmes aux projets de ce type si l'on veut améliorer la durabilité des résultats. Toutefois, seule une connaissance approfondie du contexte et de la culture dans lesquels s'inscrivent les interventions permet de déterminer le bon point d'entrée pour favoriser la participation féminine. L'équipe de projet doit aussi parfois faire preuve de persévérance et de détermination pour encourager et maintenir dans la durée un niveau élevé de participation chez les femmes.

Travailler sur une île isolée présente des défis particuliers pour les équipes de projet. Pour mettre toutes les chances de leurs côtés, elles doivent donc préparer et planifier les interventions avec soin et prévoir des marges de sécurité dans le calendrier.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes

Bailleurs de fonds : Union européenne et Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)



L'équipe de foreurs devant l'engin de forage à Tanna.



L'une des installations établies grâce au projet KIRIWATSAN aux îles Gilbert.



Des femmes de Tanna portant de l'eau puisée dans des cours d'eau.

Deuxième objectif de développement

Introduction

Zooms sur les réalisations

Une opération d'urgence pour combattre le rhinocéros du cocotier à Vanuatu

Croissance de l'agriculture biologique aux Fidji



DEUXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

AMÉLIORER LES FILIÈRES D'EXPORTATION VERS LES MARCHÉS ÉTRANGERS

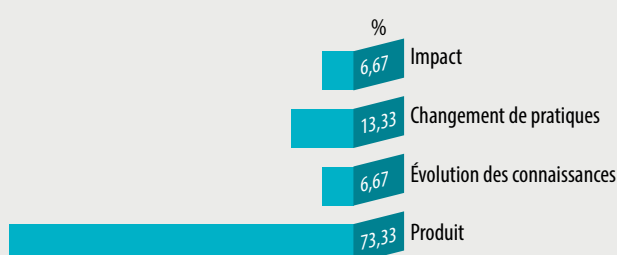
Introduction

La Division ressources terrestres appuie le développement des chaînes de valeur des produits végétaux à forte valeur marchande, tels que l'huile de coco vierge, en mettant ses connaissances et ses compétences expertes au service de l'intensification de la production, de l'amélioration de la transformation ainsi que du renforcement de l'agriculture biologique certifiée, de l'agrotourisme et de l'entrepreneuriat agricole, en particulier lorsque des femmes et des jeunes y sont associés.

La Division ressources terrestres et la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins œuvrent au renforcement des capacités des agriculteurs et des pêcheurs afin qu'ils puissent respecter les exigences des marchés locaux et internationaux applicables aux échanges de produits agricoles, forestiers et aquacoles. Elles s'emploient également à renforcer la biosécurité et la lutte contre les nuisibles et les agents pathogènes.

Tableaux de résultats

Graphique 9 : Résultats relatifs aux filières d'exportation vers les marchés étrangers, par degré de maturité (N = 15)



Graphique 10 : Résultats relatifs aux filières d'exportation vers les marchés étrangers, par question transversale



Quinze résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (3,4 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 9**). Près des trois quarts de ces résultats sont des produits (politiques ou lois toujours à l'état de projet, évaluations de la biosécurité, interventions pour lutter contre les incursions de nuisibles et formations). Une part importante des effets et de l'impact concerne la diversification des produits et l'accès à de nouveaux débouchés dans le secteur du cocotier.

Tableau 2 : Résultats relatifs aux filières d'exportation vers les marchés étrangers, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Impact	Changement de pratiques	Évolution des connaissances	Produit	Total
Infrastructures et services collectifs				6,67 %	6,67 %
Lois, politiques, règlements				13,33 %	13,33 %
Science, technologie, innovation	6,67 %			6,67 %	13,33 %
Assistance technique et renforcement des capacités		13,33 %	6,67 %	46,67 %	66,67 %

Les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités constituent les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif (**tableau 2**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur des filières d'exportation vers les marchés étrangers recouvrent également les priorités fixées pour les partenariats et le changement climatique (**graphique 10**)²⁴.

24 Les résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS axés sur le développement social et l'engagement avec les membres et les partenaires.

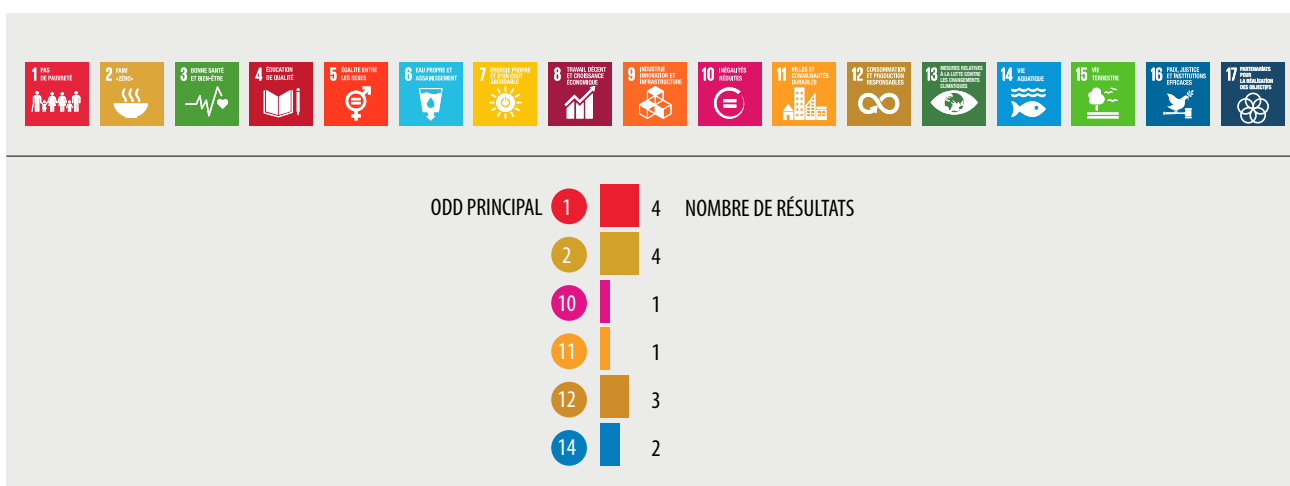
SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Vanuatu a bénéficié d'un appui pour lutter contre une incursion de rhinocéros du cocotier. Entre autres, le pays a reçu du matériel de piégeage (pièges à phéromone), des tronçonneuses et des conseils techniques sur la délimitation des sites infestés et le relevé/enregistrement des coordonnées GPS, à quoi s'ajoute la formation d'agents de biosécurité et de jeunes bénévoles.

Quatre entreprises privées de la filière cocotier à Vanuatu ont diversifié leurs gammes, amélioré la qualité de leurs produits, augmenté leur production et accédé à de nouveaux marchés après investissement dans du matériel et apport d'un appui technique.

La sécurité sanitaire des aliments, la protection de l'environnement et la connaissance des mesures sanitaires et phytosanitaires ont été renforcées au niveau régional grâce à l'offre de stages de formation.

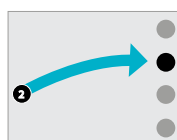
Contribution aux ODD



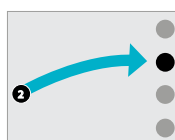
Défis à relever

- Prendre conscience que les invasions de nuisibles et les flambées de maladies sont courantes et sont appelées à se multiplier sous l'effet du changement climatique, de sorte qu'il faudra mobiliser des fonds pour que des interventions d'urgence appropriées puissent être rapidement déployées.
- Trouver des ambassadeurs et appuyer les systèmes requis pour mener des activités intégrées et établir des partenariats.
- Prendre en compte les derniers courants de pensée sur le changement climatique lors de l'élaboration de démarches de travail.

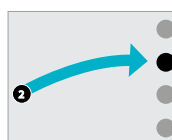
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)



2018
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)



2019
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2020

- Continuer de coordonner les interventions d'urgence menées à l'échelle du Pacifique pour combattre le rhinocéros du cocotier et les mesures prises face aux menaces émergentes (nuisibles et maladies) pesant sur certaines plantes cultivées et certains systèmes de culture.
- Continuer d'appuyer la bonne gouvernance de l'aquaculture, grâce à des politiques adaptées et à l'élaboration de lois et de plans de gestion.
- Fournir des données socioéconomiques pour améliorer les politiques et la prise de décision dans le domaine de l'aquaculture.
- Renforcer la participation des communautés aux activités aquacoles en s'assurant que les technologies requises sont simples et accessibles.
- Cerner les possibilités de financement dans le secteur de l'aquaculture.

Zoom sur les réalisations



Une opération d'urgence pour combattre le rhinocéros du cocotier à Vanuatu



CIBLE 2.4

Des résultats durables au profit des services de biosécurité.

À la demande de Vanuatu, la CPS a monté une opération d'urgence pour éliminer la menace posée par le rhinocéros du cocotier, apparu pour la première fois dans le pays. La CPS a fourni un appui technique sur le terrain au service de biosécurité de Vanuatu, qu'elle a aidé à se doter de capacités renforcées pour gérer l'incursion en cours et les infestations à venir, et a coordonné les activités critiques d'information et de communication.

Contexte

En 2019, le rhinocéros du cocotier a été découvert pour la première fois à Vanuatu, dans le village de Mangaliliu sur l'île d'Efate. Le scarabée, qui se nourrit de la couronne des cocotiers, peut se propager rapidement s'il est laissé sans surveillance. L'incursion menaçait donc de dévaster la filière cocotier, qui contribue à hauteur de 45 % au PIB national et fait vivre des dizaines de milliers de personnes dans le pays. Le service de biosécurité de Vanuatu a sollicité une aide d'urgence à la CPS afin d'éloigner la menace.

Processus de changement

La CPS a monté une opération d'urgence afin d'appuyer les efforts de biosécurité engagés au niveau local pour endiguer la progression du nuisible. S'appuyant sur l'expertise technique et d'autres ressources du Programme océanien pour le développement de la filière cocotier (CIDP), l'équipe a déployé une stratégie axée sur le piégeage de masse, l'élimination des gîtes larvaires et la lutte biologique (le biotype présent à Vanuatu est sensible à la fois au virus et au champignon utilisés en lutte biologique). La CPS a aussi appuyé et renforcé la coordination des interventions de terrain, grâce à un système robuste de communication entre les agents de terrain, les responsables d'intervention et les décideurs publics. Les agents de la CPS ont collaboré étroitement avec le service de biosécurité de Vanuatu et œuvré au renforcement des capacités dans tous les domaines.

La CPS a aussi coordonné la diffusion de l'information et des connaissances sur la situation de crise occasionnée par l'arrivée du nuisible au profit des parties prenantes de Vanuatu, de la région Pacifique et des acteurs internationaux. Le partenariat noué avec le Gouvernement de Vanuatu s'est révélé essentiel. D'autres parties prenantes locales, dont des

acteurs de la société civile, des ONG et le secteur privé, ont été informés de la situation et impliqués. La CPS a par ailleurs coordonné l'aide apportée par les organisations et réseaux régionaux et internationaux, tels qu'AgResearch NZ, qui a soutenu les efforts de lutte biologique, et l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP). Cette dernière soutient les activités d'éradication du rhinocéros du cocotier à l'échelle régionale et fait remonter l'information au Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux afin d'informer la communauté internationale et d'obtenir son concours.

Résultats et impact

Le rhinocéros du cocotier a été confiné dans la zone initialement infestée. Plus de 10 000 individus aux stades larve, nymphe et adulte ont été collectés et détruits à ce jour.



Collecte et destruction de plus de 10 000 rhinocéros du cocotier

La campagne de lutte biologique est en cours, avec l'appui d'AgResearch. L'équipe a lâché sur le terrain des scarabées infectés par l'agent viral *Oryctes nudivir*, à forte action entomopathogène, et attend à présent les résultats. Par ailleurs, elle a étudié l'efficacité du champignon *Metarhizium*, utilisé comme insecticide biologique, et prévoit de l'expérimenter prochainement.

Le service de biosécurité de Vanuatu a désormais les moyens de gérer les prochaines incursions de nuisibles. À la suite d'une formation spécifique, les agents du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Foresterie, de la Pêche et de

la Biosécurité sont désormais en mesure de reconnaître les larves et les dommages causés par le rhinocéros de cocotier, de repérer et d'éliminer les gîtes larvaires, de fabriquer des pièges et des appâts ainsi que de produire en masse le champignon utilisé en lutte biologique. Ils connaissent à présent les modes d'incursion du rhinocéros et d'autres nuisibles et agents pathogènes. En outre, ils ont amélioré leurs compétences techniques et leurs méthodes de coordination, ainsi que leurs capacités à prendre des mesures de biosécurité.



Utilisation de filets de pêche pour capturer des rhinocéros du cocotier sur des gîtes larvaires.

Grâce aux efforts de sensibilisation déployés dans le cadre du projet, la population est mieux informée de l'existence du nuisible, de sa méthode de propagation et des moyens à employer pour réduire les risques.

Enseignements tirés

La volonté politique et l'engagement du Gouvernement ont joué un rôle clé dans la mise en place d'une intervention rapide et efficace. En particulier, en déclarant l'état d'urgence, le Gouvernement a permis de débloquent des financements capitaux au profit des opérations de lutte contre le rhinocéros de cocotier.

Lutter contre une infestation de nuisibles, c'est tout autant prendre à bras-le-corps la sensibilisation et la coordination des personnes et des activités que combattre directement l'ennemi. Pour lutter sur ces deux fronts, il faut mobiliser des efforts et des ressources.

Au-delà des phénomènes météorologiques et naturels, les situations d'urgence et les catastrophes peuvent être provoquées par l'arrivée de nuisibles ou de maladies que l'on n'attendait pas. Ces événements sont certes rares, mais il est crucial de se doter de capacités d'action et de systèmes permettant de pérenniser les savoirs acquis si l'on veut réduire les risques.

Division : Division ressources terrestres

Bailleur de fonds : Gouvernement de la Nouvelle-Zélande

Zoom sur les réalisations



Croissance de l'agriculture biologique aux Fidji



CIBLE 2.4

Des résultats durables au profit des agriculteurs et des filières agricoles. Pour plus d'informations, voir le zoom sur les réalisations : « La certification biologique permet aux productrices d'accéder à de nouveaux marchés et débouchés »²⁵.

La Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom), soutenue par la CPS, a mis en place un système participatif de garantie (SPG), processus de certification biologique à faible coût géré par des acteurs locaux et reposant sur un dispositif d'inspection par les pairs. Le SPG a permis de certifier un éventail de produits agricoles et, aux Fidji, les ventes des agriculteurs certifiés sont en constante progression.

Contexte

Le marché du bio est un créneau à forte valeur présentant un potentiel à l'exportation, mais les agriculteurs du Pacifique doivent surmonter différents obstacles pour y accéder. Citons notamment les coûts et la complexité de la certification biologique, le manque de maîtrise des subtilités des règlements applicables aux produits bio destinés à l'exportation et la méconnaissance des produits biologiques sur les marchés locaux. Pourtant, avec leurs systèmes agricoles traditionnels et leur faible consommation de produits phytosanitaires, les agriculteurs du Pacifique sont particulièrement bien placés pour intégrer avec succès ce marché.

La POETCom, réseau biologique régional soutenu par la CPS, aide les petits exploitants à se positionner sur le créneau du bio. En 2012, elle a mis en place un système alternatif

de certification biologique à bas coût, géré par des acteurs locaux et fondé sur un mécanisme d'inspection par les pairs, connu sous le nom de système participatif de garantie (SPG).

Processus de changement

Aux Fidji, le premier SPG pilote a été créé sur l'île de Cicia, où les propriétaires de terres coutumières avaient déjà proscrit les produits agrochimiques. De concert avec le ministère de l'Agriculture et le nouvel Observatoire de l'agriculture biologique de Cicia (COMA), la POETCom a mené des actions de renforcement des capacités au profit des agriculteurs et a établi, à leurs côtés, le SPG. En 2015, Cicia est devenue la première île entièrement certifiée bio du Pacifique.

25. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 26–27.

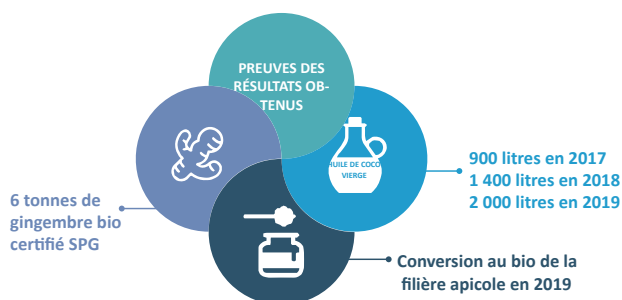
Avec le soutien de la POETCom, plusieurs autres SPG ont depuis vu le jour aux Fidji. En voici quelques exemples :

- Fondation pour le développement et les entreprises rurales intégrées (FRIEND), dont les producteurs affiliés approvisionnent en produits biologiques les supermarchés des Fidji ;
- Batiki, qui exporte de l'huile de coco vierge au Royaume-Uni et participe à une banque de CO₂, reposant sur la séquestration du carbone dans les sols grâce à des pratiques de gestion biologiques ;
- des communautés de l'île de Matuku qui vendent en ligne et en magasin, à Suva, une gamme variée de produits et d'objets d'artisanat sous la marque Loving Islands ; et
- Fiji Organic Queens, qui produit notamment du miel, des fruits et des légumes.

Résultats et impact

Il a fallu du temps pour développer le marché du bio aux Fidji, mais les résultats sont aujourd'hui manifestes.

Le projet mené à Cicia s'est concentré sur l'huile de coco vierge. Les ventes étaient plutôt irrégulières au démarrage du projet, car il a fallu trouver les débouchés et régler divers problèmes dans la chaîne de valeur, mais les ventes locales sont en progression constante depuis quelques années : 900 litres en 2017, 1 400 litres en 2018 et 2 000 litres en 2019.



En novembre 2019, pour sa première récolte, l'île de Cicia a amassé six tonnes de gingembre biologique certifié SPG. Le gingembre s'est très bien vendu sur les marchés nationaux et a rapporté plus de 7 300 dollars fidjiens aux exploitants de Cicia. La filière apicole de l'île est en cours de conversion et les premières activités d'écotourisme axées sur le bio ont démarré en 2019.

De même, l'île de Matuku et la marque Loving Islands ont enregistré d'impressionnantes ventes, qui ont rapporté plus de 13 200 dollars fidjiens en 2019.

Enseignements tirés

Il faut parfois plusieurs années pour que les interventions axées sur les marchés portent leurs fruits. En effet, même si la certification sert de sésame sur le marché de l'alimentation bio, il faut s'attaquer à d'autres éléments propres à la chaîne de valeur pour que les filières prospèrent.

Le travail intensif et par nature participatif qu'exige la création d'un SPG contribue à la pérennité du système et à une forte appropriation par les parties intéressées. Sur l'île de Cicia, bien que le projet de la CPS soit clôturé depuis 2015, les agriculteurs ont fait le nécessaire pour maintenir en place le système de certification SPG.

La certification permet de mieux faire connaître les questions associées à l'alimentation biologique et aux exigences connexes des consommateurs et peut ainsi ouvrir des perspectives supplémentaires. Par exemple, les populations locales des Fidji bénéficient désormais du marché d'échange des stocks de carbone des sols et du « tourisme biologique ».

Enfin, une initiative pilote aboutie peut avoir un effet de levier sur la mobilisation de financements. Depuis 2016, grâce au succès de ce projet pilote mené aux Fidji, plus de cinq millions de dollars des États-Unis ont été mobilisés afin de reproduire le modèle des SPG dans d'autres pays océaniques.

Division : Division ressources terrestres

Bailleurs de fonds : Fonds international de développement agricole (FIDA) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Bouteilles d'huile de coco vierge issue de l'agriculture biologique.

Troisième objectif de développement

Introduction

Zooms sur les réalisations

Renforcer les capacités et la confiance pour améliorer la sécurité de la navigation

Un projet pilote démontre l'intérêt du solaire dans le transport maritime



TROISIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

RENFORCER LA VIABILITÉ DES SYSTÈMES DE TRANSPORT ET LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Introduction

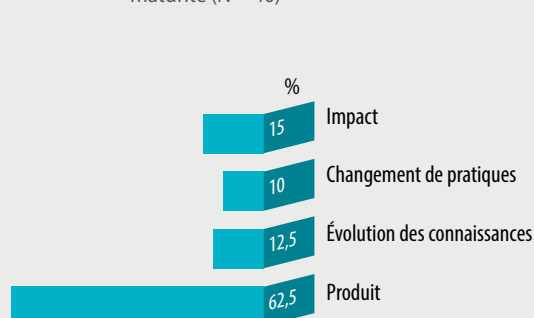
La Division géosciences, énergie et services maritimes livre des connaissances scientifiques et techniques afin de réduire l'empreinte carbone des réseaux de distribution d'énergie, tout en œuvrant au renforcement de la sécurité énergétique des populations ayant un accès limité à l'énergie en Océanie. La CPS contribue à l'élaboration de solutions techniques pour améliorer la santé de l'océan, en s'appuyant sur l'amélioration de la gestion du secteur maritime, le renforcement de la sécurité des pratiques maritimes et la réduction des émissions de gaz carbonique dans le secteur des transports.

Par l'intermédiaire du PCREEE, dont le siège se trouve aux Tonga, la CPS a stimulé les investissements et l'esprit d'entreprise dans le secteur des énergies renouvelables. L'Association des Océaniennes du secteur maritime (PacWIMA) a quant à elle réalisé de considérables progrès en ce qui concerne la promotion de l'égalité de genre dans ce secteur.

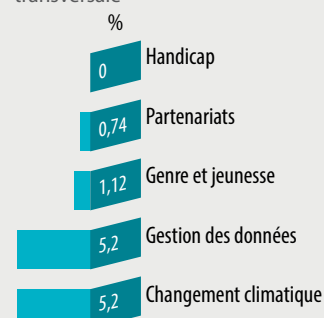
Le travail de la CPS s'articule autour du concept d'« économie verte », sous-tendu par le Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique et le Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (CDRP). La CPS et les partenaires du Fonds d'infrastructure régional océanien ont examiné la première phase du Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique. Les principales recommandations issues de cet examen ont trait à la mise en place d'une infrastructure robuste et résiliente face au changement climatique, ainsi qu'à la réduction des chevauchements entre les mandats « énergie » et « environnement » du Cadre. La deuxième phase est en cours d'élaboration.

Tableaux de résultats

Graphique 11 : Résultats relatifs à la viabilité des systèmes de transport et à la sécurité énergétique, par degré de maturité (N = 40)



Graphique 12 : Résultats relatifs à la viabilité des systèmes de transport et à la sécurité énergétique, par question transversale



Quarante résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (9 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 11**). Un nombre important de produits renvoient à des lois, politiques et règlements sur le secteur maritime et énergétique qui sont encore à l'état de projet, ainsi qu'au volume limité de preuves recueillies sur les acquis d'apprentissage découlant des activités de renforcement des capacités. En 2019, des enquêtes de suivi ont été testées auprès des personnes ayant bénéficié d'activités de renforcement des capacités. Le recours aux énergies renouvelables dans les transports maritimes et l'efficacité énergétique permettent de réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre et les dépenses énergétiques, et sont également à l'origine du plus grand nombre de résultats de type impact, tous objectifs de développement confondus.

Tableau 3 : Résultats relatifs à la viabilité des systèmes de transport et à la sécurité énergétique, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Impact	Changement de pratiques	Évolution des connaissances	Produit	Total
Lois, politiques, règlements			2,50 %	30,00 %	32,50 %
Science, technologie, innovation	2,50 %	7,50 %	7,50 %	17,50 %	35,00 %
Assistance technique et renforcement des capacités	12,50 %	2,50 %	2,50 %	15,00 %	32,50 %

La production de connaissances scientifiques et techniques, l'investissement dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le renforcement des capacités ainsi que la mise en place d'un environnement propice à la sécurité des transports et à la sécurité énergétique grâce à l'élaboration de lois, de politiques et de règlements et à l'apport d'une assistance technique sont les principaux instruments permettant de générer des produits au regard de cet objectif (**tableau 3**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la viabilité des systèmes de transport et de la sécurité énergétique recouvrent également les priorités fixées pour le changement climatique, l'établissement de partenariats, le genre et la jeunesse (**graphique 12**)²⁶.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

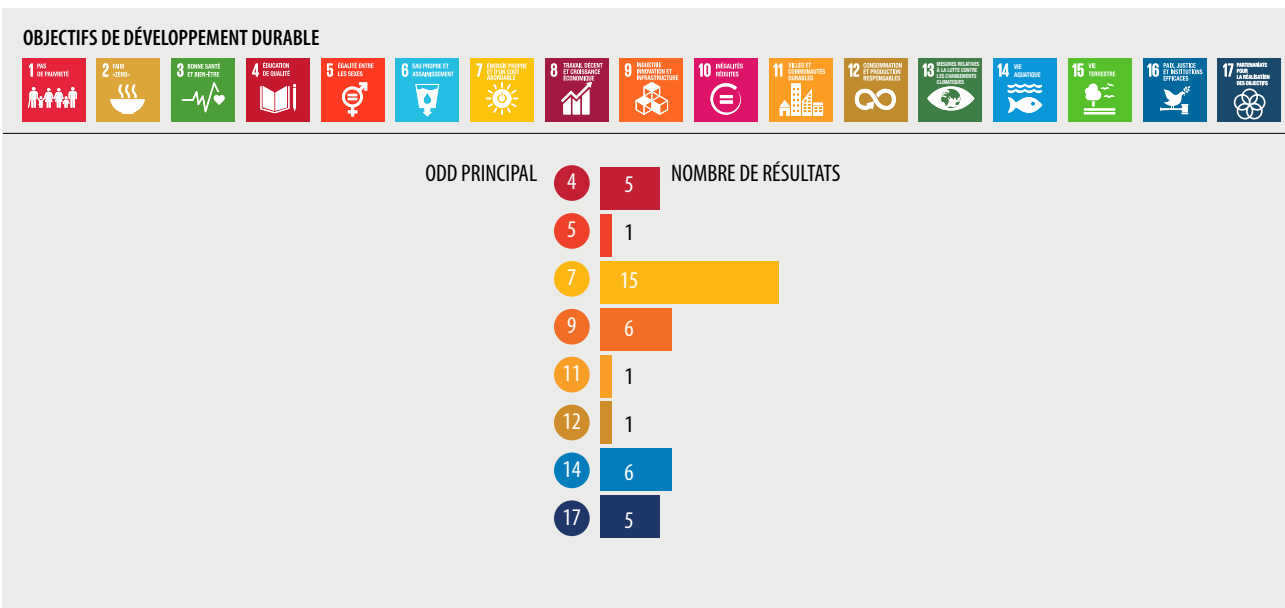
Les fonds de démarrage de la première phase opérationnelle du PCREEE (2017–2021) ont été mobilisés. Le Gouvernement de la Norvège a octroyé une enveloppe supplémentaire de deux millions de dollars des États-Unis.

La consommation d'électricité et les émissions de la société Fiji Ports Corporation Limited et des installations portuaires d'Honiara (Îles Salomon) et de Nuku'alofa (Tonga) **ont diminué.**

Le recours aux énergies renouvelables a permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre de navires de Vanuatu et du Samoa.

Des systèmes de gestion de la sécurité ont été adoptés pour 24 nouveaux navires à Kiribati, aux Îles Salomon et à Vanuatu.

Contribution aux ODD

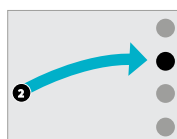


26. Les résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS axés sur le développement social et l'engagement avec les membres et les partenaires.

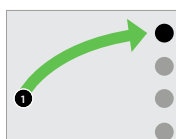
Défis à relever

- Il est important que les cadres régionaux, dont le cadre de suivi et évaluation du CDRP, ne négligent pas les autres cibles fixées pour le secteur énergétique, telles que la stabilité des prix du carburant.
- Les données du MTCC-Pacifique²⁷ sont déterminantes pour définir des mesures d'efficacité énergétique susceptibles d'être appliquées, mais il est difficile d'assurer la cohérence des données.
- Un travail proactif doit être engagé auprès des États et Territoires insulaires océaniques et des partenaires du développement pour délimiter clairement les rôles et les possibilités de collaboration du PCREE et du Programme géoressources et énergie.
- L'offre locale de services axés sur la sécurité des navires et du matériel est limitée.

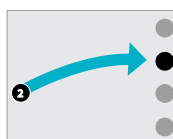
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de
certains progrès
(moyenne non
pondérée)



2018
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de
certains progrès
(moyenne
pondérée)

Perspectives pour 2020

- Poursuivre les travaux en faveur d'un développement bas carbone des secteurs de l'énergie et des transports, en améliorant l'efficacité énergétique et l'investissement dans les nouvelles technologies.
- Poursuivre les travaux entrepris aux côtés du secteur privé pour renforcer les capacités et appuyer techniquement la bascule vers un avenir bas carbone.
- Maintenir l'appui fourni en faveur de la sécurité des transports intérieurs dans le Pacifique.
- Appuyer l'élaboration du nouveau cadre régional pour la sécurité énergétique.

27. Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique.

Zoom sur les réalisations



Renforcer les capacités et la confiance pour améliorer la sécurité de la navigation



CIBLES 4.4, 14.C.1

Des résultats durables au profit des exploitants de navires et des autorités maritimes.

Une formation à la sécurité de la navigation dispensée par la CPS et certifiée au niveau international a permis de renforcer les capacités des exploitants et des autorités maritimes pour assurer la sécurité de la navigation dans les eaux du Pacifique.

Contexte

Près de la moitié des Océaniens vivent sur des îles isolées. Le transport maritime est le seul moyen de relier ces îles périphériques à l'offre de services, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et de ravitailler les populations en nourriture et autres produits vitaux. La sécurité du transport est capitale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et la protection de l'environnement.

Les services maritimes sont au cœur du développement économique de nombreux pays océaniques. Lorsque les normes internationales en matière de conditions de sécurité sont satisfaites, la navigation peut avoir un effet direct sur l'accélération de la croissance.

Le projet pour la sécurité de la navigation dans le Pacifique a démarré en 2016 et avait pour but de :

- recenser les dispositifs requis pour garantir la sécurité de la navigation, tels que les aides à la navigation ;
- définir les procédures de gouvernance et de financement ; et
- renforcer les capacités nécessaires à la mise en place, au fonctionnement et à la maintenance des aides à la navigation.

Si la CPS est le partenaire d'exécution du projet, c'est l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) qui assure une mission fondamentale de conseil et d'expertise nautique.

Pour regarder la vidéo de la CPS sur les aides à la navigation et la sécurité en mer, cliquer [ici](#).



Processus de changement

La deuxième phase du projet a démarré en juillet 2018, sur la base des conclusions des évaluations des besoins qui ont été réalisées dans 13 pays océaniques pendant la première phase. En août 2019, une formation d'un mois a été organisée aux Fidji au profit du personnel des administrations maritimes de neuf des pays visés. Les neuf participants exerçaient des fonctions en lien avec la sécurité de la navigation et les dispositifs connexes dans leurs pays respectifs. Ils ont tous achevé avec succès leur formation et obtenu leur certificat AISM de gestionnaire d'aide à la navigation – niveau 1.

Résultats et impact

C'est la première fois qu'une formation de ce type était dispensée dans la région Pacifique. Les neuf participants ont à présent les compétences et l'aisance requises pour gérer de manière autonome les aides à la navigation installées dans leur pays. La formation a aussi permis de créer un réseau océanique d'aide à la navigation, dont les membres s'entraident par le biais d'échanges entre pairs et d'apprentissages croisés.

Parmi les participants se trouvait M. Charles Maniel, responsable des opérations du Département des ports et affaires maritimes de Vanuatu, qui relève du ministère de l'Infrastructure et des Services publics. Associé au projet pour la sécurité de la navigation dans le Pacifique depuis son lancement en 2016, il avait déjà pris part à plusieurs activités et ateliers organisés dans le pays. En novembre 2019, Charles Maniel a organisé et dirigé une réunion de parties prenantes du secteur maritime à Luganville afin de rassembler les points de vue des acteurs locaux sur les risques et les aléas menaçant la navigation dans la zone, à l'aide de l'outil d'analyse du risque de l'AISM. Les conclusions de la réunion ont jeté les bases d'un accord sur les mesures à prendre pour maîtriser et réduire les risques pesant sur la navigation à Luganville, comme le montre le rapport d'analyse du risque relatif aux aides à la navigation.

« La formation a beaucoup influé sur nos décisions, en particulier sur les mesures à prendre pour développer notre Département et améliorer les aides à la navigation à Vanuatu... Je suis plus confiant quand il s'agit de prendre des décisions, en particulier sur les risques. » – Charles Maniel, Responsable des opérations du Département des ports et des affaires maritimes de Vanuatu

Enseignements tirés

Le projet s'articule autour des éléments suivants : évaluation des besoins des pays, y compris en matière de renforcement des capacités, formation des représentants des pays et accompagnement des représentants formés dans la conduite de leurs activités. Cette méthode s'est révélée très efficace, car elle favorise l'appropriation du projet par les parties prenantes, la mobilisation des pays impliqués et le renforcement des capacités au profit d'une offre de services axée sur la sécurité de la navigation.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN)

Zoom sur les réalisations



Un projet pilote démontre l'intérêt du solaire dans le transport maritime



CIBLE 7.A

Des résultats durables au profit des exploitants de navires. Pour plus d'informations, voir les zooms ci-après : « Fidji et Îles Salomon : un développement sobre en carbone pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des ports »²⁸ ; « Les ports verts océaniques »²⁹ ; et « La maîtrise de l'énergie dans les pays océaniques »³⁰.

Désireuse de promouvoir le recours aux énergies renouvelables pour rationaliser le transport maritime, la CPS a équipé un navire de panneaux photovoltaïques à des fins expérimentales. Ce projet pilote a permis de réduire la consommation de carburant du navire de 87,5 % et de limiter ses émissions de gaz à effet de serre au mouillage.

Contexte

Le Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique (MTCC-Pacifique) a pour mission de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre du secteur maritime régional, tout en appuyant les objectifs de développement durable et la transition verte des économies des pays océaniques. L'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables sont deux des axes de travail du Centre. Le MTCC-Pacifique est hébergé par la CPS.

Processus de changement

En mars 2018, le MTCC-Pacifique a tenu un atelier à Vanuatu sur l'efficacité énergétique de l'exploitation de navires. L'atelier a permis aux participants de mieux comprendre les nouvelles technologies favorisant les économies d'énergie ainsi que les méthodes de suivi et de réduction de la consommation à bord des navires, l'objectif étant de réduire les frais de fonctionnement et les émissions de gaz à effet de serre du secteur.

Le MTCC-Pacifique a lancé un projet en juillet 2019 pour démontrer l'utilité de ces outils. Le roulier *Tiwi Trader* a été sélectionné pour le projet pilote, une fois satisfaites les conditions fixées à l'exploitante du navire, à savoir la mise en œuvre effective du système de gestion de la sécurité du Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs et l'introduction d'un plan de gestion du rendement énergétique du navire (SEEMP).

Partant du SEEMP, la technologie solaire, jugée la plus prometteuse, a été choisie pour réduire la consommation de carburant du navire. Des panneaux photovoltaïques ont été installés pour compléter la production électrique des

générateurs diesel et réduire la consommation d'électricité en route et au port.

Résultats et impact

L'analyse des données réalisée en amont du projet annonçait des économies de carburant de l'ordre de 32 à 44 %. Les relevés effectués trois mois après le début du projet ont montré que l'exploitante du navire avait en réalité économisé 87,5 % de carburant et que les émissions de gaz à effet de serre au mouillage et au port avaient diminué.

« Le programme du MTCC-Pacifique m'a donné envie de mettre davantage l'accent sur l'efficacité énergétique pour rationaliser mon activité. Je partagerai ces informations avec les membres de mon équipage pour qu'ils redoublent de vigilance dans l'exploitation et la maintenance du navire. » – Mme Sherley Pata, exploitante du Tiwi Trader

Enseignements tirés

Seules des données fiables, cohérentes et actualisées permettront de démontrer l'intérêt que les mesures d'efficacité énergétique présentent pour les exploitants de navires. Or, il est difficile d'accéder à de telles données.

Il convient de s'intéresser aux pratiques de gestion d'entreprise. Plutôt que de réinvestir les économies réalisées grâce à l'énergie solaire dans de nouvelles mesures de réduction de la consommation de carburant, l'exploitante a augmenté la vitesse d'exploitation du navire pour développer son activité. Cette décision pourrait occasionner des défaillances matérielles sur d'autres équipements à bord.

Le manque de normes et de technologies constitue un autre problème relevé. La mise en œuvre du projet pilote s'est en effet heurtée à l'absence de normes, d'autres technologies nouvelles dans la région et de prestataires locaux capables de concevoir, d'installer et d'entretenir de nouveaux types d'équipement.



Panneaux photovoltaïques installés sur un navire.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes

Bailleur de fonds : Union européenne

28. [Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 40–41.

29. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 30–31.

30. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 31–32.

Quatrième objectif de développement

Introduction

Zooms sur les réalisations

Les données sur le handicap au service de l'égalité d'accès aux services au sein de la société

De meilleures données et des coûts de collecte réduits – nouvelles méthodes d'enquête sur le budget et la consommation des ménages



QUATRIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

RENFORCER L'ACCÈS AUX STATISTIQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LEUR MISE À PROFIT POUR ÉTAYER LES POLITIQUES ET SUIVRE LES PROGRÈS ENREGISTRÉS

Introduction

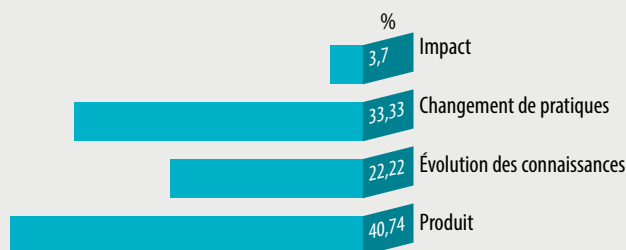
La CPS contribue de manière centrale à coordonner et à appuyer l'établissement, la production et la mise à disposition des statistiques officielles dans le Pacifique, le but étant de doter les décideurs et les analystes d'importants indicateurs démographiques, économiques et sociaux pour éclairer la planification et la prise de décision. Dans le domaine statistique, la CPS axe ses activités sur la collecte, l'analyse et la diffusion des données, mettant particulièrement l'accent sur les statistiques économiques et sociales et sur les questions intersectionnelles que sont le genre, la pauvreté, l'éducation et le handicap. La Division statistique pour le développement de la CPS aide les pays océaniques membres à recueillir les valeurs requises pour calculer les indicateurs associés aux ODD, et elle administre pour leur compte le tableau de bord régional relatif aux ODD.

En 2019, la Division a aidé les pays membres à introduire plusieurs innovations dans les méthodes de collecte et d'analyse des statistiques. La CPS a aussi favorisé l'innovation dans la diffusion des données, y compris par la mise en place de la Plateforme de données océaniques, de la bibliothèque de microdonnées du Pacifique et de l'outil .stat.

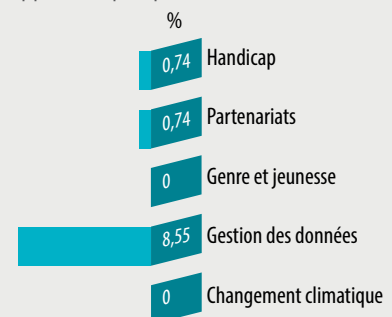
L'action de la CPS est guidée par la Stratégie décennale océanique sur la statistique 2011–2020. Une nouvelle stratégie sera formulée dans le courant 2020.

Tableaux de résultats

Graphique 13 : Résultats relatifs aux statistiques sur le développement, par degré de maturité (N = 27)



Graphique 14 : Résultats relatifs aux statistiques sur le développement, par question transversale



Vingt-sept résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (6,1 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 13**). L'attention privilégiée que la CPS porte à la mise en place d'un environnement propice à l'accès sécurisé aux données ainsi qu'à l'investissement dans les méthodes de collecte de données et dans la gestion des microdonnées et des métadonnées génère un impact et des effets améliorant la qualité, l'accessibilité et la convivialité des données dans le Pacifique.

Tableau 4 : Résultats relatifs aux statistiques sur le développement, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Impact	Changement de pratiques	Évolution des connaissances	Produit	Total
Lois, politiques, règlements		3,70 %		7,41 %	11,11 %
Science, technologie, innovation	3,70 %	18,52 %	18,52 %	18,52 %	59,26 %
Assistance technique et renforcement des capacités		11,11 %	3,70 %	14,81 %	29,63 %

Les investissements réalisés en faveur de l'innovation et des technologies permettant d'améliorer l'accès aux données, ainsi que l'analyse et la diffusion des données, l'assistance technique et le renforcement des capacités, y compris par le biais d'échanges entre pairs, sont les principaux mécanismes grâce auxquels des produits peuvent être générés au regard de cet objectif (**tableau 4**).

La Division statistique pour le développement dirige les efforts déployés par la CPS pour produire des statistiques sur le développement qui intègrent des données ventilées sur le handicap (**graphique 14**).

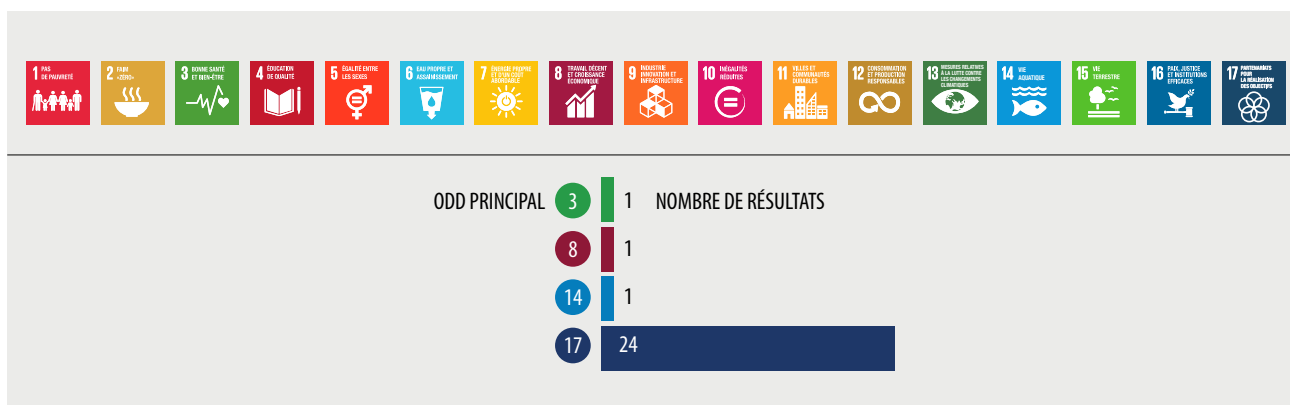
SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Des contrats de licence de données ont été signés avec 12 pays océaniques, ce qui favorise les efforts engagés par la CPS pour assurer un accès sécurisé aux microdonnées des pays océaniques en vue de leur utilisation dans des travaux de recherche et d'analyse au bénéfice des populations du Pacifique.

De nouvelles méthodes d'enquête sur le budget et la consommation des ménages ont été validées par le Comité océanien des méthodes statistiques et sont déjà en usage dans quatre pays océaniques.

Grâce à **11 échanges entre pairs**, les capacités des pourvoyeurs et des destinataires des données ont été renforcées et des produits statistiques sur le développement ont été générés.

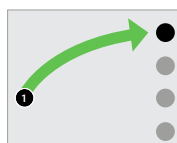
Contribution aux ODD



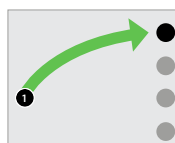
Défis à relever

- Les ressources régionales sont insuffisantes pour assurer les collectes statistiques prévues au cours des cinq prochaines années.
- Le changement d'orientation opéré par la Division, de la collecte de données à l'analyse et à la diffusion des données, exige le recrutement de spécialistes de l'analyse.
- La communication des résultats et des recommandations du Comité océanien des méthodes statistiques, relayés aux membres par les points de contact sous-régionaux, doit être renforcée.
- Plusieurs défis doivent être relevés pour négocier les modalités régissant le recueil des microdonnées des pays membres.

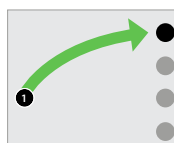
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de progrès
substantiels
(moyenne non
pondérée)



2018
Réalisation de progrès
substantiels
(moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de progrès
substantiels
(moyenne
pondérée)

Perspectives pour 2020

- Élaborer la prochaine stratégie décennale océanienne sur la statistique.
- Poursuivre les initiatives engagées pour assurer un accès sécurisé aux microdonnées du Pacifique insulaire, grâce à la signature de nouveaux contrats de licence de données avec les pays océaniques membres.
- Poursuivre les efforts de mobilisation de ressources et de renforcement des capacités nécessaires aux collectes statistiques.
- Investir davantage dans l'analyse et la diffusion des données.

Zoom sur les réalisations



Les données sur le handicap au service de l'égalité d'accès aux services au sein de la société



CIBLES 4.5, 4.A, 10.2, 11.7, 16.7, 17.18

Des résultats nouveaux au profit des services nationaux de la statistique, à l'appui d'un changement systémique. Pour plus d'informations, voir l'article relatif à l'atelier sur l'analyse des données sur le handicap, accessible [ici](#)³¹.

En partenariat avec l'UNICEF, la CPS a procédé au renforcement des capacités des services nationaux de la statistique dans le domaine de la collecte, de l'analyse, de l'utilisation et de l'intégration transversale des données sur les personnes en situation de handicap dans le Pacifique.

Contexte

Selon les estimations, 3 % de la population du Pacifique vit avec un handicap. Des rapports semblent montrer que les personnes en situation de handicap ont moins accès aux services que les personnes valides, rencontrant par exemple davantage d'obstacles pour accéder à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi. Toutefois, les données sur la prévalence des handicaps, leur gravité et l'accès aux services étant limitées, il est difficile de confirmer cet état de fait ou encore de le modifier.

La CPS et l'UNICEF travaillent en collaboration avec les pays océaniques pour améliorer la production de données et la compilation de statistiques sur les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap. Les deux organisations ont consolidé leur partenariat en 2018, grâce à la signature d'un accord de coopération au titre des programmes (PCA) et à l'élaboration d'un plan de travail connexe sur deux ans.

Processus de changement

Le PCA vise à renforcer les capacités des pays océaniques en matière de collecte, d'analyse, d'utilisation et d'intégration transversale des statistiques sur les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap. L'objectif est de leur permettre d'exploiter les données pour influencer sur les politiques publiques, afin d'améliorer la situation de ces groupes et améliorer leur accès à une éducation de qualité et aux services de base. En 2018 et 2019, le PCA a donné naissance à une série de projets destinés à promouvoir l'établissement et l'utilisation de telles statistiques.

Plusieurs exercices de renforcement des capacités ont été menés. Deux ateliers ont ainsi été organisés au Samoa en 2018 pour aborder les méthodes d'interprétation et de communication des données sur le handicap. Ils s'adressaient tous deux aux agents des services nationaux de la statistique, aux spécialistes des politiques (des secteurs de l'éducation, de la santé et du travail) et aux référents nationaux sur le handicap, à savoir aussi bien des producteurs de statistiques

31. <https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2019/09/atelier-sur-lutilisation-des-donnees-de-recensement-dans-lanalyse-des>

que des utilisateurs. Axés sur l'apprentissage croisé, les ateliers avaient pour but de permettre aux producteurs d'évoquer l'utilisation, l'analyse et l'interprétation des données et aux utilisateurs de s'exprimer sur l'incidence des données sur les politiques.

Un atelier régional sur l'analyse des données sur le handicap a également réuni à Nouméa des spécialistes et non-spécialistes de la question. Ainsi, parmi les participants à l'atelier, venus des Tonga, de Tuvalu et des Fidji, figuraient des agents des services nationaux de la statistique, des référents sur le handicap et des référents sur les questions de genre, ainsi que des représentants du Pacific Disability Forum, du Centre for Inclusive Policy et du Département développement social de la CPS.

Le travail a aussi porté sur l'établissement et le renforcement de partenariats à l'appui de la collecte et de l'utilisation de données sur le handicap, fédérant des acteurs nationaux, régionaux et internationaux.

Résultats et impact

Des avancées majeures sont à signaler concernant l'intégration transversale des données sur le handicap. Un module abrégé de collecte de données sur le handicap, élaboré par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités, qui œuvre à la normalisation des statistiques sur ce thème au sein du système des Nations Unies, a été intégré au formulaire d'enquête budget-consommation des ménages utilisé aux Îles Marshall, à Vanuatu et à Wallis et Futuna. En 2019, le même module a été mis en œuvre lors du recensement des Îles Salomon et du mini-recensement de Nauru. Un module plus détaillé, qui couvre le fonctionnement de l'enfant et s'intéresse de plus près aux difficultés fonctionnelles rencontrées dans tous les groupes d'âge pour des politiques plus ciblées, a été utilisé en 2019 lors de l'enquête BCM et de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de Kiribati. Les Tonga ont aussi réalisé une enquête nationale sur le handicap en 2018 afin de mieux comprendre la prévalence du handicap et les restrictions auxquelles se heurtent les personnes en situation de handicap.

D'après les données recueillies, la prévalence du handicap s'élève à 3 % aux Fidji, à 2 % au Samoa et à 3,3 % à Tuvalu.

Voici quelques-unes des constatations préliminaires sur la situation des personnes en situation de handicap :

- aux Fidji, 84,8 % des personnes en situation de handicap sont allées à l'école, contre 94,1 % pour la population générale ;
- ces mêmes chiffres s'établissent à 63 % et 97,8 % à Tuvalu, et à 79,9 % et 97,5 % au Samoa.
- en ce qui concerne l'emploi rémunéré, aux Fidji, 47,3 % des personnes ne présentant aucun handicap ont exercé une activité rémunérée, contre 22,4 % des personnes en situation de handicap ;
- ces chiffres s'élèvent à 36,2 % et 9,6 % respectivement à Tuvalu, et à 26,8 % et 5,3 % respectivement au Samoa.

Enseignements tirés

L'UNICEF s'est révélée un excellent partenaire, privilégiant une relation de partenariat pour les actions de développement et les échanges financiers plutôt qu'une approche axée sur les services. Reconnaisant que les avantages comparatifs des différents acteurs peuvent être mis à profit dans le cadre de partenariats, l'UNICEF cherche par conséquent à promouvoir la fertilisation croisée entre partenaires, au lieu de solliciter leurs services dans un cadre contractuel.

En dehors des services nationaux de la statistique, les capacités et les connaissances statistiques sont très limitées. Il serait fort utile de faire participer un plus large éventail de parties prenantes, au-delà des statisticiens professionnels, aux exercices de renforcement des capacités. Les non-spécialistes regardent souvent les statistiques d'un œil sceptique, mais dès qu'ils comprennent la façon dont les données sont recueillies et ce qu'elles signifient, leur perception change et ils prennent conscience de l'utilité des données pour une prise de décision éclairée. Une collaboration interservices au sein de la CPS a facilité la prise de contact avec les non-spécialistes concernés.

Division : Division statistique pour le développement

Bailleurs de fonds : Gouvernement de l'Australie et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)



Enquêtes sur la population active aux Tonga et aux Îles Cook 2019

Enquête sur le handicap aux Tonga 2019

Enquêtes en grappes à indicateurs multiples aux Tonga, à Kiribati, aux Fidji et au Samoa

2018–2019

Zoom sur les réalisations



De meilleures données et des coûts de collecte réduits – nouvelles méthodes d'enquête sur le budget et la consommation des ménages



CIBLES 1.1, 1.2, 2.1

Des résultats durables pour les services nationaux de la statistique. Pour plus d'informations, voir l'article sur l'expérience menée dans le cadre des enquêtes sur le budget et la consommation des ménages³².

La CPS et ses partenaires ont lancé une expérience aux Îles Marshall afin de définir des méthodes de collecte de données plus économiques pour les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages. Sur la base des conclusions de l'étude, le Comité océanien des méthodes statistiques a recommandé l'utilisation de la méthode de rappel sur sept jours et de la collecte assistée par informatique (CAPI) pour la conduite de ce type d'enquêtes.

Contexte

Les enquêtes nationales sur le budget et la consommation des ménages (BCM) livrent des informations précieuses, utiles à la planification et à la formulation des politiques publiques. Lorsqu'ils disposent de données précises de qualité, fondées sur les normes et classifications internationales, les pays sont également outillés pour établir leurs rapports sur les indicateurs mondiaux, par exemple les ODD, et les transmettre à la communauté internationale.

Toutefois, la collecte de données peut être un exercice onéreux et chronophage. Certaines des méthodes utilisées dans le Pacifique sont coûteuses. C'est le cas de la tenue d'un carnet de comptes sur 14 jours, méthode pour laquelle l'enquêteur doit effectuer plusieurs passages au sein des ménages participants. En raison de leur coût, les pouvoirs publics ne peuvent se permettre de conduire des enquêtes que tous les neuf ans en moyenne. En d'autres termes, les données sont souvent obsolètes et de fréquence irrégulière. Ces méthodes posent d'autres problèmes, tels que la lassitude des participants, qui, pris par le temps, notent de moins en moins leurs dépenses à mesure que la période de 14 jours avance, et la sous-déclaration des repas pris à l'extérieur faute de questions spécifiques sur le sujet.

Processus de changement

La CPS s'est associée à divers partenaires, dont le Gouvernement des Îles Marshall, la Banque mondiale, l'Université de Waikato et la FAO, pour expérimenter diverses méthodes de collecte de données sur la consommation des ménages. Parmi les techniques envisagées, citons la tenue d'un carnet de comptes sur 14 jours avec différents niveaux d'accompagnement ou l'utilisation de méthodes de rappel invitant les participants à se souvenir de ce qu'ils ont consommé les sept jours précédents. Le rapport coût-efficacité des méthodes d'enregistrement sur papier et sur appareil électronique (CAPI) a également été étudié. De nouveaux modules complémentaires ont en outre été mis à l'essai, notamment pour la collecte de données sur les aliments consommés en dehors de la maison et sur l'insécurité alimentaire vécue. Le travail de terrain s'est déroulé en 2018, tandis que l'analyse et la validation technique se sont achevées en 2019.

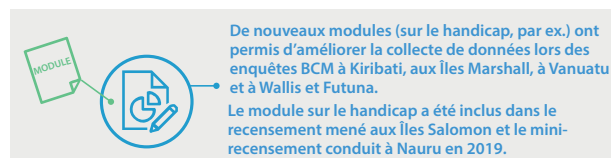
Résultats et impact

L'expérience a montré qu'à moins de mettre en place un suivi rapproché des participants, les données recueillies dans les carnets étaient généralement de mauvaise qualité. La méthode du carnet de comptes avec accompagnement régulier coûte cinq fois plus cher que la méthode de rappel sur sept jours, pour des résultats de qualité comparable. La CAPI a donné de bons résultats, même là où la connexion est limitée. Les modules complémentaires sont particulièrement

utiles pour les politiques publiques et la planification.

Se fondant sur les conclusions de l'étude, le Comité océanien des méthodes statistiques, dont la mission est d'examiner les méthodes statistiques et de formuler des recommandations de bonne pratique à l'intention de tous les pays océaniques, préconise désormais le recours à la méthode de rappel sur sept jours et à la CAPI pour l'administration des enquêtes BCM, ainsi que l'intégration des modules complémentaires à ces enquêtes.

Grâce à ces travaux, la CPS a renforcé ses partenariats avec les services nationaux de la statistique et les partenaires techniques, dont la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la FAO, et contribué à resserrer les liens qui existent entre les partenaires. En 2019, la CPS a appuyé la conduite d'enquêtes sur la population active aux Tonga et aux Îles Cook, d'une enquête sur le handicap aux Tonga et d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples aux Tonga, à Kiribati, aux Fidji et au Samoa (en 2018 et 2019). Elle a aussi accompagné les enquêtes BCM menées à l'aide des nouvelles méthodes à Vanuatu, à Kiribati, aux Îles Marshall et à Wallis et Futuna.



Ces enquêtes BCM intégraient par ailleurs un nouveau module sur la population active, conçu en collaboration avec l'OIT, un module de la FAO sur l'insécurité alimentaire, un module sur le handicap conforme aux critères fixés par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités, et un nouveau module sur l'alimentation hors domicile.

Enseignements tirés

Les nouvelles méthodes d'enquête sont conformes aux meilleures pratiques internationales. Il convient néanmoins de les adapter davantage au contexte du Pacifique pour garantir qu'elles sont culturellement appropriées et font écho aux réalités sociales et économiques de la région.

La modification des méthodes d'enquête limite la comparabilité entre les résultats obtenus et les données issues de précédentes enquêtes. Par conséquent, les ajustements méthodologiques doivent rester rares et n'être approuvés qu'après un examen minutieux des contraintes associées. Les services nationaux de la statistique doivent en outre être bien conscients de la problématique.

*Division : Division statistique pour le développement
Bailleurs de fonds : Gouvernements des Îles Marshall et de la Nouvelle-Zélande, et Banque mondiale*

32. <https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2018/07/des-donnees-reelles-pour-une-experience-grandeur-nature>

Cinquième objectif de développement

[Introduction](#)

[Réalisations](#)

[Des données factuelles et un levier d'influence pour aider la filière thonière à se préparer au changement climatique](#)

[Renforcement des capacités de Tokelau en matière de lutte contre les sécheresses](#)

[Tuvalu obtient son accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation](#)



La crise climatique

Le Pacifique est l'une des régions du monde les plus vulnérables au changement climatique. La crise climatique est une menace directe pour la survie même des pays insulaires océaniques :

- Dans le Pacifique (hors Papouasie-Nouvelle-Guinée), 55 % des habitants vivent à moins d'un kilomètre de la mer.
- Dans certaines zones de la région, l'élévation du niveau de la mer est bien supérieure à la moyenne mondiale.
- Les pays océaniques comptant des îles basses pourraient se trouver contraints de prendre des mesures radicales, telles que la réinstallation des populations.
- Les températures de l'océan affichent une tendance à la hausse depuis les années 1950, ce qui aggrave le phénomène de blanchissement des récifs coralliens.
- Le réchauffement des eaux menace les communautés, les cultures et les écosystèmes, en raison de son impact direct sur la sécurité alimentaire et de ses effets indirects sur les secteurs économiques, dont les pêches et le tourisme, qui rapportent des milliards de dollars de recettes publiques aux pays océaniques.

Pour regarder la vidéo sur l'action de la CPS dans le domaine du changement climatique, cliquer [ici](#).



CINQUIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISECTORIELLES SUR LES DOSSIERS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES

Introduction

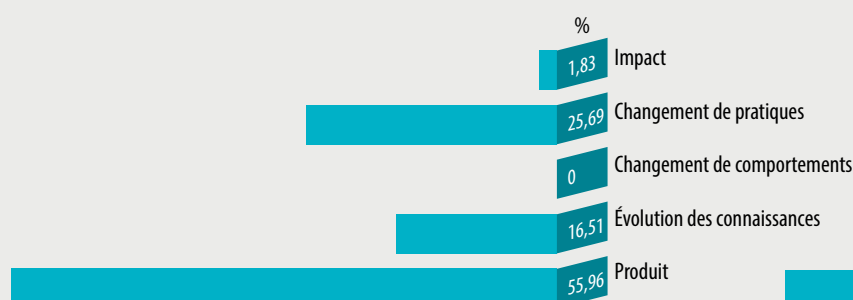
La CPS applique une démarche plurisectorielle dans son action sur le changement climatique : elle combine mesures d'atténuation et mesures d'adaptation et coordonne les efforts consentis par les pays membres pour mettre en œuvre des solutions climatiques adaptées. Dans les domaines relevant de son mandat, la CPS aide les pays océaniques à planifier des stratégies en matière de changement climatique et de gestion des risques de catastrophe, mais aussi à renforcer la réponse prévue au niveau national.

Par l'intermédiaire de son Programme durabilité environnementale et changement climatique et de ses équipes techniques et scientifiques pluridisciplinaires, la CPS appuie la conception et l'application de solutions intégrées d'adaptation et de réduction des risques visant à accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans des domaines transversaux, tels que :

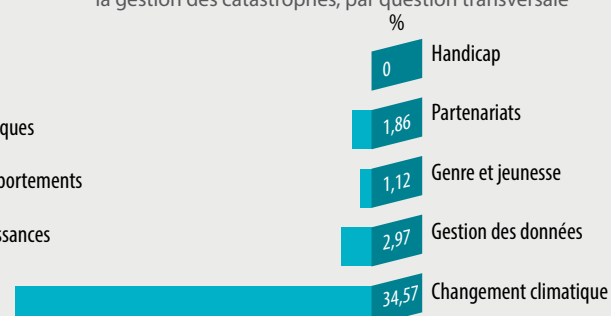
- la gestion des ressources naturelles (agriculture, aquaculture, pêches, foresterie, eau) ;
- le développement humain et social (éducation, santé, assainissement, culture, genre, jeunesse, droits de la personne) ;
- le développement économique (énergie, transports, exploitation minière des fonds marins) ; et
- la réduction des risques de catastrophe, la statistique, la sécurité alimentaire, les SIG et les technologies de l'information.

Tableaux de résultats

Graphique 15 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes, par degré de maturité (N = 109)



Graphique 16 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes, par question transversale



Cent neuf résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (27 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 15**). Le nombre élevé de produits obtenus renvoie à des lois, politiques et règlements sur la gestion des catastrophes et le changement climatique qui sont encore à l'état de projet, à des connaissances tirées d'évaluations scientifiques et techniques qui doivent encore être assimilées et au maigre volume de preuves recueillies sur les acquis d'apprentissage découlant des activités de renforcement des capacités. Un quart de ces résultats ont généré des changements de pratiques dans la mise en œuvre des lois, politiques et plans d'action sur la gestion des catastrophes et le changement climatique, et permis l'adoption d'outils innovants d'agriculture climato-intelligente.

Tableau 5 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Impact	Changement de pratiques	Évolution des connaissances	Produit	Total
Infrastructures et services collectifs	1,83 %	0,92 %		11,01 %	13,76 %
Lois, politiques, règlements		15,60 %		5,50 %	21,10 %
Science, technologie, innovation		3,67 %	11,01 %	16,51 %	31,19 %
Assistance technique et renforcement des capacités		5,50 %	5,50 %	22,94 %	33,94 %

Les investissements injectés dans l'assistance technique et le renforcement des capacités, la science, la technologie et l'innovation ainsi que les cadres législatifs et réglementaires dans le domaine de la gestion des catastrophes et du changement climatique sont les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif. Les services axés sur l'amélioration des infrastructures d'urgence ou des infrastructures d'eau contribuent de façon essentielle à combler les lacunes constatées s'agissant de l'offre de services dans ces secteurs (**tableau 5**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur d'interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes recouvrent également les priorités fixées pour la gestion des données, les partenariats, le genre et la jeunesse (**graphique 16**)³³.

RÉALISATIONS

Un appui a été apporté aux partenariats, à la coordination et aux politiques à l'échelon régional pour favoriser la résilience au changement climatique et aux catastrophes.

Comme le prévoit le **Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique** (CDRP), le Partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP) rassemble différentes parties prenantes et communautés de pratique travaillant sur les enjeux du changement climatique, de la gestion des risques de catastrophe et du développement durable, afin de partager des expériences et des enseignements, d'harmoniser les démarches et de resserrer les liens de collaboration en vue du renforcement de la résilience face au changement climatique et aux catastrophes. En tant que partie prenante clé du PRP, la CPS a endossé un rôle de chef de file en 2019 et créé quatre groupes de travail techniques sous les auspices du Partenariat (elle assure le secrétariat du groupe de travail sur la gestion de l'information et des connaissances).

La CPS a obtenu son **accréditation auprès du Fonds vert pour le climat**, ce qui lui permettra d'aider ses pays membres à accéder aux financements climatiques.

Elle a renforcé la collaboration régionale sur les CDN dans le cadre de sa participation à la **Plateforme des CDN dans le Pacifique**. La CPS en héberge l'unité d'exécution au sein de son complexe de Nabua à Suva (Fidji) – unité dont l'ouverture est programmée début 2020.

La CPS a officialisé ses liens de partenariat avec le Secrétariat général du FIP, le PROE, l'USP, le programme de formation technique et continue de l'USP (Pacific TAFE) et l'Université Griffith en vue de la conduite d'**activités relatives à la finance climatique**. Elle a en outre renforcé ses partenariats avec l'Alliance solaire internationale (ASI), le Centre et Réseau des technologies climatiques (CTCN), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Fonds pour l'adaptation.

Elle a apporté son soutien à l'**Alliance des initiatives Océan et Climat** créée sous l'égide de la CCNUCC, par le

biais du partenariat Ocean Pathway et du réseau Friends of the Ocean, avec pour résultat l'adoption à la COP25 d'une décision visant l'organisation d'un dialogue sur l'océan et le climat en juin 2020 pendant l'intersession, dont les recommandations seront présentées à Glasgow, lors de la COP26.

Lois, politiques et planification : Trente-six instruments juridiques, politiques et de planification ont été mis au point ou adoptés pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives climatiques, la gestion des risques de catastrophe, la sécurité de l'eau et de l'assainissement et la gestion intégrée des zones côtières, et ce, afin de favoriser la résilience aux Îles Cook, à Kiribati, aux Îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, à Nauru, à Palau, à Tokelau et à Tuvalu.

Financement de l'action climatique : La CPS a aidé plusieurs pays océaniques à accéder aux financements climatiques (par ex. appui au processus d'accréditation de Tuvalu auprès du Fonds pour l'adaptation, au projet de planification préalable des États fédérés de Micronésie dans le cadre du programme du Fonds vert pour le climat et à l'élaboration du programme de réduction des émissions des Fidji au titre du Fonds de partenariat pour le carbone forestier) ; procédé à des évaluations multipartenaires du financement des risques climatiques et des risques de catastrophe à Kiribati, aux Îles Salomon, au Samoa, à Tuvalu et à Vanuatu ; et renforcé la capacité des institutions de Tuvalu à gérer les financements climatiques, y compris par le biais de formations et de la création d'un outil de suivi des financements climatiques.

La CPS a accueilli le premier **forum régional sur le financement des risques climatiques et des risques de catastrophe**, auquel ont assisté 70 participants d'institutions publiques, d'organisations de la société civile et du secteur privé.

33. Les résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS axés sur le développement social et l'engagement avec les membres et les partenaires.

*Projets phares sur le changement climatique et la gestion des catastrophes***Le projet PROTEGE³⁴ entre en phase opérationnelle :**

D'une durée de quatre ans, ce projet vise à promouvoir un développement économique durable et résilient face au changement climatique au sein des PTOM européens du Pacifique (Pitcairn, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis et Futuna). Il se décline en plusieurs thèmes : agriculture et foresterie, pêche côtière et aquaculture, eau et espèces envahissantes. La CPS pilote la mise en œuvre du projet, en coopération avec le PROE, qui en est codélégitaire. Voici quelques-unes des réalisations de l'année 2019 :

- deux ateliers régionaux sur le cocotier (en Polynésie française) et sur la pêche côtière et l'aquaculture (à Wallis et Futuna) ont permis d'examiner les forces et les faiblesses, les politiques en place et les initiatives en cours dans les secteurs visés, ainsi que les enjeux techniques, et de stimuler les échanges avec les partenaires d'exécution sur place ;
- un réseau de fermes de démonstration de l'agroécologie a été lancé en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ; et
- une mission d'expertise technique a été organisée au profit de Wallis et Futuna pour dresser l'état des lieux de la filière cocotier du Territoire.

PEUMP : Le programme PEUMP est un programme régional financé par l'Union européenne et le Gouvernement de la Suède, qui vise spécifiquement à « appuyer la gestion et le développement durables des pêcheries au service de la sécurité alimentaire et de la croissance économique, tout en promouvant la résilience au changement climatique et la conservation de la biodiversité marine ». Fruit d'une collaboration entre quatre partenaires d'exécution (CPS, FFA, PROE et USP), le programme s'articule autour de six domaines d'intervention. Les résultats décrits ci-dessous relèvent des domaines dont se charge la CPS :

- Confirmation des limites et des points à fixer dans les traités de délimitation des Fidji et des Îles Salomon. Le programme contribue aux travaux de [démarcation des limites maritimes communes](#) entre États.
- Publication d'[études](#) visant à dissiper les incertitudes biologiques entourant les évaluations des stocks de thonidés.
- Le programme a contribué au [marquage de plus de 16 000 bonites](#) au cours d'une campagne entreprise dans la moitié ouest du Pacifique occidental et central, qui a couvert les Îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les États fédérés de Micronésie. Quelque 500 échantillons musculaires et échantillons de fragments de nageoire de bonite ont été prélevés et stockés dans la Banque d'échantillons marins du Pacifique en vue d'analyses génétiques.
- L'application pour tablette [Ikasavea](#) a été conçue pour faciliter la saisie des données recueillies sur les étals à poissons, généralement au cours d'enquêtes sur les marchés ou en bord de route. L'application est notamment utilisée par les agents enquêteurs des services des pêches lors des enquêtes sur les marchés. Cet outil mobile complète le module en ligne d'enquête sur les marchés, qui permet aux utilisateurs agréés

des États et Territoires insulaires océaniques de saisir et d'analyser les données d'enquête.

- Des inventaires des stocks d'holothuries ont été effectués aux Tonga et au Samoa. Dans ce cadre, des agents des ministères des Pêches ont été formés aux méthodes de recensement des invertébrés et des holothuries.
- Les activités de pêche à l'huître et d'élevage ostréicole pratiquées par les femmes du village de Muanaira, situé aux environs de Suva (Fidji), ont fait l'objet d'une étude socioéconomique et d'une [analyse de la chaîne de valeur](#).
- Le secteur halieutique des États fédérés de Micronésie a été [évalué sous l'angle du genre](#), ce qui a donné lieu à la [publication d'un rapport](#).
- Un atelier organisé à Vava'u (Tonga) a ouvert un espace d'échanges entre les Fidji et les Tonga sur les enseignements tirés de la mise en place de zones de gestion spéciale et de mesures plus larges de gestion des pêches.
- La gestion des connaissances en matière halieutique s'est améliorée grâce à la création d'une bibliothèque numérique où sont stockées et partagées des informations sur les secteurs des pêches et de l'aquaculture de six pays océaniques.
- Dans 13 pays, 159 personnes ont été formées dans divers domaines : méthodes d'enquête sur la filière de l'aquariophilie, présentation des résultats d'enquête aux pêcheurs locaux, [contrôles de conformité dans les pêches côtières](#) et [l'aquaculture](#), méthodes d'inventaire des ressources et enquête socioéconomique, [intégration transversale du genre et des approches fondées sur les droits de la personne et méthodes de SE-AC](#), et gestion des données stockées dans les serveurs et les bibliothèques numériques installés.

Projet de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique (BSRP) : Financé à hauteur de 19,37 millions d'euros par l'UE et le Secrétariat du Groupe des États ACP, le projet est mis en œuvre par la CPS en partenariat avec 15 pays ACP (14 pays océaniques et le Timor-Leste). D'une durée de six ans (2013–2019), il avait vocation à réduire la vulnérabilité face aux aléas naturels et les coûts sociaux, économiques et environnementaux des catastrophes. Le projet est entré dans sa dernière phase de mise en œuvre en 2019 ; une évaluation externe a été conduite, le rapport final du projet a été établi et sa clôture financière est en cours. Le projet, qui a appuyé le renforcement de la résilience aux catastrophes et au changement climatique, était décliné en plusieurs volets : amélioration de la gestion des situations d'urgence grâce à la mise en place de centres d'évacuation et de centres d'opérations d'urgence dans les zones isolées, amélioration de l'état des connaissances sur les aléas et les risques par le biais de systèmes renforcés de surveillance sismique permettant de mieux mesurer les impacts à fine échelle des séismes, et appui à l'amélioration de la réponse aux sécheresses par le renforcement de l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement. Le projet a permis par ailleurs d'apporter un solide soutien, notamment financier, à l'élaboration du CDRP en concertation avec les autres partenaires

34. PROTEGE : Projet régional océanique des territoires pour la gestion durable des écosystèmes.

du développement. Le Cadre fait aujourd'hui figure de document d'orientation pour un avenir plus sûr et résilient dans le Pacifique.

Programme océanien de soutien climat et océans

(COSPPac) : La CPS fait figure de partenaire d'exécution clé du projet COSPPac, financé par l'Australie. Depuis 2012, des activités sont menées pour renforcer les capacités des services météorologiques nationaux des pays insulaires océaniques et d'autres organismes compétents, l'objectif étant qu'ils comprennent et mettent en application des informations sur le climat, l'océan et le niveau de la mer, dans l'intérêt des autorités et des populations insulaires. Depuis 2015, ce sont au total 157 agents de ces services nationaux et 150 autres professionnels de la communauté océanographique issus de 14 pays de la région (dont 69 femmes, soit 22 %) qui ont été formés à l'accès aux données relatives à l'océan et à leur utilisation – par exemple, température des eaux de surface, niveau de la mer, marées, hauteur des vagues, courants – afin d'appuyer la prise de décision en matière de sécurité maritime, de réduction des risques de catastrophe, de tourisme, d'aménagement du littoral et de gestion des pêches, entre autres domaines. Grâce à cette formation, des bulletins prospectifs saisonniers sur l'océan, adaptés aux besoins des parties intéressées à l'échelon national, sont désormais produits par les services météorologiques de sept pays, et trois nouveaux pays ont élaboré et commencé à diffuser de tels documents en 2019 : les Fidji, les Îles Salomon et Vanuatu. Par ailleurs, à la suite de l'atelier organisé en 2015 aux Îles Salomon, le service météorologique du pays a lancé le recrutement du premier océanographe de la région, qui est entré en fonction en 2019.

Le projet RENI a entamé sa phase de clôture : Le projet Union européenne – Pacifique Nord de préparation à El Niño vise à permettre aux populations de sécuriser leurs ressources alimentaires et hydriques en prévision d'épisodes de sécheresse. D'une durée de trois ans (2017–2020), le projet bénéficie d'une enveloppe de 4,5 millions d'euros octroyée par l'UE et est mis en œuvre par la CPS, en collaboration avec les pouvoirs publics et les populations des États fédérés de Micronésie, des Îles Marshall et de Palau. Quatre réalisations phares sont à noter pour 2019 :

- Le projet a mis particulièrement l'accent sur la satisfaction des besoins dans l'une des îles les plus reculées des États fédérés de Micronésie (Kapingamarangi) pour assurer la sécurité hydrique des populations locales, en particulier des groupes les plus vulnérables – personnes malades, anciens et jeunes.
- Une démarche intégrée, conciliant sécurité alimentaire et hydrique et santé humaine, a été adoptée à Ailuk, un atoll périphérique des Îles Marshall.
- À travers l'ensemble du projet, une attention privilégiée a été accordée à l'adoption d'une approche fondée sur les droits et sensible au genre, et une évaluation réalisée en 2019 a montré que la participation des communautés, la responsabilité et la non-discrimination

avaient été au cœur du projet.

- Une méthode a été élaborée et mise à l'essai pour évaluer l'impact des projets passés, du point de vue des communautés. L'île de Fais, située dans l'État de Yap (États fédérés de Micronésie), a servi de banc d'essai et les conclusions de l'évaluation ont été appliquées lors de la mise en œuvre de mesures de renforcement de la sécurité hydrique à Kapingamarangi.

Le projet AMCC+SUPA est entré en phase de planification et de conception :

Le Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+SUPA) vise à étendre à plus grande échelle les mesures d'adaptation climatique applicables à différents secteurs, en s'appuyant sur la gestion des connaissances et le renforcement des capacités. D'une durée de quatre ans et demi (2019–2023), ce projet est financé à hauteur de 14,89 millions d'euros par l'UE et est mis en œuvre par la CPS, en partenariat avec le PROE et l'USP et en collaboration avec les gouvernements et les populations des Îles Cook, des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie, de Nauru, de Niue, de Palau, des Tonga et de Tuvalu. Voici quelques-unes des réalisations de l'année 2019 :

- une réunion régionale de planification et de lancement s'est tenue aux Fidji en mars 2019 dans le but de définir les critères de reproduction à plus grande échelle des mesures d'adaptation climatique ;
- les dix pays bénéficiaires ont choisi un secteur de concentration : sécurité hydrique (cinq pays), santé humaine (deux pays), protection du littoral (deux pays) et ressources marines (un pays) ;
- dix-neuf consultations nationales, auxquelles ont participé 319 personnes (dont 157 femmes), ont été organisées pour concevoir les activités du projet ; et
- six pays ont établi leurs documents de projet, et la mise en œuvre a débuté aux Îles Marshall et aux Tonga.

Le projet de l'Alliance mondiale contre le changement climatique dans les petits États insulaires du Pacifique

s'est vu décerner le prestigieux « [Energy Globe Award](#) » en 2019 qui récompense le travail remarquable de l'équipe du projet et sa contribution à l'apprentissage mutuel sur les questions d'adaptation au changement climatique au sein des communautés océaniques. Le projet a remporté l'Energy Globe Award pour l'action menée à Palau. L'organisation d'un forum d'échanges techniques entre les Tonga et Palau pour favoriser la mutualisation des expériences dans le domaine de la gestion du littoral a été applaudie.

Contribution aux ODD



Défis à relever

- Les dirigeants du Pacifique ont souligné qu'il était vital d'accélérer le rythme des mesures d'adaptation climatique dans l'intérêt des populations et des pays.
- Face à l'élan mondial et régional insufflé par l'action climatique, certaines difficultés surgissent. Citons notamment la multiplication des chevauchements d'activités et le positionnement incertain des partenaires du développement sur le front du changement climatique.
- Compte tenu de leur complexité, les mécanismes de financement de l'action climatique sont susceptibles de submerger la capacité des pays.
- Il convient de renforcer l'accès aux données et aux connaissances sur l'adaptation et l'atténuation si l'on veut développer un argumentaire solide sur le changement climatique et suivre les progrès accomplis au regard de valeurs de référence pour les émissions de gaz à effet de serre et les populations touchées.

Évaluation de la performance



Perspectives pour 2020

- Capitaliser les actions entreprises en 2019 et prolonger la dynamique de travail enclenchée suite à l'adoption des résolutions du Comité des pêches du Forum et de la WCPFC et à la reconnaissance par l'industrie de la pêche du phénomène de déplacement vers l'est des thonidés.
- Mieux intégrer le travail sur le changement climatique au sein des activités menées dans le secteur des pêches côtières et de l'aquaculture.
- Continuer de prêter appui aux pays membres afin de faciliter l'accès aux financements climatiques, par le biais du Fonds vert pour le climat et d'autres dispositifs.
- Continuer d'aider les pays membres à élaborer et à appliquer des mesures d'atténuation et des interventions axées sur l'adaptation climatique.

Zoom sur les réalisations



Des données factuelles et un levier d'influence pour aider la filière thonnière à se préparer au changement climatique



CIBLE 13.3

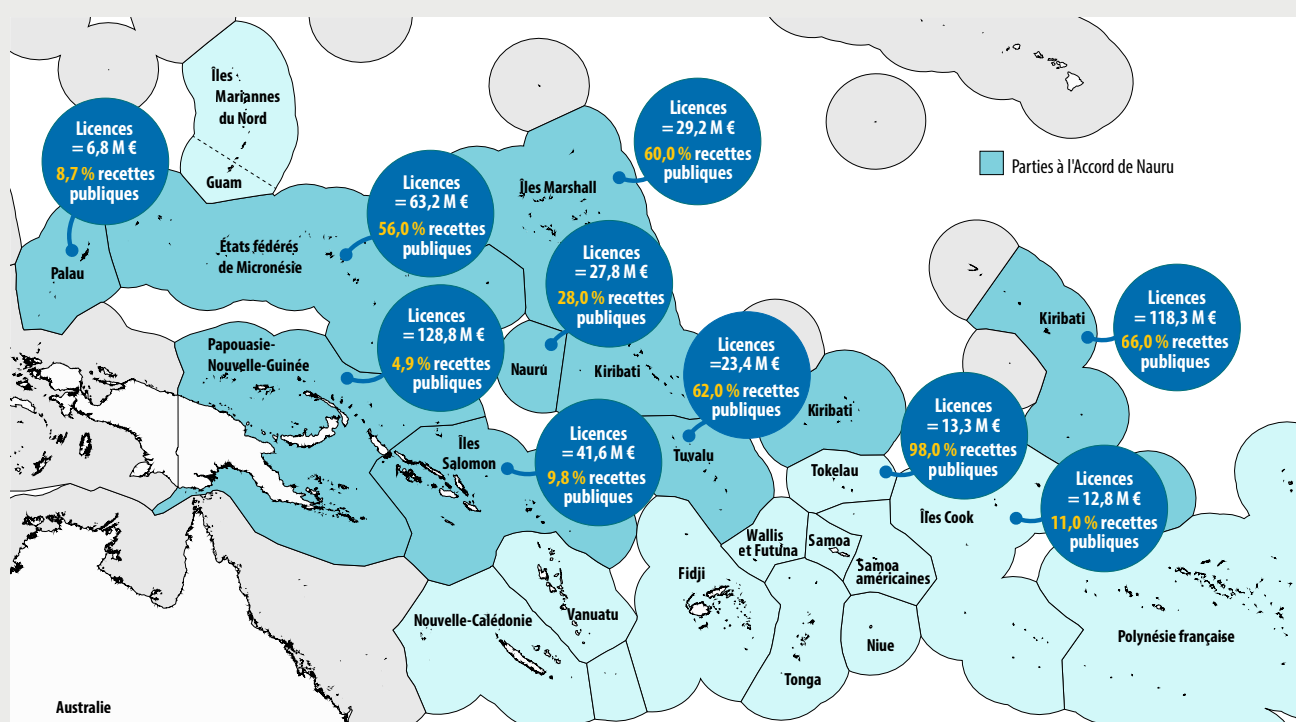
Des résultats durables au profit du secteur de la pêche et favorisant un changement systémique. Voir deux zooms sur les réalisations des années antérieures : « Les pêcheurs s'adaptent aux effets du changement climatique sur les thonidés »³⁵ ; « La surprenante histoire du thon obèse »³⁶.

En 2017, 2018 et 2019, la CPS a présenté aux acteurs de la filière thonnière régionale les résultats de la modélisation du changement climatique et de son impact sur la pêche du thon. Comme l'a montré le Forum océanien sur la pêche thonnière en 2019, les acteurs du secteur semblent avoir entendu le message sur l'incidence du changement climatique et en tenir compte dans la planification de l'activité thonnière.

Contexte

Le développement économique des États et Territoires insulaires océaniques dépend en grande partie des ressources thonnières du Pacifique occidental et central et de la pêche à la senne. En moyenne, ce sont 2,7 millions de tonnes de thon qui ont été capturées chaque année dans le Pacifique occidental et central entre 2014 et 2018, dont 58 % dans les ZEE des pays océaniques. Les redevances de pêche versées par les thoniers contribuent dans une immense mesure aux recettes publiques des pays de la région, six d'entre eux tirant entre 30 et 100 % de leurs ressources des droits versés pour la pêche thonnière. L'activité thonnière participe également dans une très large mesure au PIB et emploie près de 25 000 personnes dans toute la région.

Selon les dernières projections de l'impact du changement climatique sur la ressource thonnière, obtenues par la CPS avec le concours de Collecte Localisation Satellites, les aires de répartition de la bonite et du thon jaune semblent appelées à se redessiner. Les deux espèces devraient se déplacer progressivement à l'est et en direction des zones subtropicales d'ici à 2050³⁷. En l'absence de mesures d'adaptation, cette redistribution devrait réduire d'environ 10 % à l'horizon 2050 les prises totales de thonidés réalisées au sein des ZEE des 10 pays océaniques concentrant le plus gros de l'effort de pêche à la senne. Confrontées aux incidences du changement climatique, les économies du Pacifique insulaire ont impérativement besoin de trouver le moyen de préserver les avantages économiques que leur apportent les ressources thonnières.



Retombées économiques de la pêche thonnière pour les États et Territoires insulaires océaniques (2016).

35. [Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 17–18.

36. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 7–9.

37. Pour plus d'informations, voir la note d'orientation <http://purl.org/spc/digilib/doc/terkx>

Processus de changement

Au vu de l'importance des projections décrites plus haut, les chercheurs de la CPS ont transmis leurs résultats à un large éventail de parties prenantes, y compris les partenaires de la filière thonière dans la région. Ils se sont notamment adressés au Forum océanien sur la pêche thonière, qui réunit chaque année les acteurs de l'industrie et du commerce du thon³⁸.

À chaque édition du Forum, les chercheurs de la CPS présentent un exposé sur l'état des stocks de thonidés du Pacifique, complété depuis trois ans par les résultats de la modélisation du changement climatique. Un tel exposé reprenant des données sur le climat avait pour la première fois été soumis aux professionnels du secteur lors du sixième Forum océanien sur la pêche thonière à Port-Moresby, en 2017, puis à la quinzième conférence mondiale sur le thon – TUNA 2018 – organisée par INFOFISH à Bangkok, en 2018.

Résultats et impact

L'année 2019 a montré que les attitudes évoluent et que le message sur les répercussions du changement climatique est désormais pris en compte dans la planification des professionnels du thon. C'est ainsi la première fois que le changement climatique est mentionné dans différents exposés présentés par les professionnels du secteur et qu'un soutien accru est exprimé en faveur de mesures de gestion de nature à préserver plus longtemps la viabilité des stocks de thon menacés par les effets potentiels du changement climatique.

Enseignements tirés

Si l'on veut améliorer le recours aux avis formulés, il est essentiel de comprendre le public ciblé et de créer des « produits » de conseil répondant aux besoins de celui-ci en matière de communication. Avec le temps, la communication

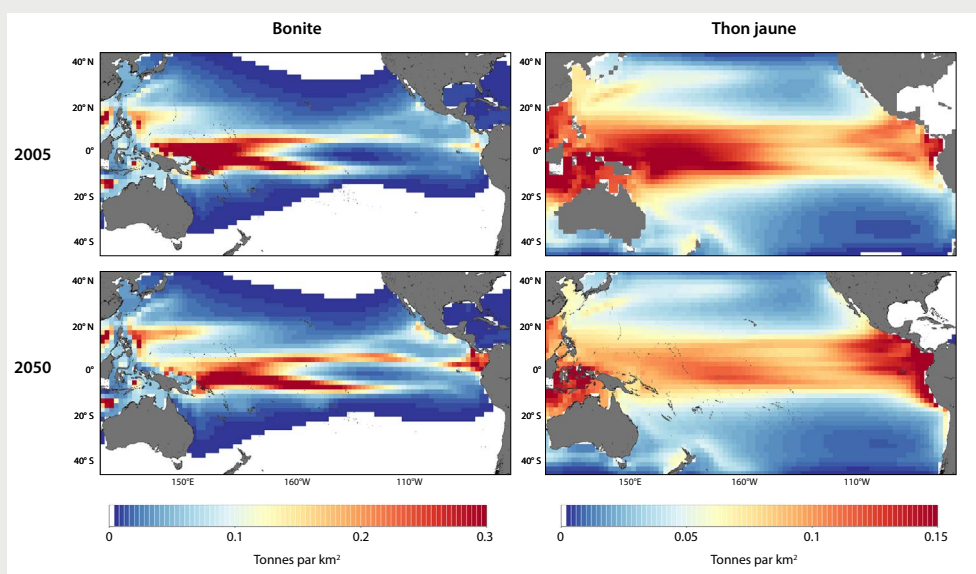
à destination des professionnels du secteur a été affinée et adaptée au public visé, en mettant notamment l'accent sur les données qui prouvent les répercussions directes du changement climatique sur les prises et les rendements économiques, ainsi que sur le recours à l'infographie pour communiquer les résultats de la modélisation.

Les incertitudes liées à la modélisation du changement climatique peuvent miner les négociations. Le manque à gagner – recettes publiques et revenus professionnels – projeté pour les économies océaniques tributaires des thonidés, qui ne produisent qu'une part infime des émissions mondiales de gaz à effet de serre, place les pays de la région en bonne posture pour négocier le maintien des importantes retombées socioéconomiques qu'ils retirent de la ressource thonière, quelle que soit l'évolution de sa répartition sous l'effet du changement climatique. Pour renforcer ces négociations, il convient d'investir dans la réduction des incertitudes entourant la modélisation et les analyses économiques préliminaires.



Septième Forum océanien sur la pêche thonière.

*Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleur de fonds : Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)*



Projections de répartition de la biomasse de bonites et de thons jaunes dans l'océan Pacifique en 2005 et en 2050 avec un scénario d'émissions de gaz à effet de serre élevées.

38. Le Forum 2019 a été organisé conjointement par INFOFISH et le service national des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Zoom sur les réalisations



Renforcement des capacités de Tokelau en matière de lutte contre les sécheresses



CIBLE 6

Des résultats durables au profit des populations locales. Voir le zoom sur les réalisations suivant : « Amélioration de la sécurité hydrique et de l'adaptation climatique sur les atolls »³⁹.

En collaboration avec le Taupulega (conseil des anciens), la CPS a contribué à la formulation du projet de politique nationale sur la sécurité hydrique de Tokelau et d'un plan de mise en œuvre pour l'alimentation en eau et l'assainissement, et a introduit des améliorations pratiques dans l'infrastructure hydrique et la surveillance des précipitations.



Contexte

Tokelau, petit pays isolé composé de trois atolls, est vulnérable à la sécheresse. L'évaluation préliminaire des besoins réalisée par la CPS a révélé l'absence de démarche systématique pour la surveillance des précipitations et des disponibilités en eau, ainsi que pour la gestion de la demande en eau et de la qualité de l'eau. Les seules sources d'approvisionnement en eau sont l'eau de pluie et l'eau en bouteille. Des données pluviométriques étaient autrefois recueillies, mais les relevés ont été abandonnés il y a une quinzaine d'années. Le pays n'était en outre doté d'aucun cadre de gouvernance de l'eau ni des plans de mise en œuvre requis pour améliorer la gestion des ressources hydriques.

Conformément à la structure gouvernementale singulière de Tokelau, la plus haute autorité est conférée au Taupulega sur chacune des îles. Les politiques nationales sont élaborées après consultation de la population locale et des directions du gouvernement à tous les niveaux.

Processus de changement

La CPS a mis en œuvre le Projet de renforcement de la sécurité hydrique dans les États insulaires vulnérables entre 2014 et 2019 afin d'accompagner les Îles Cook, Kiribati, les Îles Marshall, Tokelau et Tuvalu dans leurs actions de renforcement des compétences, des systèmes et de l'infrastructure de base requis pour mieux anticiper, répondre et résister en cas de sécheresse.

En 2019, la CPS a effectué deux missions à Tokelau pour visiter ses trois groupes d'îles – Atafu, Nukunonu et Fakaofo – et consulter les populations locales et les pouvoirs publics sur les mécanismes de gouvernance et de gestion de l'eau. Les consultations avec les communautés et les pouvoirs publics se sont déroulées à tous les niveaux, une attention particulière ayant été accordée aux questions de genre et à la participation des femmes aux consultations et à la prise de décision.

L'équipe du projet a installé des pluviomètres semi-automatiques TB3 à augets basculants et formé des agents publics à l'étalonnage des appareils ainsi qu'à la collecte et à la transmission des données pluviométriques sur les trois îles. Le personnel de santé a été formé aux analyses de la qualité de l'eau et à la transmission des données. La construction de citernes et les techniques de réparation étaient aussi au programme de la formation.

En outre, l'équipe du projet a prospecté les eaux souterraines des trois îles et cartographié les nappes potentielles.

Résultats et impact

Sur la base des consultations, la CPS et les partenaires nationaux ont élaboré un projet de politique nationale sur l'eau et l'assainissement, un projet de plan de mise en œuvre pour l'eau et l'assainissement (2019–2030) et un projet de cadre de lutte contre la sécheresse. Le projet de politique, rédigé par les habitants de Tokelau pour Tokelau, propose une démarche systématique pour la gestion de l'eau et de l'assainissement sur chaque île. Parmi les initiatives recommandées, il est proposé de constituer un comité de l'eau sur chaque île, qui relèvera directement du Taupulega et sera chargé de gérer l'eau en périodes de stress hydrique.

Le Taupulega a approuvé et entériné la politique sur l'eau et l'assainissement, le plan de mise en œuvre pour l'eau et l'assainissement et le cadre de lutte contre la sécheresse en décembre 2019, après cinq mois de consultation.

Les agents du service météorologique de Tokelau collectent désormais des données pluviométriques et en assurent le suivi. Ils comprennent mieux pourquoi il est important de recueillir des données, d'observer les précipitations et de communiquer l'information. Ils connaissent les facteurs déclencheurs et les niveaux d'alerte, ainsi que les interventions à mener en cas de sécheresse. Ils peuvent à présent se tourner vers l'avenir et étudier le potentiel offert par les eaux souterraines.

Enseignements tirés

Tokelau est unique en son genre, tant par son environnement physique que par ses structures de gouvernance nationales et locales. Pour réussir cette intervention, il a fallu apprendre à travailler avec ce dispositif de gouvernance particulier et à gérer les difficultés logistiques propres à cet environnement isolé.

Le Taupulega a le dernier mot dans toutes les affaires publiques et la CPS a compris qu'il est indispensable de nouer avec lui des relations étroites pour garantir le succès des consultations locales, l'adhésion des communautés et l'appropriation de l'activité au niveau local.

La CPS a aussi tiré les enseignements de sa planification de l'activité. Elle a notamment appris qu'il est essentiel de connaître les processus et les événements communautaires de chaque île et d'établir des circuits transparents de communication avec les pouvoirs publics, par le biais du bureau de liaison de Tokelau à Apia.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Gouvernement de la Nouvelle-Zélande

39. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 16–17.

Zoom sur les réalisations



Tuvalu obtient son accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation



CIBLES 13.3, 13.A

Des résultats durables à l'appui d'un changement systémique. Pour plus d'informations, voir l'article sur le renforcement des capacités des institutions à Tuvalu en vue de l'accès aux financements climatiques et de leur gestion⁴⁰.

La CPS a accompagné le Gouvernement de Tuvalu dans son processus d'accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation, notamment en appuyant l'examen de la réglementation relative aux évaluations d'impact sur l'environnement et la formation des fonctionnaires à la gestion de projet. Grâce à son accréditation, Tuvalu accèdera plus facilement aux financements climatiques.

Contexte

Déjà considérables, les coûts économiques du changement climatique devraient encore augmenter. On estime que les investissements dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des risques de catastrophe coûtent à la plupart des pays océaniques l'équivalent de 5 à 10 % de leur PIB chaque année, un pourcentage qui peut grimper jusqu'à 20 % pour les atolls. Le fait de bénéficier de financements climatiques permet aux pays océaniques de ne pas avoir à choisir entre, d'une part, investir dans l'action climatique et la préparation aux risques de catastrophe et, d'autre part, engager des dépenses en faveur des citoyens, en leur assurant notamment un accès à une éducation de qualité, aux services de santé et à une protection sociale de base et en garantissant la sécurité et l'égalité de genre.

Tuvalu a entamé sa procédure d'accès direct en 2013. Ce type de procédure permet à l'institution accréditée de recevoir directement des financements climatiques pour la mise en œuvre d'actions nationales pour la lutte contre le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe. C'est aussi l'occasion pour le pays de renforcer ses capacités, ses processus et ses systèmes de gestion des finances publiques. Avant d'accorder l'accréditation, le Fonds pour l'adaptation a procédé à un examen institutionnel du ministère des Finances et du Développement économique afin de déterminer quelles capacités et mesures stratégiques devaient, le cas échéant, être renforcées.

Processus de changement

La CPS a accompagné la procédure d'accréditation de Tuvalu dans le cadre du projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique (ISACC). En partenariat avec le Programme régional océanique de l'environnement (PROE), elle a procédé à l'examen de la réglementation nationale relative aux évaluations d'impact sur l'environnement afin de veiller à ce qu'elle soit en conformité avec les exigences du Fonds pour l'adaptation, à savoir que les garanties environnementales et sociales requises soient intégrées à la conception et à l'exécution des projets financés par le Fonds.

La procédure d'accès direct a été un processus de longue haleine, exigeant du demandeur qu'il soumette près de 300 documents et soit en relation permanente avec le Fonds. Pendant plus de deux années, la personne occupant le poste de coordonnateur national financé par le projet a été affectée au sein de la cellule changement climatique, afin de prêter main-forte au ministère des Finances et du Développement économique pendant la procédure d'accréditation.

En 2018, en collaboration avec le programme de formation technique et continue de l'Université du Pacifique Sud (USP), la CPS a également formé 19 fonctionnaires et agents d'organisations non gouvernementales à Funafuti afin de renforcer les capacités en matière de gestion de projet. Cette formation facilitera l'exécution efficace des projets et l'établissement des rapports connexes.

Résultats et impact

En juillet 2019, à l'issue de la procédure d'accréditation simplifiée, le ministère des Finances et du Développement économique de Tuvalu a été accrédité, pour une période de cinq ans, en tant qu'institution nationale de mise en œuvre (INM) du Fonds pour l'adaptation. Le ministère est la seconde institution nationale du Pacifique, après l'INM des Îles Cook, à obtenir son accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation. Au niveau régional, le Fonds micronésien pour la conservation et le PROE ont obtenu leur accréditation en tant qu'institutions régionales de mise en œuvre.

Grâce à ce statut, le ministère peut soumettre des propositions de projet d'adaptation au Fonds à concurrence de deux millions de dollars des États-Unis. L'accréditation accroît aussi la confiance des bailleurs et devrait sans doute permettre à Tuvalu de frapper à la porte d'autres dispositifs mondiaux de financement.

Il a fallu plusieurs années pour que la procédure d'accréditation de Tuvalu aboutisse, et ce, grâce à la collaboration de différents partenaires, dont le Gouvernement de Tuvalu, le DFAT, l'USAID, la GIZ, le Secrétariat général du FIP et le PROE.

Enseignements tirés

L'appui de la CPS a été fourni selon une « approche programme », qui consiste à pousser la réflexion au-delà des produits et résultats des projets pour appuyer le développement durable national et les priorités en matière de financement climatique.

Tuvalu a piloté la conception et l'exécution des activités figurant dans le plan de travail du projet, avec l'accompagnement de la CPS. Cette approche permet de renforcer l'appropriation nationale du processus, tout en consolidant les pratiques de gestion de projet.

*Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Gouvernement des États-Unis d'Amérique*

40. <https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2019/06/climate-change-and-disaster-risk-finance-isacc-project-strengthens>

Sixième objectif de développement

[Introduction](#)

[Zooms sur les réalisations](#)

[Protéger les droits des personnes en situation de handicap aux États fédérés de Micronésie](#)

[Comprendre et améliorer les modes de mobilisation de la société civile](#)

[Marier tradition et technologie grâce à la narration numérique](#)



SIXIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

AMÉLIORER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL GRÂCE À LA PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE, DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET DE DÉBOUCHÉS D'AVENIR POUR LES JEUNES

Introduction

Le programme de la CPS spécialisé dans les droits de la personne (Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne) articule son action autour de trois grands domaines d'intervention, correspondant à trois grands groupes de parties prenantes :

- travailler avec les pouvoirs publics à la promotion et à la protection des droits de la personne et à la mise en œuvre des engagements y relatifs ;
- travailler à l'amélioration de l'accès à la justice des femmes et des filles dans les affaires de violence domestique ; et
- travailler avec la société civile et les populations à la promotion des droits de la personne et de l'égalité de genre, ainsi qu'à l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles.

Le Département développement social de la CPS œuvre au service de la culture, du genre, de la jeunesse et de l'inclusion sociale, en générant des connaissances, en renforçant les capacités des pays membres, y compris des pouvoirs publics et de la société civile, et en promouvant la mise en place de politiques cohérentes et de stratégies d'intégration transversale.

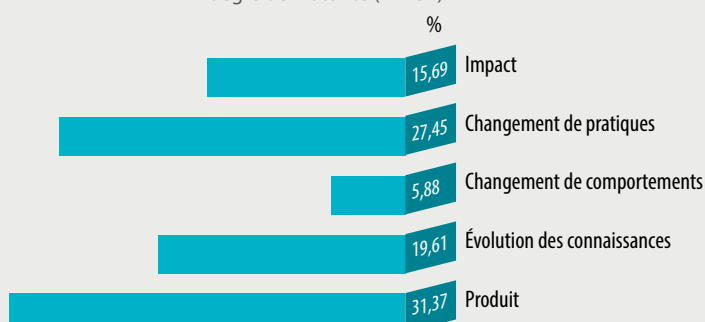
En 2019, une stratégie visant l'application d'une « démarche centrée sur l'humain » a été formulée pour favoriser une intégration plus poussée des considérations propres aux droits de la personne, à l'égalité de genre, à la jeunesse, à l'inclusion sociale et à la diversité culturelle dans tous les domaines d'intervention de la CPS.

L'année 2019 a aussi été marquée par l'ouverture d'un dialogue régional sur la culture et la jeunesse. La CPS est la dépositaire de la Stratégie culturelle régionale 2010–2020 et du Cadre océanien pour l'épanouissement de la jeunesse (Cadre jeunesse). Les travaux d'élaboration de la nouvelle stratégie culturelle du Pacifique ont débuté en 2019 et se poursuivront en 2020, le but étant de garantir la mise en place d'une plateforme stratégique régionale permettant d'inscrire les modes de savoir, les savoir-faire et les savoir-être océaniens dans toutes les politiques et pratiques de développement. Le projet de stratégie culturelle sera soumis à l'approbation des ministres de la Culture lors de leur conférence de 2020.

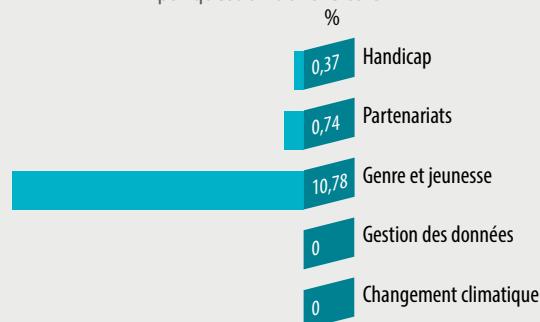
L'évaluation à mi-parcours du Cadre jeunesse, réalisée en 2019, a été l'occasion de consolider la façon dont la région répond collectivement aux besoins des jeunes, conformément aux domaines de réalisation prioritaires énoncés dans le Cadre.

Tableaux de résultats

Graphique 17 : Résultats relatifs au développement social, par degré de maturité (N = 51)



Graphique 18 : Résultats relatifs au développement social, par question transversale



Cinquante et un résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (11,5 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus). Les résultats obtenus dans le domaine du développement social démontrent que les investissements de la CPS en faveur des droits de la personne, de la gouvernance, du genre, de la jeunesse, de l'inclusion sociale et de la culture induisent des changements transformateurs à long terme. Ces effets se manifestent jusque dans le pouvoir d'action de la société civile et des populations (en particulier des femmes et des filles) et dans la réactivité des États concernant le renforcement des institutions de défense des droits de la personne et la mise en œuvre des engagements en faveur du respect de ces droits (par exemple, élaboration de budgets et de modalités de prestation de services plus inclusifs, et disposition à adopter des lois et politiques sensibles au genre) (**graphique 17**).

Tableau 6 : Résultats relatifs au développement social, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Impact	Changement de pratiques	Changement de comportements	Évolution des connaissances	Produit	Total
Infrastructures et services collectifs	1,96 %					1,96 %
Lois, politiques, règlements	7,84 %	11,76 %	5,88 %	5,88 %	5,88 %	37,25 %
Assistance technique et renforcement des capacités	5,88 %	15,69 %		13,73 %	25,49 %	60,78 %

L'assistance technique et le renforcement des capacités, ainsi que les investissements réalisés en faveur de la mise en place d'environnements porteurs, sont les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif (**tableau 6**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur du développement social recouvrent également les priorités fixées pour la gestion des données (**graphique 18**).

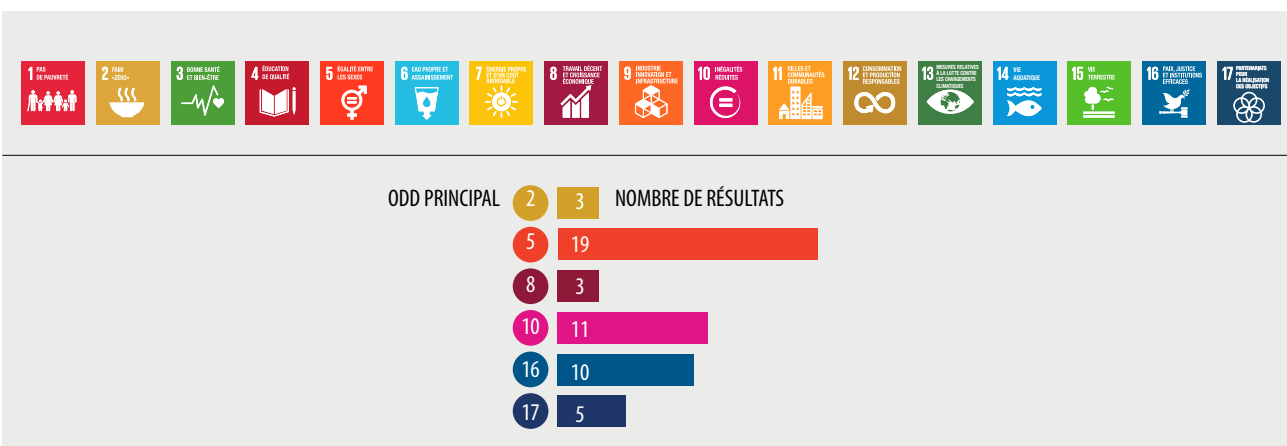
SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

La signature de la Déclaration de Port-Vila sur les droits de la personne, la bonne gouvernance et le développement durable offre aux parlementaires du Pacifique un cadre conceptuel qui inspirera et guidera les travaux engagés dans leurs pays en faveur des droits de la personne.

Le programme Youth@Work a été transféré au Gouvernement des Îles Salomon, qui en assurera la continuité. Un modèle élargi de programme Youth@Work, destiné à être appliqué au niveau national et régional, a été mis au point en tenant compte des données d'expérience et des enseignements tirés du programme mené aux Îles Salomon.

Les Îles Marshall, Nauru, les Îles Salomon, Tuvalu et Vanuatu ont **alloué des crédits budgétaires à la mise en œuvre de leurs plans de promotion des droits de la personne**.

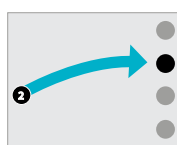
Contribution aux ODD



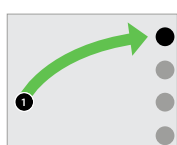
Défis à relever

- Le manque de moyens humains compromet la capacité de la CPS à répondre aux demandes d'assistance technique toujours plus complexes émanant des pays membres et des divisions de l'Organisation.
- Il existe un risque de chevauchement des activités d'assistance technique axées sur l'établissement des rapports d'application des traités et sur le renforcement des institutions nationales de défense des droits de la personne.
- Le recours aux services de consultants externes pour compléter les capacités de l'équipe réduite du Département développement social s'est révélé un frein à la génération de produits de qualité qui contribuent aux effets et à l'impact souhaités.
- Il est essentiel de bien appréhender les différences culturelles et de déterminer dans quelle mesure les pays sont disposés à participer pleinement aux évaluations et aux autres activités des projets pour obtenir l'implication totale des parties prenantes dans un éventail de secteurs, dans le cadre d'une action collective et pérenne.
- Il convient de renforcer les capacités de SE-AC à travers le champ d'action de la CPS et en concertation avec les pays membres.

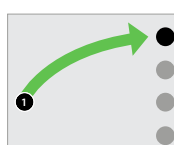
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de
certains progrès
(moyenne non
pondérée)



2018
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne
pondérée)

Perspectives pour 2020

- Obtenir du Comité des droits de l'enfant (comité des Nations Unies chargé de contrôler l'application par les pays de la Convention relative aux droits de l'enfant) qu'il se réunisse dans le Pacifique. Ce serait un moment historique – aucun des dix organes conventionnels des Nations Unies chargés de contrôler l'application des traités sur les droits de la personne n'a, à ce jour, tenu séance ailleurs qu'à Genève ou New York – et ce serait l'occasion d'influer sur les modalités d'organisation des futures sessions officielles.
- Inscrire la question des violences faites aux femmes et aux filles à l'ordre du jour du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum en 2020.
- Faire fusionner les programmes de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et du Département développement social au sein d'une seule et même division, ce qui favorisera l'intégration des activités axées sur les droits de la personne, la culture, le genre, la jeunesse et l'inclusion sociale et permettra d'accorder une place bien plus large aux actions en faveur du développement humain et social au sein de la CPS et au niveau régional. Les capacités et les atouts collectifs des deux équipes permettront de valoriser les approches et de rationaliser leurs coûts. Surtout, ce regroupement sera le gage d'une réponse mieux coordonnée face aux initiatives entreprises par les membres pour obtenir des résultats en matière de développement.
- Organiser la Conférence régionale des femmes du Pacifique et la Conférence des ministres de la Condition féminine.
- Faire en sorte que le Conseil des arts et de la culture du Pacifique soumette la Stratégie culturelle régionale 2020–2030 à l'approbation des ministres.
- Acheter l'évaluation à mi-parcours du Cadre jeunesse.
- Inclure les données et statistiques sur les violences liées au genre dans le travail mené par la CPS.
- Mettre la dernière main à la stratégie d'engagement de la CPS avec les organisations de la société civile et la faire connaître auprès des parties prenantes.

Le Gouvernement des Îles Salomon prend le relais du programme Youth@Work

Fin 2019, le programme Youth@Work de la CPS, qui était géré par ses soins depuis sept années, a été transféré au ministère de la Condition féminine, de la Jeunesse, de l'Enfance et de la Famille des Îles Salomon, ce qui témoigne de l'attachement du pays à l'épanouissement de la jeunesse. Le programme Youth@Work a été conçu pour aider les jeunes sans-emploi en leur proposant des formations de préparation à l'embauche, des stages et un accompagnement à la création d'entreprises. L'égalité de participation femmes-hommes a été assurée, tandis que des jeunes en situation de handicap et d'anciens détenus ont été inclus dans le programme (composante CHOIX). Le programme a aussi été mis en œuvre à Niue et à Vanuatu.

Depuis 2012, le programme Youth@Work a permis à plus de 5 000 jeunes sans-emploi d'obtenir des stages dans la fonction publique ou le secteur privé. Jusqu'à 40 % d'entre eux ont obtenu un emploi permanent à leur sortie du programme. Rien qu'en 2017–2018, 540 jeunes bénéficiaires du programme (dont 40 % de filles) ont créé leur propre entreprise aux Îles Salomon. Le pays s'est engagé à pérenniser le programme et lui a affecté un crédit budgétaire de trois millions de dollars salomonais (plus de 330 000 euros) pour l'exercice 2020.

La CPS continuera au besoin d'accompagner la phase de transition. Dans le cadre de l'appui fourni en faveur des jeunes, elle a affiné le concept Youth@Work et dispose à présent d'un modèle élargi qu'elle fera connaître et utilisera pour éclairer l'élaboration de certains concepts clés destinés à être transposés au niveau national et régional au cours des prochaines années.

Zoom sur les réalisations



Protéger les droits des personnes en situation de handicap aux États fédérés de Micronésie



CIBLE 10.3

Des résultats durables au profit des personnes en situation de handicap, des populations locales et d'un changement systémique. Pour plus d'informations, voir le zoom sur les réalisations : « Les dialogues parlementaires sur les droits de la personne débouchent sur des actions concrètes »⁴¹.

La collaboration engagée avec les quatre États composant les États fédérés de Micronésie – Chuuk, Kosrae, Pohnpei et Yap – a eu une influence déterminante sur le programme national de protection des droits des personnes en situation de handicap.

Contexte

La CPS travaille avec les États fédérés de Micronésie sur la question des droits de la personne depuis plusieurs années. En 2016, le ministère des Affaires sanitaires et sociales a demandé à bénéficier d'un soutien ciblé en vue de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par le pays en 2011.

En principe, la ratification et l'application des traités internationaux sur les droits de la personne et l'établissement des rapports connexes⁴² relèvent de processus nationaux. Toutefois, l'approche nationale ne semblait pas adaptée au régime fédéral des États fédérés de Micronésie, où chacun des quatre États (Chuuk, Kosrae, Pohnpei et Yap) jouit d'une large autonomie et possède notamment son propre gouvernement, reconnu par la Constitution et chargé de voter les budgets et de mettre en œuvre les traités. Par exemple, les initiatives entreprises pour appuyer la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant se sont heurtées au manque d'adhésion des parties prenantes dans les États.

Pour la CPS, c'était donc l'occasion de travailler avec les différents États pour promouvoir la ratification et l'application effective de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, afin de protéger les personnes en situation de handicap.



Aux États fédérés de Micronésie, une meilleure accessibilité grâce à des infrastructures modifiées.

41. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 54–55.

42. Tous les organes conventionnels exigent des pays parties qu'ils transmettent des rapports périodiques faisant état des suites données aux recommandations qui leur ont été adressées au titre des rapports antérieurs.

Processus de changement

De 2015 à 2016, la CPS a travaillé avec les parties prenantes à l'échelon national et dans les États – ministère des Affaires sanitaires et sociales et ministère de la Justice au niveau fédéral, assemblées législatives et directions des affaires sanitaires au sein des États, associations de personnes en situation de handicap et autres groupes de la société civile – afin d'expliquer le contenu de la Convention, le processus de ratification et les premières mesures à prendre pour son application.

Entre avril 2015 et mars 2016, les quatre États ont adopté des résolutions exprimant officiellement leur soutien à la ratification de la Convention. Ainsi, les États fédérés de Micronésie ont ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en décembre 2016.

La CPS a alors aidé chaque État à établir son plan de mise en œuvre. En 2017, 2018 et 2019, la CPS a appuyé en continu l'application de la Convention et l'établissement des rapports de mise en œuvre, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités locales et en encourageant l'adoption de démarches concertées pour la mise en œuvre du traité et l'établissement des rapports par le gouvernement national et les gouvernements locaux.

En 2018 et 2019, la CPS s'est attachée à aider les parties prenantes à préparer leur premier rapport périodique de mise en œuvre de la Convention. Pour ce faire, elle a conduit de vastes consultations au niveau national et au sein des États, et a engagé un travail intensif. Plutôt que de faire appel à un consultant externe, les parties prenantes ont choisi de diriger l'établissement du rapport, avec le soutien de la CPS. Le projet final est actuellement examiné par le groupe spécial des États fédérés de Micronésie sur les droits de la personne.

Enfin, la CPS a apporté son soutien à une campagne associative en vue d'accroître l'investissement par les gouvernements locaux en faveur des personnes en situation de handicap à Pohnpei et à Chuuk.

Résultats et impact

Les directions des États de Chuuk, Kosrae, Pohnpei et Yap se sont mobilisées pour mettre en œuvre la Convention et les processus de rapport connexes. Le ministère fédéral des Affaires sanitaires et sociales et les directions locales disposent désormais des compétences nécessaires pour rendre compte de la mise en œuvre de la Convention. Un changement de perspective s'est opéré, ce qui a permis aux parties prenantes à l'échelon fédéral et au niveau des États de repenser l'application de la Convention et l'établissement de rapports comme une obligation partagée.

Pohnpei a adopté une loi sur le handicap, qui a été promulguée en septembre 2019⁴³.



Le processus de consultation et les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Convention ont renforcé la responsabilité des acteurs nationaux à l'égard des parties prenantes dans les États pour ce qui concerne la protection des droits des personnes en situation de handicap. Le dialogue est à présent ouvert, et les parties prenantes aux deux niveaux de gouvernement cherchent des solutions pour pallier le manque de représentation et d'accessibilité des personnes en situation de handicap dans les différents États.

La Convention est désormais mieux connue et les questions liées au handicap sont mieux comprises. Parmi les effets obtenus au profit des personnes en situation de handicap, citons le renforcement de la participation aux processus décisionnels au sein des États et l'affectation par le Congrès de Pohnpei de 200 000 dollars des États-Unis en faveur de l'amélioration de l'accessibilité dans certaines zones urbaines, une mesure qui a été approuvée grâce à la campagne associative. Les personnes en situation de handicap ont créé une nouvelle association à Chuuk, qui fournit des services et défend leurs droits.

« L'appui technique fourni au Gouvernement des États fédérés de Micronésie par les associations de personnes en situation de handicap et les partenaires régionaux, en particulier l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, a joué un rôle pivot essentiel durant la ratification de la Convention. L'unique partenariat établi entre les groupes communautaires, les partenaires du développement et le Gouvernement était à la base de tout notre travail. C'est grâce à lui que le processus de ratification s'est déroulé sans heurt, suivant une approche ascendante. » – Stuard Penias, Responsable du programme national pour la jeunesse et le handicap

Enseignements tirés

La ratification de la Convention aux États fédérés de Micronésie nous a montré combien il était utile d'améliorer les connaissances et la compréhension du travail réalisé à l'échelle des États, en concertation avec les parties prenantes, qui font ensuite remonter ces connaissances (et le feu vert de leur État) jusqu'au Congrès national. Cette démarche a grandement facilité le processus de ratification au niveau national.

Il peut être très tentant de faire appel à un expert externe pour aller plus vite dans l'application des traités et l'établissement des rapports connexes. Néanmoins, un processus piloté localement permettra de générer des résultats plus complets et durables.

Division : Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Suède



43. Kosrae a adopté sa loi sur le handicap en 2003, suivi par l'État de Yap en 2017.

Zoom sur les réalisations



Comprendre et améliorer les modes de mobilisation de la société civile



CIBLES 5, 17

Des résultats nouveaux au profit des organisations de la société civile et des institutions publiques.

La CPS a effectué une vaste enquête régionale pour mieux comprendre comment susciter l'engagement des organisations de la société civile (OSC) aux côtés des pouvoirs publics et de la CPS. Le projet de stratégie d'engagement avec les OSC, qui a alors vu le jour au sein de la CPS, vise à déterminer les moyens de mobiliser plus efficacement les pouvoirs publics et la société civile autour de la promotion de l'égalité de genre, de l'épanouissement de la jeunesse et du développement culturel.

Contexte

Les organisations de la société civile jouent un rôle clé dans la promotion de l'égalité de genre, des droits de la personne et de l'inclusion sociale. De plus en plus, les pouvoirs publics nationaux reconnaissent que la société civile apporte une valeur ajoutée aux débats sur les questions stratégiques et consultent les OSC, notamment pour la formulation des politiques nationales sur l'agriculture, la pêche, le changement climatique et la réponse aux catastrophes.

Toutes les divisions de la CPS associent les OSC à leur travail, mais cette démarche étant bien souvent informelle, il arrive que les points de vue exprimés ne soient pas systématiquement pris en compte au sein des instances régionales compétentes.

Les organisations de la société civile n'ont pas toutes les mêmes ressources, capacités, structures, systèmes de gouvernance et couleurs politiques. Nombre d'entre elles disposent de ressources limitées et peinent à influencer sur les politiques, les pratiques et les décisions. Dans certains cas, leur légitimité est aussi remise en cause, de même que les ensembles de preuves qu'elles présentent, leurs mécanismes de responsabilité et les changements qu'elles défendent.

Processus de changement

En 2019, la CPS a lancé ses premiers travaux afin de déterminer les meilleurs moyens de mobiliser la société civile dans le Pacifique autour de la promotion de l'égalité de genre et de l'épanouissement de la jeunesse. Dans ce contexte, elle a organisé une série d'entretiens et une enquête pour dresser un tableau plus clair des modes d'engagement des OSC sur les questions liées à l'égalité de genre et recenser les actions à envisager pour renforcer leur participation.



La CPS a profité d'une rencontre régionale de représentants et représentantes d'organisations de la société civile et d'organismes publics nationaux pour recueillir leurs observations sur la mobilisation des OSC et actualiser la base de données sur les OSC.

Les formulaires d'enquête ont été envoyés aux correspondants et aux partenaires clés du Département

développement social dans la région, au sein des gouvernements, des institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations de la société civile, ainsi qu'à différents individus⁴⁴. Les divisions de la CPS ont aussi participé à l'enquête (à l'aide d'un formulaire distinct), l'objectif étant de comprendre leur expérience avec les OSC.

Résultats et impact

L'enquête a livré des éclairages utiles sur la façon dont les organisations de la société civile et les pouvoirs publics peuvent mieux se mobiliser, ainsi que sur les mesures requises pour appuyer une action en ce sens. Par exemple, les OSC travaillant sur les questions de genre ont indiqué que les meilleures preuves factuelles permettant d'influencer les politiques se trouvaient dans les rapports d'évaluation et les statistiques sur la dimension de genre, complétés par des preuves qualitatives et des contenus destinés aux médias sociaux. Elles ont également souligné qu'elles avaient besoin d'un appui pour renforcer leurs capacités en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation des données pour influencer les politiques.

Fin 2019, les conclusions de l'enquête ont été utilisées pour formuler un projet de stratégie d'engagement avec les organisations de la société civile, cette stratégie définissant les moyens à mettre en œuvre pour aider les pouvoirs publics et la société civile à s'engager et à dialoguer de manière plus efficace au service de l'égalité de genre, de l'épanouissement de la jeunesse et du développement culturel. Le projet sera transmis aux parties prenantes pour validation en 2020, avant diffusion au sein de la CPS et auprès des pays membres de l'Organisation.

Mettant en évidence les domaines d'appui et d'assistance technique définis comme prioritaires s'agissant des travaux poursuivis avec les OSC, ce document expose les meilleures pratiques de collaboration avec ces organismes, parmi lesquelles on peut citer la participation systématique aux processus d'élaboration des politiques, la mise à disposition de données factuelles pour étayer les argumentaires, l'égalité de représentation des hommes et des femmes dans les conseils d'administration et autres instances décisionnaires, la collaboration avec des coalitions féministes, l'organisation de réunions à la base et au niveau communautaire, l'établissement de partenariats solides, la diffusion de l'information, y compris par le biais de plateformes médiatiques communes, et le respect de l'éthique, de l'intégrité et de la bonne gouvernance.

44. Par exemple, des formulaires ont été adressés au Bureau sous-régional du Pacifique de l'UNFPA, au Bureau multipays d'ONU Femmes aux Fidji, au réseau DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era), au Réseau océanien sur la mondialisation (PANG), à l'organisation House of Sarah (la Maison de Sarah) du diocèse anglican de Polynésie, au Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés, à la Shifting the Power Coalition, au Fiji Women's Fund, à la Pacific Women Support Unit, à l'association Diverse Voices and Action for Equality (DIVA), à l'Unité des acteurs non étatiques du Secrétariat général du FIP et au Centre du Pacifique pour la consolidation de la paix (PCP).

La CPS a aussi élaboré un outil utile pour l'ensemble de l'Organisation, à savoir une base de données où figurent les coordonnées des OSC du Pacifique, leur objet social, leurs objectifs et leurs principaux domaines d'intervention, le but étant de favoriser la collaboration et la communication. Cette base de données sera mise à la disposition de toutes les équipes de la CPS et les autres divisions y ajouteront les organisations avec lesquelles elles travaillent.

Enseignements tirés

La CPS travaillait déjà avec les OSC, mais de façon informelle et sans prendre en compte leurs besoins spécifiques. L'Organisation dispose à présent d'une approche plus structurée et concertée pour collaborer avec la société civile, notamment parce qu'elle a recensé les espaces où elle peut s'associer au mieux avec les OSC pour promouvoir l'égalité de genre, l'épanouissement de la jeunesse et le développement culturel.

Le fait de fournir des supports d'information (dossiers ou fiches techniques) aux organisations de la société civile contribuera à leurs actions de sensibilisation et de plaidoyer. La CPS se penchera également sur les mécanismes permettant aux OSC de participer activement aux réunions régionales pertinentes. Il est important que les points de vue et les priorités de ces organisations soient pris en compte dans les processus de définition des programmes de développement régionaux, et c'est précisément le but recherché avec ces activités.

Les travaux réalisés en amont de l'enquête ont révélé qu'il était important de tenir à jour, au sein de la CPS, un registre d'information sur les OSC et les réseaux aux niveaux national et local. C'est pour cette raison que la CPS a mis au point la base de données sur les organisations de la société civile du Pacifique.

Division : Département développement social
Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie

Zoom sur les réalisations



Marier tradition et technologie grâce à la narration numérique



CIBLE 5

Des résultats nouveaux au profit des personnes et des organisations de la société civile.

La CPS a animé un atelier sur la narration numérique où les participants et participantes ont appris à planifier, à créer et à réaliser leurs propres récits à l'aide de la vidéo. Cette approche créative offre un nouvel outil de communication au service du développement et du changement social.

Contexte

Les peuples du Pacifique sont conteurs dans l'âme, puisque la transmission de leurs récits est ancrée dans une tradition orale millénaire. La narration nous permet de comprendre les questions en jeu, de partager nos récits et de conserver nos traditions. Ces récits, souvent racontés dans des chansons, des chants traditionnels, des œuvres d'art ou des tableaux, ont joué un rôle fondamental dans le partage des savoirs et des enseignements tirés au fil des siècles. La narration a donc toujours été un élément charnière des « trajectoires de changement ».

La CPS cherche en permanence des façons créatives et innovantes d'améliorer la communication au service du développement et du changement social, au moyen de solutions adaptées aux populations de la région. Le mariage entre technologie numérique et tradition orale océanienne ouvre des pistes extrêmement intéressantes. Créer une narration numérique est un processus attrayant, créatif et convivial qui convient à tous les âges.

Lors d'un atelier tenu en mai 2019 dans le cadre de la deuxième phase du projet « Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques », les participants ont demandé à bénéficier d'un appui afin de renforcer leur communication sur les activités de développement et de changement social. Les personnes représentant Kiribati étaient particulièrement enthousiastes à l'idée d'expérimenter la narration numérique.

Processus de changement

Un atelier de cinq jours sur la narration numérique tenu à Kiribati en octobre 2019 a suscité un immense intérêt⁴⁵. Initialement prévu pour huit participants, l'atelier a finalement accueilli 19 personnes, 12 femmes et 7 hommes de 18 à 70 ans. Elles ont appris à planifier, à créer et à réaliser leurs propres récits à l'aide de la vidéo numérique. Avec le concours des animateurs, elles ont créé pas à pas des story-boards et utilisé des outils élémentaires de montage vidéo afin de raconter leurs histoires. Ces personnes s'étaient au préalable assises autour d'une table et avaient parlé des problèmes qu'elles rencontraient et des histoires qu'elles pourraient raconter.



Entraînement à la narration numérique.

45. L'équipe du projet RENI de la CPS a prêté son concours à l'animation de cet atelier.

Résultats et impact

Les participants et participantes ont appris à raconter une histoire à l'aide d'un simple appareil-photo, d'un téléphone ou d'un ordinateur portable. Pour le groupe, ce mode de narration qui permet aux histoires de « prendre vie » était très stimulant. Les participant-e-s ont pu raconter leurs histoires en montrant leur angle de vue, en se les appropriant. Les récits numériques réalisés portaient sur l'égalité de genre, les répercussions du changement climatique (disparition des îles), le coût de la vie et les violences faites aux femmes. Après une dernière étape de post-production, les récits seront présentés sous forme de produits et diffusés en 2020 dans le cadre de la stratégie de communication du projet, à l'appui de la mise en œuvre de politiques relatives au genre.

La CPS souhaiterait constituer un socle de données d'expérience sur cette méthode de communication. L'équipe crée actuellement une boîte à outils sur la narration numérique, composée à partir des supports élaborés pour l'atelier. Ces supports ont également été transmis aux participant-e-s à l'atelier et plusieurs ont indiqué avoir l'intention de les utiliser pour enseigner les techniques de narration numérique à d'autres groupes à l'échelon local.

« Cet atelier ne doit pas s'arrêter là, il faut le relayer auprès des communautés pour leur donner une chance de raconter leurs histoires, surtout sur des sujets comme le changement climatique... Nous devons préserver nos connaissances, nos compétences et il faut les conserver quelque part pour qu'elles puissent servir à l'avenir, pour nos enfants et nos petits-enfants, et que rien ne soit perdu... » – participant-e à l'atelier

Enseignements tirés

Nous devons penser différemment et nous montrer plus créatifs dans la façon dont nous communiquons, par exemple pour appuyer les changements comportementaux ou l'élaboration des politiques. La narration est un puissant outil de communication et la technologie numérique constitue un outil accessible.

La narration numérique apporte une valeur ajoutée au processus SE-AC, dans la mesure où elle permet d'aller chercher, de conserver et de partager des informations selon des méthodes convenant aussi bien aux individus qu'aux groupes.

Il est important de fixer les règles du jeu au démarrage de tout atelier sur la narration numérique. À Kiribati, ces règles ont été établies par les participant-e-s et portaient notamment sur la transparence, la responsabilité, le respect et l'obligation de ne pas nuire.

Raconter sa propre histoire peut avoir un effet cathartique, mais cela peut aussi être traumatisant, notamment lorsque l'on parle de violences. Des mécanismes d'accompagnement devraient donc être mis à disposition pendant et après l'atelier en cas de besoin.

Division : Département développement social
Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie



Les participants ont pu tester différentes technologies pour raconter leurs histoires.

« Cet atelier ne doit pas s'arrêter là, il faut le relayer auprès des communautés pour leur donner une chance de raconter leurs histoires, surtout sur des sujets comme le changement climatique... Nous devons préserver nos connaissances, nos compétences et il faut les conserver quelque part pour qu'elles puissent servir à l'avenir, pour nos enfants et nos petits-enfants, et que rien ne soit perdu... »



Les participants et participantes à l'atelier sur la narration numérique.

Septième objectif de développement

Introduction

Zooms sur les réalisations

Aux Îles Salomon, les groupes de la société civile sont prêts à combattre les maladies non transmissibles

À Vanuatu, les producteurs d'ignames récoltent de nouvelles variétés résilientes



SEPTIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

AMÉLIORER LES INTERVENTIONS PLURISectorielles DANS LA LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Introduction

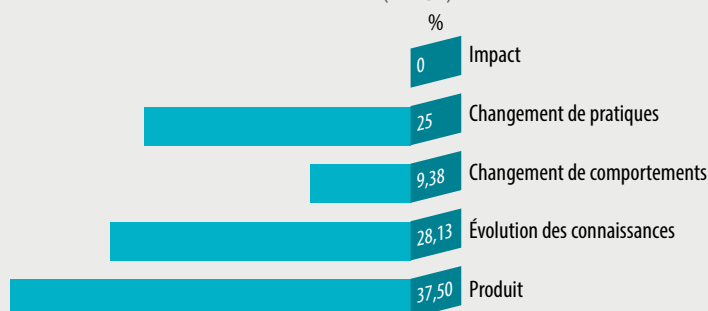
La CPS s'emploie à promouvoir et à protéger la santé des populations du Pacifique. La Division santé publique de la CPS aborde la santé dans sa globalité. À ce titre, elle propose des activités d'appui technique et de renforcement des capacités afin de renforcer l'impulsion politique en faveur de la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT), de l'amélioration des lois et des politiques sur les MNT, de l'intensification des démarches d'intervention plurisectorielles, du renforcement des capacités pour la mise en œuvre effective des plans de lutte contre les MNT et de l'établissement de mécanismes de responsabilité permettant aux pays d'évaluer leurs progrès.

En 2019, à l'occasion de leur treizième réunion, les ministres de la Santé des pays océaniques ont renouvelé et renforcé leur engagement en faveur de la mise en œuvre de plans nationaux plurisectoriels de lutte contre les MNT.

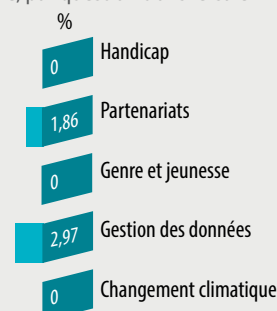
Afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans les pays océaniques, la Division ressources terrestres de la CPS soutient la production, la commercialisation et la consommation de produits locaux, grâce à des approches, à des politiques et à des services de vulgarisation ainsi qu'à une offre plus large de semences et de plantes. Le CePaCT joue un rôle crucial en tant que banque de gènes de la région. Il aide les États et Territoires insulaires océaniques à conserver et à exploiter leurs ressources phytogénétiques, et recherche des variétés végétales améliorées afin de lutter contre l'insécurité alimentaire.

Tableaux de résultats

Graphique 19 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles dans la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire, par degré de maturité (N = 32)



Graphique 20 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles dans la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire, par question transversale



Trente-deux résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (7,2 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 19**). Le nombre de produits obtenus a diminué (de 48 % en 2018 à 37,5 % en 2019), ce qui coïncide avec l'augmentation du volume de preuves attestant de la production d'effets en lien avec la mise en œuvre de plans de lutte contre les MNT par les États, ainsi qu'avec le pouvoir d'action renforcé des organisations de la société civile dans le domaine de la prévention des MNT. Les investissements de la Division dans les actions de renforcement des capacités sont importants et les acquis d'apprentissage sont systématiquement mesurés.

Tableau 7 : Résultats relatifs aux interventions plurisectorielles dans la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Changement de pratiques	Changement de comportements	Évolution des connaissances	Produit	Total
Infrastructures et services collectifs	3,13 %				3,13 %
Lois, politiques, règlements	15,63 %	3,13 %		12,50 %	31,25 %
Science, technologie, innovation	3,13 %	3,13 %	3,13 %	15,63 %	25,00 %
Assistance technique et renforcement des capacités	3,13 %	3,13 %	25,00 %	9,38 %	40,63 %

L'assistance technique et le renforcement des capacités, ainsi que les investissements dans le renforcement de l'impulsion politique sur le front des MNT, sont les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif (**tableau 7**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire recouvrent également les priorités fixées pour la gestion des données et les partenariats (**graphique 20**)⁴⁶.

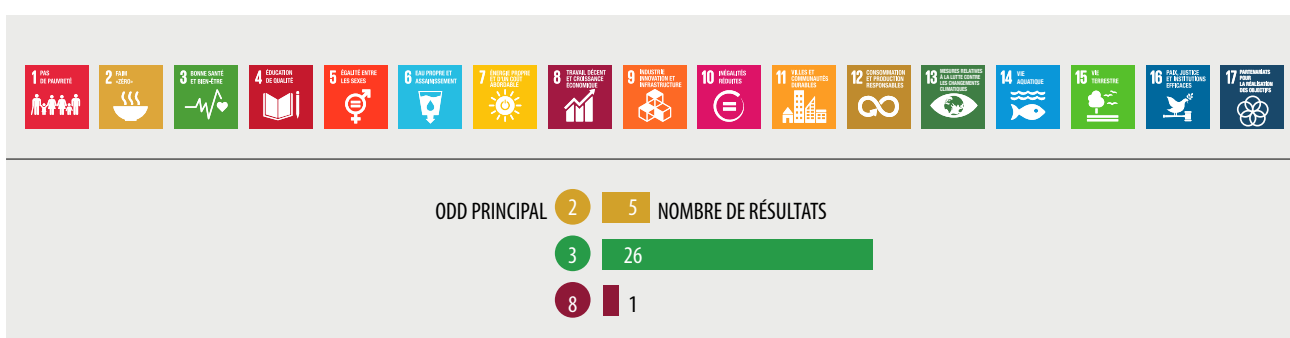
SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Création de huit centres de semences (quatre à Vanuatu, deux aux Tonga et deux centres communautaires aux Fidji) afin d'accroître la disponibilité et de renforcer l'utilisation des variétés culturales et arboricoles dans les États et Territoires insulaires océaniques.

Une stratégie nationale plurisectorielle de lutte contre le diabète a été élaborée et est appliquée aux Tonga.

Des interventions ciblant les MNT (par exemple, campagne pour la Journée mondiale sans tabac et amélioration du traitement et des soins du diabète) ont été mises en place aux Îles Marshall, à Nauru, en Nouvelle-Calédonie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Polynésie française, aux Îles Salomon, à Tokelau, à Tuvalu et à Wallis et Futuna.

Contribution aux ODD

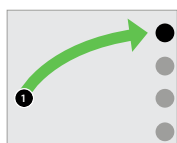


Défis à relever

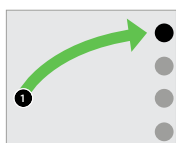
- Dans nombre de pays océaniques, la participation effective des populations locales à la prévention des MNT n'est pas encore acquise.
- Des mécanismes améliorés s'imposent pour suivre et formaliser par écrit 1) l'application au niveau national des acquis d'apprentissage des personnes ayant participé aux programmes de formation et de renforcement des capacités ; 2) les principales décisions et recommandations issues des réunions techniques et des ateliers de parties prenantes à l'échelon régional ; et 3) l'impact des différentes interventions déployées dans la région.
- L'intégration des efforts de lutte contre les MNT tous systèmes et acteurs confondus est déterminante pour la réussite des programmes et projets. Une approche systémique s'impose, de même que la désignation d'ambassadeurs.

46. Les résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS axés sur le développement social et l'engagement avec les membres et les partenaires.

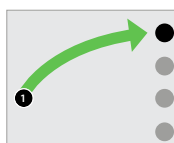
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne non
pondérée)



2018
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne
pondérée)



2019
Réalisation de
progrès substantiels
(moyenne
pondérée)

Perspectives pour 2020

- Intensifier les approches fondées sur les systèmes alimentaires en combinant les travaux réalisés dans toute la CPS pour mieux comprendre les systèmes alimentaires du Pacifique et élaborer des interventions qui appuient une action résiliente et pérenne.
- Mobiliser davantage la société civile et les groupes de jeunes pour qu'ils participent à la prévention des MNT et à la lutte contre ces maladies.

Zoom sur les réalisations



Aux Îles Salomon, les groupes de la société civile sont prêts à combattre les maladies non transmissibles



CIBLE 3.4

Des résultats durables au profit des organisations de la société civile. Pour plus d'informations, voir le zoom sur les réalisations : « Associations de lutte contre le diabète : une approche globale pour combattre l'épidémie »⁴⁷.

La CPS s'est alliée au ministère de la Santé et des Services médicaux des Îles Salomon ainsi qu'à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour appuyer la mise en place de l'Alliance pour le bien-être et la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) aux Îles Salomon. Cette alliance offre aux groupes de la société civile salomonaise un cadre qui leur permettra de travailler ensemble et de collaborer avec les pouvoirs publics afin de lutter contre les MNT.

Contexte

Les Îles Salomon, tout comme ses voisins océaniques, sont frappées de plein fouet par les MNT, qui sont responsables d'environ 75 % des décès dans le pays, prématurés pour bon nombre d'entre eux.



Pour combattre ces maladies, conjuguer l'action des acteurs publics et de la société civile s'impose, comme le préconisent les conventions et déclarations de haut niveau sur le sujet, telles que la Feuille de route régionale relative aux MNT adoptée en 2014 ou encore la Journée mondiale de la santé 2016. Étant donné que les organismes publics travaillent souvent à flux tendu, répondant à de nombreuses demandes avec une quantité finie de ressources,

les organisations de la société civile, lorsqu'elles sont bien coordonnées, peuvent grandement contribuer à l'action publique et à la réalisation des objectifs. Or, dans la région, y compris aux Îles Salomon, ces organisations manquent généralement de l'impulsion, de la capacité et des ressources requises pour jouer efficacement leur rôle.

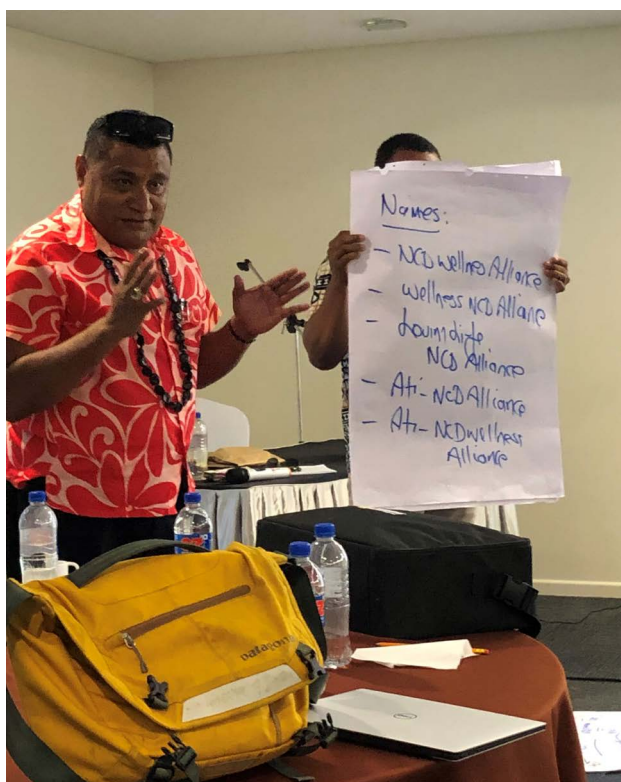
En 2017, la CPS a organisé la première réunion régionale des associations de lutte contre le diabète dans le Pacifique. Cette rencontre, qui a rassemblé des représentants de 12 pays océaniques, dont les Îles Salomon, visait à renforcer les fonctions des associations et leur collaboration avec les autres parties prenantes. Elle a ouvert la voie à un travail concerté entre la CPS et les acteurs de la société civile pour combattre les MNT.

À l'issue de cette première réunion régionale, les Îles Salomon ont demandé de l'aide à la CPS afin d'organiser un atelier national à l'appui de la lutte contre les MNT.

47. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 68–69.

Processus de changement

En juin 2019, la CPS, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services médicaux des Îles Salomon et l'OMS, a dirigé un atelier de deux journées à Honiara, afin de mobiliser des groupes de la société civile autour de la prévention des MNT et de la lutte contre ces maladies. L'objectif était de créer une alliance pour la lutte contre les MNT qui permette aux différents groupes de bien travailler ensemble et de collaborer avec les pouvoirs publics pour combattre les MNT au niveau national. L'atelier a réuni 26 représentants des Églises, communautés, associations de femmes, médias, conseils municipaux et groupes de jeunes.



Présentation par un représentant ecclésiastique des idées et opinions de son groupe lors de l'atelier relatif à l'Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT des Îles Salomon.

Résultats et impact

Cette initiative a débouché sur la création de l'Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT des Îles Salomon. Les participants à la réunion ont défini les modalités de gouvernance, les rôles et responsabilités et les objectifs stratégiques de l'Alliance, puis ont établi un plan de travail (aligné sur le plan national plurisectoriel de lutte contre les MNT 2019–2023). Ils ont également recensé les appuis techniques et les sources de financement dont pourrait bénéficier l'Alliance.

Le Premier ministre des Îles Salomon, le ministre de la Santé et la secrétaire permanente à la santé se sont tous vivement félicités de la création de l'Alliance. Cette dernière axera son action sur le plaidoyer, le renforcement des capacités, la conduite collaborative des interventions, ainsi que la création puis l'expansion du réseau des acteurs de la lutte contre les MNT aux Îles Salomon.

La CPS s'engage à continuer de prêter appui à l'Alliance. L'équipe aide aussi d'autres pays océaniques, tels que les Tonga et Tuvalu, à mobiliser les groupes de la société civile à travers la création d'alliances similaires.

« Il est temps pour nous de faire tomber le mur qui sépare les acteurs publics des acteurs non étatiques et de travailler main dans la main pour transposer à plus grande échelle les actions de lutte contre les MNT. Je suis très reconnaissant à la CPS du soutien exceptionnel qu'elle a apporté pour mobiliser les groupes de la société civile et appuyer la création de l'Alliance contre les MNT. » – Pasteur Geoffrey Alacky, Responsable de l'Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT des Îles Salomon



Participation de représentants d'associations de femmes des Îles Salomon à l'élaboration du plan d'action.

Enseignements tirés

L'impulsion politique de haut niveau (imprimée par le Premier ministre, le ministre de la Santé et la secrétaire permanente à la santé) s'est révélée déterminante pour mobiliser et faire participer les groupes de la société civile. La participation enthousiaste des dignitaires religieux aux travaux de l'Alliance a aussi grandement contribué à son succès.

Les jeunes sont un groupe clé dans la lutte contre les MNT et il convient de les faire participer activement et de façon innovante. Par exemple, la CPS a travaillé avec des groupes de jeunes dans le cadre du projet « Wake Up! », qui s'appuie sur des démarches créatives, telles que le graff, la vidéo et la bande dessinée, pour mener des actions de sensibilisation sur les MNT.

Division : Division santé publique

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

Zoom sur les réalisations



À Vanuatu, les producteurs d'ignames récoltent de nouvelles variétés résilientes



CIBLES 2.1, 2.2, 2.3, 2.4

Regarder une vidéo sur la distribution d'ignames.



Des résultats durables au profit des agriculteurs et des filières agricoles. Pour plus d'informations, voir le zoom sur les réalisations : « CePaCT – Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Océanie grâce à nos ressources génétiques végétales »⁴⁸.

La CPS a fourni du matériel végétal au programme de culture sélective de Vanuatu, qui a ainsi pu produire de nouvelles variétés d'ignames adaptées aux conditions locales, résistantes aux maladies et présentant de bons rendements. L'Organisation soutient d'autres systèmes semenciers similaires dans le cadre de l'initiative « Des semences pour la vie ».

Contexte

Il est essentiel de disposer de systèmes alimentaires diversifiés et résilients si l'on veut pouvoir assurer la sécurité alimentaire aujourd'hui et demain. Or, la région Pacifique, comme le reste du monde, voit la diversité de ses cultures vivrières s'éroder. Par conséquent, le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) joue un rôle important en sa qualité de banque de gènes de la région. Le CePaCT œuvre à la conservation des cultures de base de l'Océanie et facilite la mise à disposition du matériel génétique correspondant au profit des chercheurs et des agriculteurs. Entre 2004 et 2018, le CePaCT a distribué plus de 80 000 plants de 15 espèces cultivées dans plus de 50 pays dans le monde.

Les systèmes semenciers sont l'indispensable maillon reliant les ressources génétiques conservées dans les banques de gènes et les champs agricoles que l'on veut diversifier. Ces systèmes reposent sur toute une gamme d'activités englobant l'amélioration génétique, la sélection de variétés

d'intérêt, la production de semences (ou d'autres formes de matériel végétal) saines et abordables et leur distribution aux agriculteurs.

Processus de changement

En 2003, le CePaCT a fait l'acquisition auprès de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) de cinq variétés d'ignames africaines, sélectionnées pour leur rendement et leur tolérance à l'anthracnose. Après multiplication du matériel végétal au CePaCT, le Centre technique et de recherche agronomique de Vanuatu (CTRAV) a introduit les nouvelles variétés d'ignames dans son programme de culture sélective afin de les croiser avec des variétés locales. Les variétés hybrides ainsi obtenues présentent les caractères souhaités (résilience et rendement) et sont adaptées aux conditions culturelles locales.



M. White Sailas pose auprès de sa récolte d'ignames à Santo (Vanuatu). Crédit photo : Vanuatu Daily Post

48. [Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 74–76.

En 2018, la CPS a lancé l'initiative « Des semences pour la vie », qui vise à renforcer les systèmes semenciers à travers toute la région. Dans le prolongement des travaux du CePaCT, cette initiative met à disposition des outils et propose des actions de renforcement des capacités à l'appui de l'élaboration de politiques de développement des semences, de projets axés sur l'établissement de systèmes semenciers et de la mise en place d'une structure de gouvernance régionale. Par l'intermédiaire du Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN), l'équipe de l'initiative constitue des réseaux de semenciers et s'emploie à renforcer les liens avec le CePaCT.

Résultats et impact

Parmi les nouvelles variétés hybrides d'ignames, trois ont été officiellement présentées au Festival de l'igname de 2017 organisé à Saratamata, dans la province de Penama, par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, des Forêts, de la Pêche et de la Biosécurité de Vanuatu.

Les agriculteurs se sont montrés très intéressés par les nouvelles variétés. L'une d'entre elles a été baptisée « White Waelu » en l'honneur de White Sailas, agriculteur à Espiritu Santo. En juillet 2019, M. Sailas a récolté 10 tonnes d'ignames, qu'il a vendues 150 vatus le kilo.

L'initiative « Des semences pour la vie » promeut des systèmes semenciers similaires aux Fidji et aux Tonga. Ainsi, aux Tonga, la CPS et le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts ont aidé le collège agricole de Hango, sur l'île de 'Eua, à produire et à distribuer des semences à pollinisation libre de plusieurs variétés de légumes. La CPS a également fourni au pays cinq variétés de patates douces à chair orange résistantes à la sécheresse. Les variétés ont été adoptées par six agriculteurs référents. Cultivées sur près de 30 hectares, elles alimentent à présent les marchés locaux.

« Nous [à Vanuatu] avons beaucoup de Dioscorea alata [espèce d'igname], mais nous n'avons que deux cultivars de D. rotundata. Il m'a semblé utile de faire venir ces nouvelles variétés de D. rotundata pour accroître notre diversité... Ces ignames africaines ont une floraison très précoce et elles donnent beaucoup plus de fleurs que les variétés locales [ce qui contribue au succès de la reproduction]. » – Mme Marie Melteras, Centre technique et de recherche agronomique de Vanuatu

Enseignements tirés

L'accès à la diversité culturelle est essentiel pour mettre au point de nouvelles variétés répondant aux objectifs visés (résilience, valeur nutritionnelle, rendement, etc.). Le succès des ignames introduites à Vanuatu montre bien le rôle crucial que jouent les banques de gènes telles que l'IITA et le CePaCT.

Il souligne aussi l'importance du maillage entre acteurs au service d'une cause commune. Le CePaCT a investi dans l'établissement et la consolidation de partenariats clés à tous les niveaux et travaille notamment à créer des passerelles entre les initiatives de développement mondiales et les efforts entrepris par les pays membres de la CPS au niveau national.

Pour mettre en place un système semencier efficace et pleinement fonctionnel dans le Pacifique (comme ailleurs), il faut que l'ensemble des acteurs engagent des efforts concertés à tous les maillons de la chaîne, que les capacités soient renforcées en continu et que des politiques soient établies pour accroître la production de semences locales et améliorer l'accès à des semences saines et de qualité.



Culture et récolte d'ignames.

Les agriculteurs se sont montrés très intéressés par les nouvelles variétés. L'une d'entre elles a été baptisée « White Waelu » en l'honneur de White Sailas, agriculteur à Espiritu Santo. En juillet 2019, M. Sailas a récolté 10 tonnes d'ignames, qu'il a vendues 150 vatus le kilo.

Huitième objectif de développement

Introduction

Zooms sur les réalisations

[La formation au service du pilotage par les données de santé](#)

[Renforcer les systèmes des laboratoires de santé publique](#)



HUITIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT :

RENFORCER LA SURVEILLANCE ET LA RÉPONSE EN SANTÉ PUBLIQUE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

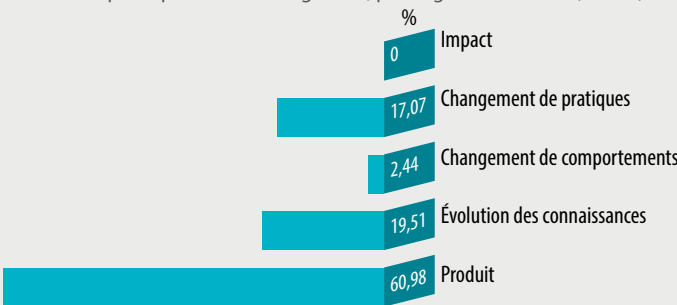
Introduction

La Division santé publique de la CPS soutient la surveillance en santé publique à l'échelle régionale, en renforçant les capacités en matière de surveillance et de réponse, les services de laboratoire, la préparation des systèmes de santé et la communication sur les risques. Le Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP), dispositif à participation volontaire regroupant des pays et des organisations qui œuvrent ensemble à la promotion de la veille sanitaire dans la région, a constaté que la collaboration, la maîtrise partagée des actions et l'offre de formations s'étaient renforcées grâce au soutien de la CPS.

La CPS a publié des avis sur toutes les menaces sanitaires récurrentes et actuelles observées dans le Pacifique (dont la dengue et la rougeole) par le biais de PacNet⁴⁹ et de sa carte des alertes. L'Organisation a également dispensé des formations accréditées sur l'utilisation des données pour la prise de décision en santé publique.

Tableaux de résultats

Graphique 21 : Résultats relatifs à la surveillance et à la réponse en santé publique à l'échelle régionale, par degré de maturité (N = 41)



Graphique 22 : Résultats relatifs à la surveillance et à la réponse en santé publique à l'échelle régionale, par question transversale



Quarante et un résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (9,3 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 21**). Le nombre élevé de produits renvoie aux manuels de formation et directives qui ont été élaborés (données pour la prise de décision, épidémiologie et prévention du risque infectieux), aux évaluations des systèmes de gestion de la qualité au laboratoire et aux mises à jour des listes, catalogues et cartes, autant de produits prêts à être utilisés. L'investissement dans le renforcement des capacités donne lieu au transfert de compétences et à l'application de nouvelles aptitudes ou compétences sur le lieu de travail.

Tableau 8 : Résultats relatifs à la surveillance et à la réponse en santé publique à l'échelle régionale, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Changement de pratiques	Changement de comportements	Évolution des connaissances	Produit	Total
Lois, politiques, règlements				7,32 %	7,32 %
Science, technologie, innovation	2,44 %	2,44 %	7,32 %	24,39 %	36,59 %
Assistance technique et renforcement des capacités	14,63 %		12,20 %	29,27 %	56,10 %

L'assistance technique et le renforcement des capacités, ainsi que la science, la technologie et l'innovation, sont les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif (**tableau 8**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la surveillance et de la réponse en santé publique à l'échelle régionale recouvrent également les priorités fixées pour la gestion des données (**graphique 22**)⁵⁰.

49. PacNet est un espace consacré à l'échange d'informations sur les urgences de santé publique, y compris celles de portée internationale. Cet outil permet d'alerter les professionnels de santé et contribue à la mise en œuvre du Règlement sanitaire international (RSI 2005) dans les États et Territoires insulaires océaniques.

50. Les résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS axés sur le développement social et l'engagement avec les membres et les partenaires.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

81 % des pays ayant enregistré des alertes sanitaires ou des flambées épidémiques ont diffusé leurs rapports sur PacNet, ce qui représente une amélioration par rapport à 2017 (50 %).

20 agents de santé des Fidji, des Îles Salomon, de Tokelau et des Tonga, qui suivent actuellement la formation à l'utilisation des données pour la prise de décision (certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain), mettent en œuvre leurs projets d'amélioration des systèmes de santé.

Les Îles Cook, les Fidji, les Îles Salomon, les Tonga, Tuvalu et Vanuatu ont expédié des échantillons aux laboratoires de référence pour le dépistage des arboviroses et de la grippe.

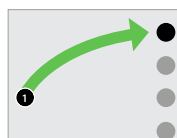
Contribution aux ODD



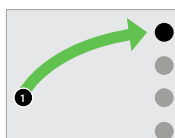
Défis à relever

- L'actuel vivier de formateurs du programme SHIP-DDM et des formations IATA⁵¹ est insuffisant pour répondre à la demande croissante de formation.
- Dans plusieurs pays océaniques, certaines restrictions internes empêchent la publication directe des rapports épidémiologiques sur PacNet.

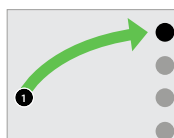
Évaluation de la performance



2017
Réalisation de progrès substantiels (moyenne non pondérée)



2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)



2019
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2020

- Dans la plupart des pays membres de la CPS, le renforcement des capacités de surveillance et de réponse pour la lutte contre les maladies infectieuses demeurera l'une des priorités sanitaires. Le travail mené par la CPS dans le domaine de la surveillance de la santé publique se poursuivra et prendra très probablement de l'ampleur dans les années à venir.
- L'appui à la formation en entomologie se poursuivra pour renforcer la surveillance des espèces de moustiques et leur répartition dans chaque pays.

51. SHIP-DDM – Programme de renforcement des interventions en santé publique dans le Pacifique (SHIP)/Données pour la prise de décision (DDM) ; IATA – Association du transport aérien international.

Zoom sur les réalisations



La formation au service du pilotage par les données de santé



CIBLES 3.D, 3.3

Des résultats nouveaux au profit des personnels de santé et des systèmes de santé publique.

La CPS a mis au point trois formations de cycle supérieur sur la gestion des données destinées aux professionnels de santé. Plus de 270 personnels de santé ont ainsi perfectionné leurs compétences dans les domaines de la surveillance et de l'épidémiologie, et l'on constate une évolution notable des pratiques en cas d'épidémie, comme en témoigne l'augmentation des taux de déclaration par le biais du Réseau océanien de surveillance de la santé publique.

Contexte

Pour être efficace, un système de santé doit pouvoir s'appuyer sur du personnel qualifié et formé à la gestion des données, ce qui englobe la collecte, la validation, l'analyse, l'interprétation et l'utilisation des données. Lors de leurs conférences de 2011 et 2013, les ministres de la Santé des pays océaniques ont reconnu que ces compétences étaient fragmentaires dans la région, engendrant de fait des lacunes dans les domaines de la surveillance des maladies et de l'épidémiologie. Ils ont alors appelé à l'amélioration des programmes de formation des soignants à tous les niveaux. Ils ont également demandé à ce que la recherche opérationnelle s'oriente sur l'impact des catastrophes naturelles et du changement climatique sur l'épidémiologie et à ce qu'elle appuie le renforcement des capacités en épidémiologie de terrain.

Fondé en 1996, le ROSSP se compose de membres statutaires – ministères et directions de la santé des pays océaniques – et de membres associés – CPS, Centres de lutte contre la maladie des États-Unis (CDC), Université nationale des Fidji (FNU), Association océanienne des fonctionnaires des services de santé (PIHOA) et OMS. Il offre un mécanisme de coordination pour le renforcement des capacités et la mobilisation de compétences spécialisées en matière de surveillance épidémiologique et de réponse dans tout le Pacifique.

Trois niveaux de formation sont désormais proposés dans le cadre du Programme de renforcement des interventions en santé publique dans le Pacifique (SHIP) : un certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain, un diplôme d'études supérieures en épidémiologie appliquée et un master en épidémiologie appliquée. Ces trois formations sont accréditées par l'Université nationale des Fidji et peuvent être entreprises de façon séquentielle.

La CPS et les partenaires du ROSSP ont introduit à plus grande échelle ces formations dans toute la région depuis leur accréditation en janvier 2019.



Des participants au Programme de renforcement des interventions en santé publique dans le Pacifique.



Processus de changement

Le modèle de formation « Données pour la prise de décision » a été mis au point et introduit pour la première fois au début des années 1990 par les CDC. La CPS l'a adapté en 2007 pour l'offre de formations élémentaires dans la région Pacifique. Le modèle a été repensé en 2013 à la suite d'appels à l'action lancés en 2011 et 2013 par les ministres de la Santé des pays océaniques.

Résultats et impact

À ce jour, la nouvelle offre de formation a bénéficié à 278 professionnels de santé du Pacifique, qui ont mis en œuvre plus de 108 projets d'amélioration des systèmes dans le cadre de leurs études. Au travers de ces formations, les participants ont démontré leurs compétences dans les domaines suivants : analyse des données de surveillance ; gestion des systèmes de surveillance, dont la détection des maladies et des épidémies ; validation et communication des données ; réponse et gestion des épidémies ; études de terrain et recherche sur la mise en œuvre ; et communication et diffusion, avec par exemple l'élaboration de produits d'information et la rédaction de rapports de situation.

On constate une évolution majeure des pratiques en cas d'épidémie. En 2017, 50 % des pays ayant enregistré des alertes ou des flambées épidémiques ont diffusé des rapports de surveillance par le biais de PacNet (le réseau de communication du ROSSP). En 2019, cette proportion est passée à 81 %.

« J'ai participé à la formation DDM à Tuvalu. Cela a renforcé nos capacités, surtout en ce qui concerne la surveillance à l'échelon national. Nous sommes à présent mieux armés pour analyser les données dont nous disposons, intervenir en cas de flambées épidémiques et établir des rapports en temps voulu. » – Dr. Suria Elisala Puafolau, Tuvalu

Enseignements tirés

La CPS doit aider les pays océaniques à cerner et à définir leurs propres besoins en matière de renforcement des capacités. Sur cette base, les programmes de renforcement des capacités devraient être collectivement construits, pris en main et exécutés par les pays océaniques et les prestataires d'assistance technique si l'on veut en pérenniser les effets.

Des projets d'amélioration des systèmes de santé ont été imaginés et mis en œuvre en étroite concertation avec les autorités sanitaires locales. Ce mode de travail garantit l'appropriation des actions par chacun et la mise en place d'initiatives et de solutions sur mesure, adaptées aux circonstances locales et nationales.

Division : Division santé publique

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie, de la France et de la Nouvelle-Zélande ; Centres de lutte contre la maladie des États-Unis

Pour regarder une vidéo sur les services des laboratoires de santé publique, [cliquer ici](#).



Zoom sur les réalisations



Renforcer les systèmes des laboratoires de santé publique



CIBLES 3.D, 3.3

Des résultats durables au profit des personnels de laboratoire et des systèmes des laboratoires de santé publique. Pour plus d'informations, voir le zoom : « Amélioration des systèmes de surveillance et de gestion de la qualité en laboratoire à Vanuatu »⁵².

Les stages en détachement permettent aux pays océaniques de renforcer leurs capacités afin de bâtir et de maintenir dans la durée des systèmes de qualité pour leurs laboratoires de santé publique.

Contexte

Les services des laboratoires de santé publique sont un élément charnière des systèmes de santé nationaux. Prélever des échantillons sur un patient, utiliser les bonnes procédures pour l'étiquetage des spécimens, le stockage, l'analyse et l'expédition des échantillons à l'étranger pour des analyses plus poussées et consigner des informations sur l'ensemble du processus sont autant d'étapes vitales à la surveillance et au diagnostic précis et rapides des maladies.

Dans le Pacifique, seuls cinq pays océaniques (Guam, Îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Samoa américaines) proposent des services de biologie médicale de haut niveau, accrédités par des organismes de réglementation. Dans les autres pays, la CPS et ses partenaires (OMS, PIHOA, Centre de formation paramédicale du Pacifique et Université nationale des Fidji) soutiennent l'application du Système de gestion de la qualité au laboratoire de l'OMS pour améliorer la qualité des services. Les pays peinent toutefois à se mettre en conformité avec les exigences de ce système.

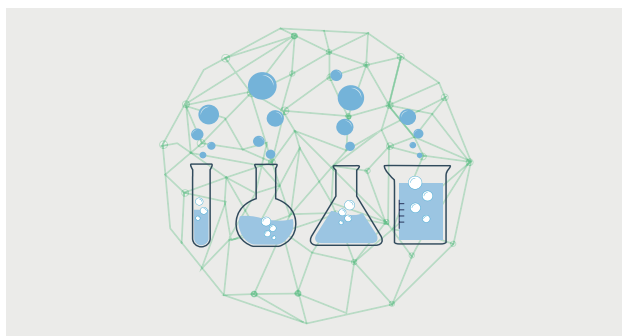
Pour aider les pays à améliorer leurs scores qualité et à progresser sur la voie de l'accréditation de leurs laboratoires, la CPS dispense des formations sur le Système de gestion de la qualité au laboratoire et évalue les systèmes des laboratoires afin de déterminer leur score actuel. La formation à l'expédition de matières infectieuses, en conformité avec les règlements IATA, fait partie du programme.

Processus de changement

En 2018 et 2019, des évaluations des systèmes des laboratoires ont été entreprises dans neuf pays, qui ont été informés de leurs scores qualité. Ces scores tiennent lieu de situation de référence, à partir de laquelle seront adoptées des mesures d'amélioration. Ils mettent aussi en lumière les écarts enregistrés dans les catégories qui déterminent la qualité globale. Par exemple, les faibles scores obtenus à Tuvalu, à Niue et aux Îles Cook au regard du contrôle des processus, de l'évaluation et de l'amélioration des processus désignent de fait ces domaines comme des axes prioritaires d'assistance.

52. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 79–80.

La CPS avait posé pour hypothèse qu'une fois conscients de leurs scores qualité et équipés de nouvelles connaissances concernant le Système de gestion de la qualité au laboratoire, les pays prendraient des mesures pour pallier les manquements et les problèmes de qualité. Les choses ne se sont toutefois pas passées ainsi. La CPS a donc dû revoir sa théorie du changement et introduire une nouvelle étape pour proposer un appui supplémentaire en vue de l'élimination des écarts, et ce, par le biais du détachement de personnel dans les pays présentant de meilleurs scores qualité.



En 2019, pour la formation à l'expédition de matières infectieuses, la CPS a animé six ateliers de formation nationaux (55 participants, dont 28 femmes, à Kiribati, à Tuvalu, aux Îles Salomon, au Samoa, aux Îles Cook et aux Fidji) et deux ateliers régionaux (33 participants, dont 15 femmes, de 10 pays océaniques).

Résultats et impact

Au total, 88 agents de laboratoire (dont 43 femmes) disposent à présent de leur certification ou de leur recertification IATA en tant qu'expéditeurs de matières infectieuses. Dix-huit cadres sont aussi devenus formateurs certifiés IATA.

La CPS s'est appuyée sur des données mettant en évidence les résultats mitigés de la démarche initiale pour repenser sa théorie du changement et les mesures associées. À la suite de l'évaluation initiale et de la formation, trois agents de laboratoire de Kiribati et de Palau ont effectué des stages en détachement de deux semaines en 2019, respectivement au laboratoire Mataika House des Fidji et au Laboratoire de santé publique de Guam.

Des stages similaires sont prévus au profit de deux pays supplémentaires en 2020, des agents de Nauru et des Îles Cook devant se rendre à l'Institut Louis Malardé en Polynésie française.

Enseignements tirés

Sensibilisation et connaissance ne sont pas toujours synonymes d'évolution des pratiques. Il est parfois nécessaire d'apporter un soutien supplémentaire, en proposant par exemple une approche plus globale ou un engagement à plus long terme. Ici, pour progresser, les pays avaient besoin de davantage d'orientations pratiques sur la mise en œuvre des systèmes de gestion de la qualité au laboratoire.

Dans bon nombre de cas, les manquements des systèmes sont dus à des problèmes d'infrastructures ; pallier ces problèmes supposera d'importants investissements de la part des ministères de la Santé. L'équipe de la CPS s'emploie à présent à revoir son approche, afin de déterminer comment aider au mieux les pays membres à améliorer la qualité au sein de leurs laboratoires, ces derniers constituant en effet la clé de voûte des activités de surveillance des maladies transmissibles.

Quand la classe politique manifeste son approbation et son engagement, cela fait toute la différence dans le Pacifique. Aux Îles Cook, la secrétaire à la santé s'est montrée très favorable au programme, ce qui a eu un effet sur la motivation du personnel et la mobilisation des ressources.

Les enseignements préliminaires tirés des premiers stages en détachement serviront à améliorer les prochains stages et les résultats qui en découlent. Par exemple :

- les premiers stages, prévus sur deux semaines, étaient trop courts ;
- les agents retenus pour les stages devraient suivre au préalable une formation au Système de gestion de la qualité au laboratoire ; et
- la CPS devrait proposer des formes supplémentaires d'accompagnement et de mentorat aux agents de retour dans leur laboratoire afin de les aider à mettre en pratique ce qu'ils ont appris.

Division : Division santé publique

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie, de la France et de la Nouvelle-Zélande



Participation d'agents de laboratoire des Fidji à une formation théorique et pratique.

Neuvième objectif de développement

Introduction

Zoom sur les réalisations

Un premier pas vers plus
d'inclusivité dans l'évaluation
régionale de l'éducation



NEUVIÈME OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

Introduction

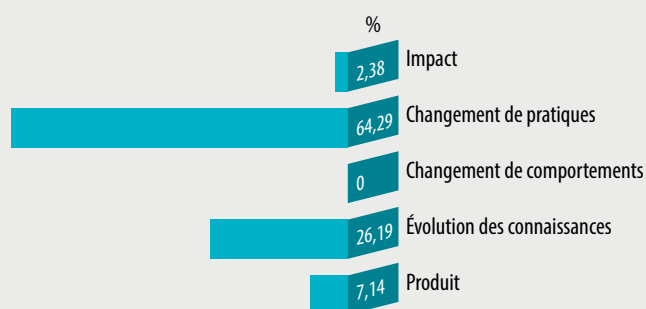
Le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) de la CPS produit des outils de connaissance, renforce les capacités et fournit un soutien technique en vue d'améliorer la qualité et la gouvernance des systèmes éducatifs des États et Territoires insulaires océaniques, ainsi que les aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul des élèves dans les pays et à l'échelle de la région.

En 2019, la CPS a dévoilé le rapport régional sur la troisième édition de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA), à laquelle ont participé 40 000 élèves de 15 pays, offrant une riche analyse longitudinale de l'évolution des résultats des systèmes éducatifs dans le temps. L'Organisation a communiqué à chaque pays participant un rapport personnalisé, accompagné de recommandations, et a établi un rapport de synthèse pour les petits États insulaires.

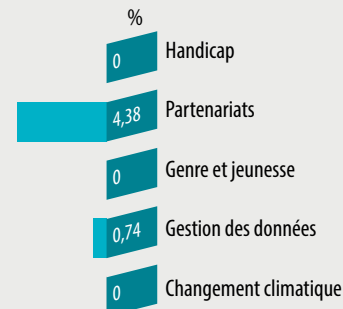
La CPS a en outre commencé à élaborer des études de cas à Kiribati et à Vanuatu afin de mesurer et d'évaluer son action dans le domaine de l'évaluation et de l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Tableaux de résultats

Graphique 23 : Résultats relatifs à la qualité de l'éducation, par degré de maturité (N = 42)



Graphique 24 : Résultats relatifs à la qualité de l'éducation, par question transversale



[Regarder une vidéo sur le travail mené par l'EQAP.](#)



Quarante-deux résultats ont été obtenus au regard de cet objectif (9,5 % des résultats générés tous objectifs de développement confondus) (**graphique 23**). On note une baisse significative du nombre de produits déclarés (de 41 % en 2018 à 7,1 % en 2019) et une augmentation sensible du nombre de changements de pratiques (64,3 % en 2019), ce qui démontre la mise en application des aptitudes et des compétences acquises dans différents domaines, comme l'élaboration des programmes scolaires, les évaluations en classe ou les instruments d'évaluation des directeurs et directrices d'établissement. Les changements à long terme observés dans les systèmes éducatifs sont considérables, allant du renforcement des systèmes de base de données à l'intensification des analyses et de l'utilisation des données pour la prise de décision, en passant par l'amélioration de la qualité des données sur l'éducation.

Tableau 9 : Résultats relatifs à la qualité de l'éducation, par niveau de capacité et degré de maturité

Capacités de la CPS	Impact	Changement de comportements	Évolution des connaissances	Produit	Total
Lois, politiques, règlements			4,76 %		4,76 %
Science, technologie, innovation	2,38 %	14,29 %	4,76 %		21,43 %
Assistance technique et renforcement des capacités		50,00 %	16,67 %	7,14 %	73,81 %

L'assistance technique et le renforcement des capacités, ainsi que la production d'outils de connaissance sur l'éducation, sont les principaux mécanismes permettant de générer des produits au regard de cet objectif (**tableau 9**).

Les investissements réalisés par la CPS en faveur de la qualité de l'éducation recouvrent également les priorités fixées pour la gestion des données et les partenariats (**graphique 24**)⁵³.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Le soutien institutionnel et les orientations pour la recherche sur l'éducation ont été renforcés à Kiribati, aux Îles Salomon, aux Tonga et à Tuvalu suite aux actions de renforcement des capacités de la CPS.

Des bases de données ont été élaborées et renforcées à Kiribati, à Nauru, aux Tonga et à Vanuatu, à l'aide du logiciel PacSIMS (système de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques), afin de gérer les données sur l'éducation de manière plus efficace et efficiente.

Les capacités d'analyse des données sur l'éducation ont été améliorées aux Fidji, à Kiribati, en Nouvelle-Calédonie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu.

Contribution aux ODD



Défis à relever

- Il convient d'élaborer une convention de partenariat pour la pleine mise en œuvre de la phase 1 du Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF).
- Des améliorations s'imposent dans les systèmes et processus internes d'information financière, de transition numérique (y compris par la dématérialisation des ressources documentaires), et de continuité de l'activité en cas de départ des agents.

Évaluation de la performance



Perspectives pour 2020

- S'efforcer d'améliorer l'efficacité des bases de données des systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE).

53. Les résultats qui concernent le genre, la jeunesse et les partenariats sont décrits dans la partie consacrée aux objectifs stratégiques de la CPS axés sur le développement social et l'engagement avec les membres et les partenaires.

Zoom sur les réalisations



Un premier pas vers plus d'inclusivité dans l'évaluation régionale de l'éducation



CIBLE 4.5

Des résultats durables au profit des établissements scolaires et des systèmes éducatifs. Pour plus d'informations, voir le zoom sur les réalisations : « Amélioration des processus d'évaluation de l'aptitude des élèves à la lecture, à l'écriture et au calcul dans le cadre d'un essai en conditions réelles »⁵⁴.

Pour la première fois en 2018, la PILNA a été administrée dans des établissements scolaires accueillant des élèves à besoins éducatifs particuliers, aussi appelés écoles spécialisées. Les résultats ont été dévoilés en 2019⁵⁵. Malgré une faible participation de ces établissements, c'est une étape importante vers l'avènement de systèmes éducatifs plus inclusifs accompagnant tous les enfants au cours de leur scolarité.

Contexte

L'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul est une évaluation à grande échelle des acquis d'apprentissage réalisée par la CPS dans 15 pays océaniques⁵⁶. La PILNA permet de mesurer et de suivre à un rythme triennal les aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul des élèves de quatrième et de sixième années (équivalents du CE2 et du CM2) dans un échantillon représentatif d'établissements scolaires au sein de 15 pays océaniques. Les résultats de l'évaluation sont transmis aux pouvoirs publics, aux responsables de l'éducation et aux établissements scolaires afin de les aider à élaborer leurs politiques éducatives, ainsi que les interventions et mesures d'appui destinées aux élèves et aux enseignants. L'évaluation a été conduite trois fois, en 2012, 2015 et 2018. Au cours de la dernière édition, plus de 40 000 élèves ont été évalués dans 925 écoles.



Présentation du rapport régional de la PILNA à Suva (Fidji).

Tous les États et Territoires membres de la CPS reconnaissent le droit de chaque enfant à accéder à une éducation de qualité, sans discrimination fondée sur le sexe, l'appartenance ethnique, la situation familiale, la situation socioéconomique ou les besoins particuliers qu'il peut avoir. Les élèves ayant des besoins particuliers sont en droit de participer aux programmes scolaires, d'apprendre et de bénéficier d'aides ou aménagements supplémentaires dans le cadre des activités d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation.

Lors des deux premières éditions de la PILNA, aucune école spécialisée ne figurait dans l'échantillon évalué. Dans la mesure où les systèmes éducatifs ont vocation à être inclusifs et à accompagner tous les enfants au cours de leur scolarité, reconnaître et inclure toutes les écoles dans des évaluations

telles que la PILNA constituent un premier pas vers une réelle représentativité.

Processus de changement

En 2018, à la demande des Fidji, des écoles spécialisées ont pris part pour la première fois à la PILNA. Sur les 120 écoles incluses dans l'échantillon fidjien, deux (des divisions Centre et Ouest) étaient des écoles spécialisées. Cette démarche s'inscrit dans le droit fil de la politique fidjienne sur l'inclusion scolaire et l'éducation spécialisée, qui a pour mission d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour toutes les personnes en situation de handicap, à tous les niveaux du système éducatif⁵⁷. Les écoles spécialisées des Fidji étaient aussi incluses dans le recensement annuel national utilisé pour les évaluations des compétences en lecture, écriture et calcul.

« Le mouvement en faveur d'une éducation inclusive impose une approche non discriminatoire. Il permet aussi au service des examens et des évaluations de procéder à une cartographie, en parallèle des évaluations des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul auxquelles prennent part les enfants à besoins éducatifs particuliers. Au fond, c'est une occasion d'apporter de précieux éclairages sur les résultats scolaires des enfants ayant des besoins particuliers, à l'aune d'un étalon régional. »

– M. Seci G. Waqabaca, Directeur du service des examens et des évaluations, ministère fidjien de l'Éducation, du Patrimoine et des Arts



Des élèves en classe aux Fidji.

54. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), p. 87.

55. Pour consulter le rapport régional de l'édition 2018 de la PILNA (en anglais) : <http://purl.org/spc/digilib/doc/6zha6>

56. Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

57. Voir la section 6.8 de la politique fidjienne sur l'inclusion scolaire et l'éducation spécialisée.

Résultats et impact

Les résultats de la PILNA 2018 ont été publiés en juillet 2019.

La participation des deux écoles spécialisées des Fidji s'est révélée faible, puisque seuls sept élèves ont pris part à l'évaluation. Cela pourrait s'expliquer par une méconnaissance, au niveau des établissements scolaires, des exigences associées à l'évaluation et par l'absence d'aménagements prévus spécialement pour les enfants à besoins particuliers dans le cadre de l'évaluation. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'une étape importante pour la PILNA et l'on veillera, pour les futures évaluations, à encourager et à promouvoir l'inclusion d'écoles spécialisées, tout en prévoyant des aménagements adaptés.

Après leur publication en 2019, les résultats de la PILNA ont été diffusés à trois niveaux au sein des 15 pays participants :

- présentation aux responsables de l'éducation et discussion avec ces derniers afin de formuler des recommandations sur le contenu des programmes scolaires, la formation des enseignants et le perfectionnement professionnel ;
- communication aux responsables des programmes scolaires et des évaluations ; et
- transmission aux enseignants et aux chefs d'établissement, pour que des débats plus ciblés puissent se tenir à l'échelle de la classe.

Enseignements tirés

Pour véritablement inclure les écoles spécialisées dans la PILNA, il convient de prévoir des aménagements dans le processus d'évaluation. Il peut être question de modifier la présentation des livrets d'épreuve, les instructions aux surveillants et la durée des épreuves. L'objectif est de trouver un juste équilibre permettant aux élèves d'accéder sur un pied d'égalité aux épreuves sans pour autant en simplifier le contenu.

Les systèmes éducatifs nationaux ont besoin d'orientations pour améliorer l'inclusion scolaire, notamment en faisant participer les écoles spécialisées aux évaluations, en intégrant dans les classes conventionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers et en faisant en sorte que les élèves aient accès à des supports d'évaluation adaptés à leurs besoins spécifiques (par exemple, augmenter la taille de la police, utiliser le braille ou faire appel à un scribe pour les enfants malvoyants). La CPS travaille à l'élaboration d'un projet de guide à cet égard.

*Division : Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement
Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et partenariat technique avec le Conseil australien de recherche pédagogique (ACER)*



Réunion sur la PILNA 2018.

Les résultats de la PILNA ont été diffusés à trois niveaux au sein des 15 pays participants :



OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

INTRODUCTION

OBJECTIF ORGANISATIONNEL A

Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires

Zooms sur les réalisations

[Programmation par pays : l'EQAP applique une nouvelle approche consultative](#)

[Un espace de collaboration ouvre la voie au renforcement des services d'ORL et d'audiologie dans le Pacifique](#)

[Renforcer le suivi, l'évaluation et l'amélioration continue grâce à des approches adaptées au Pacifique](#)

OBJECTIF ORGANISATIONNEL B

Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques

Zoom sur les réalisations

[Une étude multiniveau lève le voile sur le sort des DCP dérivants](#)

OBJECTIF ORGANISATIONNEL C

Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires

Zooms sur les réalisations

[Plus de visibilité et de capacités pour les femmes du secteur maritime](#)

[Approche intégrée de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale](#)

OBJECTIF ORGANISATIONNEL D

Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation

Zooms sur les réalisations

[Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique – la gestion adaptative dans la pratique](#)

[Diffuser les enseignements tirés des actions relatives à la résilience climatique : le projet RESCCUE](#)

[Apprendre du passé pour bâtir un avenir meilleur](#)

OBJECTIF ORGANISATIONNEL E

Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS

TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE NOS RÉSULTATS

PERSPECTIVES POUR 2020



OBJECTIFS ORGANISATIONNELS : ***RENFORCER L'APTITUDE DE LA CPS À REEMPLIR SA MISSION***

Introduction

Sur le plan stratégique, la CPS cherche à renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires et à copiloter le programme régional de développement (objectif organisationnel A).

Au niveau des programmes, elle s'emploie à renforcer son savoir et son expertise techniques et scientifiques (objectif organisationnel B), tout en répondant aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires privilégiant l'humain, grâce à l'intégration transversale du genre, de la culture, de la jeunesse et des droits de la personne (objectif organisationnel C).

La CPS est capable de mesurer l'efficacité de son action et de suivre les progrès accomplis à l'aide de solides méthodes de planification, de hiérarchisation des priorités, d'évaluation, d'amélioration continue et d'innovation (objectif organisationnel D).

Sur le plan administratif, les systèmes, les cultures, les valeurs et la ligne de conduite de l'Organisation offrent aux agents les outils dont ils ont besoin pour fournir des services de manière plus efficiente aux États et Territoires insulaires océaniques, tout en garantissant la pleine responsabilité de leur action devant les bailleurs de fonds et les partenaires du développement (objectif organisationnel E).

En 2019, la CPS a réalisé des progrès au regard de ces cinq objectifs organisationnels.

Temps forts

Les divisions de la CPS continuent d'investir dans l'amélioration des outils de planification et de SE-AC. Elles engagent davantage de ressources pour peaufiner les processus de hiérarchisation des activités et la gestion des demandes des pays membres, ainsi que pour garantir l'harmonisation de leur action avec les priorités nationales et l'approche de programmation par pays de la CPS.

Plus de 7 000 ensembles de données ont été ajoutés à la Plateforme de données océaniques, tandis qu'un programme intégré axé sur les systèmes alimentaires est en cours de construction.

La CPS a continué d'avancer dans sa quête de l'excellence opérationnelle, comme en témoignent l'évaluation exhaustive de la viabilité financière de l'Organisation et de sa gestion des ressources humaines, le déploiement de systèmes d'information pour les ressources humaines et la gestion financière, l'élaboration des guides techniques qui les accompagnent, et les consultations internes organisées dans le cadre de l'actualisation du Règlement du personnel et des politiques relatives au personnel de la CPS.

Défis à relever

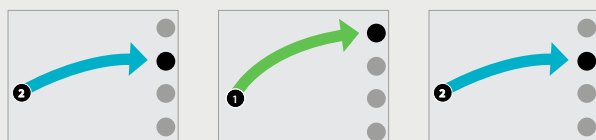
Le travail doit se poursuivre pour renforcer l'adéquation des systèmes organisationnels, en particulier pour la mise en œuvre de projets plus ambitieux dans des lieux reculés et isolés.

La capacité de la CPS à mener à bien d'importants processus de changement interne s'améliore. Il est essentiel d'entreprendre de larges consultations pour gagner l'adhésion des différentes parties prenantes au sein de l'Organisation.

Évaluation de la performance

Les divisions et programmes de la CPS présentant leurs résultats au regard des cinq objectifs organisationnels ont évalué comme suit leur performance (moyennes établies).

Objectif organisationnel A : Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires



2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)

2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

2019
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

Objectif organisationnel B : Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques



2017
Réalisation de progrès substantiels (moyenne non pondérée)

2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

2019
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

Objectif organisationnel C : Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires



2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)

2018
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

2019
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

Objectif organisationnel D : Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation



2017
Réalisation de progrès substantiels (moyenne non pondérée)

2018
Réalisation de progrès substantiels (moyenne pondérée)

2019
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

Objectif organisationnel E : Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus



2017
Réalisation de certains progrès (moyenne non pondérée)

2018
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

2019
Réalisation de certains progrès (moyenne pondérée)

Perspectives pour 2020

- Le nouveau Règlement du personnel et les nouvelles politiques relatives au personnel seront entérinés en 2020.
- Les services d'information de la CPS continueront d'externaliser leurs activités. C'est en effet l'approche la plus efficace pour répondre aux pics de demande, tout en baissant les coûts pendant les périodes de creux.
- Le plan stratégique de la Communauté du Pacifique pour 2021 et au-delà continuera d'être élaboré, de même que son cadre de résultats, ce qui permettra d'aligner l'action de la CPS sur les ODD et les priorités fixées au niveau régional.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL A: *RENFORCER L'ENGAGEMENT ET LA COLLABORATION AVEC LES MEMBRES ET LES PARTENAIRES*

Afin d'optimiser l'utilité et l'efficacité de son action, la CPS doit tisser des relations fortes avec ses membres. En 2019, les pays membres ont participé à plusieurs réunions sectorielles régionales des directeurs de services, à des échanges entre pairs, aux sessions du CRGA et aux réunions du sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique et du Conseil océanien de la qualité de l'enseignement (PBEQ).

Les gouvernements des Îles Marshall, de la Nouvelle-Calédonie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Îles Salomon ont signé avec la CPS les accords officialisant leurs programmes-pays respectifs.

Outre son travail avec les membres, la CPS a collaboré avec plus de 50 partenaires stratégiques dans le cadre de projets ou programmes spécifiques. Les bureaux sous-régionaux de la CPS en Mélanésie et en Micronésie apportent également un appui sur le terrain aux pays membres.

L'annexe 5 résume les principaux points à retenir concernant l'évolution des partenariats de la CPS en 2019.

Zoom sur les réalisations



Programmation par pays : l'EQAP applique une nouvelle approche consultative



CIBLES 4.1, 17.15, 17.17

La CPS a mis au point une nouvelle méthode consultative pour élaborer le programme de travail du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement. Celle-ci doit permettre de mieux comprendre la situation et les besoins de chaque pays, d'améliorer la planification et d'optimiser les effets.

Contexte

L'EQAP a vocation à offrir des services d'évaluation de l'éducation aux pays océaniques. Son programme de travail était jusqu'ici défini sur la base des priorités fixées par les ministres océaniques de l'Éducation et des demandes particulières des pays, mises à jour chaque année.

La méthode utilisée pour rassembler les demandes des pays et établir le programme de travail a fait l'objet d'un examen lors de récentes réunions du PBEQ⁵⁸. Parmi les lacunes mises au jour, citons les incertitudes relatives à l'enregistrement des demandes nationales dans le système de l'EQAP et la difficulté à respecter le calendrier de dépôt des demandes, souvent soumises hors délai. Ces problèmes risquaient de limiter la valeur des activités menées par le Programme.

Processus de changement

La CPS a mis au point une nouvelle méthode pour l'élaboration du programme de travail de l'EQAP, entérinée par le Conseil en 2019. Elle met l'accent sur les interactions avec les parties prenantes nationales de l'éducation et sur la nécessité pour la CPS de mieux comprendre le contexte éducatif de chaque pays membre. Les éléments clés de la nouvelle approche sont les suivants :

- consultations nationales pour élaborer les demandes avec les pays, en lieu et place d'un formulaire de dépôt ;
- programme de travail sur trois ans pour une action à plus long terme, permettant un temps de discussion suffisant sans pour autant surcharger la CPS ou les pays membres ;
- critères définis pour la hiérarchisation des demandes d'assistance adressées à la CPS ; et
- suivi et réflexion réguliers, aussi bien en interne qu'avec les acteurs externes.

58. Les pays suivants sont membres du PBEQ : Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Résultats et impact

La nouvelle méthode a été appliquée lors d'une première série de missions dans les pays. Les Îles Cook, Kiribati, Niue, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, Tokelau, les Tonga et Vanuatu ont été consultés en 2018, suivis par les Îles Marshall et Palau en 2019. Les dernières missions (Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa et Tuvalu) se tiendront en 2020.

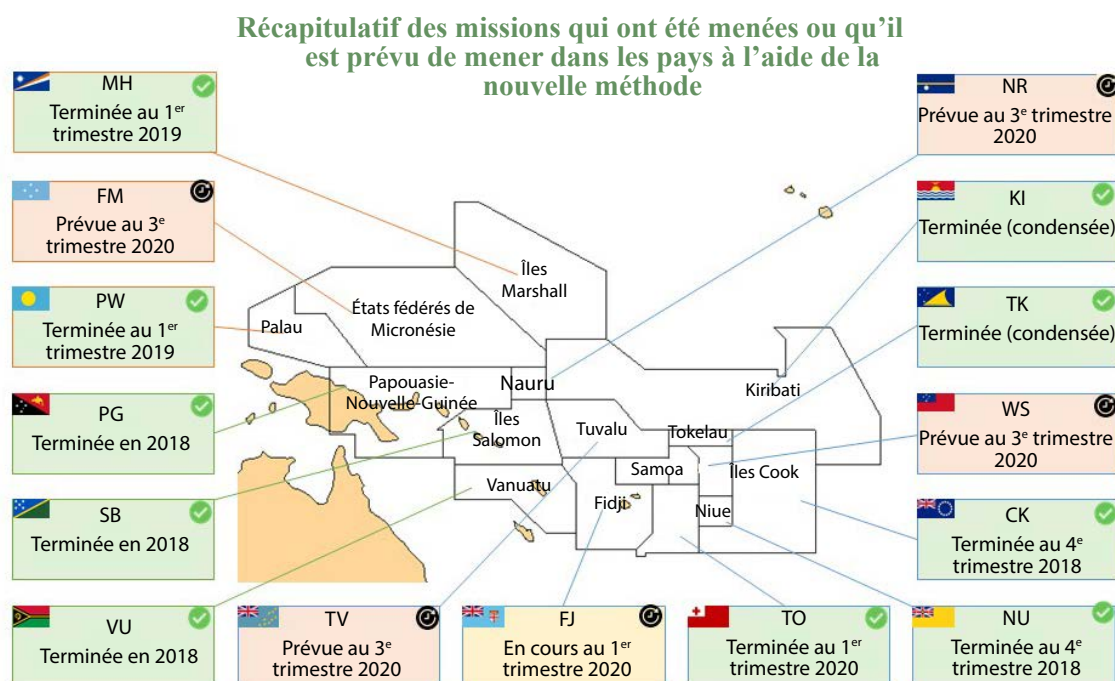
Les premiers retours des pays sont positifs. La méthode permet de consulter un plus large éventail de participants, offrant un tableau plus complet de la situation et des besoins réels de chaque pays. Cette compréhension approfondie devrait aboutir à une amélioration de la planification au sein de la CPS et à une optimisation des effets obtenus grâce au travail de l'EQAP.

Enseignements tirés

En s'engageant davantage aux côtés des pays et en affinant sa compréhension des réalités nationales, la CPS se donne les moyens d'intervenir plus efficacement.



Division : Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement
Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande



ReefLex

Base de données en ligne de la région où sont regroupées les lois et politiques relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture, ReefLex a été lancée début 2019, dans le cadre du projet de gouvernance de la pêche côtière de la CPS financé par le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT). Il s'agit de l'outil électronique le plus important pour la comparaison des législations et politiques sur les pêches côtières en Océanie. Cette application Web a pour objectif de rendre accessibles et de comparer les lois et politiques relatives à la gestion des pêches côtières et de l'aquaculture dans 23 États et Territoires insulaires océaniques (les 22 pays membres de la CPS et le Timor-Leste). Elle s'adresse aux décideurs, aux gestionnaires des pêches, aux experts et chercheurs ainsi qu'à la société civile.

ReefLex est plus qu'un simple recueil de textes. Afin de faciliter la compréhension du cadre juridique de la pêche côtière et de l'aquaculture dans chacun des États et Territoires, la base de données propose trois outils : un outil de recherche documentaire, un outil d'analyse réglementaire et un outil de synthèse qui est en cours de développement.

[Regarder une vidéo sur ReefLex.](#)



Zoom sur les réalisations



Un espace de collaboration ouvre la voie au renforcement des services d'ORL et d'audiologie dans le Pacifique



CIBLE 3.8

Des résultats durables au profit des services de santé. Pour plus d'informations, voir l'article sur la troisième rencontre du Groupe océanien d'otorhinolaryngologie et d'audiologie⁵⁹.

La CPS a créé le Groupe océanien d'otorhinolaryngologie et d'audiologie (PENTAG), qui se réunit tous les deux ans. Ce groupe propose des activités structurées et non structurées de renforcement des capacités aux spécialistes de la région océanienne.

Contexte

On estime qu'environ 20 % de la population océanienne souffrent de déficience auditive légère à sévère. Aux Îles Salomon et à Vanuatu, les consultations ORL représentent environ 30 % des consultations médicales, tandis qu'à Tonga, sur une période de cinq ans, 18 000 patients ont consulté pour des troubles ORL.

Il n'existe pas de cursus de formation en otorhinolaryngologie ou en audiologie dans le Pacifique, ce qui débouche sur un manque criant de capacités dans ce domaine. La plupart des patients qui ont besoin de soins ORL doivent consulter les spécialistes des missions médicales étrangères. Par conséquent, les pays océaniques ont demandé à la CPS de les aider à améliorer leurs capacités en soins ORL et audiologie.



Une consultation ORL.

Processus de changement

La CPS a créé le PENTAG et organisé sa première réunion en 2015 à Nadi (Fidji) pour réfléchir aux options permettant de renforcer les services d'ORL dans le Pacifique. Parmi les participants figuraient des ORL, des audiologistes et des chercheurs venus de divers pays océaniques, ainsi que d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les réunions du Groupe sont programmées tous les deux ans.

Lors de leur première réunion, les participants ont élaboré une vision pour des services d'ORL et d'audiologie améliorés dans le Pacifique et ont établi un plan et une stratégie pour concrétiser cet objectif. Les membres océaniques du PENTAG ont présenté cette vision et les plans qui l'accompagnent à la Réunion des directeurs de la santé en 2019.

Un atelier cofinancé par l'OMS, l'Université d'Auckland et la CPS s'est aussi tenu en octobre 2019 afin d'aider les pays

océaniques à établir leur propre plan national pour les services d'ORL et d'audiologie.

Résultats et impact

La réunion du PENTAG était l'occasion de proposer des activités structurées et non structurées de renforcement des capacités. Les spécialistes ORL des pays océaniques ont élargi leurs réseaux professionnels et tissé de nouveaux liens avec leurs homologues d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Plusieurs formations structurées ont aussi été proposées.

Ainsi, la Société australienne d'otorhinolaryngologie et de chirurgie cervico-faciale a proposé des formations spécialisées entièrement gratuites à des ORL du Pacifique. Quatre ORL (deux femmes et deux hommes) ont bénéficié de ces expériences de formation clinique sur mesure.

Quant à l'Association australienne des infirmières et infirmiers des services d'ORL et de chirurgie cervico-faciale, elle a ouvert l'accès à son programme en ligne de formation professionnelle continue au personnel infirmier des services d'ORL du Pacifique.

À l'issue de la réunion, le Collège royal des chirurgiens d'Australasie et plusieurs ORL d'Auckland (Nouvelle-Zélande) ont fait don de matériel spécialisé (microscopes de chirurgie ORL, otoscopes et curettes) aux Fidji, à Kiribati et aux Tonga.

L'Université d'Auckland et la CPS ont convenu de conduire une enquête complète sur les services d'ORL et d'audiologie des pays océaniques. L'enquête est en cours et doit s'achever en avril 2020.

« Nous sommes particulièrement heureux d'avoir bénéficié de dons en microscopie, car nous utilisons encore un microscope vieux de 40 ans pour la chirurgie ORL au CWMH. Au nom des ORL des Fidji, je tiens à vous remercier de votre généreuse collaboration. » – Docteur Oh Chunghyeon, Colonial War Memorial Hospital (CWMH), Suva

Enseignements tirés

Dans la région et sur la scène internationale, des professionnels de santé sont tout à fait disposés à prêter assistance au Pacifique, et c'est au travers d'espaces d'échanges tels que le Groupe consultatif océanien d'otorhinolaryngologie que l'on peut mobiliser leur soutien.

Division : Division santé publique

Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie

59. <https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/2019/03/des-medecins-specialistes-soulignent-la-necessite-dameliorer-les>

Zoom sur les réalisations

Renforcer le suivi, l'évaluation et l'amélioration continue grâce à des approches adaptées au Pacifique



CIBLE 17.18

Des résultats nouveaux au profit des spécialistes du suivi, de l'évaluation et de l'amélioration continue et des services nationaux chargés de la planification et de la coordination de l'aide dans le Pacifique.

La CPS œuvre en faveur de l'expression d'une voix propre à l'Océanie et au renforcement des pratiques régionales pour la collecte de données factuelles et la prise de décision, et elle intègre pour ce faire des approches typiquement océaniques aux démarches de suivi, évaluation et amélioration continue (SE-AC). La CPS a noué un partenariat et organisé une rencontre régionale afin que les spécialistes du domaine puissent présenter et assimiler diverses bonnes pratiques mises en œuvre dans la région en matière de SE-AC.

Contexte

Dans le cadre d'un partenariat entre le MFAT, la CPS et BetterEvaluation, une série de débats s'est ouverte dans la région afin de mieux comprendre les besoins et les compétences actuels en matière de démarches SE-AC contextualisées et adaptées aux spécificités culturelles, l'objectif étant de renforcer les capacités et d'améliorer la qualité des données factuelles ainsi que leur mise à profit dans la prise de décision.

Processus de changement

Le partenariat réunit un large éventail de parties prenantes de la région – pouvoirs publics, société civile, établissements universitaires, partenaires du développement et bailleurs – travaillant à l'unisson pour renforcer les capacités et la compétence culturelle en matière de SE-AC. À l'aide du cadre de recherche Kakala (voir encadré) ainsi que de métaphores et méthodes propres à l'Océanie, les partenaires ont contribué à la réalisation des activités suivantes :

- établissement de partenariats et de liens de travail avec les acteurs du SE-AC dans le Pacifique afin de bâtir une communauté océanique des partenaires du SE-AC ;
- diagnostics participatifs avec les principaux acteurs du SE-AC afin de cerner les bonnes pratiques et les lacunes dans le domaine (86 parties prenantes internes et externes consultées à l'aide d'un outil en ligne de diagnostic des capacités SE-AC et/ou d'un premier talanoa, à savoir la conduite d'entretiens avec des informateurs clés) ;
- utilisation des informations recueillies pour mettre sur pied la rencontre océanique des spécialistes du SE-AC organisée à Nadi, qui a rassemblé 53 participants de tout le Pacifique pour un examen des pratiques régionales en matière de SE-AC, à l'aide d'approches océaniques ; et
- établissement d'une « carte à bâtonnets » permettant de cartographier les modes de collaboration futurs pour le renforcement des capacités régionales en matière de SE-AC.



Talanoa organisé lors de la rencontre SE-AC à Nadi (Fidji).

Cette rencontre et chacune des étapes du processus ont permis de présenter et d'assimiler des exemples de bonnes pratiques SE-AC contextualisées et adaptées aux spécificités culturelles de la région. Au cours de la collecte d'informations sur les forces, les besoins, les priorités et les possibilités, la CPS a informé les parties prenantes des solutions envisageables et des actions prioritaires à mettre en œuvre pour renforcer les capacités en SE-AC, et elle a amélioré la collaboration entre partenaires régionaux dans les projets de renforcement de ces capacités.

Cadre de recherche SE-AC du Pacifique

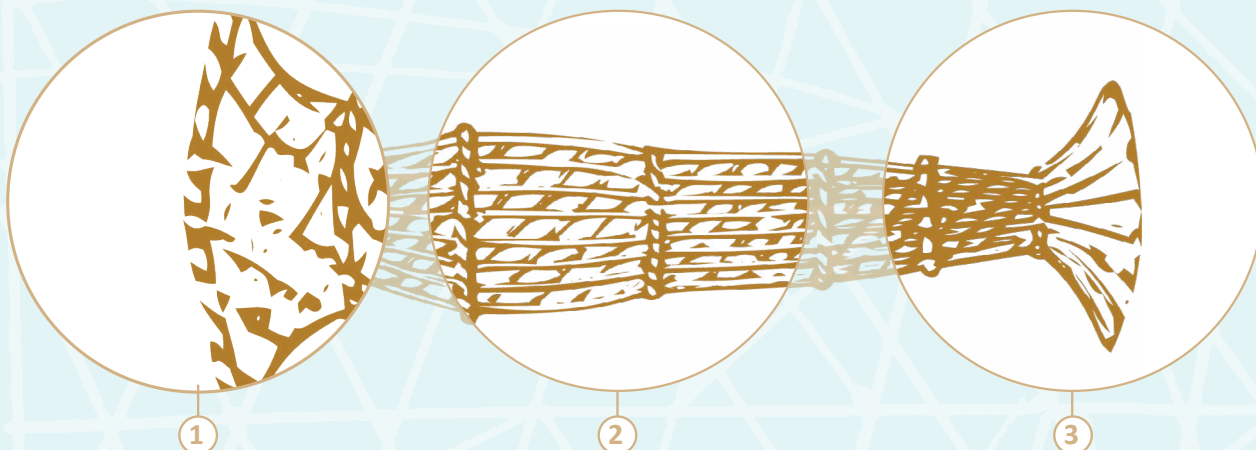
Cadre Kakala : cet outil inspiré des différentes étapes de la confection de colliers traditionnels met l'accent sur les valeurs, l'éthique et les relations se trouvant au cœur des pratiques de recherche et d'évaluation. C'est cette approche qui a déterminé le format de la rencontre.

Talanoa : cette démarche facilite la collecte, le partage et l'analyse des données par le biais d'un espace de dialogue ciblé et culturellement approprié, dans un climat non menaçant qui peut être aussi bien formel qu'informel.

Rebbilib : fondée sur les cartes à bâtonnets, instrument de navigation propre aux Îles Marshall, cette approche nouvelle de la désignation et de l'orientation des stratégies et des plans est particulièrement adaptée à la région.

Nasse traditionnelle mélanésienne : cette démarche encadre les modes de participation des parties prenantes. La nasse à poisson forme un piège très large à l'ouverture, resserré en son milieu, puis à nouveau évasé à son extrémité. De la même façon, la rencontre a commencé par la consultation d'un large groupe de parties prenantes lors d'une enquête « talanoa » en ligne, puis s'est recentrée sur un groupe donné pour des réunions et des entretiens semi-structurés, avant de s'ouvrir à nouveau à un vaste éventail d'acteurs intéressés dont les éclairages ont été collectés.

À L'INSTAR DE LA NASSE TRADITIONNELLE MÉLANÉSIENNE, NOTRE ENGAGEMENT SE COMPOSE DE TROIS ÉLÉMENTS :



1
Une large participation des parties prenantes, à l'image de la large ouverture du filet, afin de recueillir des informations auprès d'un éventail d'acteurs au sein des pouvoirs publics nationaux, des organisations régionales et internationales ainsi que de la société civile.

2
Un recentrage, schématisé par le resserrement de la nasse, afin d'approfondir les échanges avec un petit groupe de parties prenantes.

3
Un nouvel élargissement des parties prenantes impliquées, afin de relayer à divers groupes les informations recueillies, dans le but de cartographier le renforcement des capacités en SE-AC dans le Pacifique.

Résultats et impact

La reconnaissance et la valorisation des approches océaniques dans les pratiques SE-AC sont considérées comme une étape marquante dans le travail de la CPS.

La rencontre SE-AC a débouché sur un appel à l'action et une déclaration invitant les bailleurs et les partenaires du développement à mieux coordonner leur action concernant le renforcement des capacités en SE-AC. La CPS, le MFAT et la GIZ ont profité de l'élan insufflé par la rencontre et facilité la participation d'une délégation régionale composée de 12 personnes à la quatrième assemblée mondiale de l'Association internationale pour l'évaluation du développement (IDEAS) qui s'est tenue à Prague. L'assemblée était placée sous le thème « L'évaluation pour un changement en profondeur : Tirer parti de l'expérience des pays du Sud au bénéfice des pays du Nord ».

Les conclusions de la rencontre SE-AC de Nadi ont été présentées à un auditoire international et, grâce à la participation de la délégation du Pacifique, la déclaration de Prague comprend une partie sur les systèmes de savoirs autochtones au service de l'évaluation :

Appui à l'évaluation transformatrice autochtone : Nous nous engageons à valoriser et à appuyer le renforcement et la capitalisation de l'évaluation autochtone par et pour les peuples autochtones.

Reconnaissant les efforts déployés par la CPS pour porter la voix du Pacifique sur la scène internationale, IDEAS a invité l'Organisation à devenir partenaire de l'association.

La poursuite du dialogue engagé lors de ces manifestations de niveau régional et international et de la collecte d'informations jettera les bases de l'analyse régionale, de l'établissement d'une rebbilib régionale – feuille de route traditionnelle qui doit être lancée en mars 2020 – et de l'organisation d'une nouvelle rencontre des spécialistes du SE-AC en 2020.

Enseignements tirés

Les effets positifs des rencontres régionales dépendent en grande partie de la planification et de la mobilisation des participants en amont de la réunion. Ici, la rencontre a été précédée d'une enquête permettant d'analyser les besoins et d'une série d'entretiens par téléphone.

Cette participation positive des acteurs a aussi contribué à l'affirmation des modes de savoir et des savoir-être océaniques dans le domaine du SE-AC, ainsi qu'à l'ouverture d'un climat de confiance autorisant la mise à nu des vulnérabilités.

Grâce à la collaboration de partenaires travaillant en communauté d'idées dans un climat de confiance et appréciant à leur juste valeur les démarches océaniques, il est possible d'agir pour un changement transformateur.

*Division : Équipe Stratégie, performance et amélioration continue
Bailleur de fonds : Gouvernement de la Nouvelle-Zélande*

OBJECTIF ORGANISATIONNEL B : RENFORCER LE SAVOIR ET L'EXPERTISE TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES

La CPS constitue un pôle régional de compétences techniques spécialisées, utilisé pour renforcer ou compléter les capacités régionales et nationales existantes. L'approche retenue par la CPS pour le développement et la mutualisation des compétences permet de créer des économies d'échelle dans une région faiblement peuplée où les ressources humaines sont limitées.

En 2019, l'Organisation a traité et fait paraître 52 publications techniques ou scientifiques validées par un comité de lecture. Elle a aussi élaboré 93 écrits parus dans la littérature grise. Ces publications scientifiques et techniques sont pleinement conformes au processus d'édition de la CPS. Elles se sont vu attribuer un ISBN (numéro international normalisé du livre) et ont été inscrites dans la liste officielle bimestrielle des publications de la CPS. On trouvera à l'annexe 2 la liste des publications signées ou cosignées par des agents de la CPS en 2019, y compris les écrits parus dans la littérature grise sous forme de livres, de lettres d'information, de notes d'orientation ou de rapports.

Zoom sur les réalisations



Une étude multiniveau lève le voile sur le sort des DCP dérivants



CIBLE 14.1

Des résultats nouveaux favorisant un changement systémique⁶⁰.

Les chercheurs de la CPS ont conjugué des données et informations de diverses sources pour cartographier la dérive et les lieux d'échouement des dispositifs de concentration de poissons (DCP) dans l'océan Pacifique. Les professionnels du secteur ont communiqué des données confidentielles, tandis que les communautés locales ont été mises à contribution par le biais d'une démarche de science citoyenne.

Contexte

Il y a bien longtemps que les pêcheurs ont découvert que les thons sont attirés par les objets flottants, autour desquels ils forment des concentrations. Par le passé, ce sont des radeaux en bambou qui étaient utilisés pour attirer les thons. Il en existe aujourd'hui une version moderne appelée DCP, que l'on équipe d'appareils sophistiqués pour indiquer aux pêcheurs la position du dispositif et la quantité de poisson qui s'accumule aux alentours. Les DCP modernes sont fixés à des bouées high-tech dotées de systèmes électroniques alimentés à l'énergie solaire. Ces bouées enregistrent la position des DCP à mesure qu'ils dérivent lentement dans l'océan Pacifique, balaient les eaux avec un échosondeur pour déterminer la quantité de thons à proximité et transmettent ces informations précieuses aux navires de pêche par satellite.

La pêche sur DCP contribue pour beaucoup aux économies océaniques et à la sécurité alimentaire des populations. On estime qu'entre 30 000 et 65 000 DCP artificiels sont mis à l'eau chaque année et dérivent dans le Pacifique occidental et central pour alimenter la pêche industrielle. Les DCP

participent à la stabilisation des taux de prises et à la rentabilité des flottilles de pêche, ce qui génère des recettes pour les pays océaniques. La situation n'est toutefois pas parfaite. On trouve généralement plus d'espèces accessoires, telles que les requins et les tortues, et de thons de petite taille parmi les prises effectuées sur DCP. D'après les informations communiquées par les pays insulaires du Pacifique, les DCP sont en outre de plus en plus nombreux à s'échouer sur les plages, endommageant au passage les récifs coralliens et altérant potentiellement la distribution des thonidés. Souhaitant engager une démarche pour lutter contre ces problèmes, les chercheurs de la CPS ont effectué une étude sur les trajectoires décrites par les DCP sous l'effet des courants océaniques et sur les lieux où les DCP s'échouent dans la région.

Processus de changement

L'étude s'est appuyée sur des données issues d'un programme régional de suivi des DCP ainsi que sur des données halieutiques transmises par les pays océaniques, combinées à

60. <http://purl.org/spc/digilib/doc/ypp3s>

des modèles océaniques numériques et à des simulations de DCP virtuels, afin de déterminer les trajectoires empruntées par les DCP au gré des courants pendant et après leur durée de vie. À cela s'est ajouté un élément charnière, à savoir la collaboration avec l'industrie de la pêche pour obtenir des données confidentielles extraites des bouées acoustiques fixées aux DCP. C'est la première fois que la CPS collabore avec les professionnels du secteur de cette manière pour appuyer l'analyse scientifique. C'est aussi la première fois que sont combinés les journaux de pêche, les données d'observation, les informations de suivi des DCP et les estimations acoustiques.

Le projet de recherche a mobilisé les parties prenantes à tous les niveaux – organisations régionales œuvrant dans le secteur des pêches, services des pêches nationaux, responsables, entreprises de pêche et communautés. Tout comme les professionnels du secteur, les communautés ont été un partenaire incontournable de l'étude : par le biais de la science citoyenne, elles ont été mises à contribution pour déterminer l'emplacement des débris marins générés par les DCP.

Résultats et impact

En général, les DCP sont mis à l'eau dans le Pacifique oriental et central. Ils dérivent ensuite vers l'ouest à la faveur des courants dominants, en direction des principales zones de pêche thonière situées le long de l'équateur. L'étude a permis d'estimer qu'entre 1 500 et 2 200 DCP s'échouaient chaque année sur les plages, après avoir dérivé sur de longues distances, parfois depuis l'Équateur. C'est probablement une sous-estimation, car les dispositifs de suivi dont sont équipés de nombreux DCP sont désactivés à distance lorsqu'ils quittent les zones de pêche.

Dans la région équatoriale, des pays tels que Kiribati sont traversés par un grand nombre de DCP et voient s'échouer

sur le littoral de nombreuses unités. À Tuvalu, qui se situe à la bordure de la zone de divergence équatoriale, la densité de DCP est également élevée et les échouements sont fréquents. Sans surprise, beaucoup de DCP finissent leur vie dans des pays situés à l'ouest des principaux lieux de pêche, notamment aux Îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

L'étude a permis de sensibiliser les membres et les responsables régionaux des pêches à la nécessité de gérer efficacement le nombre de DCP mouillés et les lieux de mise à l'eau, ainsi que d'entreprendre d'autres études pour comprendre l'impact des DCP sur la ressource en thonidés et les populations d'espèces accessoires, d'utiliser des matériaux biodégradables et d'établir des programmes efficaces de récupération en mer des DCP obsolètes à la fin de leur périple dans le Pacifique.

Enseignements tirés

La conduite d'actions ciblées de communication et de sensibilisation à différents niveaux permet d'instaurer la confiance dont les acteurs ont besoin pour s'associer au projet. Par exemple, pour accéder aux données des professionnels du secteur, il a fallu convaincre les parties prenantes de l'importance de l'étude et les amener à accorder leur confiance à la CPS avant qu'ils remettent leurs données commerciales confidentielles.

Pour réaliser des analyses aussi innovantes que celle-ci, il faut qu'un éventail varié de partenaires investissent et s'engagent à long terme, aux côtés de la CPS.

Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins

Bailleurs de fonds : The Pew Charitable Trusts et Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)



DCP échoués ou accrochés à des récifs coralliens à Touho (Nouvelle-Calédonie).



DCP retrouvés échoués à terre par les habitants des îles Ulithi et Lamotreck dans l'État de Yap aux États fédérés de Micronésie. Crédit photo : Joe Scutt Phillips, CPS

Lancement aux Fidji du programme de leadership pour les femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques



En 2019, la CPS a donné le coup d'envoi d'un nouveau programme visant à appuyer la présence de femmes aux postes à responsabilité en Océanie.

Le Programme pour la promotion des femmes dans le développement durable (WiSP) est axé sur la carrière, le mentorat et le leadership. Aujourd'hui dans le monde, les femmes détiennent 57 % des diplômes universitaires, mais seulement 35 % dans les filières scientifiques, et les femmes n'occupent que 22 % des postes dans ce domaine. Ce programme vise donc à accroître ces chiffres dans le Pacifique et à encourager les femmes à se lancer dans des carrières scientifiques et techniques.



OBJECTIF ORGANISATIONNEL C : RÉPONDRE AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES AU MOYEN D'APPROCHES PLURIDISCIPLINAIRES

La CPS progresse sur la voie de l'intégration des questions sociales (genre, jeunesse, culture et droits de la personne) et des questions environnementales dans son cycle de programmation.

Elle a continué d'appliquer à titre pilote l'échelle de notation pour les problématiques transversales, afin d'évaluer le degré d'intégration du genre, de la culture, des droits de la personne, de la jeunesse, des considérations environnementales et du changement climatique dans la conception des projets et programmes⁶¹. Les résultats de l'expérimentation (données autodéclarées) montrent que 30 % des projets et programmes de la CPS intègrent des activités à visée transformative, conçues pour bousculer les normes ou pratiques néfastes dans le secteur de l'environnement et de l'action climatique et, dans une moindre mesure, dans le domaine des droits de la personne et du genre. Par ailleurs, 68 % des projets et programmes de la CPS comprennent des activités portant sur les questions environnementales et le changement climatique.

L'échelle de notation sera affinée avant d'être ajoutée au cadre de suivi et évaluation de l'approche centrée sur l'humain de la CPS.

Zoom sur les réalisations



Plus de visibilité et de capacités pour les femmes du secteur maritime



CIBLE 5.5

Des résultats durables au profit des femmes et des autorités maritimes.

La CPS apporte son concours technique à l'Association des Océaniennes du secteur maritime (PacWIMA) afin de rendre les femmes plus visibles et d'accroître leur participation dans ce domaine en Océanie.

Contexte

La CPS estime que le secteur maritime océanien emploie 16 000 personnes, dont environ 10 % seulement sont des femmes. Elles assument pour la plupart des fonctions administratives et de soutien, ou occupent des postes d'encadrement intermédiaire. Moins de 2 % sont employées comme gens de mer dans les flottilles nationales, et moins de 1 % travaillent à bord de navires au long cours. Seules six femmes (contre 36 hommes) originaires d'Océanie ont décroché leur diplôme à l'Université maritime mondiale (UMM), tandis que l'Institut de droit maritime international (IMLI) ne compte que dix Océaniennes diplômées depuis sa création.

Fondée en 2005 puis mise en sommeil, la PacWIMA a relancé son activité en 2016, avec l'appui de la CPS et de l'Organisation maritime internationale (OMI). Elle a vocation à rendre les femmes plus visibles et à accroître leur

participation dans cet important secteur. La PacWIMA est hébergée par la Direction nationale de la sécurité maritime de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (NMSA), la CPS assurant une mission d'appui technique et de supervision générale.

Processus de changement

Il existe à présent des associations nationales des femmes du secteur maritime dans 10 pays océaniques (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Ces associations nationales jouent un rôle fondamental, en parallèle des efforts déployés dans les pays pour accroître la représentation des femmes dans le secteur. Elles promeuvent l'accès des femmes et des filles à la formation et aux débouchés dans le secteur maritime et offrent des espaces d'échange sécurisés où les femmes travaillant à terre et les femmes gens de mer peuvent partager leurs expériences, les leçons apprises et les difficultés

61. Les divisions de taille plus réduite, avec un nombre inférieur de projets, ont appliqué l'échelle de notation soit aux domaines de résultats essentiels, soit à l'ensemble de leur plan d'activité.

rencontrées.

En septembre 2019, la PacWIMA a dévoilé la Stratégie régionale en faveur des Océaniennes du secteur maritime pour 2020–2024. L'objectif est de renforcer et de pérenniser la communauté maritime en offrant un environnement de travail sûr, plus inclusif et favorisant l'égalité des chances et en assurant l'égalité de traitement de toutes les Océaniennes du secteur maritime. La Stratégie s'articule autour de trois piliers : reconnaissance du rôle moteur et de la contribution des femmes dans le secteur, visibilité, et renforcement des capacités.

Résultats et impact

La PacWIMA a contribué à montrer la place des femmes dans le secteur maritime, en relatant leur parcours pour éveiller des vocations. Ce faisant, elle a aussi fait mieux connaître les débouchés professionnels qui s'offrent aux femmes dans ce secteur.

Au titre de la Stratégie régionale, la PacWIMA se fait le porte-voix des femmes du secteur maritime dans la région.

L'Association a tissé des liens avec des établissements de formation maritime régionaux et mondiaux, tels que l'Université maritime mondiale et l'Institut de droit maritime international, ce qui a ouvert la voie à des aides financières en

faveur de la formation des femmes du Pacifique insulaire. Par exemple, cinq femmes ont pris part à une formation destinée aux cadres portuaires en Israël, dont le financement a été entièrement pris en charge par des bourses d'études.

Enseignements tirés

- Il est essentiel que les pouvoirs publics soutiennent les associations nationales dans la mise en œuvre de la Stratégie.
- Une stratégie régionale peut influencer sur les effets escomptés et produire un impact au niveau national.
- Cette stratégie régionale contribue à mettre en lumière certaines questions et à proposer des solutions ciblées pour développer les compétences dont ont besoin les femmes pour prétendre à des postes hautement techniques.
- Les politiques braquant le projecteur sur la sensibilisation sur le lieu de travail contribuent à la diversité et à l'ascension des femmes à des postes à responsabilité.

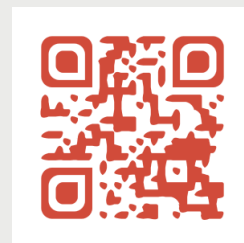
Division : Division géosciences, énergie et services maritimes

Bailleur de fonds : Organisation maritime internationale (OMI)



Participants à la formation de la PacWIMA.

Regarder une vidéo de l'Association des femmes du secteur maritime de Vanuatu.



Zoom sur les réalisations



Approche intégrée de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale



CIBLES 5.1, 17.18

Des résultats durables au profit des femmes et débouchant sur un changement systémique. Pour plus d'informations, voir les zooms sur les réalisations suivants : « Programmation intégrée : l'intégration de la dimension de genre dans le secteur de la pêche »⁶² ; « L'intégration transversale du développement social »⁶³.

La CPS promeut et soutient l'égalité de genre et l'inclusion sociale dans toutes ses activités, tant en interne qu'avec ses partenaires externes. Les données disponibles montrent que l'approche intégrée du genre est appliquée avec succès aussi bien à la CPS que dans un large éventail d'organisations partenaires.

Contexte

La CPS et ses partenaires œuvrent à l'appui du développement durable inclusif du Pacifique. Le Département développement social de la CPS aide les divisions techniques de l'Organisation à inscrire l'égalité de genre et l'inclusion sociale de façon transversale dans leurs projets et programmes. L'objectif est de faire en sorte que chercheurs et techniciens prennent eux-mêmes la responsabilité d'intégrer l'égalité de genre et l'inclusion sociale dans leurs activités.

Processus de changement

Le Département développement social accompagne l'Organisation dans la prise en compte de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale depuis plusieurs années. En 2019, il a appuyé l'intégration de la dimension de genre dans la conception et la mise en œuvre des projets de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins et de la Division ressources terrestres, ainsi que dans leurs plans de suivi, évaluation et amélioration continue (SE-AC). Il a également facilité la conduite d'évaluations participatives de la dimension de genre pour éclairer des projets tels que le programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (PEUMP), en recensant les éléments en lien avec l'égalité de genre et l'inclusion sociale et en trouvant des interventions adaptées. La CPS a reçu à cet égard plusieurs demandes d'assistance des services des pêches du Samoa, des États fédérés de Micronésie, des Îles Cook et des Îles Salomon.

À l'occasion de la Semaine océanienne de l'agriculture en 2019, la CPS et la FAO ont présenté les profils nationaux genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu. Dans ce contexte, l'équipe du Département développement social a mobilisé son expertise technique au profit des évaluations genre des pays et de l'intégration du genre, tandis que la Division ressources terrestres a supervisé le volet agriculture et développement rural. Les évaluations sont participatives par nature et s'accompagnent systématiquement d'une action majeure de renforcement des capacités destinée à tous les professionnels concernés, au sein de la CPS, mais aussi du gouvernement participant, du secteur privé et de la société civile.

Résultats et impact

La prise en compte de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale commence à porter ses fruits dans un large éventail d'organisations partenaires dans les pays océaniques, ainsi qu'au sein des divisions de l'Organisation, ce qui se traduit par des résultats positifs plus ciblés au profit des bénéficiaires des projets et programmes.

L'égalité de genre et l'inclusion sociale sont désormais plus systématiquement inscrites dans les propositions, projets et programmes de la CPS, ainsi que dans les cahiers des charges de l'Organisation. L'égalité de genre est pleinement prise en compte dans les procédures de recrutement des projets et les outils mis au point par le Département sont de plus en plus utilisés pour intégrer la dimension de genre dans la recherche et les travaux de terrain.

Mieux sensibilisées et informées, les divisions de la CPS prennent à présent des initiatives : elles sollicitent directement l'appui du Département ou recrutent elles-mêmes des conseillers externes sur les questions de genre, afin de garantir que le travail scientifique et technique est bien centré sur l'humain. La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins travaille à présent en parfaite collaboration avec le Département développement social pour l'inscription de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale dans son travail. La collaboration avec la Division ressources terrestres est plus récente, mais le Département mobilise petit à petit des appuis.

Il convient aussi de noter qu'au cours des deux dernières années, les représentants des pays se sont montrés plus confiants et davantage disposés à discuter des questions de genre et de l'approche intégrée du genre lors des réunions stratégiques de haut niveau. Par exemple, l'édition 2019 de la Semaine océanienne de l'agriculture a permis de mettre considérablement en lumière l'importance de l'intégration du genre dans l'agriculture, compte tenu de l'immense contribution des femmes.

Enseignements tirés

Les démarches d'intégration du genre ont plus de chances d'aboutir lorsque les équipes des projets ont conscience de l'importance de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale et s'impliquent véritablement pour mieux comprendre le double effet – levier et contrainte – que ces deux dimensions ont sur leurs activités et sur les effets attendus. Lorsque l'égalité de genre et l'inclusion sociale sont perçues comme un impératif dicté par le bailleur et que l'équipe du projet n'adhère pas pleinement à l'argumentation sous-jacente ou ne la maîtrise pas bien, il faut du temps et de l'énergie pour monter un projet véritablement sensible au genre.

Il convient de proposer des dossiers d'information et des outils pratiques et conviviaux pour aider les chercheurs à comprendre ce que sont l'égalité de genre et l'inclusion sociale, de sorte qu'ils aient à cœur de les inscrire dans leurs projets et programmes.

Division : Département développement social

Bailleurs de fonds : Gouvernement de l'Australie, Union européenne,

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

62. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 108–109.

63. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 79–80.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL D :

RENFORCER LA PLANIFICATION, LA HIÉRARCHISATION DES PRIORITÉS, L'ÉVALUATION, L'AMÉLIORATION CONTINUE ET L'INNOVATION

L'efficacité de l'action que mène l'Organisation aux côtés de ses membres dépend de la mise en place de processus adaptés de planification, de hiérarchisation des priorités, d'évaluation et d'amélioration continue.

Les divisions de la CPS continuent d'investir dans l'amélioration des outils de planification et de SE-AC. Elles engagent davantage de ressources pour peaufiner les processus de hiérarchisation des activités et la gestion des demandes des pays membres, ainsi que pour garantir l'harmonisation de leur action avec les priorités nationales et l'approche de programmation par pays de la CPS. L'année 2019 a été marquée par deux évaluations stratégiques, la première portant sur les grandes modalités de prestation de services de la CPS (renforcement des capacités) et la seconde sur l'avenir de l'Organisation.

La CPS a conduit 13 activités d'évaluation au cours de l'année : huit évaluations de l'état de référence (données d'évaluation recueillies au démarrage d'un projet), une évaluation à mi-parcours (données d'évaluation recueillies à mi-parcours d'un projet), trois évaluations finales et une évaluation stratégique. **On trouvera à l'annexe 3 la liste de toutes les évaluations menées par la CPS en 2019.**

Planification concertée avec les pays membres

- La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins met en place un système de hiérarchisation des priorités (et engagera un-e chargé-e de la planification des programmes) pour gérer les demandes des pays en conformité avec les priorités nationales, en s'appuyant sur les programmes-pays. De nouveaux outils sont également disponibles pour traiter les demandes.
- Le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement applique une méthode de programmation par pays sur un à trois ans, qui permet de fournir aux pays des informations semestrielles sur l'état des demandes. Ainsi, le Programme traite en premier lieu les demandes qui font écho aux priorités nationales en matière d'éducation.
- La Division ressources terrestres entreprend des missions d'évaluation dans les pays pour enclencher le processus de planification concertée avec les membres.
- Les ateliers de planification du travail annuel de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne intègrent des représentants de haut niveau (responsables de service par exemple) des ministères compétents, qui contribuent à orienter les plans de travail.
- Les pays micronésiens ont examiné le plan conceptuel et les priorités proposés pour la phase 2 du projet « Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques » (PGEP), en réponse à l'évaluation de la phase 1, qui recommandait la mise au point de théories du changement pour et avec chaque pays visé.

Renforcer la performance grâce à des évaluations stratégiques

Le Centre pour l'avenir des politiques et la Faculté d'économie de l'Université du Queensland ont achevé le projet « SPC Futures », dans le cadre d'un programme mixte de recherche associant la CPS et l'Université. Cette étude livre des éclairages sur les possibilités d'action et les menaces qui se profilent pour la décennie à venir. Elle a permis de dégager de solides conclusions sur les bénéfices que procure le personnel motivé et dévoué à ses objectifs que compte la CPS, sur les relations avec les membres et sur le niveau renforcé des capacités et pratiques internes disponibles en matière de gestion financière, de stratégie, de planification et d'amélioration continue.

Concernant les points sur lesquels concentrer les efforts, l'étude a recommandé les mesures suivantes : s'appuyer sur les pratiques en vigueur pour renforcer la prise en compte du genre et de l'inclusion sociale dans toutes les activités de la CPS ; rationaliser les services d'appui, y compris les ressources humaines, les services informatiques et la communication, selon une approche « Une seule CPS » ; normaliser les pratiques de gestion de projet et de responsabilité fiduciaire ; et chercher à rationaliser la structure hiérarchique et organisationnelle de la CPS lors de l'élaboration du Plan stratégique 2021+.

Évaluation stratégique du renforcement des capacités

La CPS entreprend ou appuie d'importantes activités de renforcement des capacités dans les États et Territoires insulaires océaniques membres, à l'aide d'un éventail de modalités. En 2019, l'Organisation a fait procéder à une évaluation réaliste de ces activités de renforcement des capacités dans le but a) de démontrer leur portée et leur impact, et b) de concevoir des instruments permettant de mieux orienter le choix des modalités à privilégier et d'appuyer leur mise en œuvre.

L'évaluation montre une amélioration importante ou très importante des compétences individuelles à l'issue des activités de renforcement des capacités (résultat plus tranché chez les hommes que chez les femmes), de la confiance avec laquelle les participants mettent en pratique leurs acquis et de leur capacité à résoudre les problèmes courants (des écarts étant toutefois à noter selon les groupes d'âge). Du côté des organisations bénéficiaires, le renforcement des capacités est jugé utile à plus d'un titre (« personnel plus compétent », « effets observés dans l'exécution des activités », etc.). En d'autres termes, des changements surviennent dans l'environnement de travail : offre de formations à d'autres organisations, communautés ou collaborateurs ; réseaux professionnels renforcés ; ou modifications apportées aux politiques ou textes de loi. Pour améliorer les activités de renforcement des capacités de la CPS, il est notamment recommandé dans l'évaluation d'élaborer un cadre stratégique pour guider les actions, en particulier au niveau organisationnel, local ou systémique ; d'améliorer les systèmes de collecte de données ; et de répondre aux besoins particuliers des femmes.

Mise en pratique des apprentissages

La mise en pratique des apprentissages était le principal thème du programme d'amélioration continue et de réflexion de la CPS en 2019. Dans cette démarche pragmatique, appelée « formation-action », l'objectif est, au-delà du bilan des enseignements tirés,

de prendre des mesures pour appliquer et ancrer les pratiques d'amélioration continue. Lors de l'atelier MELnet annuel de la CPS, tenu en octobre 2019, 30 référents et spécialistes du suivi-évaluation et de l'amélioration continue de toute l'Organisation ont pris part à une formation axée sur les techniques de facilitation des apprentissages et les leviers d'influence favorisant l'application des acquis d'apprentissage, l'idée étant d'aider les apprenants à mettre en pratique les enseignements tirés de l'expérience, à les partager et à communiquer à leur sujet.

En novembre, la formation-action s'est à nouveau invitée à l'ordre du jour des ateliers sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation, une séance particulière ayant été consacrée à l'élaboration de pratiques d'amélioration continue à la CPS. Les agents ont entamé une réflexion sur les thèmes d'apprentissage qui se dégagent des zooms sur les réalisations de l'année 2019, dessiné des pistes d'action autour de huit thèmes, cerné les pratiques qui favorisent et entravent l'action et ils se sont engagés personnellement à prendre en compte les enseignements tirés au sein de la CPS. Ils ont recensé 40 mesures à mettre en œuvre en 2020.



Entretien avec un informateur clé dans le cadre de l'évaluation du renforcement des capacités.

Zoom sur les réalisations



Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique – la gestion adaptative dans la pratique



CIBLES 14.2, 14.4, 14.7

Des résultats nouveaux au profit des services des pêches nationaux.

La CPS a plaidé pour l'adoption d'une approche de gestion adaptative dans le cadre du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique, de sorte que ce dernier puisse être adapté à la situation et aux besoins des participants et, en conséquence, qu'il produise des effets accrus.

Contexte

Les pêcheries du Pacifique, qui sont parmi les plus vastes au monde, revêtent une importance capitale pour les Océaniens, ainsi que pour les économies, la sécurité alimentaire et l'environnement de la région. Seules quelques centaines de personnes sont chargées de gérer activement la filière halieutique et, si la quasi-totalité d'entre elles possède des qualifications techniques et scientifiques, elles sont peu nombreuses à avoir été formées à l'encadrement ou à bénéficier d'un accompagnement pour améliorer leurs pratiques de gestion et d'encadrement.

Financé sur cinq ans par le MFAT, le Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique s'adresse à 125 dirigeants actuels et en devenir du secteur des pêches dans la région. Il est géré par un consortium placé sous la houlette de la CPS, comprenant la FFA, l'Université du Queensland et le Centre du leadership adaptatif (CLA). Les participants peuvent faire valider leur formation par l'Université du Queensland.

Ce programme étalé sur 18 mois (temps moyen nécessaire à l'achèvement de tous les modules) se fonde sur des cas réels et des expériences concrètes, et il s'adapte à la situation et aux besoins des participants. Ces derniers sont libres de choisir les modules qu'ils souhaitent suivre parmi les trois proposés : Leadership au service de l'efficacité, Expérience du leadership (module sur mesure) et Leadership au service du changement. Ils bénéficient également de séances d'accompagnement personnalisées.

Il s'agit du premier programme de haut niveau pour la formation des cadres réservé exclusivement au secteur des pêches dans le Pacifique. Avec cet investissement, la Nouvelle-Zélande reconnaît la valeur que revêt cette filière pour le développement de la région. Sécurité économique, santé, développement social, échanges commerciaux, science, coopération régionale : voici quelques-uns des enjeux clés susceptibles de bénéficier de la performance du secteur halieutique.



Quelques leaders en devenir assistant à l'atelier du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique tenu à Nadi (Fidji).

Processus de changement

Dès le lancement de l'initiative, les partenaires sont convenus d'appliquer une approche de gestion adaptative. Dans la pratique, cela signifie qu'au lieu de dispenser la formation selon un plan prédéfini, l'équipe du Programme se réunit régulièrement pour l'évaluer, à l'aide d'un cadre SE-AC, et pour l'ajuster à la marge au besoin. Le comité de pilotage du Programme, qui se compose de hauts responsables des services des pêches du Pacifique et du MFAT, est consulté pour tout changement majeur. Le MFAT propose également des ajustements au cours des réunions mensuelles avec l'équipe du Programme.

Tous les membres du consortium se sont réunis deux jours à la mi-2019 pour engager une réflexion et prendre des décisions sur les adaptations qui pouvaient être introduites dès le démarrage du Programme et sur les expériences à réaliser à petite échelle pour tester différentes approches. Les discussions ont porté sur les aspects techniques de ce programme de formation des cadres, tels que le choix des matières et des méthodes d'accompagnement, ainsi que sur des questions plus pointues, comme les mesures à prendre pour assurer une meilleure communication de groupe.

L'approche adaptative se distingue aussi par le fait que le MFAT, en sa qualité de partenaire, joue un rôle de premier plan au sein du Programme, s'écartant ainsi du positionnement habituel du bailleur qui observe à distance. Les membres de l'équipe du MFAT ont consacré du temps à toutes les parties prenantes et s'entretiennent régulièrement avec le coordonnateur du Programme et d'autres membres

du consortium. Ils ont assisté à l'atelier sur le leadership au service du changement tenu à Nadi (Fidji) en août 2019 et ont participé à toutes les réunions de l'équipe du consortium. Ils ont en outre été pleinement associés à toutes les discussions importantes du consortium, y compris aux débats plus délicats qui se tiennent habituellement en l'absence des bailleurs.

Résultats et impact

L'approche de gestion adaptative a permis d'apporter des changements spécifiques au format et aux modalités d'exécution du Programme pour en améliorer les effets. Certains ajustements étaient mineurs, avec par exemple la légère modification du format et du contenu des enseignements, en réponse aux évaluations réalisées auprès des étudiants à l'issue du module « Leadership au service de l'efficacité ». D'autres adaptations sont plus importantes. Par exemple, à la suite d'une enquête auprès de hauts responsables du secteur, il a été décidé d'organiser des ateliers « découverte » et un atelier spécial à destination des cadres supérieurs, largement absents du Programme.

Grâce à l'approche de gestion adaptative, l'équipe estime que les effets du Programme seront renforcés.

« J'ai pu organiser des mini-ateliers au sein de mon unité (ce que je ne fais pas habituellement) et j'ai reçu beaucoup de retours positifs de mes collègues et supérieurs. Le Programme revêt une dimension transformative, parce qu'il permet aux participants de gagner en confiance, de se montrer plus à l'écoute et de comprendre les nombreuses qualités essentielles d'un bon chef. » – Angela Kwapena, Responsable des pêches côtières, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Enseignements tirés

Instaurer un dialogue et un partenariat plus ouverts avec le bailleur peut sembler risqué à première vue, certaines insuffisances pouvant en effet être mises en évidence. Toutefois, cela permet de développer une connaissance collective et un climat de confiance, propices au partage des risques.

Si l'on adopte le bon état d'esprit, les revers ne sont jamais que l'occasion d'engager la réflexion et d'apporter des améliorations. Lorsqu'un consultant a quitté l'équipe, les autres membres du consortium ont dans un premier temps adopté une attitude défensive. Avec une aide extérieure, l'équipe a pu se recentrer sur son objectif, porter un regard critique plus constructif sur ses propres comportements et apporter des améliorations au Programme qui n'auraient sans doute pas vu le jour sans ce contretemps.

Faire appel à un intervenant externe est certes utile, mais les enseignements doivent être tirés en interne. Le processus de réflexion SE-AC, animé par un intervenant externe, a permis à tous les membres du consortium de participer pleinement aux activités. Dans le même temps, en s'assurant que l'intervention restait pratique et limitée au strict minimum, l'équipe a pu se concentrer sur son propre parcours d'apprentissage et sur les mesures à prendre pour améliorer le Programme.

Il serait possible d'appliquer les enseignements tirés à d'autres concertations MFAT/CPS sur la programmation adaptative et de mettre à profit le maillage de relations et le climat de confiance ainsi créés pour travailler main dans la main.

Zoom sur les réalisations



Diffuser les enseignements tirés des actions relatives à la résilience climatique : le projet RESCCUE



CIBLE 13.1

Des résultats durables au profit des personnes, des institutions publiques, des bailleurs et des organisations de la société civile. Pour plus d'informations, voir les zooms sur les réalisations suivants : « Création du plus grand parc marin des Fidji à l'aide d'une méthode de financement innovante »⁶⁴ ; « Autonomiser les tribus et renforcer la résilience dans la province Nord de la Nouvelle-Calédonie »⁶⁵.

La CPS a collecté et diffusé un riche éventail d'enseignements sur la gestion intégrée des zones côtières – utilisée comme outil de renforcement de la résilience au changement climatique – au cours des cinq années durant lesquelles des activités ont été menées dans le cadre du projet RESCCUE. Ces nombreux enseignements ont été retranscrits dans des notes d'orientation qui dressent la synthèse de plus d'une centaine de rapports techniques, ainsi que sous forme de vidéos, tous disponibles en ligne.



Contexte

Mis en œuvre entre 2014 et 2019, le projet RESCCUE visait à accroître la résilience des pays océaniques face au changement climatique. Axé sur la gestion intégrée des zones côtières, il se déclinait en sept projets pilotes menés dans quatre États et Territoires insulaires océaniques – Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Vanuatu. Le projet s'est démarqué par les approches innovantes qu'il a expérimentées et utilisées en synergie, en proposant par exemple des solutions fondées sur la nature combinées à des mécanismes financiers.

Dès le départ, la CPS a mis fortement l'accent sur la collecte et la diffusion périodiques des enseignements tirés dans le réseau des partenaires du projet, afin de bâtir un socle de connaissances, d'en permettre l'appropriation et de promouvoir le réinvestissement futur de ce capital. Ces enseignements ont été recueillis et diffusés tout au long du projet, à l'aide d'un processus ascendant mettant à contribution tous les partenaires et parties prenantes. Au cours de la dernière année, un exercice de capitalisation a été entrepris afin de rassembler toutes les leçons apprises dans le cadre de RESCCUE à des fins de large diffusion et de sensibilisation.

64. [Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 54–56.

65. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 45–46.

Processus de changement

En 2019, au cours de la dernière année du projet, tous les partenaires ont été contactés dans le cadre d'une enquête en ligne destinée à compiler des informations détaillées sur les expériences et enseignements tirés par chacun. La CPS a ensuite rassemblé et largement diffusé les données à l'occasion de plus d'une vingtaine de réunions tenues dans la région et au-delà. Elle a notamment organisé :

- des conférences techniques,
- des réunions bilatérales avec les principaux partenaires au sein des gouvernements,
- des ateliers de capitalisation dans chaque pays océanien participant, où les représentants locaux, les partenaires techniques et publics et les bailleurs ont été invités,
- des réunions informelles où de petits groupes ciblés ont pu partager leur expérience, et
- un atelier régional tenu à la CPS pour partager et croiser les leçons apprises des projets pilotes et dégager des enseignements plus globaux.

Ces nombreux enseignements sont retranscrits dans 12 notes d'orientation qui dressent la synthèse de plus d'une centaine de rapports techniques, ainsi que sous forme de vidéos, tous disponibles sur le site Web du projet RESCCUE⁶⁷.

Résultats et impact

Ce processus de capitalisation s'est révélé très efficace pour dégager les principales leçons qui ressortent des cinq années de mise en œuvre. De nombreux enseignements contextualisés et techniques ont pu être tirés des différents projets pilotes.

L'un des principaux enseignements du projet RESCCUE concerne l'opposition entre « solutions fondées sur la nature » et « solutions dures » face au changement climatique. Ces deux approches mettent en jeu des processus sociaux extrêmement différents. Les solutions dures relèvent essentiellement d'une approche d'ingénieur, qui se traduit généralement par la contractualisation de prestataires extérieurs. Les solutions fondées sur la nature sont en revanche largement mises en œuvre par les populations concernées, dans une logique où la dimension technique compte moins que le processus de mobilisation sociale, ce qui favorise inévitablement une appropriation locale plus forte du projet. Dans le contexte insulaire océanien, marqué par le poids de l'économie de subsistance, l'isolement géographique, l'importance de la tradition et des liens coutumiers et communautaires, les solutions fondées sur la nature sont souvent plus adaptées. Le projet a aussi permis de dégager des enseignements sur les instruments financiers les plus efficaces utilisés pour la mobilisation de financements supplémentaires et durables au profit de la gestion des zones côtières ou pour l'obtention d'effets positifs sur l'environnement par le biais de transferts monétaires incitatifs entre les parties prenantes. Des efforts ont été déployés pour partager les leçons apprises avec les groupes de parties prenantes concernés susceptibles de les assimiler et de les mettre en pratique.



RESCCUE
Regional Lessons Learned Workshop / Atelier régional de capitalisation
25 - 27 March 2019 / 25 - 27 mars 2019



Participants à l'atelier régional de capitalisation du projet RESCCUE organisé à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

67. <https://resccue.spc.int/fr>

Des enseignements plus globaux ont aussi été recueillis et diffusés à des groupes élargis, dans l'espoir d'éclairer les projets à venir, par exemple sur les stratégies permettant de promouvoir l'appropriation nationale et locale ou de pérenniser l'impact des initiatives.

L'approche de diffusion présentait un bon rapport coût-efficacité. Ce sont plusieurs centaines d'acteurs qui ont été touchés directement par les restitutions des leçons apprises, tandis que de nombreuses autres parties prenantes en ont bénéficié (et en bénéficient encore) de manière indirecte grâce aux outils de connaissance générés, tels que les publications scientifiques, les notes d'orientation, les vidéos et le contenu publié sur les réseaux sociaux. Parmi ces acteurs, citons les agences de développement, les gouvernements nationaux et locaux, les ONG locales et internationales, ainsi que les organisations scientifiques et les instituts de recherche.

Enseignements tirés

Les nombreuses réunions informelles en petit comité et réunions bilatérales tenues au cours de la dernière année du projet se sont révélées extrêmement efficaces pour assurer le transfert direct de connaissances à destination de certaines parties prenantes clés, dont des décideurs, et promouvoir le recours aux données factuelles recueillies. Quoique chronophages, ces réunions ont été très utiles pour diffuser des messages ciblés.

Division : Programme durabilité environnementale et changement climatique

Bailleurs de fonds : Gouvernement de la France et Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)

Zoom sur les réalisations

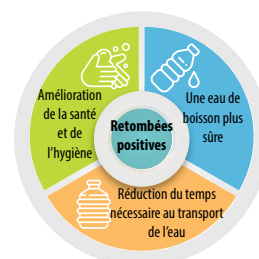
Apprendre du passé pour bâtir un avenir meilleur



CIBLE 6.1

Des résultats durables au profit des populations locales. Pour plus d'informations, voir la fiche technique sur la méthode d'évaluation de l'impact⁶⁷.

La CPS a procédé à l'évaluation de l'impact d'un projet axé sur la sécurité hydrique trois années après sa clôture et s'est appuyé sur les conclusions de l'évaluation pour éclairer et améliorer la conception d'un projet similaire.



Contexte

Un projet d'adaptation au changement climatique achevé en 2015 a permis aux 300 habitants de l'île de Fais, dans l'État de Yap (États fédérés de Micronésie), d'augmenter de 250 000 litres leur capacité de stockage et d'accéder plus facilement à de l'eau pompée. Grâce à ce projet, les résidents n'ont pas souffert de pénurie d'eau lorsque la Micronésie a été frappée par le typhon Maysak, puis par la sécheresse provoquée par El Niño en 2016.

Trois ans plus tard, la CPS a procédé à une évaluation de l'impact pour examiner les effets à moyen terme et la pérennité des mesures de renforcement de la sécurité hydrique. L'équipe du projet souhaitait également déterminer si d'éventuels enseignements pouvaient être appliqués

à un nouveau projet hydrique en cours d'exécution à Kapingamarangi, dans l'État micronésien de Pohnpei.

Processus de changement

La CPS, le Gouvernement de l'État de Yap et les partenaires privés ont mis au point une méthode participative d'évaluation de l'impact des mesures de renforcement de la sécurité hydrique trois années après leur introduction. Après une première rencontre avec le chef du village, les hommes, les femmes et les jeunes ont été conviés à des consultations en langue locale conduites séparément pour chaque groupe, suivies de consultations collectives, auxquelles ont participé une centaine de personnes. Une évaluation technique des mesures de renforcement de la sécurité hydrique a également été entreprise.



Consultation de la population sur l'île de Fais, dans l'État de Yap (États fédérés de Micronésie).

67. <http://purl.org/spc/digilib/doc/uaybz>

Résultats et impact

La communauté de Fais rapporte plusieurs retombées positives, dont l'accès à une eau de boisson plus sûre, l'amélioration de la santé et de l'hygiène et la réduction du temps nécessaire au transport de l'eau. Toutefois, les habitants ont aussi mis en évidence différents effets négatifs. Certaines des citernes installées présentaient des malfaçons et fuyaient, et les membres de la communauté ont indiqué qu'ils auraient pu être davantage associés au projet et, ainsi, acquérir les compétences nécessaires à la réparation et à la maintenance des citernes.

Ces enseignements ont été mis en pratique à Kapingamarangi, en septembre 2019. La communauté a pleinement participé à toutes les étapes du projet et les travaux d'installation ont été en partie confiés à 24 villageois. Outre le fait que cette activité leur a permis de percevoir un revenu, les villageois mobilisés ont pu acquérir les compétences requises pour les travaux de réparation et de maintenance.

« C'est le fruit d'années de dur labeur, car nous connaissons des problèmes d'approvisionnement en eau depuis de nombreuses années. Nous tenons à remercier l'Union européenne pour son concours financier, ainsi que la CPS et le Gouvernement des États fédérés de Micronésie pour l'important appui qu'ils ont prêté afin que ce projet puisse voir le jour sur notre île reculée. »

– Edgar Lickaneth, Sénateur de Kapingamarangi

Enseignements tirés

Les évaluations d'impact sont des activités relativement peu coûteuses, mais elles peuvent livrer de précieuses informations pour éclairer les projets à venir. Avant de lancer de nouvelles interventions, il est en effet nécessaire de déterminer l'impact de projets antérieurs pertinents.

Pour les projets communautaires de renforcement de la sécurité hydrique, il faut s'assurer que les membres des communautés participent aux travaux d'installation afin qu'ils puissent s'approprier l'intervention et acquérir les compétences nécessaires en matière de maintenance et de réparation.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes

Bailleur de fonds : Union européenne



Mise en application des enseignements tirés : des habitants participent aux travaux d'installation de nouveaux systèmes d'adduction d'eau à Kapingamarangi, dans l'État de Pohnpei (États fédérés de Micronésie).

OBJECTIF ORGANISATIONNEL E : *OPTIMISER LES CAPACITÉS DES PERSONNES, DES SYSTÈMES ET DES PROCESSUS DE LA CPS*

La consolidation continue des systèmes internes de la CPS, qui vise à faire émerger un modèle d'activité uniformisé à l'échelle de l'Organisation, a porté ses fruits en 2019 : des évaluations exhaustives de la viabilité financière de l'Organisation et des ressources humaines (RH) ont été réalisées, et les nouvelles versions du Règlement du personnel et des politiques relatives au personnel de l'Organisation ont été diffusées pour consultation – leur adoption est prévue pour 2020.

Parmi les autres initiatives mises en œuvre pour réduire au maximum les risques financiers, il convient de citer la création d'une unité gestion de projets UE, la réalisation d'audits de projets et le renforcement des capacités en matière de passation de marchés. Après la tenue de consultations internes, des systèmes d'information améliorés pour les ressources humaines et la gestion financière ont par ailleurs été mis en place.

La CPS place la responsabilité sociale et environnementale au cœur de ses projets

En avril 2018, la CPS a adopté sa première Politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE), afin d'accorder au bien-être des populations et à la protection de l'environnement une place privilégiée au sein de chacun de ses projets. En 2019, l'Organisation a créé un service d'assistance (helpdesk) RSE pour s'assurer que chaque projet contribue à la mise en place d'un environnement sûr et sain au profit des Océaniens et Océaniennes, donne la priorité à l'intégration transversale du genre et à la réduction des inégalités sociales, et favorise la participation des communautés aux processus décisionnels.

L'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, le Programme durabilité environnementale et changement climatique et le Département développement social de la CPS ont travaillé main dans la main pour créer ce service d'assistance et mutualiser leurs compétences dans les domaines des droits de la personne, de l'impact environnemental, du genre, de la jeunesse et de la culture.

Le service s'adresse à toutes les divisions de la CPS, qui peuvent solliciter son aide dès les premières phases de conception des projets pour la rédaction des notes conceptuelles et des cahiers des charges.

[Regarder la vidéo sur la RSE à la CPS.](#)



Mise en œuvre de la politique RSE de la CPS

Le Bureau régional de la CPS pour la Mélanésie a choisi deux pratiques particulières pour appliquer la politique RSE en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu. Lors des formations, ateliers et réunions, tous les services de restauration sont fournis par des traiteurs locaux (en particulier, des groupes de femmes constitués en sociétés), l'objectif étant de ne servir que des produits locaux et de démontrer que ceux-ci sont plus sains, savoureux et nutritifs et qu'ils soutiennent l'économie locale. Cette pratique s'inscrit dans le droit fil de la politique Gudfala Kaikai de Vanuatu et de la politique Local Kaikai des Îles Salomon. Les repas servis excluent le riz, la farine blanche, le sucre raffiné, les nouilles et tout autre produit importé néfaste pour la santé. En remplacement, on privilégie les plantes racines, les légumes et fruits frais, la volaille et le bœuf issus des élevages locaux, lorsqu'ils sont disponibles, et les poissons et fruits de mer pêchés localement.

Le Bureau régional aide également les pays membres à introduire des pratiques respectueuses de l'environnement. Il veille, par exemple, à ce que l'eau offerte aux participants aux réunions, ateliers et formations soit servie dans des verres et proposée dans des carafes remplies à partir de grands contenants réutilisables d'une vingtaine de litres, qu'il est facile de se procurer en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et à Vanuatu. Les couverts en plastique sont proscrits lors des réunions de la CPS, une mesure qui va dans le sens de l'interdiction progressive des plastiques à usage unique, déjà décidée par Vanuatu et en cours d'introduction dans de nombreux pays membres de l'Organisation.

Lors des consultations sur le programme-pays de Tuvalu, les repas servis aux réunions étaient composés exclusivement d'aliments locaux. Cette initiative a été saluée par les secrétaires des différents ministères, qui se sont montrés très favorables à l'idée d'encourager ainsi une alimentation saine, permettant de réduire les MNT et de promouvoir la production locale.

TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE NOS RÉSULTATS

La théorie du changement de la CPS s'articule autour de neuf mécanismes de réalisation des résultats, ou modes opératoires. La présente section porte sur les enseignements tirés des zooms sur les réalisations et les éclairages qu'ils apportent concernant la façon dont la CPS travaille et obtient des résultats.

1. Capital de connaissances :

Les données ou preuves générées par la CPS ont été prises en compte dans l'élaboration des politiques et programmes.

L'expérience montre que l'évolution des politiques peut prendre du temps une fois les études scientifiques réalisées et que la présence durable de la CPS dans la région est utile aux pays membres, de même que sa capacité à mobiliser des connaissances spécialisées et des capacités et systèmes techniques.

2. Utilité perçue :

Grâce à l'adoption de démarches collaboratives et participatives, les produits générés sont plus pertinents au regard des besoins locaux.

L'expérience montre que les démarches collaboratives et participatives adaptées aux besoins locaux permettent de produire des effets durables. La participation des populations locales et leur appropriation des interventions, favorisées par les actions de renforcement des capacités, sont indispensables dans les projets axés sur la sécurité hydrique dans les atolls, en particulier pour assurer la maintenance courante et la réparation des équipements. Le fait que le groupe de femmes visé dans le projet ostréicole des Fidji se soit approprié les interventions dès le lancement de l'initiative est considéré comme un facteur clé de réussite, dans la mesure où cela a permis de garantir la satisfaction des besoins de ce groupe cible. Le projet de renforcement des systèmes des laboratoires de santé publique a montré qu'il était important que les dirigeants adhèrent pleinement au processus, ce qui a permis de motiver le personnel et d'affecter les ressources nécessaires.

3. Capital humain :

Renforcement de l'expertise et de l'efficacité et mise en pratique des compétences.

Les enseignements présentés au sujet des stratégies d'exploitation des

théoriques et de l'utilité du renforcement des capacités statistiques des non-spécialistes ont mis en évidence qu'il est essentiel de combiner différents outils et démarches pour mieux communiquer les avis et informations scientifiques et techniques aux parties prenantes et promouvoir ainsi leur adoption. Par exemple, sur la question des stratégies d'exploitation, les retours des participants aux ateliers ont incité la CPS à privilégier des modèles de simulation et des exercices pratiques, ainsi qu'à compléter l'apprentissage par des activités de suivi, qui permettent de consolider les acquis. Cet enseignement concorde avec les conclusions de l'évaluation des activités de renforcement des capacités menées à l'échelle de la CPS.

Le bilan des enseignements tirés fait également ressortir le rôle que joue la CPS en aidant les pays membres à cerner leurs propres besoins en matière de renforcement des capacités. Si ces processus peuvent ralentir la réalisation des résultats, ils en renforcent la pérennité. Le zoom consacré à la participation des groupes de la société civile à la lutte contre les maladies non transmissibles aux Îles Salomon met en lumière l'intérêt de disposer, dans la région, des compétences nécessaires pour soutenir la collaboration entre les pouvoirs publics et la société civile, notamment les OSC, dans la lutte contre les MNT.

Le recrutement d'une personne spécialisée dans le renforcement des capacités a permis au programme de la CPS chargé des droits de la personne de mettre l'accent sur l'amélioration de cet aspect de son travail dans la région.

4. Capital social :

Les démarches collaboratives et participatives ont permis de nouer des liens de confiance et d'établir un socle commun de normes et de valeurs, contribuant à l'efficacité des actions menées.

Pour le Département développement social, il était important d'adopter une démarche collaborative et participative

pour tisser des liens et intégrer des recommandations contextualisées lors du travail sur le genre, et notamment de l'accompagnement et du mentorat. Lorsqu'il a travaillé en concertation avec les États pour influencer sur l'action publique et protéger les droits des personnes en situation de handicap, le programme de la CPS spécialisé dans les droits de la personne a constaté que la mise en place d'un processus piloté localement permettait de générer des résultats plus complets et durables que s'il avait fait appel à des consultants extérieurs pour appuyer l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

5. Effet d'entraînement :

Les échanges et les stages permettent d'observer et de comprendre les systèmes et les processus présentés, ainsi que de bâtir la confiance dans ces derniers.

L'effet d'entraînement se produit quand les personnes perçoivent les avantages associés à une modalité de travail particulière et les appliquent dans leur propre contexte. Pour la CPS, il peut s'agir de mettre en avant les résultats positifs obtenus dans un ou plusieurs pays océaniques, ce qui peut, par effet catalyseur, déclencher des actions dans d'autres pays de la région.

6. Apprentissage par les pairs :

Favoriser l'apprentissage mutuel et la coopération entre les États et Territoires insulaires océaniques.

Comme l'effet d'entraînement, l'apprentissage par les pairs est un élément pivot du programme de renforcement des capacités de la CPS. Cette dernière est consciente que, dans l'Organisation comme dans les pays membres, les compétences techniques spécialisées sont disponibles en quantités finies et qu'il faut mettre à profit les capacités là où elles existent. Par exemple, la CPS facilite les échanges entre pairs entre pays océaniques afin de permettre la mise en commun des données d'expérience. En 2019, l'EQAP a organisé un atelier sous-régional sur

les normes régionales océaniques applicables aux directeurs et directrices d'établissements scolaires au profit des Fidji, de Kiribati, du Samoa, des Tonga et de Tuvalu. Les résultats démontrent là encore que l'on apprend mieux en groupe qu'en travaillant seul, en particulier dans le Pacifique où le partage et l'apprentissage mutuel sont fortement ancrés dans la culture.

7. Intégration :

Plusieurs types de savoirs et de ressources ont été intégrés pour traiter des problèmes complexes.

La CPS reconnaît qu'il convient de mobiliser différents types de savoirs et de ressources pour s'emparer des grands enjeux touchant la région, tels que le changement climatique et les MNT. C'est ce qui transparaît dans le Plan stratégique. Depuis quelques années, la CPS migre vers de nouvelles modalités de travail pour s'adapter à la redistribution des cartes dans la région. Plusieurs divisions et programmes, dont la Division ressources terrestres et la Division géosciences, énergie et services maritimes, ont été restructurés, ce qui a influé sur les modalités de prestation de services utilisées par l'Organisation en 2019. Si ce processus de rupture a entraîné des perturbations, le personnel admet aussi qu'il a permis l'adoption d'approches plus stratégiques et intégrées.

8. Conception constructive de processus :

La compréhension qu'a la CPS des acteurs, des institutions et des contextes lui a permis d'obtenir des effets concrets.

Un quart des enseignements présentés tournent autour de la notion de « conception constructive de processus », qui renvoie à l'idée que la connaissance qu'a l'Organisation des différents acteurs, institutions et contextes est déterminante à la réalisation d'effets concrets. Comme cela a été mis en évidence lors de l'atelier sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation, la CPS travaille avec des personnes et doit donc prendre en compte les dimensions sociales, culturelles et

politiques dans son travail scientifique et technique. En 2019, « l'approche centrée sur l'humain » (document à l'état de projet) a fait l'objet d'une consultation au sein de la CPS. Par cette approche, la CPS reconnaît que, dans sa prestation de services, elle doit épouser et comprendre les enjeux entourant les droits de la personne, le genre et l'inclusion sociale, la culture du Pacifique et la durabilité environnementale, en tenant compte du contexte unique propre à chaque État ou Territoire membre.

La CPS a ainsi adapté son action de façon intéressante, en créant et en utilisant des outils plus pertinents au regard du contexte où elle intervient. Par exemple, l'EQAP s'appuie sur des études de cas pour reproduire les enseignements tirés au niveau national, la Division santé publique communique de manière plus ciblée sur les interventions de lutte contre les MNT destinées aux populations à haut risque, et l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne met à profit ses financements accrus pour investir davantage dans l'étude et la mise en évidence des correspondances entre les droits de la personne et les valeurs culturelles du Pacifique.

9. Systèmes de retour d'information :

Les outils et processus de suivi et d'évaluation ont contribué à l'obtention de retours d'information utiles et à l'amélioration de la performance.

Ces cinq dernières années, la CPS s'est employée à mettre en place une culture de la preuve, en s'obligeant à sortir de sa zone de confort et à accroître ses capacités pour un suivi-évaluation efficace de son travail. Des processus de réflexion sont entrepris au sein des divisions et programmes au titre de la politique PEARL, et la CPS voit également émerger une demande en outils et processus de suivi-évaluation pour l'appréciation et l'amélioration de la performance des projets externes et internes.



PERSPECTIVES POUR 2020

Alors que les regards se tournent vers l'année 2020, ainsi que vers la nouvelle équipe de direction et le plan stratégique que doit élaborer l'Organisation pour 2021 et au-delà, la CPS garde le cap sur la vision à long terme du Pacifique bleu à l'horizon 2050 dessinée par les dirigeants océaniens. L'Organisation souscrit à cet engagement collectif en faveur de la réalisation de la stratégie régionale pour 2050. En plaçant l'humain au cœur de la science, de la connaissance et de l'innovation, la CPS œuvrera au service de l'intégrité, de la souveraineté et de la sécurité du Pacifique bleu, sous l'angle social, culturel, environnemental et économique.

Elle continuera de renforcer la qualité et l'accessibilité de ses services et conseils, ainsi que ses capacités d'écoute et de prise en compte des besoins de ses membres et de leurs différents contextes.

Les partenariats formeront la charnière centrale de ses actions et de ses résultats.

Au-delà du Pacifique, la CPS s'intéressera à d'autres régions du monde ainsi qu'aux efforts engagés au niveau international dans des domaines critiques pour ses membres : l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire et hydrique, la biodiversité et la conservation, les épidémies et flambées de maladie, la violence domestique, la protection de l'enfance et la qualité de l'enseignement. Le travail de la CPS sera guidé par les efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et contribuera à la réalisation des ODD.

Dans la mesure où la CPS est une organisation régionale qui appartient à ses pays membres, sa culture et son identité détermineront sa rhétorique. Elle s'inspirera du passé, du legs laissé par ses anciens dirigeants, son personnel et sa communauté, tout en pensant à la prochaine génération de scientifiques, de décideurs, de gestionnaires de projet et d'administrateurs, pour s'assurer qu'elle demeure apte à remplir sa mission et à contribuer à l'avenir du Pacifique.

Annexe 1 : Tableaux des résultats obtenus en 2019

Premier objectif de développement : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles

Un tableau de résultats interactif est accessible sur la Plateforme de données océaniques. Utilisez [l'explorateur de résultats](#) pour consulter les résultats par pays, par ODD ou par objectif de développement de la CPS.

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Impact		
Les résultats finaux du projet RESCCUE attestent de la viabilité des mécanismes de gouvernance mis en place sur 7 sites pilotes de 4 pays océaniques afin de gérer des plans de gestion intégrée des zones côtières tenant explicitement compte du climat ainsi que la résilience (les procédures et outils de gouvernance sont conçus pour confier aux États et aux Territoires l'entière maîtrise de la gestion intégrée des zones côtières).	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu	
Les résultats finaux du projet RESCCUE démontrent, à partir de plusieurs interventions réalisées sur 7 sites pilotes, le renforcement de la résilience de la filière de la pêche côtière, de la perliculture, de l'agriculture durable et de la gestion des ressources en eau et des bassins versants.	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu	
Les recommandations finales portant sur la demande conjointe relative au plateau d'Ontong Java accordent aux États fédérés de Micronésie, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon des droits souverains sur les ressources de ce plateau océanique, et leur attribuent la gestion d'une superficie supplémentaire de 600 000 km ² .	États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon	
Deux hectares de terres dégradées sont désormais replantés (plantation d'un hectare supplémentaire en 2019) grâce à une pépinière mise en place et gérée par un groupement de femmes de Nadroumai, dans le cadre d'un projet agroforestier à Nadroumai.	Fidji	
Plantation de trois hectares à l'aide de méthodes d'agroforesterie à Nadroumai dans le cadre d'efforts visant à accroître le recours à des pratiques de gestion intégrée des ressources naturelles.	Fidji	
40 femmes du groupement participant au projet agroforestier de Nadroumai sont désormais en mesure de gérer des pépinières et de dégager un revenu de la vente d'arbres, ce qui leur permet de soutenir la réhabilitation des terres dégradées et d'obtenir de nouveaux moyens de subsistance.	Fidji	
Les évaluations des stocks des quatre principales espèces de thonidés à valeur commerciale de la région (thon obèse, bonite, germon et thon jaune) montrent que ces stocks sont gérés de manière durable et se maintiennent au-dessus des niveaux de durabilité approuvés. Ce succès est sans égal ailleurs dans le monde. La bonne santé des stocks de thonidés du Pacifique occidental et central est attribuée aux mesures de gestion des pêcheries mises en place par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) et ses membres. Les pays insulaires membres et des organisations sous-régionales de gestion des pêches, comme la FFA et les Parties à l'Accord de Nauru, jouent un rôle essentiel dans ce processus.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Entre 2016 et 2019, 6 jeunes diplômés (dont 3 femmes) ont été engagés en qualité de stagiaires et ont pu acquérir une expérience pratique en travaillant sur le terrain avec des aquaculteurs. À l'issue d'un programme de stage de 6 mois très concluant, 4 d'entre eux ont obtenu un emploi permanent, un a poursuivi ses études supérieures et une est partie en congé maternité.	Fidji	
Changement de pratiques		
Mise en œuvre de 8 mécanismes économiques et financiers innovants par les partenaires du projet RESCCUE pour soutenir la résilience intégrée.	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu	
Sur 400 personnes interrogées dans 15 pays océaniques, 94 (soit 23,5 %) ont déclaré beaucoup apprécier, et utiliser souvent, les agendas des marées, le portail sur l'océan et la lettre d'information sur les océans.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Amélioration de l'établissement des rapports REDD+ et démonstration des gains en rapidité et en efficacité permis par l'utilisation d'outils géospatiaux fournissant différentes strates de données pour le type de sol, la délimitation, le type de forêt ou encore l'occupation des sols.	Fidji, Samoa	
Sélection de deux lignées de taro résistantes à la flétrissure des feuilles et d'une lignée de patate douce à chair orange, et lancement aux fins de diffusion à tous les agriculteurs des Fidji. Les lignées dérivent de matériel CePaCT, à partir des évaluations réalisées.	Fidji	
Mise au point et sélection de trois variétés hybrides d'igname, puis lancement aux fins de diffusion à tous les agriculteurs, à partir de matériel CePaCT et en fonction des essais participatifs d'évaluation et de sélection.	Vanuatu	
Plus de 10 000 sorties de pêche chargées à l'aide de l'application de saisie de données Tails, pour un total de plus de 32 000 sorties chargées. Ce fort taux d'utilisation montre bien qu'un système sur tablette permet de relever le défi de la collecte de données sur la pêche à petite échelle en Océanie. Quatre ans après le premier journal de pêche sur Tails, 120 enquêteurs travaillent dans 10 États et Territoires insulaires océaniques, et ont recensé 485 espèces uniques, pour 871 034 kg de poissons. Ces données ont permis de prendre des décisions de gestion importantes, mais aussi de surveiller l'efficacité des DCP côtiers et de déclarer les captures de thonidés issues de la petite pêche à la WCPFC.	Îles Cook, Fidji, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	
Rapports électroniques utilisés pour 100 % des palangriers, à l'aide de l'application OnBoard mise au point par la CPS.	Nouvelle-Calédonie	
Amélioration de la gestion des connaissances, avec mise en place et utilisation de bases de données dans 7 pays océaniques : Îles Cook (350 documents), Yap (États fédérés de Micronésie, 90 documents), Kiribati (3 400 documents) Îles Marshall (150 documents), Palau (80 documents).	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Samoa, Tonga	
Utilisation active continue, dans 7 pays océaniques, des systèmes mis au point par la CPS pour le suivi de la qualité des eaux (Îles Cook), l'aquaculture du bénérier (Polynésie française), la capture et l'exportation des holothuries (Polynésie française), les données tirées des enquêtes auprès des pêcheurs et des études de marché (Kiribati), les données socioéconomiques (Kiribati), l'exportation des poissons d'aquariophilie ou des coraux (Kiribati, Îles Marshall) et les données d'inventaire des stocks d'holothuries (Samoa, Tonga).	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Samoa, Tonga	
En 2019, 16 pays océaniques ont remis la première partie de leur rapport à la WCPFC avant la date butoir, fixée au 13 juillet. Seul un pays n'a pas transmis son rapport dans les délais impartis. Ces résultats confirment la tendance à l'amélioration observée depuis 2018.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	
Mise au point de politiques et d'un plan de gestion des ressources halieutiques sans soutien direct de la CPS, grâce au stage en détachement effectué au sein de l'Organisation par les agents du service des pêches (consacré à l'élaboration et à la rédaction de politiques et de plans de gestion), ainsi qu'à l'application des compétences acquises à la rédaction de leurs propres plans.	Îles Salomon	
Tous les pays se sont acquittés dans les délais impartis de leurs obligations de notification des maladies aquatiques à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), contribuant ainsi à la surveillance des animaux aquatiques.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Tonga, Vanuatu	
Sur les 266 participants ayant répondu aux questionnaires d'évaluation à l'issue de leur formation en sciences halieutiques, technologies, gestion des données et analyse et conseil, 90,4 % ont indiqué qu'ils utiliseraient ces nouvelles connaissances dans leur travail.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Changement de comportements		
À l'issue d'une campagne de sensibilisation, 8 pays océaniques ont accepté de charger sur la Plateforme de données océaniques des données relatives à leurs limites maritimes, et notamment des données sur les lignes de base normales ou archipélagiques, les eaux territoriales et les zones contiguës.	Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tuvalu	14 
Deux participants (dont une femme) aux cursus du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique (« Leadership au service de l'efficacité » et « Leadership au service du changement ») ont effectué le module « Expérience du leadership » dans le cadre de négociations internationales sur la pêche avec la FFA, ainsi que des stages en détachement consacrés à des activités d'écloserie et de grossissement de crabes de palétuvier aux Philippines. Ils ont déclaré avoir gagné en confiance et mieux comprendre les qualités nécessaires pour encadrer des équipes.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée	14 
Évolution des connaissances		
Diffusion à grande échelle, en Océanie comme à l'international, des enseignements tirés des projets de résilience intégrés menés dans le cadre de RESCCUE.	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	13 
Mise au point, par trois pays et territoires d'outre-mer français, de plans d'action dans les domaines de la pêche côtière et de la noix de coco lors de deux ateliers régionaux organisés à Wallis et Futuna et en Polynésie française dans le cadre du projet PROTEGE.	Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna	13 
Envoi de 1 300 otolithes de thons jaunes au Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO), en vue d'une analyse âge-croissance. Les analyses réalisées sur plus de 1 000 échantillons de tissus musculaires de thon jaune, de thon obèse et de germon pour en déterminer la teneur en mercure ont fourni des résultats différents selon les espèces, les profondeurs auxquelles elles évoluent, leur taille et leur localisation.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Analyse de l'incidence des DCP dérivants sur les écosystèmes côtiers et les récifs ; conclusions publiées dans des revues à comité de lecture afin de mieux faire connaître les effets néfastes des DCP échoués.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Organisation d'ateliers nationaux de participation des parties prenantes et de renforcement des capacités consacrés aux stratégies de capture avec les Îles Salomon, les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, les Îles Cook et Kiribati, et organisation d'un atelier infrarégional à Palau pour les Parties à l'Accord de Nauru. Ces ateliers ont rassemblé 117 personnes (dont 38 % de femmes) et ont permis d'améliorer les connaissances et de renforcer la confiance dans la compréhension qu'ont les membres des stratégies d'exploitation, comme en a attesté leur capacité à débattre de ces stratégies lors de la réunion du Comité scientifique de la WCPFC.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Confirmation de l'absence de maladies aquatiques devant être déclarées à l'OIE dans deux pays à l'issue d'une campagne de dépistage : dépistage réalisé sur les crevettes d'eau douce, les crevettes et les tilapias à Vanuatu, et sur les poissons de mer, les bénéitiers et les huîtres perlières aux Tonga.	Tonga, Vanuatu	14 
Sur les 266 participants ayant répondu aux questionnaires d'évaluation post-formation, 89 % ont indiqué que les formations de la Division pêche en sciences halieutiques, technologies, gestion des données et analyse et conseil leur avaient permis d'améliorer leurs connaissances.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Participation de 22 personnes (dont 9 femmes) au module « Leadership au service de l'efficacité » du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique ; 100 % de réussite à la formation diplômante de l'Université du Queensland consacrée au leadership stratégique et inclusif, et 95 % (21 personnes) à celle consacrée à la gestion de personnel et d'équipes ; 81 % des participants interrogés déclarent être en mesure d'appliquer ce qu'ils ont appris dans leur travail quotidien.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	14 
Produit		
Dépôt des coordonnées de la zone contiguë auprès de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies, dans le cadre du soutien apporté par la CPS à la définition des droits et des responsabilités dans les espaces maritimes.	Tuvalu	14 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Élaboration des cartes et des coordonnées des zones des 12 et des 24 milles dans le cadre du soutien apporté par la CPS à la définition des droits et des responsabilités dans les espaces maritimes.	Îles Cook	
Fourniture d'ensembles de données géospatiales relatives à 14 pays océaniques à l'Agence des pêches du Forum pour le système de suivi des navires ; compilation d'ensemble de données vectorisées pour 14 pays.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	
Lancement d'un nouveau projet visant à intégrer les effets du changement climatique aux travaux sur les limites maritimes, en sensibilisant aux conséquences de l'évolution des caractéristiques terrestres pour les zones maritimes.	Interne (CPS)	
Formation de 123 agents (dont 29 femmes) à la délimitation maritime, à l'observation de l'océan, à la géodésie et à la modélisation des vagues.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Conservation en toute sécurité au CePaCT de 245 nouvelles obtentions végétales d'espèces comestibles (taro, <i>Xanthosoma</i> , manioc, bele, patate douce et banane) des Îles Cook, des Fidji, de Kiribati, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa et de Vanuatu, ainsi que de 40 essences arboricoles des Fidji.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Élaboration d'un projet de procédures opératoires normalisées pour 4 grandes activités de banque de gènes, dans le cadre des efforts déployés par le CePaCT pour se mettre en conformité avec les normes internationales applicables aux banques de gènes.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), interne (CPS)	
Formation de 5 jeunes (dont 2 femmes) aux techniques de caractérisation des végétaux et de culture tissulaire végétale.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Formation de 216 personnes (36 % de femmes et 29 % de jeunes), à savoir 40 personnes de Vanuatu, 44 des Tonga, 100 des Fidji et 32 des Îles Cook, à la mise en place de parcelles d'évaluation des semences, à la préservation, à la transformation et au conditionnement des semences, et participation de ces mêmes personnes à la production et à la préservation des semences.	Îles Cook, Fidji, Tonga, Vanuatu	
Prélèvement d'échantillons et analyse ADN de fèves de cacao dans deux pays océaniques dans le cadre des évaluations réalisées par le CePaCT à des fins de conservation.	Îles Salomon, Vanuatu	
Soutien à la rédaction d'un projet de plan d'action pour les ressources génétiques forestières, à partir d'une visite de cadrage réalisée dans le cadre des efforts de mise en place de systèmes résilients de production forestière.	Fidji	
Aide à la participation des Îles Salomon et des Fidji à l'édition 2019 de la Semaine des forêts de la région Asie-Pacifique et à l'événement parallèle du mécanisme REDD+, dans le cadre du soutien au renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Collecte de 5 034 échantillons de tissu supplémentaires pour le Centre de ressources biologiques du thon, ce qui porte à 109 754 le nombre total d'échantillons prélevés au cours de 1 145 sorties, dont 36 481 échantillons analysés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Marquage et libération de 16 616 poissons au cours de la cinquième campagne de marquage menée dans le Pacifique occidental, soit une moyenne quotidienne de 446 individus (93 % de bonites, 6 % de thons jaunes et 1 % de thons obèses). Des marques enregistreuses ont été implantées sur 79 bonites, et 492 bonites et 9 thons jaunes ont reçu une injection de chlorure de strontium qui laissera une trace sur leurs otolithes et permettra de mieux évaluer leur taux de croissance lorsqu'ils seront recapturés. En outre, échantillonnage biologique de 475 individus.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Collecte de données dans trois pays océaniques afin de contribuer à l'évaluation du statut des invertébrés. Les données sur les poissons recueillies à Kiribati (Îles Gilbert et atoll de Kiritimati) seront prises en compte dans l'évaluation régionale du cycle de vie des espèces ciblées.	Kiribati, Samoa, Tonga	14 
Traitement de 1 558 journaux de pêche concernant des sorties de navires (918 palangriers et 640 senneurs) battant pavillon de 10 pays (Chine, Îles Cook, Corée, Fidji, Japon, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Taïwan et Tuvalu).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Traitement de 1 720 sorties d'observateurs du programme d'observation des pêches de 16 pays océaniques à l'aide du logiciel TUFMAN2. L'objectif fixé d'une saisie des données de 1 000 carnets d'observateur de la pêche à la senne pour l'année précédente avant la fin mai a été atteint.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Poursuite du déploiement de l'application OnBoard, utilisée par 6 pays océaniques pour saisir 518 journaux de pêche (sorties) de 73 palangriers, ce qui favorise la normalisation de la collecte, de la gestion et de la présentation des données.	Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Tonga	14 
Lancement d'OnShore, application mobile de saisie des données d'échantillonnage au port, déjà utilisée dans 5 pays océaniques. Elle est assortie d'un formulaire d'échantillonnage biologique qui a pour objet de faciliter le déroulement des activités d'échantillonnage biologique (la Nouvelle-Calédonie utilise d'ailleurs OnShore uniquement à cette fin). Les essais effectués sur l'application ont permis d'améliorer les processus de collecte et la qualité des données d'échantillonnage au port.	Fidji, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Samoa, Tonga	14 
Élaboration des outils suivants : - un module Web pour les études de marché dans le cadre de l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques ; - l'application sur tablette Iksavea pour les études de marché appliquées à l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques ; - une analyse d'images permettant de lire les données d'échantillonnage des poissons à partir de photos ; - le module de formation en ligne LearnFish consacré aux poissons et aux holothuries ; - un module Web sur le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS) dans le cadre de l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Présentation de 81 documents signés ou cosignés par la CPS à la WCPFC (58 au Comité scientifique, 15 à la session ordinaire de la Commission et 8 au Comité technique et de contrôle) afin d'encourager la prise de décisions éclairées dans le domaine de la gestion des ressources halieutiques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Fourniture de 5 analyses et d'un soutien à l'analyse à 3 pays océaniques : analyses nationales de l'état des populations d'invertébrés (stocks d'holothuries) pour le compte des Tonga et du Samoa, analyses sur la viabilité de l'aquaculture et de l'élevage marin pour le compte des Tonga, et analyse des principaux habitats côtiers pour les Tonga et le Samoa. Les Tonga et les Îles Salomon ont bénéficié d'un soutien et d'une formation à l'analyse des espèces d'invertébrés.	Îles Salomon, Samoa, Tonga	14 
Envoi à 13 pays océaniques de rapports sur la fermeture de la pêche sur DCP et sur la pêche à la palangre, de synthèses sur les opérations de pêche, de rapports sur les restrictions potentiellement applicables à l'utilisation des DCP, d'analyses bioéconomiques, d'une mise à jour des graphiques sur les pêcheries commerciales (chaque pays membre de la CPS dispose d'un accès à une page Internet dédiée comprenant des informations sur ses pêcheries commerciales), et d'analyses de productivité, afin d'orienter la prise de décision en matière de gestion des ressources halieutiques.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	14 
Achèvement et lancement de l'application Web REEFLEX (Pacific Law & Policy Database on Coastal Fisheries & Aquaculture), qui propose un catalogue en ligne des législations nationales sur les pêches côtières et l'aquaculture, afin d'aider les décideurs, les responsables des pêches, les spécialistes et les chercheurs à mieux comprendre le cadre juridique relatif à la pêche côtière.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 
Rédaction, pour 4 pays océaniques, de projets de réglementation sur l'aquaculture, la protection des aires marines et les Bourses de la perle.	Îles Cook, Kiribati, Nauru, Palau	14 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Élaboration, évaluation ou actualisation de plans de gestion pour l'aquaculture, les DCP, le bénitier, la perliculture, le troca, les récifs coralliens, ainsi que de feuilles de route, pour les pays océaniques.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	14  Océan
Présentation d'une réglementation sur l'aquaculture au gouvernement pour approbation, la CPS ayant apporté son aide à la rédaction.	Îles Marshall, Tonga	2  Famille, communauté
Assistance à 17 entreprises de 8 pays océaniques, à savoir 15 entreprises en nom collectif et 2 associations d'aquaculteurs, au titre d'un accord de subvention conclu avec la CPS. Trois d'entre elles, The Crab Company (Fidji) pour la crevette, Tahiti Marine Aquaculture (bénitier) et Biota Inc. à Palau (capture en plongée profonde de géniteurs de poissons d'aquariophilie), ont reçu une formation sur site axée sur l'amélioration des modes opératoires et des procédés de production. La formation a débouché sur l'élaboration de trois procédures opérationnelles normalisées.	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	14  Océan
Organisation d'un forum national des perliculteurs pour renforcer la collaboration entre les acteurs de la filière perlicole et les communautés du pôle perlicole de Savusavu en matière de collecte de naissains. Formation en détachement d'agents de 3 pays à la réalisation d'analyses coûts-bénéfices sur les aliments aquacoles.	Fidji, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon	14  Océan
Aide apportée à Vanuatu en vue du déploiement d'une application en ligne de collecte de données dans les exploitations aquacoles. Test de l'application par un groupement de producteurs de tilapias de Nadi (Fidji).	Fidji, Vanuatu	14  Océan
Publication de trois numéros de la <i>Lettre d'information sur les pêches de la CPS</i> (en anglais et en français) et de trois bulletins spécialisés (deux numéros de <i>Hina – Les femmes et la pêche</i> , un numéro de <i>Ressources marines et traditions</i> et un numéro de <i>La Bêche-de-mer</i>).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14  Océan
Production et publication du <i>Répertoire des pêches de la CPS</i> , de 2 rapports, de 5 manuels, de 2 notes d'orientation, de 2 dépliants, de 3 affiches, de 2 films d'animation, de 6 brochures et de 3 affiches en français afin de diffuser des informations sur la pêche auprès de publics ciblés.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14  Océan
Soutien à l'élaboration et diffusion d'informations et de produits sur la pêche spécifiques aux pays dans 5 pays océaniques.	États fédérés de Micronésie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu	14  Océan
Formation de 11 personnes (dont 6 femmes) à l'utilisation de la bibliothèque numérique et à la diffusion des informations afin d'encourager la gestion et la circulation des informations halieutiques.	États fédérés de Micronésie, Kiribati, Palau, Tonga, Tuvalu	14  Océan
Participation de 774 personnes (dont 217 femmes) à des formations animées par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins et visant à renforcer les capacités dans les domaines des sciences halieutiques, des technologies, de la gestion des données ainsi que de l'analyse et du conseil.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14  Océan
Participation de 20 personnes (dont 11 femmes) au module 1 du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique, « Leadership au service du changement », et de 18 personnes (dont 10 femmes) au module 2.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu	14  Océan

Deuxième objectif de développement : Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Impact		
Grâce à des investissements dans le matériel et l'assistance technique, diversification des produits, hausse de la production, amélioration de la qualité des produits et accès à de nouveaux marchés pour 4 entreprises en nom collectif du secteur de la noix de coco.	Vanuatu	
Changement de pratiques		
Élaboration de manuels de formation à la certification HACCP (analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise), à la certification biologique et aux systèmes de contrôle interne, et organisation de formations pour 56 représentants techniques (41 % de femmes et 61 % de jeunes) de 15 pays, permettant ainsi d'améliorer les connaissances, les processus commerciaux et l'accès aux marchés.	Pays ACP (14 pays océaniques et le Timor-Leste)	
49 participants de 5 pays, y compris du Pacifique Nord, ont déclaré avoir amélioré leur prise de conscience, leurs connaissances et leurs compétences, et renforcé leur capacité à réagir à l'émergence de la menace du rhinocéros du cocotier à l'issue de leur formation.	Fidji, Guam, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Samoa	
Évolution des connaissances		
Renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et de la protection de l'environnement, ainsi que de la sensibilisation aux mesures sanitaires et phytosanitaires grâce à : - une formation de 5 semaines organisée au PROE sur la biosécurité nationale, régionale et internationale (suivie par 10 agents de biosécurité et 12 agents de la protection de l'environnement) ; - une formation à un système de commentaire en ligne pour les membres de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) ; - la contribution au projet d'élaboration de normes internationales pour les mesures phytosanitaires ; et - la collaboration avec le ministère néo-zélandais des Industries primaires et l'OPVP dans le cadre du lancement du plan d'exportation aux Fidji et au Samoa de ce même ministère.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Produit		
Formation de 524 agriculteurs (dont 114 femmes) à l'utilisation du système participatif de garantie (SPG) pour la certification biologique en vue de l'adoption de nouvelles chaînes de valeur.	Fidji	
Formation de 19 agents (dont 2 femmes) du ministère de l'Agriculture des Îles Cook et de Natura Kuki Airani (association d'agriculteurs biologiques), et de 18 agents (dont 8 femmes et 2 personnes pour lesquelles le genre n'a pas été précisé) du Gouvernement des Îles Salomon et de Jedom Organic Farms à l'utilisation du SPG pour la certification biologique.	Îles Cook, Îles Salomon	
Formation de 12 agents (dont 6 femmes) du Service de l'agriculture de Palau et de l'Association des producteurs biologiques de Palau, et de 14 agents des Îles Marshall (dont 8 femmes) à l'utilisation du SPG pour la certification biologique.	Îles Marshall, Palau	
Fourniture d'une aide à 9 petites et moyennes entreprises (4 au Samoa et 5 à Vanuatu) pour la mise en place d'une filière durable pour la noix de coco grâce à l'amélioration de la production, à l'élaboration de nouveaux produits, à l'amélioration de la qualité, à la diversification, à l'accès aux marchés et à la replantation.	Samoa, Vanuatu	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Réalisation d'une évaluation des risques à l'importation pour plus de 1 200 plantes en provenance des Fidji, avec des recommandations de variétés en remplacement des plantes sensibles aux virus.	Tuvalu	1 PAS DE FAUVE 
Fourniture d'une aide aux services de biosécurité et des transports pour l'inspection et le traitement d'engins lourds et de matériel d'occasion importés (qui ne respectaient pas les normes de biosécurité), en veillant notamment à l'établissement de la documentation pertinente.	Niue	1 PAS DE FAUVE 
À l'appui de la lutte de Vanuatu contre la prolifération du rhinocéros du cocotier, potentiellement dévastateur pour la filière cocotier du pays, formation de 6 agents de biosécurité (dont 2 femmes) aux techniques de multiplication à grande échelle du champignon <i>Metharizium</i> en laboratoire, et formation de 10 agents (dont 4 femmes) à la lutte contre le rhinocéros du cocotier, à la détection des symptômes, aux études de délimitation, aux systèmes d'alerte précoce, à la pose de pièges et à la collecte de données sur le terrain.	Vanuatu	1 PAS DE FAUVE 
Afin d'optimiser le soutien à la lutte contre le rhinocéros du cocotier, formation de 20 jeunes bénévoles aux mesures de biosécurité, notamment les études de délimitation, la destruction des sites de reproduction, la pose de pièges et la collecte de données.	Vanuatu	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 
En réponse aux demandes d'aide en matière de lutte contre le rhinocéros du cocotier, fourniture de matériel d'installation de pièges à phéromone, de tronçonneuses et de conseils techniques sur la délimitation des sites infestés, ainsi que sur le relevé et l'enregistrement des coordonnées GPS.	Vanuatu	2 FAIR - ZÉRO- 
Assistance à la mise au point de : - stratégies nationales de biosécurité aquatique (stratégies terminées pour le Samoa et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et projet pour les Fidji et les États fédérés de Micronésie) ; - une réglementation sur la biosécurité aquatique pour Vanuatu ; - la version finale du Cadre régional sur la biosécurité aquatique, qui sera publiée en 2020 ; et - nouvelles normes d'importation et d'exportation pour trois pays : la Papouasie-Nouvelle-Guinée (produits de la pêche et de l'aquaculture) ; Vanuatu (exportations de crevettes) ; et les Tonga (exportations d'algues mozuku au Japon).	Fidji, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Vanuatu	14 VIE AQUATIQUE 
Aide à la réalisation d'un plan de gestion des espèces envahissantes à Palau, et à l'élaboration de directives sur le bien-être animal en Polynésie française.	Palau, Polynésie française	14 VIE AQUATIQUE 

Troisième objectif de développement : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Impact		
Adoption, à la suite d'audits, de systèmes de gestion de la sécurité par 24 nouveaux navires de 3 pays océaniques.	Kiribati, Îles Salomon, Vanuatu	
Baisse de 21 % de la consommation d'électricité des bureaux et réduction des émissions de gaz à effet de serre de Fiji Ports Corporation Limited grâce aux mesures d'économies d'énergie prises à la suite de l'assistance technique de la CPS.	Fidji	
Diminution de 27 % des émissions liées à l'électricité au port d'Honiara, soit 13 % des émissions totales liées à l'énergie (électricité et combustibles fossiles), grâce aux mesures d'économies d'énergie prises à la suite de l'assistance technique de la CPS.	Îles Salomon	
Diminution de 17 % des émissions liées à l'électricité au port de Nuku'alofa, soit 11 % des émissions totales liées à l'énergie (électricité et combustibles fossiles), grâce aux mesures d'économies d'énergie prises à la suite de l'assistance technique de la CPS.	Tonga	
Économies de 93 % sur les frais de combustible, et réduction des émissions de gaz à effet de serre au mouillage pour l'exploitante d'un navire dans le pays, trois mois après avoir pris des mesures d'efficacité énergétique (panneaux solaires).	Vanuatu	
Obtention des fonds de démarrage pour la première phase opérationnelle (2017–2021) du Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE), et garantie de 2 millions de dollars des États-Unis supplémentaires par la Norvège.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Changement de pratiques		
Renforcement des capacités et assistance technique sur les aides à la navigation, qui ont permis l'attribution de certificats de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) à 8 agents d'administrations maritimes nationales, la rédaction de projets de réglementation sur les aides à la navigation et la mise sur pied de registres de ces aides (9 registres sont en partie établis).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Achèvement de la phase 1 du projet pilote visant à installer des panneaux solaires sur un ferry inter-îles au Samoa. Les projections de l'évaluation initiale font état d'une baisse des émissions de gaz à effet de serre du navire d'environ 10 % par an.	Samoa	
Signature d'un accord d'achat d'énergie pour une centrale photovoltaïque de 6 MW, avec le soutien du PCREEE.	Tonga	
Organisation, par le PCREEE, d'un atelier national visant à renforcer les capacités du partenariat à participer aux efforts de réforme du secteur énergétique des Tonga.	Tonga	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Évolution des connaissances		
Dans le cadre d'une évaluation à six mois des ateliers nationaux organisés aux Fidji et à Vanuatu pour les personnes travaillant dans les secteurs maritime et océanique, 22 personnes interrogées (dont 4 femmes et 14 jeunes) sur 94 (soit 23 %) ont déclaré - avoir amélioré leurs connaissances et leurs compétences. Les conclusions de cette évaluation permettront d'optimiser les méthodes d'analyse, dans l'optique d'une transposition à l'échelle des programmes.	Fidji, Vanuatu	14  VIE AQUATIQUE
Achèvement de l'évaluation de la première phase du Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique, et publication du rapport. Les conclusions de l'évaluation permettront d'orienter l'élaboration de la deuxième phase.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17  PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Assistance à une étude des ponts aux Tonga, qui met en lumière les erreurs de données bathymétriques du levé LiDAR par rapport aux constatations de l'étude sismique réalisée sur site par la CPS. Les résultats orienteront la conception des infrastructures de ponts.	Tonga	9  INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURES
Installation de bouées houllographes pour les services météorologiques, à l'appui de l'élaboration d'un modèle d'inondations à petite échelle, afin d'enregistrer la houle en temps réel et de permettre l'émission de bulletins d'alerte à destination des populations locales.	Fidji, Nouvelle-Calédonie	11  VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Participation de 84 hommes et 50 femmes à 3 dialogues nationaux sur l'énergie visant à améliorer la sensibilisation aux possibilités commerciales dans le domaine de l'énergie, et notamment aux processus d'immatriculation des entreprises, ainsi qu'à la disponibilité du soutien du PCREEE.	Niue, Tuvalu, Vanuatu	17  PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Produit		
Élaboration de 3 projets de réglementation maritime liés à la loi sur les aides à la navigation, la prévention des abordages et la recherche et le sauvetage, afin de garantir la conformité avec les textes maritimes internationaux.	Kiribati	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Rédaction de 8 autres projets de réglementation maritime liés à la Convention internationale sur la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS), à la prévention de la pollution marine, à la sécurité maritime, aux systèmes de gestion de la sécurité des navires, à la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (Convention STCW), aux lignes de charge et au jaugeage afin de garantir la conformité avec les textes maritimes internationaux.	Kiribati	14  VIE AQUATIQUE
Élaboration de 3 projets de loi sur la réglementation des embarcations nationales (système de gestion de la sécurité des navires) afin de garantir la conformité avec les textes maritimes internationaux.	Îles Marshall	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Organisation de 3 consultations sur les projets de loi concernant la réglementation relative aux systèmes de gestion de la sécurité des navires de 2020, afin de garantir la conformité avec les textes maritimes internationaux.	États fédérés de Micronésie	14  VIE AQUATIQUE
Adoption du modèle de réglementation sur l'efficacité énergétique des navires et la collecte de données relatives à la consommation de combustible de 2020 lors de la quatrième Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports, qui constitue une ressource à la disposition des pays.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	12  CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
Promulgation prochaine d'une réglementation relative aux normes STCW afin de garantir la conformité avec les textes maritimes internationaux.	États fédérés de Micronésie	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Rédaction d'un projet de protocole d'accord sur la reconnaissance de la formation et de la certification des gens de mer en vue de leur embarquement sur des navires immatriculés dans les pays océaniques, adopté à la quatrième Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports puis signé par trois pays de la région.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Extension du Programme océanien de sécurité des transports maritimes intérieurs à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en avril 2019. Ce programme regroupe à présent 11 pays océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Réalisation de 5 audits (3 à Kiribati et 2 aux Îles Salomon) et d'une simulation d'audit (aux Tonga) des systèmes de gestion de la sécurité des navires.	Kiribati, Îles Salomon, Tonga	
Réalisation d'audits énergétiques dans 8 ports et apport d'une aide supplémentaire dans le domaine de la gestion de l'énergie dans le cadre d'efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre issues du transport maritime.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Installation de panneaux solaires à bord d'un navire national, permettant d'accroître significativement l'efficacité énergétique.	Vanuatu	
Formation de 84 marins (dont 7 femmes) et agents non navigants (dont 54 femmes) à la gestion et aux inspections de sécurité, à la sûreté et à la gestion de l'énergie.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Envoi de 4 documents au ministère de l'Énergie de Tuvalu afin de soutenir l'examen de la politique énergétique : rapport d'analyse des carences de l'évaluation de la loi relative aux produits pétroliers, document sur la réforme des politiques, projet révisé de loi relative au gaz liquéfié et combustible, et projet de politique nationale relative à l'énergie (qui sera parachevée au début de l'année 2020).	Tuvalu	
Lancement de l'examen de la loi des Îles Salomon relative aux produits pétroliers, qui sera terminé en 2020.	Îles Salomon	
Achèvement de l'analyse des carences politiques et du document d'instructions en vue de la rédaction du projet de loi de Kiribati relative à l'énergie.	Kiribati	
Projet de loi relative à l'énergie en attente de l'approbation officielle.	Îles Cook, Kiribati, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Organisation d'un atelier de conseil technique sur les exigences de matériaux et de construction pour les infrastructures de protection du littoral.	Nauru	
Fourniture de conseils en géologie et en géo-ingénierie dans le cadre du projet de recul stratégique à Nauru.	Nauru	
Aide à l'échantillonnage de matériaux locaux dans le cadre du projet de protection du littoral à Tuvalu.	Tuvalu	
Aide à l'échantillonnage de matériaux locaux dans le cadre du projet de ligne de base vulnérable.	Fidji, Tuvalu	
Assistance technique à l'appui de l'inspection de la centrale photovoltaïque North-REP dans le cadre des efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique.	Palau	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Organisation d'un atelier régional visant à débattre de l'énergie marine dans le cadre des objectifs inscrits dans les contributions déterminées au niveau national en Océanie.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	
Discussion, lors de la quatrième réunion du comité de pilotage du PCREEE, du programme régional de recherche et de formation pour les partenariats.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Étude active, par le PCREEE, de 4 demandes régionales de financements énergétiques avec les pays océaniques (concernant notamment des financements au titre du Fonds vert pour le climat [FVC] et du Fonds pour l'environnement mondial [FEM]) à l'appui des investissements dans l'énergie, par l'intermédiaire d'établissements de financement locaux.	Îles Marshall, Samoa, Tonga, Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Lancement de l'examen du Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique, dans le cadre des efforts déployés par la CPS pour accroître la présence des femmes et des jeunes dans le secteur de l'énergie. Ce plan d'action devrait être terminé à la fin de l'année 2020.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Quatrième objectif de développement : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Impact		
Adoption, par le Comité océanique des méthodes statistiques, des nouvelles méthodes d'enquête sur le budget et la consommation des ménages (BCM) (élaborées à partir des résultats de l'expérience réalisée dans ce domaine aux Îles Marshall) et utilisation de ces méthodes dans 4 pays, de façon à produire des données de meilleure qualité pour un coût moindre.	Kiribati, Îles Marshall, Vanuatu, Wallis et Futuna	
Changement de pratiques		
Signature de contrats de licence de données avec 12 pays océaniques afin de définir la relation, les responsabilités, les droits et les devoirs de la CPS à l'égard des producteurs et des utilisateurs de données, mais aussi d'étayer le travail de l'Organisation pour assurer un accès sécurisé aux microdonnées des pays océaniques en vue de leur utilisation dans des travaux de recherche et d'analyse au bénéfice des populations du Pacifique. Certains services nationaux de la statistique s'étant montrés peu enclins à divulguer des microdonnées, la signature de ces accords constitue un grand pas en avant.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	
Mise en place d'un plan quinquennal de collecte de données dans la région pour les recensements et les grandes enquêtes statistiques effectués dans les pays océaniques. Ce plan est actualisé fréquemment et respecté par les pays ; il oriente la mobilisation des ressources des partenaires du développement.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
À la suite de conseils fournis par la CPS, report après le recensement de l'enquête BCM par 2 pays, dans un souci de rationalisation du calendrier de collecte de données.	États fédérés de Micronésie, Palau	
Traitement de 10 demandes de microdonnées en 2019, avec en sus l'élaboration de politiques et de protocoles visant à faciliter leur diffusion.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Début de l'élaboration de directives pour la normalisation des microdonnées sur le développement (recensement et enquête), et préparation d'une version préliminaire des tables de transcodage.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Réalisation de 11 échanges entre pairs dans les domaines statistiques suivants : réalisation de sites Web, enregistrement des métadonnées, utilisation de tablettes dans la collecte de données, cartographie des données issues des recensements et des enquêtes, et statistiques sur le commerce international de marchandises. Ces échanges ont permis de renforcer les capacités des prestataires et des destinataires, et donc contribué au développement des statistiques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Achèvement de la première phase de projections démographiques. Achèvement de l'analyse des indicateurs de pauvreté et de précarité issus des enquêtes BCM aux Îles Cook et à Niue ; les rapports sont en préparation.	Îles Cook, Niue	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Lancement de la version bêta du nouveau site Web de la Division statistique pour le développement au premier semestre 2019, le lancement de la version complète étant réalisé au second semestre de l'année. L'examen des indicateurs minima du développement national dans le Pacifique s'est poursuivi pendant l'année ; les indicateurs des ODD et d'autres données continuent d'être migrés vers .Stat/SDMX et la Plateforme de données océaniques dans le cadre du travail de mise sur pied de points d'accès simples aux données de la région.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Accroissement de la coordination avec l'UNFPA, l'UNICEF, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail (OIT) et la FAO dans tous les domaines de la chaîne de valeur statistique, et notamment l'analyse et la diffusion. Cette coordination a pris place, par exemple, dans le cadre d'une enquête en grappes à indicateurs multiples à Kiribati (UNICEF et UNFPA), d'une enquête sur la population active des Tonga (OIT), ainsi que de l'expérience d'enquête BCM aux Îles Marshall (Banque mondiale et FAO).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Évolution des connaissances		
Mise à jour du plan quinquennal et du calendrier de collecte de données pour la région, et intégration au document sur la gouvernance et le financement de la statistique présenté à la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum. La CPS, l'UNFPA et l'UNICEF ont préparé ensemble un document sur le Mécanisme océanique de financement des recensements et des enquêtes, présenté en premier lieu au Groupe des bailleurs de fonds et des partenaires du développement, puis au Comité océanique des méthodes statistiques et au Comité permanent océanique des statistiques pour approbation.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Présentation des résultats de l'expérience de l'enquête BCM au Comité océanique des méthodes statistiques, et approbation par celui-ci. Ces conclusions permettront de recueillir des données de meilleure qualité dans le cadre de ces enquêtes, à un coût inférieur.	Îles Marshall	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Enquête BCM intégrée en cours.	Kiribati	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Mise à jour de la base de données et des roues de progression sur les ODD, et assistance technique pour que les définitions révisées des indicateurs des ODD répondent aux besoins des pays océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Dix pays océaniques disposent de statistiques sur le commerce international de marchandises jusqu'en 2017.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 
Assistance technique à 3 examens nationaux volontaires de pays océaniques, présentés à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2019.	Nauru, Îles Salomon, Tonga	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Produit		
Présentation du document sur la gouvernance et le financement de la statistique à la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum au mois de mai. Les ministres ont approuvé la recommandation incitant les administrations nationales à engager davantage de ressources à l'appui de la collecte de données statistiques essentielles. Organisation d'une réunion du Groupe d'entente de Brisbane par téléconférence au mois d'avril pour faire le point sur les activités dans le domaine des registres et des statistiques de l'état civil, ainsi que sur la préparation des ateliers.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Réunion du Comité océanique des méthodes statistiques au mois de mai et au mois d'octobre. Les débats et accords ont porté sur les points suivants : directives d'échantillonnage pour les pays océaniques ; résultats de l'expérience de l'enquête BCM aux Îles Marshall et recommandations sur l'utilisation de la collecte assistée par informatique (CAPI) pour les futures enquêtes BCM, nouveaux modules d'enquête BCM concernant l'activité économique, l'insécurité alimentaire vécue, le handicap, la pêche et la main-d'œuvre ; directives d'estimation des données agrégées de consommation et de mesure de la pauvreté, ainsi que de réalisation des recensements ; et proposition de mécanisme régional de financement de la collecte de données statistiques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Approbation d'une stratégie nationale de développement de la statistique (Tokelau) ; un projet de stratégie est en attente d'application officielle par les pouvoirs publics aux États fédérés de Micronésie et aux Fidji ; des projets de stratégie sont en cours à Nauru et à Niue.	Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Tokelau	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Enregistrement et publication de 130 ensembles de données sur des recensements ou des enquêtes dans la bibliothèque de microdonnées de la Plateforme de données océaniques ; les données sont désormais accessibles et utilisables à des fins d'analyse secondaire pour assurer un développement reposant sur des bases factuelles.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Analyse des données ou soutien à l'analyse des données pour : - les enquêtes BCM à Niue et aux Îles Cook (rapports sur la pauvreté en cours d'élaboration) ; - les données sur l'emploi et la main-d'œuvre issues de 12 recensements (analyse préliminaire en cours) ; - les données sur le handicap aux Tonga et au Samoa ; - le rapport sur le mini-recensement de 2016 à Tuvalu (terminé) ; - la mise à jour des projections démographiques dans tous les pays océaniques (résultats préliminaires terminés, analyse et outils de connaissance en préparation) ; - les systèmes de registres et de statistiques de l'état civil (3 pays), l'encodage des causes de décès (2 pays), l'élaboration de rapports sur les statistiques de l'état civil (1 pays), les statistiques sur les entreprises (1 pays), les statistiques sur le commerce (4 pays), les comptes satellites du tourisme (1 pays) et les prix (4 pays).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Poursuite de l'analyse des données issues des enquêtes BCM et des données sur le commerce de denrées alimentaires tout au long de l'année 2019, à l'appui de la sécurité alimentaire et de l'analyse des systèmes alimentaires.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Travail ciblé d'engagement et de plaidoyer en cours pour sensibiliser les utilisateurs du site Web de la Division statistique pour le développement et des données océaniques aux produits et services disponibles en matière de données et de statistiques. Les activités d'engagement concernent notamment certaines universités de Nouvelle-Zélande, le MFAT, le CRGA, la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum ainsi que d'autres ateliers et événements pédagogiques dans la région.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Réponse apportée à 60 % des demandes complexes de statistiques dans un délai de 5 jours ouvrés et à 80 % des demandes non complexes dans le même délai ; les objectifs de réponse aux besoins de la clientèle sont atteints.	Interne (CPS), région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENAIRES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Adoption de la stratégie de diffusion des données de la CPS par le Comité permanent océanien des statistiques, et distribution aux services nationaux de la statistique pour information et prise en compte.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Organisation d'un atelier régional sur l'informatique et les identifiants pour les systèmes d'enregistrement de l'état civil.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Inclusion, dans le Rapport de situation sur les pêches côtières 2019, de données des enquêtes BCM réalisées dans 12 pays océaniques, contre 10 en 2018 ; cette augmentation est due à la prise en compte des données d'enquête BCM de 2010 dans 2 pays. Présentation du Rapport de situation sur les pêches côtières aux ministres des Pêches et aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum dans le cadre du rapport sur <i>Une nouvelle partition pour les pêches côtières – les trajectoires de changement : la Stratégie de Nouméa</i> .	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	14 VIE AQUATIQUE 

Cinquième objectif de développement : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Impact		
Près de 16 578 personnes disposent à présent d'un meilleur accès aux infrastructures d'alimentation en eau.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Tonga	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
9 968 personnes disposent désormais d'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement.	Kiribati	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 
Changement de pratiques		
Intégration du code de la construction, achevé en 2018, aux activités du ministère de l'Infrastructure en vue de réaliser la planification avec le secteur de la construction.	Îles Cook	9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 
Mise en œuvre du Plan d'action national commun pour la gestion des risques de catastrophe (GRC) et le changement climatique 2016–2020, et révision du plan national de GRC. Précision du rôle des organismes de gestion des catastrophes et des situations d'urgence.	Îles Cook	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 
Mise en œuvre du cadre de politique générale sur les données spatiales. Recrutement d'un spécialiste du SIG par le gouvernement pour superviser ce travail.	États fédérés de Micronésie	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 
Révision du plan de préparation et de riposte.	États fédérés de Micronésie	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Révision du plan national de gestion des catastrophes 2017–2020 (cadre stratégique).	Samoa	
Élaboration de 14 directives d'intégration systématique de la résilience aux risques de catastrophe afin d'encourager l'harmonisation dans tous les secteurs, avec des informations détaillées sur les étapes et processus de résilience à mettre en place dans tous les secteurs. Mise en œuvre du plan d'action national pour la GRC 2017–2021 (cadre opérationnel).	Samoa	
Mise en œuvre de la loi de 2016 relative à la GRC. Plusieurs organes des pouvoirs publics ont désormais amélioré leur planification et leurs directives de préparation et de gestion des catastrophes.	Nauru	
Mise en œuvre du cadre communautaire de réduction des risques de catastrophe (élaboré en 2016). Ce cadre a donné un coup d'accélérateur à la coordination entre les organismes et limité les redondances, et a permis au Bureau national de gestion des catastrophes de travailler avec les communautés.	Palau	
Élaboration et mise en œuvre d'un plan communautaire de GRC pour l'atoll d'Ailuk.	Îles Marshall	
Révision de 4 plans d'action conjoints au niveau étatique. Les parties prenantes signalent que les responsabilités des gouvernements des États sont à présent plus claires. Les plans ont permis de faciliter l'investissement des bailleurs de fonds (notamment la Banque mondiale, la BAsD et le FEM).	États fédérés de Micronésie	
Mise en œuvre de 8 plans de GRC dans les îles périphériques. Les procédures d'achat pertinentes de la CPS respectent à présent ces plans.	Tuvalu	
Élaboration de plans de sécurité sanitaire des eaux de consommation pour Aikutaki (Îles Cook), 4 villages de Tarawa Sud (Kiribati), le service des travaux publics de Funafuti (Tuvalu) et Wotje (Îles Marshall). Tokelau a mis au point une politique relative à l'eau et à l'assainissement incluant un tel plan.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Tokelau, Tuvalu	
Élaboration de plans de gestion des sécheresses pour l'île Christmas à Kiribati (en attente d'approbation par le Conseil des ministres en vue de sa mise en œuvre) et Wotje (Îles Marshall). Élaboration d'un cadre de gestion des sécheresses pour trois îles de Tokelau.	Kiribati, Îles Marshall, Tokelau	
Élaboration par Tuvalu d'un plan de gestion des sécheresses pour Funafuti.	Tuvalu	
Formalisation, grâce au projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique (projet ISACC), de partenariats de travail sur des activités de financement climatique avec le Secrétariat général du FIP, le PROE, l'Université du Pacifique Sud, le programme de formation technique et continue de l'Université du Pacifique Sud et l'Université Griffith (projet iCLIM). Le travail en partenariat a permis de réaliser des évaluations communes de financement des risques climatiques et des risques de catastrophe dans 5 pays, d'organiser des formations de cycle supérieur en suivi-évaluation pour le changement climatique, en résilience aux risques de catastrophe et en gestion de projets, ainsi que de mettre sur pied des portails nationaux sur le changement climatique à Palau et à Tuvalu (aide mineure pour le Samoa).	Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	
Élaboration et lancement d'un outil de suivi des financements climatiques au ministère des Finances de 2 pays océaniques afin de suivre les financements des activités d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, ainsi que les fonds versés et déclarés par les secteurs et les ministères.	Îles Salomon, Vanuatu	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Lancement des outils PacSAFE et Pacific RiskScape, et formation des utilisateurs dans 3 pays océaniques.	Fidji, Samoa, Vanuatu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Construction de 155 installations d'alimentation en eau et d'assainissement dans 35 villages. Il s'agit d'installations de stockage et de récupération d'eau de pluie, de toilettes sèches, de réseaux de puits et de puits dotés de pompes à main, qui améliorent l'accès à l'eau et à l'assainissement.	Kiribati	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Mise sur pied d'une feuille de route stratégique pour la gestion des situations d'urgence dans 6 pays océaniques : 2 pays ont adopté leur feuille de route et 2 autres la mettent en œuvre.	Îles Cook, Kiribati, Niue, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Soutien de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA) à la mise à jour des procédures opérationnelles normalisées pour les centres nationaux d'opérations d'urgence. Tous les pays océaniques ne disposent pas de telles procédures pour leurs centres ; elles ont été ajoutées aux mesures prévues par les feuilles de route stratégiques pour la gestion des situations d'urgence de ces pays.	Fidji	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Orientation, sur le plan technique, des protocoles de coopération entre organismes par les plans nationaux de gestion des catastrophes. La PIEMA a soutenu l'élaboration d'un accord interinstitutions en matière de recherche et de sauvetage aux Fidji, ainsi que la rédaction du mandat du groupe consultatif technique sur la gestion des situations d'urgence aux Fidji.	Fidji	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
81 % des participants aux formations consacrées au travail dans un centre d'opérations d'urgence, à l'introduction à la GRC et à la formation de formateurs ont indiqué avoir appliqué leurs nouvelles compétences en moins de 3 mois.	Pays ACP (14 pays océaniques et le Timor-Leste)	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Participation de 467 personnes (dont 235 femmes) de 3 pays océaniques à une formation à l'adoption d'une approche centrée sur l'humain.	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Évaluation culturelle de villages dans le cadre d'un projet consacré à l'eau et à l'assainissement, et organisation de formations dans l'école plutôt que dans la maneaba ; parmi les techniciens de Tarawa, 2 étaient des femmes, et 12 femmes ont participé au projet à l'échelon communautaire.	Kiribati	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Mouillage d'une bouée houlographe et d'une bouée de mesure de la température aux Fidji afin d'améliorer les prévisions de vagues (et notamment de leur longueur d'onde) et d'inondations pour le sud-ouest du pays, de même que la compréhension du régime des vagues de la zone.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Fourniture d'un système d'observation des vagues océaniques en temps réel par les Fidji, la Nouvelle-Calédonie et Tuvalu.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Promotion d'un système d'irrigation autonome en eau, avec un financement complémentaire assuré par le DFAT.	Tuvalu	2 FAIM « ZÉRO »
Lancement de cliniques des plantes dans 3 pays océaniques et extension du projet à la Province occidentale des Îles Salomon ; rédaction d'un manuel de formation des spécialistes des plantes et mise à l'essai sur le terrain dans 4 pays ; étude des légumes et évaluation en cours dans des structures protectrices aux Fidji et au Samoa ; lancement officiel du réseau WhatsApp de spécialistes des plantes aux Fidji par le ministère de l'Agriculture.	Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga	2 FAIM « ZÉRO »
Évolution des connaissances		
Participation de plus de 100 délégués océaniques à la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, organisée à Genève du 13 au 17 mai 2019 ; 11 experts et intervenants de la région ont pris part à 11 sessions, et les délégués ont assisté à 9 réunions distinctes.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Réalisation en cours d'une évaluation des inondations côtières dans le lagon de Majuro, selon plusieurs scénarios de crues et à l'aide d'instruments océaniques permettant de recueillir des données.	Îles Marshall	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Préparation de 4 rapports sur l'évaluation rapide des espaces côtiers prioritaires (RapCA) pour 4 pays océaniques, avec l'assistance technique de la CPS. Application de la RapCA suivant des processus de théorie du changement approuvés et en tenant compte des capacités des projets nationaux ainsi que des compétences disponibles.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Publication de rapports d'évaluation des eaux souterraines pour 2 pays océaniques (enquêtes réalisées en 2018).	Îles Marshall, Tuvalu	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Relancement et mise à jour du Portail océanien d'information sur les catastrophes et de la base de données sur les dégâts et les pertes dans le Pacifique. Ajout des données recueillies entre 2010 et 2019 au Système océanien d'information sur les risques. Toutes les plateformes sont en ligne.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
En collaboration avec l'Université Flinders, évaluation, à l'aide de modèles numériques, du potentiel d'élimination et de réutilisation des eaux grises sur 3 îlots.	Kiribati	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Mise en place d'un portail sur le changement climatique dans 2 pays océaniques.	Palau, Tuvalu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Élaboration d'études de cas sur un aléa précis dans le cadre du Projet régional océanien d'outil d'évaluation des risques au service de la résilience afin d'assurer l'évaluation et le suivi des aléas pour optimiser l'alerte précoce et la préparation dans 2 pays océaniques ; formation de 42 personnes à la sensibilisation aux aléas et à l'utilisation de l'outil d'aide à la décision.	Samoa, Vanuatu	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Mise à jour de la base de données sur les vulnérabilités et réalisation d'évaluations des risques au Samoa et à Vanuatu dans le cadre du Projet régional océanien d'outil d'évaluation des risques au service de la résilience, et utilisation de l'outil de planification des interventions d'urgence aux Fidji.	Fidji, Samoa, Vanuatu	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Envoi par le NIWA (Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère) d'un point trimestriel sur le climat dans les îles à cinq pays océaniques. Tuvalu, Tokelau, Kiribati et les Îles Cook ont mis au point leurs propres produits et diffusé des informations dans les langues locales.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Tokelau, Tuvalu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Présentation de rapports mensuels sur les risques liés au changement climatique, les aléas naturels, les ressources en eau et la gestion des zones côtières dans cinq pays océaniques. À Tokelau, les informations seront transmises au Taupulega (conseil des anciens) de chaque île.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Tokelau, Tuvalu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Organisation d'une visite d'échange de connaissances aux Samoa américaines, cofinancée par le réseau de ressources et d'échange de connaissances du projet Eaux internationales du FEM (IW : LEARN). Cet échange a porté en priorité sur les technologies et les dispositifs de gouvernance dans le domaine de la gestion du lisier de porc. Sept participants de quatre pays océaniques seront associés à des fonctionnaires de l'Agence des Samoa américaines pour la protection de l'environnement et découvriront l'efficacité du programme de conformité dans l'élevage porcin.	Îles Cook, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Samoa américaines, Tuvalu	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Conception et organisation d'un cours de niveau IV sur la gestion de projets aux Fidji et au Samoa ; 39 agents (sur 55) de différentes branches de la fonction publique ont réussi la formation.	Fidji, Samoa	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Remise à 31 personnes (dont 20 femmes) de certificats de participation à un programme de cycle supérieur sur le développement durable de la montagne au récif, organisé avec l'Université James Cook.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Accréditation régionale de formations au travail dans un centre d'opérations d'urgence et à l'analyse et à la réduction des risques de catastrophe par le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement de la CPS.	Pays ACP (14 pays océaniques et le Timor-Leste)	
Participation de 11 personnes à la formation paravétérinaire d'été ; 6 d'entre elles ont passé l'examen final, et 5 ont suivi des séances d'orientation et des séances pratiques.	Palau	
Lancement de la version 7 de l'application Pacific Pests and Pathogens par PestNet, avec le soutien du projet ICM2 de l'ACIAR. Ajout de 57 fiches sur de nouveaux organismes nuisibles ou maladies à l'application.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Réalisation d'une étude mondiale (océans Pacifique, Indien et Atlantique) sur 4 500 échantillons de tissu musculaire de thon jaune, de thon obèse et de germon pour en analyser la teneur en isotopes du carbone (Lorrain <i>et al.</i> 2019). Elle a révélé que l'augmentation des émissions de CO ₂ d'origine anthropique est détectable dans la chair des thons et s'exprime également dans l'évolution de la dynamique et de la composition de la chaîne trophique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Produit		
Soutien à la présentation du document relatif au programme de réduction des émissions des Fidji au Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier.	Fidji	
Accréditation de la CPS auprès du FVC au mois de février, et signature d'un accord-cadre d'accréditation en novembre 2019. Grâce à cette accréditation, la CPS a directement accès à des financements d'un montant maximum de 50 millions de dollars des États-Unis aux fins de projets de catégorie B (risque moyen), et peut gérer des projets et des subventions conformément aux normes fiduciaires applicables.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Signature, en juin 2019, d'un projet d'appui à la planification préalable de deux ans financé par le FVC.	États fédérés de Micronésie	
Rédaction d'un projet de législation sur la GRC, prêt pour l'examen par le ministère de l'Intérieur, et rédaction d'un projet de plan de GRC pour consultation.	Fidji	
Achèvement de l'examen de la législation relative à la gestion des catastrophes et au changement climatique.	Kiribati	
Poursuite de l'élaboration de la politique et du plan d'action relatifs au changement climatique et à la santé.	Îles Marshall	
Poursuite de l'élaboration du plan de gestion des bassins versants pour le réseau d'évacuation des eaux de Soasoa.	Fidji	
Poursuite de l'élaboration du plan de conception de la protection de la côte nord de Tongatapu.	Tonga	
Début de l'examen des cadres juridiques relatifs à l'extraction de matériaux de construction et de l'évaluation du marché, dans une optique d'élaboration de politiques publiques de gestion durable de ces ressources. Les conséquences sociales, culturelles et environnementales d'une telle extraction seront prises en compte.	Îles Marshall	
Mise en place de partenariats de travail avec la BASD et le projet USAID Ready afin de soutenir les évaluations du financement de l'action climatique et de la GRC.	Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Conception et lancement d'un plan de suivi-évaluation du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique, soutenu par le Projet d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience dans le Pacifique (PACRES) financé par l'Union européenne.	Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Coordination des activités du projet DFAT/GIZ (ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce/Agence allemande de coopération internationale) de financement de l'action climatique pour le Pacifique dans 5 pays à l'aide d'un plan de travail conjoint, et organisation du premier forum régional sur le financement des risques liés au changement climatique et aux catastrophes (70 participants issus des pouvoirs publics, des organisations de la société civile [OSC] et du secteur privé).	Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Organisation de la première Réunion pour la résilience dans le Pacifique au mois de mai, sous l'égide du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP), la CPS faisant partie de l'équipe de soutien. Cette réunion a rassemblé plus de 300 personnes, qui ont assisté à près de 22 séances consacrées aux 3 objectifs du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Évaluation géophysique des eaux souterraines et cartographie des lentilles d'eau douce dans 7 villages de l'atoll d'Onotoa et 3 îlots de Tarawa Sud à Kiribati, dans les 3 atolls de Tokelau et dans le bassin de Gagil-Tamil à Yap (États fédérés de Micronésie).	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Tokelau	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Forage de 5 puits à Middlebush, sur l'île de Tanna (Vanuatu), permettant à 6 000 personnes de disposer d'un point d'eau.	Vanuatu	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Réalisation de levés LiDAR afin d'obtenir des données bathymétriques et topographiques à haute résolution pour Majuro et Ebeye. Lancement d'appels d'offres pour réaliser des levés LIDAR sur certains sites de Vanuatu et des Tonga. Les données seront essentielles aux évaluations des inondations côtières.	Îles Marshall, Tonga, Vanuatu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Mise au point de 4 missions d'expertise pour une évaluation rapide des espaces côtiers prioritaires dans 2 pays océaniques.	Îles Cook, Tonga	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Formation à l'évaluation des sécheresses à Majuro, assurée par le Bureau national de gestion des catastrophes pour tous ses référents des îles périphériques. Cette formation portait sur les listes de contrôle pour l'évaluation, les indicateurs et seuils de déclenchement des sécheresses, la communication sur les sécheresses, les prévisions de précipitations, le suivi et l'évaluation des eaux souterraines, ainsi que le rôle des communautés et des parties prenantes.	Îles Marshall	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Poursuite de la mise à jour des systèmes d'alerte précoce applicables à des aléas multiples dans 2 pays océaniques, la conception étant achevée pour les Tonga.	Samoa, Tonga	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Réalisation de 3 exercices de simulation dans le cadre d'une formation infrarégionale sur le travail dans un centre d'opérations d'urgence.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Entraînement aux tsunamis au cours de la semaine nationale de sensibilisation aux catastrophes naturelles.	Fidji	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Ouverture ou modernisation de centres nationaux d'opérations d'urgence à Niue, aux Fidji, à Kiribati et aux Îles Marshall, et modernisation des centres à Vunidawa (pour la province de Naitasiri), à Korovou et à Nadi (Fidji).	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Niue.	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Construction de systèmes communautaires de collecte ou de purification écologique des eaux de pluie aux États fédérés de Micronésie (9 systèmes) et aux Îles Marshall (5).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Mise en place de 2 pépinières communautaires.	Îles Marshall	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Mise à niveau du centre de recherche sur le milieu marin d'Aitutaki.	Îles Cook	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Extension des mesures de protection du littoral au réseau d'évacuation des eaux de Soasoa (Fidji) et à Tongatapu (Tonga).	Fidji, Tonga	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Agrandissement des infrastructures de sécurité hydrique et extension des mesures de collecte des eaux pluviales à Arorae et à Beru (Kiribati), ainsi qu'à Niue.	Kiribati, Niue	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Agrandissement des systèmes d'adduction d'eau dans les centres d'évacuation.	Palau	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Achat et installation d'un dessalinisateur portatif à osmose inverse pour les îles septentrionales des Îles Cook (très vulnérables à la sécheresse). Cet appareil permet d'accroître la quantité d'eau à la disposition des populations de ces îles (environ 1 100 personnes, 25 % de la population totale des Îles Cook vivant sur les îles périphériques). Aucune donnée sur les résultats n'est encore disponible. 20 pluviomètres manuels ont été achetés mais n'ont pas encore été installés.	Îles Cook	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Achat de 5 pluviomètres semi-automatiques TB3 à augets basculants pour le Service météorologique de Kiribati, et installation à South Tabiteuea, Makin, Banaba, Tamana et Aranuka. Achat d'un dessalinisateur portatif à osmose inverse et installation à Onotoa, où la salinité de tous les puits est élevée.	Kiribati	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
État des lieux des citernes, du niveau de ces citernes et de leur état sur 3 îles. Achat de kits de tests de conductivité électrique destinés à mesurer la qualité de l'eau dans les ménages et les communautés. Installation de 3 pluviomètres semi-automatiques TB3 à augets basculants sur 3 îles. Évaluation des eaux souterraines à Atafu, Nukunonu et Fakaofu.	Tokelau	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Achat et installation de 8 pluviomètres, et formation à leur utilisation. État des lieux réalisé sur les îles de Niutao, Nukulaelae et Nui pour évaluer les citernes, l'état des citernes et le profil du bassin versant.	Tuvalu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Évaluation hydrogéologique de l'aquifère de Gagil-Tamil (île de Yap, États fédérés de Micronésie) et des bassins versants de Ngerderar et de Tabecheding (Palau).	États fédérés de Micronésie, Palau	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Étude d'impact environnemental du bassin versant de Tabecheding.	Palau	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Formation de 38 jeunes à l'agriculture durable sur les atolls.	Îles Marshall	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Conception et organisation de formations à la gestion de projets, au suivi-évaluation appliqué au changement climatique et à la résilience aux catastrophes, au renforcement de la prise de conscience et de la connaissance des financements climatiques, ainsi qu'au développement résilient.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 
Formation de 237 personnes dans le domaine de l'eau et de l'assainissement : 4 ateliers de formation organisés à Tarawa et destinés aux fontainiers des îles périphériques ; 35 ateliers dans 8 villages destinés aux fontainiers chargés de l'entretien de toilettes sèches ; 5 ateliers sur site consacrés à l'installation de toilettes sèches ; et 5 ateliers de formation sur l'installation de pompes solaires.	Kiribati	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Formation de 245 personnes (dont 65 femmes) à la GRC.	Pays ACP (14 pays océaniques et le Timor-Leste)	13 MESURES RELATIVES À LA JUSTICE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Aide de la PIEMA à la formation de 369 personnes (dont 93 femmes) à la gestion des situations d'urgence en 2019.	Pays ACP (14 pays océaniques et le Timor-Leste)	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Participation de 18 personnes (dont 8 femmes) à une formation consacrée au centre d'opérations d'urgence (Korovou).	Fidji	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Formation de 18 personnes (dont 5 femmes) aux cartes, procédures et plans régionaux d'évacuation en cas de tsunami.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	15 VIE TERRESTRE
Formation de 7 personnes (tous des hommes) au forage de puits complexes.	Fidji, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu	15 VIE TERRESTRE
Participation de 38 personnes (dont 14 femmes) à une formation de formateurs.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Formation de 78 personnes (dont 12 femmes) au travail dans un centre d'opérations d'urgence (formation de formateurs) dans toute la région.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Formation de 74 personnes (dont 24 femmes) aux bases de la GRC (formation de formateurs) dans toute la région.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Participation de 338 personnes (dont 99 femmes) à une formation à la résilience aux catastrophes à l'échelle des villages.	Îles Salomon	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Participation de 17 personnes (dont 6 femmes) à une formation à l'utilisation des données sur le handicap au cours de catastrophes.	Papouasie-Nouvelle-Guinée	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Organisation d'une formation intensive à Nadi (Fidji) pour les spécialistes de la sécurité hydrique. Formations proposées dans divers domaines : sensibilisation à la sécurité hydrique, planification de la sécurité sanitaire des eaux de consommation, réparation de citernes, test de la qualité de l'eau, pluviomètres, méthodes et matériel pour l'état des lieux.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Tokelau, Tuvalu	13 MESURES RELATIVES À LA JUSTICE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Organisation d'une formation régionale pour les foreurs de puits (techniques avancées de forage) à Tanna (Vanuatu). Cette formation a rassemblé 3 agents de forage du Gouvernement de Vanuatu ainsi que 3 foreurs de la région (Fidji, Îles Salomon et Samoa).	Fidji, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Formation de 8 agents du ministère de l'Infrastructure et de l'Énergie durable de Kiribati aux techniques de la géophysique (et à l'utilisation de l'EM34), notamment aux méthodes d'enquête de terrain et au dépannage et à la maintenance du matériel.	Kiribati	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Formation de 245 personnes (dont 65 femmes) au travail dans un centre d'opérations d'urgence et à l'analyse et à la réduction des risques de catastrophe.	Pays ACP (14 pays océaniques et le Timor-Leste)	
Simulation rétrospective sur 40 ans du régime des vagues dans l'ensemble des Îles Marshall et certaines régions de Kiribati.	Kiribati, Îles Marshall	
Achèvement d'une campagne d'observation océanique sur site d'une année (27 sites), avec utilisation du LiDAR à Majuro pour obtenir des données de pointe sur la ligne de base côtière.	Îles Marshall	
Étude de vulnérabilité dans les provinces de Naitasiri et de Ra, précisant les principales difficultés et contraintes en matière de production.	Fidji	
Achèvement d'une étude de vulnérabilité, utilisée pour orienter la formulation d'un nouveau projet.	Tuvalu	
Évaluation d'un système d'irrigation autonome, avec des essais ciblés de compost. Élaboration de fiches sur les techniques d'amendement des sols, qui seront publiées en 2020.	Kiribati	
Aide à la mobilisation de main-d'œuvre et à l'acquisition de prestations de transport et de matériel de piégeage dans le cadre du projet, financé par le MFAT, visant à aider le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à lutter contre le rhinocéros du cocotier.	Îles Salomon	
Définition des besoins initiaux en matière de compétences et hiérarchisation des 12 besoins de renforcement des capacités pour les services de vulgarisation agricole de l'ensemble des pays océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Distribution de semences à 7 pays océaniques : - distribution de 5 variétés de patate douce à chair orange (à forte teneur en vitamines) et de 6 variétés résistantes à la sécheresse aux Tonga (3 variétés de patate douce et 3 de banane, 3 variétés résistantes à l'eau salée et 2 variétés résistantes à la fusariose) ; - évaluation de 2 variétés de taro et de 2 variétés de manioc à Kiribati ; et - achat et distribution de 100 kg de 6 variétés de légumes à pollinisation libre aux Tonga, à Vanuatu, aux Fidji, aux Îles Cook, à Kiribati, à Tuvalu et au Samoa. - Le soutien apporté au Samoa en matière de semences a permis d'assurer un approvisionnement suffisant en légumes pour les Jeux du Pacifique.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	
Sélection et promotion d'une variété de taro, d'une variété de manioc et d'une variété de patate douce.	Tuvalu	
Mise en place de près de 2,5 hectares de parcelles d'évaluation à pollinisation libre à Vanuatu ; l'évaluation est en cours.	Vanuatu	

Sixième objectif de développement : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Impact		
Création d'associations nationales des femmes du secteur maritime dans 10 pays océaniques, afin d'accroître leur présence dans ce secteur.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	
Passation du programme Youth@Work au Gouvernement des Îles Salomon après 7 années de mise en œuvre par la CPS.	Îles Salomon	
Ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.	Kiribati, Îles Marshall, Samoa	
Ratification de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.	Îles Marshall	
Affectation d'un nouveau budget aux plans de mise en œuvre des engagements régionaux et internationaux en matière de droits de la personne dans 5 pays océaniques.	Îles Marshall, Nauru, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu	
Présence, dans 7 pays océaniques, de services de protection de la famille et d'assistance en cas de violence domestique, partiellement dotés de ressources et en cours d'expansion.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	
Dix campagnes soutenues par la CPS ont réussi à provoquer une évolution législative ou à apporter d'autres avancées en matière de droits fondamentaux (par exemple projet de loi sur le handicap à Pohnpei, création d'une nouvelle association de personnes en situation de handicap à Chuuk, interdiction des plastiques à usage unique aux Îles Marshall, intégration de l'égalité de genre dans une politique de Tuvalu).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu	
Présence, dans 3 pays océaniques, de preuves que les établissements scolaires encouragent la défense des droits de la personne, l'égalité de genre et l'élimination des violences faites aux femmes ; création de 2 clubs actifs aux Îles Marshall, et programme d'éducation à la citoyenneté sociale assuré par des animateurs de proximité dans un établissement de Tuvalu.	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu	
Changement de pratiques		
Aide à la mise en place de chaînes de valeur pour le curcuma sauvage, la banane et le gingembre apportée à 524 personnes (dont 114 femmes) de Naitasiri. Des analyses préliminaires des chaînes de valeur ont été fournies pour ces trois produits.	Fidji	
Aide et soutien technique à la communication, à une campagne médiatique et à la rédaction du projet de déclaration pour la Conférence de la Coalition des leaders océaniques. Cela a permis de constituer cette coalition et d'élaborer ses modalités de direction, de définir l'objet, les grands axes de travail et l'orientation de la Coalition, ainsi que d'aborder la question des possibilités en matière de mécanismes de financement.	Îles Marshall, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Rédaction d'une stratégie de diffusion des données statistiques de Vanuatu et révision à partir de la séance de validation avec le service national de la statistique.	Vanuatu	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Présentation de rapports nationaux sur les traités et mécanismes suivants relatifs aux droits de la personne : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), Convention relative aux droits de l'enfant, Convention relative aux droits des personnes handicapées, Examen périodique universel (EPU) et Document de base.	Kiribati	10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Présentation du rapport national sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées.	Îles Marshall	10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Présentation de rapports parallèles sur l'EPU par la société civile de 2 pays océaniques.	Kiribati, Îles Marshall	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris par 6 pays océaniques dans le domaine des droits de la personne, relativement aux traités et mécanismes suivants : CEDEF et Convention relative aux droits de l'enfant (Nauru), CEDEF et Convention relative aux droits des personnes handicapées (États fédérés de Micronésie), EPU, CEDEF, Convention relative aux droits de l'enfant et Convention relative aux droits des personnes handicapées (Vanuatu), EPU (Tuvalu) et CEDEF (Samoa).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Tuvalu, Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Exercice de cadrage dans 3 pays océaniques (Kiribati, États fédérés de Micronésie et Vanuatu) et mise en place d'une institution nationale de défense des droits de la personne, chargée de remettre des orientations et avis indépendants sur les questions touchant aux droits fondamentaux dans 1 pays (Nauru).	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Vanuatu	10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Présence de mécanismes actifs de coordination destinés à protéger et à soutenir les droits de la personne dans 6 pays océaniques.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Vanuatu	10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Émission de 146 ordonnances de protection dans des affaires de violence domestique.	Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
Achèvement, en 2019, du projet Pacific Women Growing Business à Pohnpei, avec soutien aux activités de gestion d'entreprise apporté à 7 groupes de femmes.	États fédérés de Micronésie	8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
Avancement de 21 campagnes de la société civile dans la réalisation des objectifs de protection des droits de la personne, et lancement d'un nouveau cycle de financement pour 37 nouvelles campagnes.	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Élaboration ou mise en œuvre de programmes d'études sur les droits de la personne dans les établissements scolaires de 4 pays océaniques.	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Les femmes de 2 pays océaniques (Îles Salomon et Tonga) présentent de meilleures connaissances, attitudes et capacités d'agir dans le domaine de l'accès à la justice, l'évolution à cet égard étant moins évidente dans 4 autres pays (Nauru, États fédérés de Micronésie, Vanuatu et Tuvalu).	États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
Changement de comportements		
Examen, par les parlementaires de 4 pays océaniques, de 13 lois et politiques relatives au respect des droits de la personne.	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu	10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Adoption, par 8 pays océaniques, d'une démarche planifiée de mise en œuvre des mécanismes destinés à éliminer les violences faites aux femmes et à assurer la protection de la famille, à l'issue de conseils techniques fournis par la CPS.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	
Traitement en priorité des affaires de violences faites aux femmes dans 3 pays océaniques, et mise en place d'un nouveau processus d'émission d'ordonnances de protection, qui prouve la meilleure réactivité des organes judiciaires.	Nauru, Tuvalu, Vanuatu	
Évolution des connaissances		
Poursuite de l'examen du Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse. Ce travail comporte des études de cadrage destinées à évaluer les effets du Cadre, ainsi que la mise au point d'études de cas nationales.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Obtention de compétences par 75 % des fonctionnaires formés aux normes relatives aux droits de la personne (116 personnes sur 155).	Kiribati, Tuvalu	
Formation de 122 fonctionnaires et prestataires à la mise en œuvre des processus destinés à éliminer la violence et à protéger les familles.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon	
Démonstration, par des OSC, du renforcement des compétences et stratégies de plaidoyer en faveur des personnes LGBTI.	Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Obtention des compétences par 98 % des membres des OSC formés dans le domaine du plaidoyer et du lobbying en faveur des droits de la personne (44 personnes sur 45).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu	
Formation de 100 jeunes des provinces originaires de Gizo et d'Auki (dont 41 femmes) aux compétences fondamentales de création et de gestion d'entreprises. La formation aux compétences non techniques et l'acquisition d'une expérience professionnelle ont permis d'améliorer la préparation au marché du travail de 152 jeunes déjà formés.	Îles Salomon	
Lancement de 3 outils de connaissance par 1 pays océanique (les Tonga) en 2019 : un état de lieux de l'égalité de genre dans le pays, une politique relative au genre et un manuel de l'approche intégrée du genre.	Tonga	
Adoption, par 5 pays océaniques, d'outils favorisant la prise en compte de la dimension de genre dans l'application de la législation.	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	
Aide aux référents des gouvernements océaniques et des OSC en vue de réaliser des présentations à 4 grands événements ou réunions, notamment dans le cadre du Programme d'action de Beijing (Beijing +25) aux côtés du groupe de travail technique de la Commission de la condition de la femme, ainsi que de rédiger un projet de feuille de route relative aux statistiques genrées en Océanie (aux côtés d'ONU Femmes).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Formulation d'une vision, d'une mission et d'une théorie du changement pour la prochaine stratégie culturelle régionale.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Produit		
Les femmes représentent 24 % des personnes (142 sur 582) formées dans le secteur maritime et océanique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 
Analyse des besoins en capacités des systèmes semenciers, et définition des lacunes et des priorités. Les conclusions ont permis d'orienter la mise au point du projet de Cadre océanique pour les systèmes semenciers.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	2 FAIM «ZÉRO» 
Élaboration d'une politique relative aux semences à partir du Cadre océanique pour les systèmes semenciers.	Vanuatu	2 FAIM «ZÉRO» 
Publication de 2 outils de connaissance à l'appui du développement social : un rapport analytique de l'avancement du Programme d'action de Beijing (Beijing +25) en Océanie, et un guide de réalisation des évaluations genrées dans le secteur halieutique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 
Formation de 852 fonctionnaires aux droits de la personne, à l'égalité de genre et à la bonne gouvernance.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	10 INÉGALITÉS RÉDUITES 
Intégration d'un module sur la violence domestique aux enquêtes en grappes à indicateurs multiples dans 3 pays océaniques. Analyse du plan de soutien et examen de l'infographie dans 1 pays.	Samoa, Tonga, Tuvalu	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 
Projets de loi relative à la protection de la famille à Chuuk et à Yap (États fédérés de Micronésie).	États fédérés de Micronésie	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 
Formation de 94 magistrats aux droits de la personne.	Îles Marshall, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 
Sélection et formation de 40 animateurs de proximité (dont 33 femmes) afin de mieux faire connaître aux femmes et aux filles leurs droits d'accès à la justice en cas de violence.	Îles Salomon	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 
Sensibilisation de 4 627 personnes à la législation relative à la violence et à la protection de la famille dans 5 pays océaniques.	Kiribati, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 
Actions d'information active sur les droits de la personne dans les églises, les îles périphériques et d'autres contextes de 7 pays océaniques, avec notamment 16 jours de campagne de lutte contre les violences faites aux femmes.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS 
Aide à 4 réseaux de partenariat pour l'amélioration de l'organisation et le renforcement des compétences en matière de planification stratégique, ainsi que de rédaction de notes d'orientation et de relevés de conclusions.	États fédérés de Micronésie ; région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 
Organisation d'une conférence nationale de la jeunesse, avec l'aide de la CPS.	États fédérés de Micronésie	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Organisation réussie du Sommet national des femmes à Nauru. Aide aux Îles Marshall pour la constitution d'un sous-comité consacré aux questions de genre pour le Sommet des présidents de Micronésie.	Îles Marshall, Nauru	
Élaboration d'un plan de mise en œuvre de la politique nationale de promotion de l'égalité de genre et de la condition féminine à Kiribati, et examen de la politique nationale en faveur de la jeunesse des Îles Cook.	Îles Cook, Kiribati	
Organisation de deux réunions du Conseil des arts et de la culture du Pacifique et appel à investir plus massivement dans la culture aux niveaux national et régional.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Septième objectif de développement : Améliorer les interventions plurisectorielles pour prévenir les maladies non transmissibles et renforcer la sécurité alimentaire

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Changement de pratiques		
Création de 8 centres de semences (4 à Vanuatu, 2 aux Tonga et 2 centres communautaires aux Fidji) afin d'accroître la disponibilité et de renforcer l'utilisation des variétés culturelles et arboricoles dans les États et Territoires insulaires océaniques.	Fidji, Tonga, Vanuatu	
Renforcement, dans 5 pays océaniques, des initiatives liées aux maladies non transmissibles (MNT), sous l'égide des ministères ou des hauts fonctionnaires.	États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Wallis et Futuna	
Mise en œuvre avérée, dans 2 pays océaniques, de nouvelles politiques et lois relatives aux MNT.	États fédérés de Micronésie, Niue	
Adoption et mise en œuvre avérée des Recommandations pour une vie saine dans le Pacifique dans 3 pays océaniques.	Îles Cook, Niue, Tuvalu	
Mise en œuvre, ou renforcement de la mise en œuvre, des plans de lutte contre les MNT dans 6 pays océaniques, en collaboration avec les parties prenantes (exemple : conception et mise en œuvre d'une stratégie plurisectorielle de lutte contre le diabète aux Tonga).	Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna	
Mise en place/renforcement des interventions relatives aux MNT dans 9 pays océaniques, notamment par des campagnes de sensibilisation (Journée mondiale sans tabac, Journée mondiale du diabète), la CPS fournissant du personnel formé et des ressources. Le traitement et la prise en charge du diabète en milieu hospitalier ont également été améliorés.	Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu, Wallis et Futuna	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Utilisation des conclusions des dispositifs de suivi-évaluation des MNT et des tableaux de bord de l'Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) ou de la recherche opérationnelle dans 3 pays océaniques. Aux Îles Marshall, par exemple, les résultats de l'enquête sur la santé à l'école ont été utilisés pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques. De leur côté, les Îles Salomon et Wallis et Futuna utilisent les conclusions des tableaux de bord MANA pour concevoir des plans de lutte contre les MNT.	Îles Marshall, Îles Salomon, Wallis et Futuna	
Réalisation d'essais aux Tonga afin de promouvoir le développement durable de la pêche au calmar et aux petits pélagiques. Adoption, par les pêcheurs, de nouvelles méthodes de pêche afin de diversifier leurs captures et de promouvoir une pêche durable, tant du point de vue économique qu'environnemental.	Tonga	
Changement de comportements		
Rédaction de politiques et de lois relatives aux MNT en vue de leur adoption dans 3 pays océaniques (loi sur la fiscalité des échanges de produits sains aux États fédérés de Micronésie, législation anti-tabac aux Îles Marshall, taxe sur les boissons contenant du sucre ajouté en Papouasie-Nouvelle-Guinée).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Promotion ou renforcement des partenariats et de l'engagement dans 5 pays océaniques (Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT des Îles Salomon, associations de lutte contre le diabète et groupes de jeunes aux Fidji, à Tuvalu, à Nauru et aux Tonga).	Fidji, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	
Soutien technique à l'élaboration de tableaux de bord MANA (Samoa et Tuvalu) et d'un cadre de suivi-évaluation du plan national de lutte contre les MNT (Îles Salomon) témoignant de la préparation des États et Territoires insulaires océaniques.	Îles Salomon, Samoa, Tuvalu	
Évolution des connaissances		
Renforcement des connaissances et des compétences en matière d'action contre les facteurs de risque de MNT et de gestion des données constaté par plus de 90 % des participants à la Conférence mondiale de l'Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé (UIPES 2019).	Îles Cook, Fidji, Niue, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	
Renforcement des connaissances en matière d'approche législative de la lutte contre les facteurs de risque de MNT constaté par 90 % des participants à la formation sur les MNT et le droit.	Fidji	
Renforcement des connaissances et des compétences en matière de lutte contre les facteurs de risque de MNT constaté par plus de 90 % des participants à la réunion de l'Association asiatique d'étude du diabète (AASD).	Fidji	
Renforcement des connaissances et des compétences en matière de lutte contre les facteurs de risque constaté par plus de 90 % des participants à la formation consacrée au diabète.	Vanuatu	
Renforcement des connaissances et des compétences en matière de lutte contre les facteurs de risque constaté par plus de 90 % des participants à la conférence sur la lutte anti-tabac en Océanie.	Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon	
Renforcement des connaissances et des compétences constaté par plus de 90 % des participants à la formation consacrée aux facteurs de risque de MNT.	Nauru, Tuvalu	
Renforcement des connaissances et des compétences constaté par plus de 90 % des participants à la formation consacrée à la jeunesse et aux MNT.	Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Renforcement des connaissances et des compétences constaté par plus de 90 % des participants à la formation consacrée à l'utilisation des réseaux sociaux pour lutter contre les MNT.	Tonga	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Lancement ou poursuite de 3 projets collaboratifs de recherche opérationnelle, dont les conclusions ont été utilisées pour orienter les actions réalisées (enquête sur la santé à l'école aux Îles Marshall, étude sur l'obésité infantile aux Fidji et à Wallis et Futuna, enquête sur l'allaitement en Nouvelle-Calédonie).	Fidji, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Produit		
Distribution de 125 obtentions végétales (1 301 échantillons) de banane, fruit à pain, manioc, ananas, patate douce, <i>Xanthosoma</i> et igname au Samoa et à Kiribati.	Kiribati, Samoa	2 FAIM 
Distribution de 125 obtentions végétales (1 301 échantillons) de banane, fruit à pain, manioc, ananas, patate douce, <i>Xanthosoma</i> et igname en Papouasie-Nouvelle-Guinée.	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 FAIM 
Fourniture et distribution pour évaluation de 6 variétés de légumes à pollinisation libre (22 kg) provenant de Vanuatu.	Vanuatu	2 FAIM 
Conception de la Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers et préparation d'une charte pour le Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles afin de renforcer son mandat.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	2 FAIM 
Engagement de la société civile dans la lutte contre les MNT, par exemple par le biais d'associations de lutte contre le diabète, aux Îles Salomon, aux Tonga, à Tuvalu, aux Fidji et à Nauru. Ces pays ont tous conçu des plans de lutte contre les MNT. La Division santé publique a également mis en œuvre un projet de sensibilisation de la jeunesse en s'appuyant sur des graffitis.	Fidji, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Présentation d'articles et d'exposés sur les MNT, et débats autour de ces derniers, lors de 4 réunions régionales de haut niveau afin de renforcer la volonté politique et l'appropriation des enjeux relatifs aux MNT.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Présentation d'articles et d'exposés sur les MNT, et débats autour de ces derniers, dans 5 pays océaniques afin de renforcer la volonté politique et l'appropriation des enjeux relatifs aux MNT au niveau national.	États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tuvalu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation d'activités de sensibilisation aux MNT dans 4 pays océaniques dans le cadre d'ateliers nationaux sur le sujet ; réunions avec les partenaires afin de renforcer la volonté politique et l'appropriation.	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Wallis et Futuna	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Achèvement de la base de travail relative au cadre législatif des MNT en Océanie. Après consultations (en cours), le cadre sera à nouveau examiné, notamment lors des réunions des directeurs de la santé et des ministres de la Santé des pays océaniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Aide apportée à 5 pays océaniques pour l'examen ou la conception de politiques et de lois relatives aux MNT (législation anti-tabac et loi sur la fiscalité des échanges de produits sains aux Îles Marshall ; création de l'Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT et politique et lignes directrices du fonds de promotion de la santé aux Îles Salomon ; politique relative à l'alimentation en milieu scolaire à Nauru).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Soutien à 17 initiatives des pouvoirs publics et de la société civile en faveur d'une action concertée contre les MNT.	Fidji, Nauru, Polynésie française, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Soutien à 4 pays océaniques pour la conception ou le renforcement de leurs plans plurisectoriels de lutte contre les MNT (Îles Salomon et Tonga) et des comités de lutte contre les MNT (Nauru et Tuvalu).	Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

Huitième objectif de développement : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Changement de pratiques		
Réalisation de formations à la surveillance et la réponse en santé publique : 75 personnes issues de 6 pays océaniques sont inscrites à la formation « Données pour la prise de décision »/certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (DDM-PGCFE). À l'heure actuelle, 27 % d'entre elles ont suivi les 5 modules et mettent en place des projets d'amélioration des systèmes ; 88 personnes issues de 10 pays océaniques ont suivi 5 ateliers de formation nationaux et 2 ateliers régionaux consacrés à l'expédition de matières infectieuses ; 49 personnes issues de 5 pays océaniques ont participé à une formation en microbiologie.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 
Mise en place, par 20 des 75 fonctionnaires des services de santé suivant la formation DDM-PGCFE, de projets d'amélioration des systèmes ; 35 % de ces projets sont axés sur la surveillance des maladies transmissibles et 30 % portent sur l'amélioration de la qualité des données.	Fidji, Îles Salomon, Tokelau, Tonga	3 
Obtention des résultats des tests par l'ensemble des États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant d'un soutien pour l'expédition et l'analyse des échantillons dans des laboratoires de référence de niveau 2 ou 3 du Réseau océanique de surveillance de la santé publique (ROSSP).	Îles Cook, Fidji, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	3 
Expédition, par l'ensemble des États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant d'un soutien financier de la CPS, d'échantillons vers des laboratoires de référence pour la réalisation d'analyses pour les arboviroses et la grippe.	Îles Cook, Fidji, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	3 
Diffusion de rapports sur PacNet par 81 % des pays ayant enregistré des alertes ou des flambées épidémiques, ce qui correspond à une augmentation de 50 % du partage d'informations en santé publique depuis 2017.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 
Collecte et analyse quotidiennes, par le ministère de la Santé du Samoa, de données des sites sentinelles pendant les mini-Jeux du Pacifique.	Samoa	3 
Analyse des données et rédaction de rapports de situation sur les épidémies par les 28 fonctionnaires des services de santé ayant suivi la formation consacrée à la réponse aux épidémies et à leur gestion.	Îles Salomon	3 
Changement de comportements		
Abonnement à PacNet de tous les agents nationaux clés désignés comme points de contact EpiNet.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 
Évolution des connaissances		
Connaissance, par tous les points de contact océaniques, de l'existence d'une liste actualisée des contacts de LabNet, des formations proposées par la CPS et de l'existence d'une liste des membres des équipes EpiNet par pays et par zone de compétence grâce à une amélioration de la communication et de la diffusion des informations.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Achèvement du manuel de formation sur les données pour la prise de décision (DDM), à la suite d'une concertation avec des experts techniques, afin de favoriser le renforcement des capacités de surveillance en santé publique au niveau national.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Capacité avérée, de la part des 75 fonctionnaires des services de santé suivant actuellement des formations, à analyser des données sanitaires, à repérer les domaines d'amélioration de leurs systèmes nationaux/locaux et à rédiger des rapports de situation.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tokelau, Tonga	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Amélioration des connaissances et des compétences en matière de surveillance des laboratoires constatée par plus de 75 % des agents de laboratoire participant à la formation en microbiologie.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Samoa	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Présentation et discussion des résultats des évaluations du Système de gestion de la qualité au laboratoire dans 3 pays océaniques. La réalisation d'évaluations et la diffusion de rapports écrits ont permis d'accroître la visibilité des résultats.	Îles Cook, Niue, Tuvalu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Obtention d'un certificat par 94 % des personnes (29 sur 31) ayant suivi la formation de l'Association du transport aérien international (IATA) au niveau national (9 personnes à Kiribati, 8 aux Îles Salomon, 6 à Tuvalu et 6 au Samoa) ; obtention de la certification par 100 % des participants à la formation des formateurs (18 personnes).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Conception de modèles d'affiches pour les personnes assistant à la réunion 2019 du ROSSP. Ces modèles ont été utilisés par 8 pays océaniques pour présenter des informations sur les activités nationales de surveillance, notamment sur l'utilisation des cartes des alertes relatives aux maladies émergentes.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Participation, par les agents ayant suivi une formation aux procédures et à la surveillance de laboratoire, à la surveillance renforcée pendant les Jeux du Pacifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Produit		
Obtention d'une décision clé par point de l'ordre du jour lors des réunions du ROSSP et de son Groupe de coordination.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Formulation d'au moins 3 recommandations par point de l'ordre du jour lors de l'atelier de formation « One Health ». L'objectif était de sensibiliser les parties prenantes à la démarche et à l'approche systémique « One Health ».	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Existence, dans 81 % des pays océaniques, d'une liste actualisée des membres des équipes EpiNet.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Existence, dans 22 des 24 États et Territoires insulaires océaniques, d'informations actualisées sur la liste des contacts de LabNet.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Achèvement du manuel de formation DDM.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Actualisation des supports de formation dans le sillage des révisions apportées au programme d'études en épidémiologie de terrain après son approbation par le conseil d'administration de l'Université nationale des Fidji (FNU) ; conception et lancement, par le biais de la plateforme d'apprentissage numérique Moodle, d'activités et d'exercices supplémentaires, notamment des études de cas.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Réalisation, par 9 pays océaniques, d'autoévaluations des besoins dans le cadre de la conception du manuel de lutte antivectorielle en Océanie.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation d'évaluations du Système de gestion de la qualité au laboratoire dans 3 pays océaniques.	Îles Cook, Niue, Tuvalu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation, par 1 agent de laboratoire de Palau et 2 agents de Kiribati, de stages en détachement d'une durée de deux semaines au sein de laboratoires de niveau 2 afin de renforcer les capacités de surveillance de la qualité en laboratoire.	Kiribati, Palau	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation de 6 ateliers nationaux de formation et de 2 ateliers régionaux consacrés à l'expédition de matières infectieuses.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Soutien à 6 pays océaniques pour couvrir les coûts d'expédition et d'analyse des échantillons dans des laboratoires de référence de niveau 2 ou 3.	Îles Cook, Fidji, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation de formations en microbiologie dans 4 pays océaniques.	Îles Cook, Kiribati, Nauru, Samoa	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Soutien technique à 5 pays océaniques pour la mise à jour des plans de résistance aux antimicrobiens.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Samoa	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation d'une enquête sur l'accès aux cartes hebdomadaires de surveillance et aux conseils relatifs aux épidémies publiés sur PacNet.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation et diffusion de 47 cartes d'alerte en santé publique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Production de conseils santé pour toutes les menaces sanitaires récurrentes et actuelles en Océanie.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Rédaction d'un projet de lignes directrices actualisées de lutte contre les infections.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Achèvement du manuel de lutte antivectorielle contre le moustique <i>Aedes</i> ; il sera transmis aux États et Territoires insulaires océaniques en 2020.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Formation de 28 personnes à la réponse aux épidémies et à la gestion d'épidémies.	Îles Salomon	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Formation de 11 agents de laboratoire à l'emballage et à l'expédition d'échantillons de laboratoire et à la surveillance en laboratoire.	Samoa	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Actualisation des procédures opératoires normalisées pour les laboratoires et des algorithmes d'analyse avant les Jeux du Pacifique.	Samoa, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Rédaction et diffusion de supports de communication sur les risques (sanitaires), en anglais et en français, lors des Jeux du Pacifique.	Samoa, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Conception d'une formation pilote à la communication sur les risques par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC), l'Association océanienne des fonctionnaires des services de santé (PIHOA) et la CPS, et présentation à 44 personnes de 6 pays océaniques.	Guam, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau, Samoa américaines	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Soutien apporté à 5 pays océaniques en matière d'information, d'éducation et de communication pour la conception ou la révision de supports (affiche « Stop aux piqûres » traduite en langues vernaculaires pour les Îles Cook, Wallis et Futuna et le Samoa ; aide aux Îles Cook pour la conception de messages diffusés à bord des avions au sujet de l'épidémie de dengue).	Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Samoa, Tonga, Wallis et Futuna	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Préparation de lignes directrices relatives à la prévention et à la lutte anti-infectieuse pour examen et achèvement.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

Neuvième objectif de développement : Améliorer la qualité de l'éducation

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Impact		
Enregistrement des qualifications accréditées dans le Registre océanien des qualifications et des normes (PRQS), ce qui permet de reconnaître les qualifications nationales et d'accroître la transparence des processus pour la mobilité de la main-d'œuvre dans la région.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Vanuatu	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 
Changement de pratiques		
Harmonisation des systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) nationaux avec les ODD, le Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique et les indicateurs de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et notamment le modèle de simulation de l'UNESCO. Les rapports réalisés retracent les progrès accomplis au regard des indicateurs nationaux, régionaux et mondiaux relatifs à l'éducation.	Vanuatu	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 
Vérification des données du SIGE et garantie de leur qualité, à la suite d'une assistance technique apportée au pays.	Tuvalu	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 
Assistance aux fonctionnaires du ministère de l'Éducation, des Sports et de la Culture pour l'utilisation du dispositif KIDMAP pour l'analyse des acquis d'apprentissage. Ce soutien a permis d'améliorer le contrôle et la gestion des analyses (le Samoa est le seul pays qui a demandé l'aide de la CPS pour l'utilisation du dispositif KIDMAP).	Samoa	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 
Renforcement des capacités des agents nationaux à mener des recherches en éducation. L'accroissement du soutien institutionnel en faveur de la recherche et l'accent mis sur cette dernière témoignent de l'amélioration des pratiques.	Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Renforcement des capacités du personnel chargé de l'élaboration des programmes d'études grâce au soutien technique apporté par la CPS, ce qui leur a permis de concevoir des programmes pour la 11 ^e année et de progresser sur ceux de la 12 ^e année.	Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Formation à l'évaluation en classe, et notamment à l'évaluation fondée sur les résultats, de 31 personnes (dont 64 % de femmes) dans 2 pays océaniques (personnel chargé de l'élaboration des programmes et de l'évaluation au ministère de l'Éducation, enseignants). Conception de composantes pour les tests de sélection des élèves boursiers en 8 ^e et 9 ^e années ; concertation sur le cadre d'évaluation.	Kiribati, Nauru	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Participation de 37 personnes (dont 35 % de femmes) à la formation des formateurs destinée à améliorer la qualité de l'enseignement de la lecture (en utilisant la phonétique) dans les classes bilingues par l'évaluation en classe et l'accompagnement.	Samoa	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Amélioration des systèmes de bases de données dans 4 pays océaniques en utilisant le logiciel PacSIMS (système de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques) afin d'accroître l'efficacité de la gestion des données relatives à l'éducation, avec des systèmes adaptés aux exigences des pays.	Kiribati, Nauru, Tonga, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Conception de recommandations, notamment pour les tâches associées aux évaluations internes et les examens blancs du second cycle du secondaire. La CPS a animé des formations à destination des examinateurs et surveillants, des enseignants et du personnel du ministère de l'Éducation.	Nauru, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Élaboration de dispositifs d'évaluation pour apprécier l'efficacité des directeurs d'établissement à la suite d'un atelier sous-régional ayant regroupé 6 personnes, dont 5 femmes, venant de 5 pays océaniques.	Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Conception de programmes de micro-qualifications pour 31 cours dispensés par la FNU dans plusieurs disciplines.	Fidji	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Soutien aux prestataires et organismes nationaux d'accréditation de 5 pays océaniques pour l'accréditation et l'assurance qualité, notamment en matière de formation des enseignants. La CPS a apporté son soutien à l'accréditation des qualifications des organismes nationaux et à une brève formation de base des fonctionnaires.	Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Création d'organismes nationaux d'assurance de la qualité dans 2 pays océaniques après apport d'une assistance technique et de conseils. Ces organismes fourniront des services d'assurance qualité aux établissements scolaires nationaux.	Kiribati, Îles Salomon	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Formation à l'audit qualité à destination des organismes nationaux d'accréditation, ce qui a permis la création d'un corps d'auditeurs qualité accrédités (il n'existait jusque là aucun registre des auditeurs qualité en Océanie).	Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Participation de 15 pays océaniques à des ateliers régionaux consacrés au renseignement des indicateurs et à la normalisation des microdonnées afin de renforcer les capacités nationales d'analyse des données relatives à l'éducation et d'aider les ministères de l'Éducation à prendre des décisions éclairées. Ces ateliers ont également permis de fournir les informations demandées dans le cadre du système d'information mondial de l'UNESCO.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Rencontre entre le comité de pilotage de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA), de hauts représentants ministériels de 15 pays océaniques, des représentants des bailleurs de fonds et des partenaires ; adoption de procédures, de méthodes et d'activités relatives à la PILNA, nouvelles ou actualisées, pour 2019.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Réunion du réseau régional de recherche ayant rassemblé des représentants de 10 pays océaniques, qui ont partagé des bonnes pratiques en matière de recherche en éducation, en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur (Université du Pacifique Sud [USP], FNU, Institut national de recherche de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Université des Îles Salomon).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Organisation d'un atelier régional et d'une formation internationale à destination des formateurs et des examinateurs afin de renforcer leurs compétences et leur aptitude à réaliser des évaluations de la qualité dans leurs pays.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Participation de 30 personnes issues de 7 pays océaniques à une formation destinée à renforcer les capacités nationales d'audit qualité.	Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Formation aux procédures et protocoles relatifs aux cadres de référence des qualifications afin de renforcer les capacités nationales en la matière, des éléments factuels témoignant de la mise en place de protocoles et de procédures.	Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Participation de 9 personnes, dont 5 femmes, issues de 6 pays océaniques à l'atelier sous-régional consacré aux normes de compétences des enseignants ; cette participation leur a permis d'améliorer l'efficacité et la responsabilité du corps enseignant par la création de normes régionales applicables aux enseignants.	Fidji, Kiribati, Palau, Samoa, Tonga, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Amélioration continue de la gestion du South Pacific Form Seven Certificate (SPFSC, diplôme régional de fin d'études secondaires) dans 3 pays, où, par exemple, les résultats sont publiés rapidement.	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Formation au SPFSC dans 3 pays océaniques afin que les qualifications soient actualisées et répondent aux normes régionales et internationales.	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Soutien technique à 3 pays océaniques pour l'utilisation de PacSIMS pour l'analyse et l'établissement de rapports relatifs à la session 2019 du SPFSC. Des rapports d'analyse, des résultats d'examen et des certificats ont été produits pour 331 candidats à Kiribati (dont 230 femmes), 31 à Tuvalu (dont 21 femmes) et 751 à Vanuatu (dont 405 femmes).	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Soutien technique et conseils à des agents de 3 pays océaniques pour l'intégration des indicateurs régionaux et internationaux aux SIGE nationaux, ce qui a permis à ces pays de produire des rapports pour le suivi international des politiques éducatives.	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Atelier consacré aux données de la PILNA dans 9 pays, ayant permis de faciliter l'utilisation des résultats de la PILNA 2018 pour nourrir l'élaboration des politiques et les interventions en classe ; il a également permis de renforcer les capacités nationales d'utilisation des tests à grande échelle pour appuyer la prise de décision (les États et Territoires insulaires océaniques sont de plus en plus nombreux à demander une analyse des données de la PILNA).	Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Participation de 105 personnes issues de 6 pays océaniques à l'atelier sous-régional sur l'évaluation des données relatives à l'éducation à l'appui de la prise de décision, en réaction à la demande croissante de soutien dans ce domaine.	Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Évolution des connaissances		
Collaboration entre la CPS et 5 pays océaniques pour la conception de plans d'action individualisés permettant à ces pays de hiérarchiser leurs besoins en matière de SIGE. Achèvement des rapports nationaux sur l'état du SIGE et du Cadre d'évaluation de la qualité des données, en collaboration avec l'Institut de statistique de l'UNESCO. Réunions dans les pays pour concevoir des plans d'action nationaux d'application des recommandations du Cadre d'évaluation de la qualité des données ; elles ont permis une concertation large, grâce à la participation des directeurs ou secrétaires permanents, des agents des services nationaux de la statistique et des planificateurs de l'enseignement.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Réalisation de rapports d'évolution et d'analyses de la situation relatifs au SIGE, et présentation pour examen aux ministères de l'Éducation de 6 pays océaniques. Des bases de données existent désormais à Nauru et aux Îles Marshall, mais il faut consolider les données ; le potentiel de transmission électronique des données et d'intégration des données relatives à l'éducation (évaluation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, éducation des jeunes enfants par exemple) est très important. Palau dispose déjà d'un système, et une visite de consultation a été réalisée.	Îles Cook, Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Tokelau	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Formation de 52 partenaires nationaux et acteurs du monde de l'éducation issus de 3 pays océaniques à l'analyse des données et à la production de tableaux de données vérifiés à partir des SIGE nationaux. La formation a renforcé les capacités nationales dans ce domaine.	Fidji, États fédérés de Micronésie, Tonga	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Rédaction d'un projet de politique de SIGE pour le ministère de l'Éducation et du Développement des ressources humaines, à la suite d'une évaluation croisée de la CPS portant sur les politiques et les conseils techniques.	Îles Salomon	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Aide au ministère de l'Éducation et du Développement des ressources humaines pour l'utilisation du logiciel ATLAS, l'objectif étant d'analyser les résultats des examens passés par les élèves du second cycle secondaire.	Îles Salomon	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Évaluation des politiques relatives à l'éducation en utilisant les outils SABER (Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation) de la Banque mondiale, avec un examen de la collecte des données, de leur analyse et de l'établissement de rapports. Réalisation d'un rapport sur le pays comprenant des recommandations destinées à orienter les interventions.	Kiribati	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Formation ou assistance technique apportée aux responsables des programmes scolaires et des évaluations de 6 pays océaniques pour : harmoniser l'évaluation des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul aux Fidji (LANA) avec la PILNA, concevoir de nouvelles composantes de l'évaluation normalisée des performances à Tuvalu (TUSTA), concevoir des composantes de l'évaluation des succès et des progrès à Tokelau (TAPA), analyser les résultats de l'évaluation normalisée des performances aux Îles Salomon (SISTA), concevoir des tests pour la 6 ^e année et la 8 ^e année à Nauru, et mesurer les progrès réalisés aux Tonga. Ce soutien a permis de renforcer les capacités des responsables en matière de conception et d'évaluation des composantes, ainsi que d'assurance de la qualité des outils d'évaluation normalisée.	Fidji, Nauru, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Lancement du Rapport régional 2018 de la PILNA, auquel ont assisté des représentants de 10 pays océaniques et des partenaires du développement. L'événement a bénéficié d'une importante couverture médiatique.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Rédaction des rapports nationaux 2018 au titre de la PILNA et diffusion des résultats lors d'ateliers nationaux ayant réuni 962 agents des ministères de l'Éducation (dont 47,6 % de femmes ; aucune donnée pour les Tonga, les données des États fédérés de Micronésie et des Îles Marshall n'ont pas été ventilées) issus de 15 pays océaniques. Les ateliers ciblaient 3 niveaux de responsabilités : cadres dirigeants, responsables des programmes scolaires et des évaluations, enseignants. Ils ont contribué à mieux faire comprendre les résultats de la PILNA.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Renforcement des capacités des responsables des programmes scolaires travaillant dans les ministères à concevoir des évaluations et des programmes axés sur les acquis d'apprentissage grâce à l'assistance technique fournie par la CPS. La planification dans ce domaine est à l'étude à Kiribati et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.	Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Renforcement des capacités des responsables des évaluations à concevoir des éléments pour le test PILNA dans la perspective de l'examen des composantes et de l'élaboration de nouvelles composantes pour la PILNA 2021, à la suite d'un atelier régional auquel ont participé 27 personnes, dont 15 femmes, issues de 15 pays océaniques.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Produit		
Formation à l'examen et à l'élaboration de politiques éducatives de 65 hauts fonctionnaires ministériels, dont 43 % de femmes.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tuvalu	4  ÉDUCATION DE QUALITÉ
Formation de 229 personnes (dont 46 femmes) dans le cadre de programmes régionaux d'observation (Programme océanien d'observation des pêches).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu	14  VIE AQUATIQUE
Participation de 29 personnes (dont 14 femmes) à la deuxième session du cours de niveau 4 sur le respect de la réglementation relative à la pêche côtière et à l'aquaculture.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	14  VIE AQUATIQUE

Services cliniques

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Changement de pratiques		
Mise en œuvre de 5 recommandations issues de la réunion des directeurs des services cliniques, soutien continu aux éléments suivants et perfectionnement de ces éléments : 1. Pathologie, par le biais de la Société océanienne de pathologie (PISP) – 14 pays océaniens 2. Soins d'urgence, grâce à la Société océanienne des soins d'urgence (PISEC) – 14 pays océaniens 3. Soins infirmiers spécialisés (soins périopératoires, otorhinolaryngologie [ORL] et audiologie) — 14 pays océaniens 4. ORL et audiologie — Fidji, Kiribati, Tonga, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu 5. Applications pour les lignes directrices cliniques nationales — Kiribati, Samoa et Tonga	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation d'audits des services cliniques dans 4 pays océaniques ; les résultats montrent que le taux de respect des 6 normes de soins périopératoires est resté supérieur ou égal à 75 %. L'intérêt de ces normes est reconnu par les parties prenantes, notamment par le Pacific Eye Institute, qui a demandé à les utiliser.	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Vanuatu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réparation de matériel biomédical dans 3 pays océaniques. Après passage des techniciens, ce matériel est désormais opérationnel. À Nauru, 21 équipements ont été réparés et 16 n'ont pas pu l'être faute de pièces détachées sur place. À Niue, 11 équipements ont été réparés (pas de pièces détachées pour 6 éléments). À Tuvalu, il fallait des pièces détachées pour 8 éléments.	Nauru, Niue, Tuvalu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Réalisation d'au moins 1 audit dans les hôpitaux de 8 pays océaniques sur 13.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Cartographie, par la Division santé publique et l'OMS, du personnel soignant de la région, en réaction à une recommandation issue de la réunion des ministres de la Santé des pays océaniques. Des plans ont été mis en place pour concrétiser les recommandations découlant de l'enquête sur la médecine d'urgence, adoptées par les directeurs de la santé.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Changement de comportements		
Adoption pour mise en œuvre régionale, par les directeurs des services cliniques, des rapports et recommandations issus de 3 réseaux cliniques océaniques (normes de soins d'urgence dans le Pacifique, recommandations en matière d'ORL et d'audiologie, recommandations relatives à la pathologie).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Évolution des connaissances		
Renforcement des connaissances de 7 personnes en matière de normes de sécurité des patients en soins périopératoires, en s'appuyant sur le deuxième Référentiel océanien pour la pratique des soins périopératoires (PPPB-2), axé sur la sécurité des patients.	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palau	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 
Présentation des données relatives au personnel médical lors des réunions des directeurs des services cliniques, des directeurs de la santé et des ministres de la Santé qui se sont tenues en 2019.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 

Progrès accomplis en 2019	Pays	ODD principal
Acquisition de nouvelles connaissances et compétences signalée par 5 des 49 cliniciens ayant reçu un soutien pour leur formation professionnelle (seuls 5 cliniciens ont donné leur avis).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Produit		
Représentation de 78,5 % des pays océaniques (11 sur 14) à la réunion des directeurs des services cliniques.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Réponse sous 3 jours à 90,4 % des demandes (66 sur 73) adressées au service d'assistance pour les questions de services cliniques. Lorsque les demandes sont reçues, la Division santé publique met parfois les pays en rapport avec d'autres parties prenantes mieux à même de répondre à leurs besoins particuliers.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Nombre important d'équipements biomédicaux vérifiés dans les pays océaniques pendant les visites techniques de la CPS : 105 éléments à Nauru, 88 à Niue et 48 à Tuvalu.	Nauru, Niue, Tuvalu	
Inclusion des pays du Pacifique Nord à la formation aux normes de sécurité périopératoire réalisée en 2019 ; 7 pays océaniques ont désormais bénéficié d'une telle formation, adaptée au contexte océanique.	Fidji, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon	
Mentorat apporté à 2 hôpitaux nationaux en 2019, ce qui porte le total à 7 (sur 13 pays océaniques ciblés).	Îles Cook, Niue	
Réalisation d'une analyse régionale, intitulée « Soins d'urgence dans le Pacifique : priorités et normes à fixer », en collaboration avec des partenaires.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Mise à jour des données relatives aux effectifs cliniques de 14 pays océaniques pour 2018 – Cartographie des services cliniques spécialisés en Océanie : une passerelle vers la coopération régionale et l'accès universel aux soins de santé.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Soutien à 3 réseaux cliniques en 2019, 49 cliniciens océaniques ayant bénéficié d'une aide pour qu'ils puissent participer à des réunions/formations propres à leur discipline (réunions des groupes ORL et audiologie, réunion biennale de la Société océanique pour la santé génésique [PSRH], réunion de radiologie).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	
Aide à 4 directeurs d'établissements cliniques pour qu'ils puissent participer à des consultations spécialisées de haut niveau (1 clinicien ORL, 2 membres de l'Association océanique du personnel infirmier de bloc opératoire, 1 directeur de services cliniques).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	

Objectif organisationnel A : Renforcer l'engagement et la collaboration avec les membres et les partenaires

Progrès accomplis en 2019
Changement de pratiques
Lancement de la mise en œuvre, par la Division santé publique, de plus de 5 recommandations issues de la Réunion des directeurs de la santé des pays océaniques de 2019 (recommandations dont la Division est responsable).
Formation de 3 nouveaux réseaux et partenariats cliniques : • ORL et audiologie, avec l'OMS, le Collège royal des chirurgiens d'Australasie (RACS) et l'Association australienne des infirmières et infirmiers des services d'ORL et de chirurgie cervico-faciale, • soins d'urgence, avec le Collège australasien de médecine d'urgence, l'OMS et les ministères de la Santé, • mentorat, entre l'Association océanienne du personnel infirmier de bloc opératoire et la Fédération internationale du personnel périopératoire (IFPN).
Renforcement de l'engagement des membres lors des réunions de gouvernance de la CPS, 11 des 13 membres (85 %) du sous-comité du CRGA étudiant les progrès réalisés au regard du Plan stratégique et de l'exécution du budget lors d'entretiens de préparation (5 États métropolitains membres de la CPS ou observateurs et 6 États et Territoires insulaires océaniques membres de la CPS).
Adoption, par le CRGA et le sous-comité du CRGA pour la mise en œuvre du Plan stratégique, de la réponse à mi-année de la direction à l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique ; 13 des 25 actions approuvées sont en cours, 10 n'ont pas commencé (2 ont été jugées moins prioritaires, 3 commenceront en 2020), et 5 doivent faire l'objet d'une décision du Directeur général ou du sous-comité du CRGA.
Révision des plans d'activité de 4 divisions ou programmes en 2019 (Direction opérations et gestion, Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement, Division géosciences, énergie et services maritimes, Division statistique pour le développement), dont 3 avec l'éclairage technique de l'équipe SPAC (Direction opérations et gestion, Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement, Division géosciences, énergie et services maritimes). Ces plans intègrent la théorie du changement de la CPS et sont cohérents avec les ODD et l'engagement à utiliser de meilleurs outils de mesure des résultats. Le nouveau cadre de résultats de la Direction opérations et gestion intègre des données de référence adaptées. L'harmonisation des plans d'activité avec le nouveau plan stratégique sera étudiée après l'approbation de celui-ci.
Amplification de la sensibilisation, de la collaboration et de la prise de contacts en matière de suivi-évaluation et d'amélioration continue (SE-AC) entre les acteurs océaniques de ce domaine grâce au projet de renforcement des capacités régionales en suivi-évaluation, recherche et amélioration continue réunissant le MFAT, la CPS et BetterEvaluation. Ces progrès ont été rendus possibles par plusieurs initiatives : conception d'un cadre conceptuel d'évaluation des capacités en SE-AC qui respecte la culture locale ; réalisation et analyse de 86 enquêtes ou entretiens « talanoa » portant sur les capacités en SE-AC ; conception et organisation d'une réunion SE-AC régionale (53 participants) destinée à examiner les capacités régionales en SE-AC en utilisant des approches océaniques et à définir la marche à suivre pour une collaboration au service du renforcement de ces capacités.
Première session extraordinaire de la Conférence régionale des ministres des Pêches, au cours de laquelle les ministres ont pu débattre de questions relatives aux pêches côtières et d'autres thématiques ne figurant pas à l'ordre du jour de la réunion ministérielle du Comité des pêches du Forum, axée principalement sur la pêche thonière. Cette conférence se tiendra une fois par an. Les directeurs des pêches de la CPS ont également convenu de se réunir tous les ans, s'alignant ainsi sur la Conférence régionale des ministres des Pêches. Cela permettra de rendre opérationnel le mécanisme régional des pêches côtières.
Animation d'un événement d'apprentissage entre pairs et d'une mission d'enquête qui ont permis au Samoa d'étudier le SIGE des Fidji et de favoriser le partage d'expériences et d'enseignements.
Évolution des connaissances
Achèvement et diffusion de 15 rapports nationaux au titre de la PILNA.
Réalisation de 2 vidéos présentant le travail et la contribution du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) en matière de conservation, de développement et de distribution des ressources phytogénétiques dans le Pacifique : une vidéo consacrée aux actions menées au profit de la distribution d'ignames, qui revient sur les travaux universitaires d'Amit Sukal et leur impact sur les États et Territoires insulaires océaniques (https://www.youtube.com/watch?v=mf8A4EKviPI), produite avec le soutien du Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) et du DFAT, et une vidéo de présentation du CePaCT (https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2019/07/garantir-la-perennite-des-ressources-phytogenetiques-dans-le-pacifique).
Éclairage apporté par 209 agents de la CPS, dont 48 % de femmes, issus de six sites (Nouméa, Suva, Pohnpei, Port-Vila, Honiara et Paris) et 160 représentants nationaux, dont 50 % de femmes, à la conception du prochain plan stratégique de la CPS grâce aux activités de collaboration en interne, aux ateliers annuels qui réunissent l'ensemble du personnel de la CPS, aux courriels, aux informations diffusées sur l'intranet et aux réunions du CRGA et du sous-comité du CRGA.

Progrès accomplis en 2019
Produit
Organisation ou co-organisation de 8 réunions régionales avec des ministres ou des directeurs de service océaniques (ministres et directeurs de l'Agriculture et de la Foresterie, Conseil des arts et de la culture du Pacifique, ministres océaniques de l'Énergie et des Transports, directeurs des pêches, ministres et directeurs de la Santé et Comité permanent océanique des statistiques, organe subsidiaire de la Conférence régionale des directeurs des services planification et statistique). D'autres événements d'importance régionale ou internationale ont également été organisés par la CPS (événements parallèles à l'occasion de la COP25, consultation régionale dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, dialogue régional de haut niveau sur l'eau et l'assainissement, dialogue des parlementaires océaniques sur les droits de la personne, la gouvernance et le développement, Conférence de la Coalition des leaders océaniques, dialogue des pays atolls).
Conclusion d'un partenariat avec le DFAT pour le programme statistique 2019 et d'un nouveau partenariat avec le MFAT pour un projet statistique d'une durée de cinq ans et la Plateforme de données océaniques. Conclusion d'un nouveau partenariat avec la Banque mondiale en vue de l'octroi de financements par l'Association internationale de développement, en cours de négociation.
Formation de 30 enseignants dans 15 écoles du Samoa dans la perspective de la mise en œuvre du projet phonétique.
Formation de 13 pays océaniques à la gestion des données et l'établissement de rapports pour l'ODD 4 (éducation de qualité).
Préparation d'une nouvelle convention de financement avec le MFAT, en partenariat avec Landcare Research (Nouvelle-Zélande), destinée à soutenir la reproduction à plus grande échelle du programme « Des semences pour la vie », initialement financé par le Fonds pour l'innovation de la CPS.
Conclusion de partenariats avec 1) l'ACIAR, afin de soutenir la préservation des ressources génétiques du cocotier et la lutte contre le rhinocéros du cocotier (2019–2023), 2) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans le cadre du troisième cycle du Fonds de partage des avantages et programme de coopération technique, destiné à soutenir la caractérisation génétique de la collection de taro du CePaCT (2019–2021), 3) les fonds programme du MFAT destinés à faire du CePaCT un centre d'excellence (approbation en juin–décembre 2019) et 4) les fonds programme du DFAT pour ce même objectif (approbation en septembre 2019 pour cinq ans).
Signature d'un protocole d'accord avec Biodiversity International, préparation d'un protocole d'accord avec le Centre international de la pomme de terre et l'Institut international d'agriculture tropicale.
Financements pour les réunions régionales des directeurs et ministres de l'Agriculture et de la Foresterie apportés par l'ACIAR et le DFAT. Soutien apporté par le DFAT et le MFAT à un atelier consacré à la solution ePhyto.
Signature d'une lettre d'accord relative au projet « De la montagne au récif » avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
Affiliation de la Division ressources terrestres, en sa qualité de secrétariat du réseau des services de conseil rural en Océanie (PIRAS), au Réseau Asie-Pacifique des services de conseil en milieu rural (APIRAS) et au Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS). Présidence du comité de pilotage de l'APIRAS par la Division ressources terrestres, qui est également membre du comité de pilotage du GFRAS.
Affiliation, par le biais de la POETCom, de la Division ressources terrestres au Forum pour l'émancipation économique des femmes du programme « Femmes du Pacifique, moteur du développement du Pacifique » financé par le DFAT.
Début du projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques, financé par le DFAT.
Nombre d'abonnés à la page Facebook de la POETCom : 7 500.
Traduction de 13 fiches techniques sur les légumes indigènes en langues vernaculaires de Tuvalu et de Kiribati afin de promouvoir la culture des légumes-feuilles nutritifs sur les atolls.
Participation de 88 % des pays océaniques à la Réunion des directeurs de la santé des pays océaniques de 2019, tous les pays étant représentés au niveau adéquat. Environ 85 % des participants ont estimé que la réunion avait été utile et bien organisée.
Signature d'un protocole d'accord entre la CPS et le Collège australasien de médecine d'urgence.
Prise de poste de 7 agents de coordination nationaux pour les droits de la personne dans des ministères où leur présence est pertinente à Kiribati, aux Îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, aux Îles Salomon, à Nauru, à Tuvalu et à Vanuatu.
Révision de la politique Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue en consultation avec le réseau de spécialistes du SE-AC (MELnet) afin de mieux représenter les besoins essentiels en matière de clarification des processus de programmation et les normes minimales de suivi-évaluation.
Consultation relative au programme-pays avec le ministère de l'Éducation de Papouasie-Nouvelle-Guinée afin d'étudier le plan de travail pour 2020 et l'expansion des progrès en matière d'acquis en lecture, écriture et calcul. Conclusion d'un accord pour l'harmonisation des rapports annuels avec le Département de la planification nationale et du suivi, ainsi que pour la gestion des indicateurs des ODD et les options en matière de micro-qualifications pour le service des pêches du pays.

Objectif organisationnel B : Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques

Progrès accomplis en 2019
Impact
Renforcement des processus de la PILNA 2018 afin qu'ils correspondent à des normes internationales de plus grande envergure.
Achèvement de la conception de 31 cours dispensés par la FNU assortis de micro-qualifications. La prochaine étape consistera à élaborer les micro-qualifications.
Changement de pratiques
Soutien apporté par la CPS à 1 pays océanien pour la réalisation d'une analyse psychométrique du test national.
Formation de 10 pays océaniens assurée par l'Australia Pacific Training Coalition (APTC), avec un financement de la CPS.
Examen de la théorie du changement utilisée par le réseau MELnet de la CPS et conception d'une charte MELnet définissant des principes de co-appropriation et de co-animation. Formation de 5 sous-groupes MELnet dédiés à des questions particulières (ODD, présentation et formation au SE-AC, boîte à outils SE-AC, systèmes de gestion de la performance, amélioration continue et gestion des connaissances) ; 3 des 5 groupes se réunissent régulièrement.
Adoption par le CRGA du <i>Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique</i> , qui comprenait de nouvelles parties, à savoir des extraits sur les partenariats et sur la contribution de l'Organisation aux ODD, conçus pour mieux répondre aux besoins des membres. Pour la première fois, les résultats de la CPS sont publiés en ligne dans un format permettant la navigation au moyen de l'explorateur de résultats de la Plateforme de données océaniques.
Réalisation de rapports de progrès à mi-année pour les divisions de la CPS ce qui facilite l'utilisation d'informations relatives au SE-AC dans les processus de réflexion et de planification et améliore l'établissement des rapports en fin d'année.
Évolution des connaissances
Présentation des résultats de l'enquête (« expérience ») BCM aux Îles Marshall lors d'une réunion du Comité océanien des méthodes statistiques.
Publication de 2 articles dans <i>ScienceDirect</i> et <i>Plant Pathology</i> , consacrés, pour le premier, à la détection et la caractérisation des badnavirus et, pour le second, à la caractérisation et à la diversité génétique des virus présents dans la collection océanienne de matériel génétique d'igname (https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0042682219300133?via%3Dihub et https://bsppjournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/ppa.13133).
Augmentation de 33 % du nombre de pages vues sur l'intranet de la boîte à outils SE-AC. Les outils d'établissement de rapports de l'Organisation ont été passés en revue afin de les rendre plus pertinents et plus exploitables (modèles de rapport et de cadre de résultats de mi-année ou en fin d'année, formulaire d'évaluation, liste de publications). Des outils de programmation ont été conçus et diffusés ; ils sont assortis d'une FAQ sur la programmation et d'un guide de la procédure de programmation.
Mise à l'essai d'une approche permettant d'évaluer l'intégration des enjeux transversaux aux projets, programmes ou plans d'activité de la CPS en vue d'établir des données de référence. D'après les 143 évaluations réalisées au niveau des projets, programmes ou domaines de résultats essentiels, 30 % ont été conçus pour bousculer les normes ou pratiques néfastes (principalement dans les domaines de l'environnement et du changement climatique) et 68 % intègrent des activités destinées à surmonter les problèmes liés à l'environnement et au changement climatique. Des niveaux d'intégration moins élevés ont été observés dans les approches centrées sur l'humain (droits de la personne, culture, dimension de genre et jeunesse notamment). Les résultats ont été transmis aux divisions et à la réunion des directeurs de la CPS.
Total de 486 pages uniques vues pour l'explorateur de résultats de la Plateforme de données océaniques.
Conception, par l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne (RRRT), d'un manuel de formation des formateurs et d'un manuel d'animation des formations sur le thème de la citoyenneté sociale ; ils sont principalement destinés aux activités en milieu scolaire.
Produit
Inclusion, dans le cadre de la communication avec d'autres organisations régionales, d'un diagnostic RSE de plus de 10 projets de la CPS et de projets menés dans les PTOM au titre du 11 ^e FED. Formation RSE réalisée dans un pays membre.

Progrès accomplis en 2019
Conception de 2 idées de projet par la Division ressources terrestres et la Division géosciences, énergie et services maritimes ; elles ont été soumises à l'Initiative Pacifique pour le climat, la biodiversité et la résilience (France/UE). S'agissant du Fonds vert pour le climat (FVC), des projets sont en cours de conception avec la Division géosciences, énergie et services maritimes, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, la Division santé publique et la Division ressources terrestres.
Achèvement du Cadre d'action sur le changement climatique de la CPS et de la stratégie d'engagement interne.
Envoi régulier de notes stratégiques sur le changement climatique et la durabilité environnementale à la direction, par exemple sur le FVC et le contexte régional.
Conservation du rôle de secrétariat du Réseau Asie-Pacifique de suivi de la qualité de l'éducation (NEQMAP) ; la CPS a également apporté des idées et des expériences provenant du travail mené en Océanie.
Conception de 2 micro-qualifications pour la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins.
Participation de la CPS à 2 conférences internationales.
Participation d'agents de la Division ressources terrestres à des formations techniques : 2 agents ont suivi une formation à la gestion de projets, 2 ont participé au programme John Dillon Fellowship-ACIAR et 1 agent a bénéficié de la formation de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires appuyée par l'ACIAR.
Organisation, par la Division santé publique, d'une réunion de son Groupe d'experts scientifiques et techniques, composé d'éminents universitaires et professionnels de santé. Le Groupe a formulé des recommandations pour le programme de travail de la Division.
Participation de 173 agents à 8 événements dédiés à l'amélioration continue et aux résultats : atelier MELnet (30 pers.), refonte de MELnet (16 pers.), débriefing sur la présentation des résultats 2018 (12 pers.), séance sur l'échelle de notation pour les enjeux transversaux (13 pers.), 3 sessions sur l'établissement de rapports en fin d'année (23 pers.), et atelier sur l'amélioration continue et les résultats (79 pers.).
Soutien technique apporté par le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement et RRRT pour l'examen et la conception de programmes intégrant des composantes d'éducation à la citoyenneté.

Objectif organisationnel C : Répondre aux priorités de développement des membres au moyen d'approches pluridisciplinaires

Progrès accomplis en 2019
Changement de pratiques
Mise en place d'une approche fondée sur les droits (approche centrée sur l'humain) par 3 programmes de la CPS (RENI, PEUMP, AMCC+SUPA), avec les partenaires océaniques.
Évolution des connaissances
Participation active de la Division statistique pour le développement au groupe de travail interne de la CPS sur les ODD ; un tableau de bord des ODD a été créé et mis en ligne sur la nouvelle page Internet de la Division et le site de la Plateforme de données océaniques. La Division a également plaidé pour l'utilisation de tableaux de bord lors des réunions et ateliers auxquels ont participé ses agents.
Financements apportés à 3 pays océaniques, au Pacific Disability Forum et aux agents de coordination nationaux pour qu'ils puissent participer à l'atelier de la Division statistique pour le développement sur l'analyse des données sur le handicap.
Produit
Collaboration de 3 entités (composante énergie de la Division géosciences, Division statistique pour le développement et équipe SPAC) et de 5 partenaires externes avec le Programme océans et services maritimes.

Progrès accomplis en 2019
Organisation et animation, par la Division santé publique, d'un atelier régional de formation « One Health », et recrutement d'un consultant pour réaliser la formation élémentaire sur « One Health » et l'approche systémique (l'approche « One Health » part du principe que les êtres humains, les animaux, les plantes et l'environnement sont interconnectés et que les différents secteurs doivent communiquer et collaborer pour améliorer les effets en matière de santé publique).
Participation de RRRT à 8 programmes de la CPS concernant des approches fondées sur les droits et l'intégration des droits de la personne : • Rapport d'orientation de la PIEMA (Division géosciences, énergie et services maritimes) • Échelle de notation pour les enjeux transversaux (SPAC) • Proposition de la Division géosciences, énergie et services maritimes • Accord de contribution au titre du 11^e FED • Plan d'engagement social et environnemental (Division statistique pour le développement) • RENI (Division géosciences, énergie et services maritimes) • PEUMP (Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins) • AMCC+SUPA (Division géosciences, énergie et services maritimes)
Participation de l'équipe SPAC à 7 initiatives transversales : gestion du projet Walu, système de gestion financière, développement de la performance en matière de ressources humaines, système de gestion des voyages, gestion du contenu d'entreprise, groupe de travail sur les ODD, programme axé sur le rôle des femmes dans le développement durable.
Conception et lancement d'un manuel sur le genre et l'inclusion sociale dans le secteur des pêches et de l'aquaculture ; il est utilisé par le programme PEUMP pour les formations relatives à la dimension de genre à l'USP.

Objectif organisationnel D : Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation

Progrès accomplis en 2019
Impact
Choix de 20 écoles fidjiennes pour le projet de recherche, avec le soutien de la CPS pour la rédaction du questionnaire.
Changement de pratiques
Mise en place de plans de travail intégrés pour chaque service de la Division statistique pour le développement par le biais d'un nouveau système comptable, réalisation de rapports semestriels de performance, suivi mensuel des budgets des projets.
Aide à 2 pays océaniques pour la réalisation de travaux de recherche sur l'éducation.
Achèvement des missions de planification dans 15 pays océaniques dans le cadre de la nouvelle méthode de planification du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement.
Renforcement de l'appropriation de la politique PEARL par les divisions, comme en témoigne l'intégration de pratiques relatives à la planification, au suivi-évaluation et à l'amélioration continue (PSE-AC) lors des réunions de réflexion (particulièrement en fin d'année).

Progrès accomplis en 2019
Renforcement de l'amélioration continue, avec 3 mandats pour des évaluations intégrant les questions sur la RSE (Division pêche) et les principes réalistes d'enquête (Division géosciences).
Dix propositions de programmes/projets examinées par les pairs au sein de l'équipe SPAC :
2 approches de programmation intégrée, fonds d'amorçage et d'habilitation du MFAT et recommandations connexes transmises aux dirigeants, FVC, « One Health » (Division santé publique), bonne gouvernance (RRRT), Plateforme de données océaniques, CCPSO, Programme géoressources et énergie pour les appels à propositions ACP/UE (Division géosciences), proposition de programmation intégrée.
Publication d'un rapport à mi-année par 9 divisions et programmes, publication d'un rapport en fin d'année et organisation de réunions de réflexion par 10 divisions, dont 4 réunions animées par l'équipe SPAC.
Travail participatif des communautés permettant à la recherche sur la pêche et les écosystèmes marins d'être menée de façon éthique et respectueuse de la culture locale, y compris lorsque les procédures nationales officielles ne l'exigent pas.
Réponse de 266 personnes (soit 43 % des 629 participants) à des questionnaires d'évaluation destinés à améliorer le SE-AC relatif aux activités de renforcement des capacités de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins. Il leur était notamment demandé s'ils estimaient avoir acquis de nouvelles connaissances et être en mesure de les utiliser dans leur travail. La Division pêche continuera de chercher à obtenir de plus en plus de retours des participants et d'améliorer le suivi de toutes les activités de renforcement des capacités.
Organisation de réunions de réflexion en fin d'année par 10 des 11 divisions et programmes (91 %). Sur ces 10 réunions, 7 (70 %) ont été animées par les divisions elles-mêmes, avec un minimum de soutien de l'équipe SPAC, ce qui démontre la capacité accrue du personnel à préparer et animer des réunions de planification et de réflexion.
Évolution des connaissances
Tenue de 3 événements consacrés à l'utilisation de l'amélioration continue pour optimiser la prise de décision, qui ont permis de sensibiliser les participants :
• l'atelier MELnet comprenait une composante sur le renforcement des capacités en amélioration continue et son application ; • l'atelier annuel sur l'amélioration continue et les résultats à l'échelle de l'Organisation avait pour thème l'utilisation de l'amélioration continue pour la prise de décision et l'amélioration de la programmation, plusieurs outils ayant été présentés et débattus ; • participation à l'événement organisé par le MFAT et consacré aux approches propres à l'Océanie.
Meilleure compréhension des enjeux d'amélioration continue par près de 60 % des personnes interrogées (11 personnes) lors de l'atelier MELnet ; 70 % ont également indiqué disposer d'idées pour appliquer le contenu de la formation à leur travail.
Les personnes interrogées ayant suivi l'atelier sur l'amélioration continue et les résultats ont estimé que celui-ci leur avait permis d'échanger avec d'autres agents de la CPS et de mieux connaître le travail des différents divisions et programmes de l'Organisation.
Achèvement de l'évaluation du renforcement des capacités à l'échelle de la CPS ; diffusion des conclusions et des recommandations en interne (aux référents SE-AC, aux spécialistes du renforcement des capacités et aux équipes de haute direction).
Produit
Réalisation d'études de cas destinées à évaluer l'impact du travail d'éducation de la CPS sur des domaines de recherche ciblés dans 2 pays océaniques.
Apport d'une composante SE-AC à la conception de 5 initiatives de programmation afin d'assurer la qualité lors de l'appréciation des résultats. Il s'agit de trois 3 initiatives intégrées (CCPSO, Plateforme de données océaniques et systèmes alimentaires) et 2 initiatives liées à des programmes-pays (Îles Salomon et Vanuatu).
Réalisation d'une évaluation indépendante du processus de présentation des résultats 2018 et de 5 évaluations de routine post-activités (atelier MELnet, atelier sur l'amélioration continue et les résultats, 2 réunions du sous-comité du CRGA, une session du CRGA).

Objectif organisationnel E : Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus

Progrès accomplis en 2019
Changement de pratiques
Passage à 7 semaines du délai entre la première publication d'un appel à propositions et la conclusion du contrat de service.
Réduction du temps de traitement des demandes par le service informatique à un peu plus de 2 jours et 7 heures, avec une note de satisfaction des clients de 3,94/5.
Taux de recouvrement des redevances administratives de 10,5 %.
Taux d'exécution des projets de 94 %.
Mise en place de procédures, notamment pour l'unité gestion de projets UE et l'audit des projets, afin de réduire au maximum les risques.
Réserves équivalant à trois mois de dépenses de fonctionnement ; approbation d'un budget équilibré par le CRGA.
Recouvrement intégral des coûts pour l'informatique et les installations, recouvrement partiel pour la traduction, l'interprétation et les publications. Autofinancement du service de gestion immobilière et de l'économet.
Traitement de 329 pièces officielles, dont 198 documents juridiques (lettres d'accord, protocoles d'accord, contrats), 26 documents consultatifs, 66 politiques et 19 modèles.
Délai moyen de réalisation du recrutement : 87 jours pour les postes à recrutement international, 60 jours pour les postes à recrutement local.
Pourcentage de femmes au sein des effectifs de la CPS (595 personnes) : 54 %, contre 52 % en 2018.
Proportion de femmes en contrat local : 65 %, contre 63 % en 2018 ; proportion de femmes en contrat international ou aux postes de direction : 45 %, contre 40 % en 2018.
Exemples de postes pourvus : Responsable de l'équipe SPAC, Cheffe d'équipe (stratégie), Conseillère en planification, résultats et performance, Chef d'équipe (programmation) en contrat à durée déterminée, Conseiller en programmation, conception et amélioration continue, Conseillère en relations et amélioration continue, pourvoi de deux postes par intérim (Cheffe d'équipe SE-AC et Conseillère PSE-AC), Chargée de communication et deux stagiaires.
Changement de comportements
Accroissement de l'utilisation de l'intranet comme source d'information, avec 393 362 pages vues.
Évolution des connaissances
Incitation des agents à rechercher des possibilités de formation pertinentes.
Modification, dans le cadre de l'examen des procédures d'achat de la CPS de 31 procédures dispensées d'appel d'offres, soit 4,6 % du montant total des achats.
Utilisation des rapports de la Direction opérations et gestion pour appuyer les changements au sein de l'Organisation, par exemple pour mettre l'accent sur l'augmentation des redevances administratives des projets ou sur les réformes relatives au budget et aux achats.
Lors des entretiens de départ, aucun des 19 agents concernés n'a mentionné la rémunération comme raison de son départ.
Possibilité, pour les agents de l'équipe SPAC, d'accéder à 8 dispositifs formels de perfectionnement technique par le biais de conférences, de formations et de stages liés aux livrables.
Produit
Achèvement et adoption de la politique et du plan d'action de responsabilité sociale et environnementale.

Progrès accomplis en 2019
Organisation de nombreuses activités réunissant tous les agents (Journée mondiale de l'environnement, événements pendant la Semaine européenne de réduction des déchets, etc.).
Création du service d'assistance RSE avec l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne et le Département développement social. Toutes les divisions et tous les projets de la CPS peuvent le contacter. Des actions de sensibilisation ont été menées grâce à une communication adaptée. Les projets, mandats et plans d'activité ont été passés en revue en 2019 et des outils de généralisation des enjeux RSE sont en cours d'élaboration.
Niveau élevé (98 %) de respect des politiques relatives aux voyages, à l'achat de biens et de services et aux paiements/reçus.
Réalisation d'enquêtes auprès des clients par 2 des 10 équipes de la Direction opérations et gestion.
Intégration d'une phase importante de consultation dans le cadre du projet sur les politiques relatives au personnel. Report du déploiement du système d'information de gestion financière afin de consulter toutes les parties prenantes et de tenir compte de leurs besoins. Consultation des adjoints administratifs (finances et administration) sur la question des dépenses en numéraire.
Réalisation d'une documentation technique pour le système d'information sur les ressources humaines, le système d'information de gestion financière et le système de gestion de la paie.
Refonte du processus de la phase II du Programme pour la résilience du Pacifique (PREP II) afin de l'harmoniser avec les exigences des bailleurs de fonds et de préciser les rôles et responsabilités.
Ajout de 7 000 ensembles de données à la Plateforme de données océaniques.
Formation de 218 agents au système de gestion des finances et de 390 agents aux systèmes informatiques.
Mise en place du système d'information sur les ressources humaines et du système de gestion financière.
Gestion proactive des paiements en numéraire grâce à des améliorations du processus : 2 enquêtes pour fraude conclues, d'autres sont en cours.
Lancement de nouveaux modules Jobs dans le système d'information de gestion financière pour améliorer l'établissement de rapports par les divisions.
Recrutement d'une Conseillère en hygiène et sécurité, première étape en vue de l'établissement d'un cadre central.
Publication, pour la première fois, de l'ensemble des politiques relatives au personnel et du Règlement du personnel pour consultation en interne.
Traduction de 1,28 million de mots et 208 journées d'interprétation dans le cadre des efforts de la CPS pour honorer son engagement en faveur du bilinguisme.
Conception, par la Division santé publique, d'un outil de suivi des recommandations et d'un document évolutif permettant une actualisation constante des activités de surveillance et de riposte en santé publique.
Intégration, lors des réunions semestrielles de réflexion de la Division santé publique, d'analyses et de graphiques présentant les informations issues de la base de données de formation. Utilisation du contenu et des graphiques de la base de données lors de réunions régionales ou internationales, utilisation des informations de la base de données pour orienter la planification.
Définition de la portée du système de gestion de la performance en matière de SE-AC lors de l'atelier MELnet organisé en 2019. Débats autour du système d'amélioration continue lors de l'atelier 2019 sur l'amélioration continue et les résultats.
Mise à l'essai du recouvrement des coûts pour les services de SE-AC (en lien avec le nouveau plan d'activité de la Direction opérations et gestion et la stratégie de la Plateforme de données océaniques, en s'appuyant sur la théorie du changement). Augmentation de 0,5 équivalent temps plein des capacités au sein de l'équipe SPAC.

Annexe 2 :

Publications signées par la CPS

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Publication dans une revue scientifique	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	A demand-driven approach to ecosystem services economic valuation: Lessons from Pacific island countries and territories	https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2212041619301858
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Autre littérature grise	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	Mécanismes économiques et financiers pour la résilience au changement climatique	http://purl.org/spc/digilib/doc/mew2a
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Autre littérature grise	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	Incitations économiques au service de la lutte contre les espèces envahissantes : bilan de l'activité régionale du projet RESCCUE	http://purl.org/spc/digilib/doc/p6mze
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Autre littérature grise	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	Quelle place pour le changement climatique dans le projet RESCCUE ?	http://purl.org/spc/digilib/doc/jc5qi
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Autre littérature grise	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	Vers un « verdissement » de la fiscalité et des subventions publiques dans les États et Territoires Insulaires Océaniques (ETIO) : bilan de l'activité régionale du projet RESCCUE	http://purl.org/spc/digilib/doc/r8sob
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Autre littérature grise	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	Appui du projet RESCCUE à la gestion intégrée des zones côtières	http://purl.org/spc/digilib/doc/zrn4u
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Autre littérature grise	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	Création et gestion des aires protégées	http://purl.org/spc/digilib/doc/muwu7
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Autre littérature grise	Marre, J.-B. et Billé, R.	2019	Renforcer la hiérarchie d'atténuation dans les États et Territoires insulaires océaniques	http://purl.org/spc/digilib/doc/e87ke
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Rapport	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>PILNA 2018 Regional Report</i>	https://eqap.spc.int/sites/default/files/resources/2020-04/PILNA%20Regional%20Report%202018.pdf

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Rapport	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>PILNA Small Islands States Report</i>	http://www.eqap.org.fj
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Rapport	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>PILNA Country reports</i>	http://www.eqap.org.fj
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Publication	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>Quality assurance in higher education and training in Pacific Island countries and territories: Policy and procedures on quality assurance processes</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/oqm8u
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Publication	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>Quality assurance in higher education and training in Pacific Island countries and territories: Micro-qualification in developing assessment instruments – qualification document</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/uzxz6
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Publication	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>Quality assurance in higher education and training in Pacific Island countries and territories: Micro-qualification in developing assessment instruments – unit standards booklet</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/w8rj3
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Publication	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>Quality assurance in higher education and training in Pacific Island countries and territories: Micro-qualification in establishing and operating a small seafood business – qualification document</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/s5hzc
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Publication	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>Quality assurance in higher education and training in Pacific Island countries and territories: Micro-qualification in establishing and operating a small seafood business – unit standards booklet</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/a66hu
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Publication	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>Quality assurance in higher education and training in Pacific Island countries and territories: Micro-qualification in maintaining seafood safety and quality – qualification document</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/o7ehf

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Publication	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	2019	<i>Quality assurance in higher education and training in Pacific Island countries and territories: Micro-qualification in maintaining seafood safety and quality – unit standards booklet</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/25kbr
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Anderson, G., Hampton, J., Smith, N., Rico, C.	2019	Indications of strong adaptive population genetic structure in albacore tuna (<i>Thunnus alalunga</i>) in the southwest and central Pacific Ocean	Anderson G, Hampton J, Smith N, Rico C. Indications of strong adaptive population genetic structure in albacore tuna (<i>Thunnus alalunga</i>) in the southwest and central Pacific Ocean. <i>Ecology and Evolution</i> . 2019 Aug 27;9(18):10354-10364. eCollection 2019 Sep. https://doi.org/10.1002/ece3.5554
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Anderson, G., Lal, M., Hampton, J., Smith, N. et Rico, C.	2019	Close kin proximity in yellowfin tuna (<i>Thunnus albacares</i>) as a driver of population genetic structure in the tropical western and central Pacific Ocean	Anderson, G., Lal, M., Hampton, J., Smith, N. et Rico, C. 2019. Close kin proximity in yellowfin tuna (<i>Thunnus albacares</i>) as a driver of population genetic structure in the tropical western and central Pacific Ocean. <i>Frontiers in Marine Science</i> . 6: 341. DOI:10.3389/fmars.2019.00341
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Bax, N.J., Miloslavich, P., Muller-Karger, F.E., Allain, V., Appeltans, W., Batten, S.D., Benedetti-Cecchi, L., Buttigieg, P.L., Chiba, S., Costa, D.P., Duffy, J.E., Dunn, D.C., Johnson, C.R., Kudela, R.M., Obura, D., Rebelo, L.-M., Shin, Y.-J., Simmons, S.E. et Tyack, P.L.	2019	A Response to Scientific and Societal Needs for Marine Biological Observations	Bax, N.J., Miloslavich, P., Muller-Karger, F.E., Allain, V., Appeltans, W., Batten, S.D., Benedetti-Cecchi, L., Buttigieg, P.L., Chiba, S., Costa, D.P., Duffy, J.E., Dunn, D.C., Johnson, C.R., Kudela, R.M., Obura, D., Rebelo, L.-M., Shin, Y.-J., Simmons, S.E. et Tyack, P.L. 2019 A Response to Scientific and Societal Needs for Marine Biological Observations. <i>Front. Mar. Sci.</i> 6:395. www.doi.org/10.3389/fmars.2019.00395
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Escalle, L., Scutt Phillips, J., Brownjohn, M. et al.	2019	Environmental versus operational drivers of drifting FAD beaching in the Western and Central Pacific Ocean	Escalle, L., Scutt Phillips, J., Brownjohn, M. et al. Environmental versus operational drivers of drifting FAD beaching in the Western and Central Pacific Ocean. <i>Scientific Reports</i> 9, 14005 2019. https://doi.org/10.1038/s41598-019-50364-0
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Fey, P., Bustamante, P., Bosserelle, P., Espiau, B., Malau, A., Mercader, M., Wafo, E., Letourneur, Y.	2019	Does trophic level drive organic and metallic contamination in coral reef organisms?	Fey, P., Bustamante, P., Bosserelle, P., Espiau, B., Malau, A., Mercader, M., Wafo, E., Letourneur, Y. Does trophic level drive organic and metallic contamination in coral reef organisms?. <i>Science of The Total Environment</i> , vol. 667, pp. 208-221. www.doi.org/10.1016/j.scitotenv.2019.02.311

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Frommel, A.Y., Brauner, C.J., Allan, B.J.M., Nicol, S., Parsons, D.M., Pether, S.M.J., Setiawan, A.N., Smith, N., Munday, P.L.	2019	Organ health and development in larval kingfish are unaffected by ocean acidification and warming	Frommel, A.Y., Brauner, C.J., Allan, B.J.M., Nicol, S., Parsons, D.M., Pether, S.M.J., Setiawan, A.N., Smith, N., Munday, P.L. Organ health and development in larval kingfish are unaffected by ocean acidification and warming. <i>PeerJ</i> . 2019 Dec 12;7:e8266. doi: 10.7717/peerj.8266. eCollection 2019.
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Hewavitharane, C. A., Pickering, T. D., Rico, C., et Mochioka, N.	2019	Early life history of tropical freshwater eels (<i>Anguilla</i> spp.) recruiting to Viti Levu, Fiji Islands, in the western South Pacific	Hewavitharane, C. A., Pickering, T. D., Rico, C., et Mochioka, N. 2019. Early life history of tropical freshwater eels (<i>Anguilla</i> spp.) recruiting to Viti Levu, Fiji Islands, in the western South Pacific. <i>Marine and Freshwater Research</i> 70: pp 1-9. https://doi.org/10.1071/MF19047
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Houssard, P., Point, D., Tremblay-Boyer, L., Allain, V., Pethybridge, H., Masbou, J., Ferriss, B.E., Baya, P.A., Lagane, C., Menkes, C.E., Letourneur, Y., Lorrain, A.	2019	A Model of Mercury Distribution in Tuna from the Western and Central Pacific Ocean: Influence of Physiology, Ecology and Environmental Factors	Houssard, P., Point, D., Tremblay-Boyer, L., Allain, V., Pethybridge, H., Masbou, J., Ferriss, B.E., Baya, P.A., Lagane, C., Menkes, C.E., Letourneur, Y., Lorrain, A. A Model of Mercury Distribution in Tuna from the Western and Central Pacific Ocean: Influence of Physiology, Ecology and Environmental Factors. <i>Journal of Environmental Science and Technology</i> · February 2019, www.doi.org/10.1021/acs.est.8b06058
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Jarrold, M. D., Welch, M. J., McMahon, S. J., McArley, T., Allan, B. J. M., Watson, S. A., Parsons, D. M., Pether, S. M. J., Pope, S., Nicol, S., Smith, N., Herbert, N. et Munday, P. L.	2019	Elevated CO ₂ affects anxiety but not a range of other behaviours in juvenile yellowtail kingfish	Jarrold, M. D., Welch, M. J., McMahon, S. J., McArley, T., Allan, B. J. M., Watson, S. A., Parsons, D. M., Pether, S. M. J., Pope, S., Nicol, S., Smith, N., Herbert, N. et Munday, P. L. 2019. Elevated CO ₂ affects anxiety but not a range of other behaviours in juvenile yellowtail kingfish. <i>Marine Environmental Research</i> . https://doi.org/10.1016/j.marenvres.2019.104863

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Lorrain, A., Pethybridge, H., Cassar, N., Receveur, A., Allain, V., Bodin, N., Bopp, L., Choy, C.A., Duffy, L., Fry, B., Goñi, N., Graham, B.S., Hobday, A.J., Logan, J.M., Ménard, F., Menkes, C.E., Olson, R.J., Pagendam, D.E., Point, D., Revill, A.T., Somes, C.J., Young, J.W.	2019	Trends in tuna carbon isotopes suggest global changes in pelagic phytoplankton communities	Lorrain, A., Pethybridge, H., Cassar, N., Receveur, A., Allain, V., Bodin, N., Bopp, L., Choy, C.A., Duffy, L., Fry, B., Goñi, N., Graham, B.S., Hobday, A.J., Logan, J.M., Ménard, F., Menkes, C.E., Olson, R.J., Pagendam, D.E., Point, D., Revill, A.T., Somes, C.J., Young, J.W. 2019. Trends in tuna carbon isotopes suggest global changes in pelagic phytoplankton communities. <i>Global Change Biology</i> . 26. www.doi.org/10.1111/gcb.14858
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Munday, P.L., Schunter, C., Allan, B.J.M., Nicol, S., Parsons, D.M., Pether, S.M.J., Pope, S., Ravasi, T., Steiawan, A.N., Smith, N., et Domingos, J.A.	2019	Testing the Adaptive Potential of Yellowtail Kingfish to Ocean Warming and Acidification	Munday, P.L., Schunter, C., Allan, B.J.M., Nicol, S., Parsons, D.M., Pether, S.M.J., Pope, S., Ravasi, T., Steiawan, A.N., Smith, N., et Domingos, J.A. 2019. Testing the Adaptive Potential of Yellowtail Kingfish to Ocean Warming and Acidification. <i>Frontiers in Ecology and Evolution</i> ; 7:253. www.doi.org/10.3389/fevo.2019.00253
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Popova, E., Vousden, D., Sauer, W.H.H., Mohammed, E.Y., Allain, V., Downey-Breedt, N., Fletcher, R., Gjerde, K.M., Halpin, P.N., Kelly, S., Obura, D., Pecl, G., Roberts, M., Raitos, D.E., Rogers, A., Samoilys, M., Sumaila, U.R., Tracey, S. et Yool, A.	2019	Ecological connectivity between the areas beyond national jurisdiction and coastal waters: Safeguarding interests of coastal communities in developing countries	Popova, E., Vousden, D., Sauer, W.H.H., Mohammed, E.Y., Allain, V., Downey-Breedt, N., Fletcher, R., Gjerde, K.M., Halpin, P.N., Kelly, S., Obura, D., Pecl, G., Roberts, M., Raitos, D.E., Rogers, A., Samoilys, M., Sumaila, U.R., Tracey, S. and Yool, A. 2019. Ecological connectivity between the areas beyond national jurisdiction and coastal waters: Safeguarding interests of coastal communities in developing countries. <i>Marine Policy</i> . 104. 90-102. www.doi.org/10.1016/j.marpol.2019.02.050

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Receveur, A., Menkes, C., Allain, V., Lebourges-Dhaussy, A., Nerini, D., Morgan, M., Ménard, F.	2019	Seasonal and variability in the vertical distribution of pelagic forage fauna in the Southwest Pacific.	Receveur, A., Menkes, C., Allain, V., Lebourges-Dhaussy, A., Nerini, D., Morgan, M., Ménard, F. 2019. Seasonal and spatial variability in the vertical distribution of pelagic forage fauna in the Southwest Pacific. <i>Deep Sea Research Part II: Topical Studies in Oceanography</i> . 104655. www.doi.org/10.1016/j.dsr2.2019.104655
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Scutt Phillips, J., Escalle, L., Pilling, G., Sen Gupta, A. et van Sebille, E.	2019	Regional connectivity and spatial densities of drifting fish aggregating devices, simulated from fishing events in the Western and Central Pacific Ocean	Scutt Phillips, J., Escalle, L., Pilling, G., Sen Gupta, A. et van Sebille, E. 2019. Regional connectivity and spatial densities of drifting fish aggregating devices, simulated from fishing events in the Western and Central Pacific Ocean. <i>Environmental Research Communications</i> 1 (5) https://iopscience.iop.org/article/10.1088/2515-7620/ab21e9/meta
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Senina, I.N., Lehodey, P., Hampton, J. et Sibert J.	2019	Quantitative modelling of the spatial dynamics of South Pacific and Atlantic albacore tuna populations	Senina, I.N., Lehodey, P., Hampton, J. et Sibert J. 2019. Quantitative modelling of the spatial dynamics of South Pacific and Atlantic albacore tuna populations. <i>Deep Sea Research</i> , https://doi.org/10.1016/j.dsr2.2019.104667
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Senina, I., Lehodey, P., Sibert, J. et Hampton, J.	2019	Integrating tagging and fisheries data into a spatial population dynamics model to improve its predictive skills	Senina, I., Lehodey, P., Sibert, J. et Hampton, J. 2019. Integrating tagging and fisheries data into a spatial population dynamics model to improve its predictive skills. <i>Canadian Journal of Fisheries and Aquatic Sciences</i> . www.doi.org/10.1139/cjfas-2018-0470
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Skirtun, M., Pilling, G.M., Reid, C. et Hampton, J.	2019	Trade-offs for the southern longline fishery in achieving a candidate South Pacific albacore target reference point	Skirtun, M., Pilling, G.M., Reid, C. et Hampton, J. 2019. Trade-offs for the southern longline fishery in achieving a candidate South Pacific albacore target reference point. <i>Marine Policy</i> . https://doi.org/10.1016/j.marpol.2018.11.014
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Trowbridge, C.D., Little, C., Plowman, C.Q., Williams, G.A., Pilling, G.M., Morritt, D., Rivera Vázquez, Y., Dlouhy-Massengale, B., Cottrell, D.M., Stirling, P., Harman, L. et McAllen, R.	2019	No 'silver bullet': Multiple factors control population dynamics of European purple sea urchins in Lough Hyne Marine Reserve, Ireland	Trowbridge, C.D., Little, C., Plowman, C.Q., Williams, G.A., Pilling, G.M., Morritt, D., Rivera Vázquez, Y., Dlouhy-Massengale, B., Cottrell, D.M., Stirling, P., Harman, L. et McAllen, R. 2019. No 'silver bullet': Multiple factors control population dynamics of European purple sea urchins in Lough Hyne Marine Reserve, Ireland. <i>Estuarine, Coastal and Shelf Science</i> . 226, https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0272771419300769
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Article	Vincent, M.T., Brenden, T.O. et Bence, J.R.	2019	Parameter estimation performance of a recapture-conditioned integrated tagging catch-at-age analysis model	Vincent, M.T., Brenden, T.O. et Bence, J.R. 2019. Parameter estimation performance of a recapture-conditioned integrated tagging catch-at-age analysis model. <i>Fisheries Research</i> 224, https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0165783619303066

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Consultants (KAMPOR Analytical, pour le projet RENI)	2019	<i>RENI Water Storage Project - Environmental Assessment</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/z7pye
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Pradelli, F., Kumar, S. et Waqavonovono, E.	2019	<i>Pacific Safety of Navigation Project: Risk assessment for Arutanga Anchorage, Aitutaki, Cook Islands</i>	https://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/GSD/Public_Reports/GEM_PSNAV/Pacific_safety_of_navigation_Project_Risk_assessment_Cook_Islands.pdf
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Pradelli, F., Kumar, S. et Waqavonovono, E.	2019	<i>Pacific Safety of Navigation Project Risk assessment for the Port of Honiara, Solomon Islands</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/c3ts8
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Pradelli, F., Kumar, S. et Waqavonovono, E.	2019	<i>Pacific Safety of Navigation Project Risk assessment for Port Vila harbour, Vanuatu</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/fpsxr
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Pradelli, F., Kumar, S. et Waqavonovono, E.	2019	<i>Pacific Safety of Navigation Project Risk assessment for Betio Port, Tarawa, Kiribati</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/toj8w
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Antoniou, A., Loco, A., Kumar, A. et Sinclair, P.	2019	<i>Strengthening Water Security of Vulnerable Island States: Groundwater investigations on Wotje Atoll, Republic of the Marshall Islands</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/hssna
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Antoniou, A., Loco, A., Kumar, A. et Sinclair, P.	2019	<i>The Tuvalu Ridge to Reef Project: Groundwater investigations on Nanumea and Nukufetau atolls</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/6gcjs
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe maritime	2019	<i>Regional Strategy for Pacific Women In Maritime 2020–2024</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/6z5cv
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Giblin, J., Jackson, N., Damlamian, H., Begg, Z., Wandres, M., Degei, P., Kumar, S., Kanas, T., Aru, R. et Naki, N.	2019	<i>Tsunami hazard assessment: Lenakel, Tanna, Vanuatu</i>	f
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Begg, Z., Jackson, N., Damlamian, H., Degei, P., Kumar, S., Kanas, T., Aru, R. et Naki, N.	2019	<i>Topography survey report: Lenakel, Tanna, Vanuatu</i>	http://library.gem.spc.int/libraryadmin/rest/download?id=4215

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport		2019	<i>Probabilistic cyclone and swell-driven inundation hazard assessment: Lenakel, Tanna, Vanuatu</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/446y2
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Kumar, S.	2019	<i>Hydrographic survey report: Lenakel, Tanna, Vanuatu</i>	http://library.gem.spc.int/libraryadmin/rest/download?id=4227
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe projet de l'Alliance océanienne pour la gestion des situations d'urgence	2019	Newsletter - Pacific Islands Emergency Management Alliance (PIEMA) project - Issue No. 1	http://purl.org/spc/digilib/doc/mecje
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe projet de l'Alliance océanienne pour la gestion des situations d'urgence	2019	Newsletter - Pacific Islands Emergency Management Alliance (PIEMA) project - Issue No. 2	http://purl.org/spc/digilib/doc/b68k5
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe projet de l'Alliance océanienne pour la gestion des situations d'urgence	2019	Newsletter - Pacific Islands Emergency Management Alliance (PIEMA) project - Issue No. 3	http://purl.org/spc/digilib/doc/6iujz
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe projet de l'Alliance océanienne pour la gestion des situations d'urgence	2019	Newsletter - Pacific Islands Emergency Management Alliance (PIEMA) project - Issue No. 4	http://purl.org/spc/digilib/doc/4gziv
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe du projet Union européenne Pacifique Nord de préparation à El Niño (RENI)	2019	European Union-North Pacific-Readiness for El Niño (RENI) project: Assessment of Project Impact - A methodology to determine the beneficiaries' viewpoint	http://ccprojects.gsd.spc.int/wp-content/uploads/2019/12/1A-factsheet-2.pdf

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe du projet Union européenne – Pacifique Nord de préparation à El Niño (RENI)	2019	European Union-North Pacific – Readiness for El Niño (RENI) project in Federated States of Micronesia: Securing water resources ahead of drought in FSM	https://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/GSD/Public_Reports/GEM_RENI/FSM_RENI_factsheet.html
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe du projet Union européenne – Pacifique Nord de préparation à El Niño (RENI)	2019	European Union-North Pacific – Readiness for El Niño (RENI) project: Communities securing food and water ahead of drought	http://purl.org/spc/digilib/doc/pzq6n
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Équipe du Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique	2019	<i>Climate change profile: Cook Islands</i>	https://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/GSD/Public_Reports/GEM_SUPA/6_Cook_Islands_Climate_Change_Profile.pdf
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Begg, Z. et Smith, R.	2019	<i>Preliminary Feasibility Study of Ocean Thermal Energy Conversion Application in Kiribati Waters</i>	http://www.spc.int/DigitalLibrary/Get/5zf7j
Division géosciences, énergie et services maritimes	Document de projet	Équipe du Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique	2019	<i>Global Climate Change Alliance Plus Scaling up Pacific Adaptation (GCCA+ SUPA) Inception & Planning Meeting: Final Meeting Report</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/pro5a
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Lisa Buggy, membre d'une équipe regroupant le Secrétariat général du FIP et l'USAID	2019	<i>Regional Synthesis Report of the Pacific Climate Change and Disaster Risk Finance Assessments</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/qzwao

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Lisa Buggy, membre d'une équipe regroupant le Secrétariat général du FIP et l'USAID	2019	<i>Federated States of Micronesia Climate Change and Disaster Risk Finance Assessment</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/3zxf5
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Lisa Buggy et Monica Wabuke, membres d'une équipe regroupant le Secrétariat général du FIP et l'USAID	2019	<i>The Choiseul Integrated Climate Change Programme Evaluation</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/nmmqs
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Fiche d'information : Pacific Sea Level and Geodetic Monitoring Project	http://oceanportal.spc.int/portal/library/assets/COSPPac.PSLM.Fact.Sheet.pdf
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Fiche d'information : Wave Buoy - Know your Ocean!	http://oceanportal.spc.int/portal/library/assets/WAVE.BUOY.pdf
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Fiche d'information : The Pacific Ocean Portal	http://oceanportal.spc.int/portal/library/assets/Pacific_Ocean_Portal_factsheet_Final.pdf
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Cook Islands - Rarotonga 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Pohnpei Harbour 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Fiji - Lautoka 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Fiji - Suva 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Kiribati - Betio 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Kiribati - Kanton 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Kiribati - Kiritimati 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Marshall Islands - Majuro 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Nauru 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Niue 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Palau Islands - Malakal 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Papua New Guinea - Lombrum 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Papua New Guinea - Port Moresby 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Samoa - Apia 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Solomon Islands - Honiara 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Solomon Islands - Lata Wharf 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Solomon Islands - Tarekure Wharf 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Tonga - Nuku'alofa 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Tonga - Neiafu 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Tuvalu - Funafuti 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Tuvalu - Vaitupu 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Vanuatu - Port Vila 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Autre littérature grise	Équipe du Programme océanien de soutien climat et océans	2019	Vanuatu - Luganville Wharf 2019 Tide Predictions Calendar	http://oceanportal.spc.int/portal/library/
Division géosciences, énergie et services maritimes	Publication dans une revue scientifique	Powers, M., Begg, Z., Smith, G. et Miles, E.	2019	Lessons From the Pacific Ocean Portal: Building Pacific Island Capacity to Interpret, Apply, and Communicate Ocean Information	https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fmars.2019.00476/full
Division géosciences, énergie et services maritimes	Rapport	Whitelum Group (consultants), pour le projet PIEMA	2019	<i>Strategic Roadmaps for Emergency Management: Lessons and Design Guidance Document</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/eq9kz
Division ressources terrestres	Publication dans une revue scientifique	Sukal, A.	2019	Molecular characterisation of a putative new poliovirus infecting pumpkin (<i>Cucurbita pepo</i>) in Kenya	https://link.springer.com/article/10.1007%2Fs00705-019-04219-8
Division ressources terrestres	Publication dans une revue scientifique	Sukal, A.	2019	Characterisation of a subgroup IB isolate of Cucumber mosaic virus from <i>Xanthosoma</i> sp. in sub-Saharan Africa	https://www.researchgate.net/publication/333612585_Characterisation_of_a_subgroup_IB_isolate_of_Cucumber_mosaic_virus_from_Xanthosoma_sp_in_sub-Saharan_Africa

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division ressources terrestres	Publication dans une revue scientifique	Sukal, A.	2019	Characterization and genetic diversity of Dioscorea bacilliform viruses present in a Pacific yam germplasm collection	https://bsppjournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/ppa.13133
Division santé publique	Publication dans une revue scientifique	Dodd, R., Reeve, E., Sparks, E., George, A., Vivili, P., Win Tin, S.T., Buresova, D., Webster, J. et Thow, A.	2019	The politics of food in the Pacific: Coherence and tension in regional policies on nutrition, the food environment and non-communicable diseases	https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/31511108
Division santé publique	Publication	Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA)	2019	<i>Rapport de situation 2018 sur les politiques et lois de lutte contre les maladies non transmissibles dans les États et Territoires insulaires océaniques</i>	ISBN : 978-982-00-1215-8
Division santé publique	Publication	Division santé publique	2019	<i>Guide pour la création et le développement d'une association de lutte contre le diabète</i>	ISBN : 978-982-00-1207-3
Division santé publique	Publication	Division santé publique	2019	<i>Les feuilles comestibles du Pacifique</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/o7ek5
Division santé publique	Publication	Division santé publique	2019	<i>Pacific health dietary guidelines for people with diabetes: A handbook for health professionals and educators</i> (Recommandations pour une alimentation saine des personnes diabétiques dans le Pacifique – Manuel à destination des professionnels de santé et des éducateurs ; publication à venir en français)	ISBN : 978-982-00-1205-9
Division santé publique	Publication	Division santé publique	2019	<i>Pacific guidelines for healthy eating during pregnancy: A handbook for health professionals and educators</i> (Guide nutrition pour la femme enceinte – région Pacifique : manuel à destination des professionnels de santé et des éducateurs ; publication à venir en français)	ISBN : 978-982-00-1185-4
Division santé publique	Autre littérature grise	Division santé publique	2019	Série d'affiches MNT sur le diabète et les facteurs de risque associés	https://www.spc.int/fr/documentation/les-maladies-non-transmissibles

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division santé publique	Autre littérature grise	Win Tin, S.T., Na'ati, E., Bertrand, S., Vivili, P., Soakai, S., Puloka, V. et Passmore, E.	2019	Assessing the status of diabetes associations in the Pacific: A starting point for strengthening associations to address diabetes	Indisponible
Division santé publique	Autre littérature grise	Win Tin, S.T., Kubuabola, I., Ravuvu, A., Snowden, W., Durand, M., Vivili P. et Passmore, E.	2019	Monitoring progress on policy and legislation to address Non-Communicable Diseases: A mutual accountability mechanism in the Pacific Islands	https://tcc.eventsair.com/QuickEventWebsitePortal/iuhpe-2019/program/Agenda/AgendaItemDetail?id=468b1ada-6c01-4da4-855d-868c051131e7
Division santé publique	Autre littérature grise	Bertrand, S., Tefaata, M.E. et Levionnois, G.	2019	Mettez du vert dans vos assiettes ! Promotion de la consommation des feuilles comestibles disponibles dans le Pacifique	Indisponible
Division santé publique	Autre littérature grise	Bertrand, S., Singh, P., Dinh, O. et Logote, P.	2019	Des enfants en bonne santé pour l'avenir de nos îles – projet de promotion de la santé en milieu scolaire à Wallis et Futuna	Indisponible
Division santé publique	Article	Passmore, E. et Smith, T.	2019	Dual burden of stunting and obesity among elementary school children on Majuro, Republic of Marshall Islands	https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6695339/pdf/hjmph7808_0262.pdf
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Publication	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne (RRRT) et programme d'amélioration de l'éducation de Kiribati	2019	<i>Leading Learning Instruction Leadership Programme LLLS – Developing Rights and Responsibilities in Classrooms</i>	https://rrrt.spc.int/sites/default/files/resources/2020-02/LLL5-Developing%20Rights%20and%20Responsibilities%20in%20Classrooms.pdf
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Publication	RRRT et Chris Yuen	2019	<i>Pacific Human Rights Law Digest Volume 6</i>	https://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/HDP/RRRT/Pacific_Human_Rights_Law_Digest_Volume_6.pdf
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Publication	RRRT	2019	Regional Young Leaders Dialogue: Nadi Declaration on Human Rights and Good Governance	https://rrrt.spc.int/sites/default/files/resources/2019-12/YLD%20Nadi%20Declaration%20-%20final.pdf

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Publication	RRRT	2019	Pacific Members of Parliament Port Vila Declaration on Human Rights, Good Governance and Sustainable Development	https://rrrt.spc.int/sites/default/files/resources/2019-11/REG%20MPs%20Portvila%20Declaration.pdf
Département développement social	Publication	Joanne Lee Kunatuba	2019	<i>Country Gender Assessment of Agriculture and the Rural Sector in Solomon Islands</i>	FAO et CPS. 2019. <i>Country gender assessment of agriculture and the rural sector in Solomon Islands</i> . Honiara
Département développement social	Publication	CPS	2019	<i>Country Gender Assessment of Agriculture and the Rural Sector in Fiji</i>	FAO et CPS. 2019. <i>Country gender assessment of agriculture and the rural sector in Fiji</i> . Suva
Département développement social	Publication	CPS	2019	<i>Country Gender Assessment of Agriculture and the Rural Sector in Tonga</i>	FAO et CPS. 2019. <i>Country gender assessment of agriculture and the rural sector in Tonga</i> . Nukualofa
Département développement social	Publication	CPS	2019	<i>Country Gender Assessment of Agriculture and the Rural Sector in Vanuatu</i>	FAO et CPS. 2019. <i>Country gender assessment of agriculture and the rural sector in Vanuatu</i> . Port-Vila
Département développement social	Publication	CPS	2019	<i>Country Gender Assessment of Agriculture and the Rural Sector in Samoa</i>	FAO et CPS. 2019. <i>Country gender assessment of agriculture and the rural sector in Samoa</i> . Apia
Département développement social	Publication	Kim Robertson et Veena Singh	2019	<i>Gender equality: Where do we stand? The Kingdom of Tonga</i>	https://www.spc.int/resource-centre/publications/gender-equality-where-do-we-stand
Département développement social	Publication	Brigitte Leduc, Joanne Kunatuba et Kim Robertson	2019	<i>Gender mainstreaming handbook: Government of the Kingdom of Tonga</i>	https://www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/HDP/Gender/Gender_Mainstreaming_Handbook_Final.html
Département développement social	Document de projet	Robertson, K.	2019	Progressing Gender Equality in the Pacific II: Project Design	Indisponible
Département développement social	Rapport	Robertson, K. et Singh, V.	2019	<i>Progressing Gender Equality in the Pacific II: Inception Report (Mid Year)</i>	Indisponible
Département développement social	Rapport	Robertson, K.	2019	<i>29th Council of Pacific Arts and Culture Meeting: Meeting Report</i>	Indisponible
Département développement social	Rapport	Widmer, S. (consultante) et Robertson, K.	2019	<i>Regional Cultural Strategy (Draft)</i>	Indisponible
Département développement social	Rapport	Slatter, C. (consultante) et Robertson, K.	2019	<i>Final Draft – Beijing +25: Review of progress in implementing the Beijing Platform for Action in Pacific Island countries and territories</i>	Indisponible
Département développement social	Rapport	Petersen, L. (consultante)	2019	<i>Draft Civil Society Engagement Strategy</i>	Indisponible

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Département développement social	Rapport	Petersen, L. (consultante)	2019	<i>Draft CSO Capacity Assessment Report</i>	Indisponible
Département développement social	Autre littérature grise	Petersen, L. (consultante)	2019	Literature Review - CSO engagement	Indisponible
Département développement social	Rapport	Toelupe, V. (consultante)	2019	<i>Communication framework for SDP</i>	Indisponible
Division statistique pour le développement	Publication dans une revue scientifique	Bright, P.	2019	Coastal proximity of populations in 22 Pacific Island countries and territories	https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0223249
Division statistique pour le développement	Rapport	Sorchik, R., Carter, K., Linhart, C. et Haberkorn, G.	2019	<i>Fertility trends in Pacific Island countries and territories</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/bw6ez
Division statistique pour le développement	Rapport	Mathenge, G.	2019	<i>Republic of Fiji Vital Statistics Report 2012-2017</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/n8iox
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Sharp, M.	2019	Affiche : Optimising the collection of consumption data produced through HIES	http://purl.org/spc/digilib/doc/dmzz9
Division statistique pour le développement	Rapport	Cuplin, A.	2019	<i>Tonga Voluntary National Review</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/ffz9t
Division statistique pour le développement	Publication	Mathenge, G.	2019	Model legislation for Civil Registration and Vital Statistics	http://purl.org/spc/digilib/doc/dcgaj
Division statistique pour le développement	Rapport	Cuplin, A.	2019	<i>Nauru Voluntary National Review</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/tkvnd
Division statistique pour le développement	Rapport	Mathenge, G.	2019	<i>Niue Vital Statistics Report: 2012–2016</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/ezvyg
Division statistique pour le développement	Publication	Mathenge, G.	2019	<i>Best Practice Guidelines and Examples of Legislation for Civil Registration and Vital Statistics in the Pacific - Version 2 December 2019</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/ih2yp

Division	Type de document	Auteurs	Année de publication	Titre	Lien ou référence
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	De La Rua, L.	2019	Pacific Island Population Estimates (Mid-year 2018) - carte	http://purl.org/spc/digilib/doc/pctb5
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Sharp, M. et Pontifex, S.	2019	Pacific Data Hub: Microdata Library (brochure)	http://purl.org/spc/digilib/doc/iwaw5
Division statistique pour le développement	Rapport	Division statistique pour le développement	2019	Tonga's Youth: Analysis of the situation of young people based on the 2016 Population and Housing Census	http://purl.org/spc/digilib/doc/amzn6
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Le Gall, G. (modif. rédactionnelles mineures)	2019	Samoa: Economic activity and disability status (affiche)	http://purl.org/spc/digilib/doc/wcn93
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Le Gall, G. (modif. rédactionnelles mineures)	2019	Samoa: Literacy by disability status (affiche)	http://purl.org/spc/digilib/doc/tkqi2
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Le Gall, G. (modif. rédactionnelles mineures)	2019	Samoa: Educational attainment (age 5+) (affiche)	http://purl.org/spc/digilib/doc/mkcbz
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Le Gall, G. (modif. rédactionnelles mineures)	2019	Samoa: Living conditions of persons with disability 5 years and over (affiche)	http://purl.org/spc/digilib/doc/v8z9n
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Le Gall, G. (modif. rédactionnelles mineures)	2019	Prevalence of disability in Samoa (affiche)	http://purl.org/spc/digilib/doc/tdx3k
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Le Gall, G. (modif. rédactionnelles mineures)	2019	Samoa: Reproductive health and disability status for women (affiche)	http://purl.org/spc/digilib/doc/wqgim
Division statistique pour le développement	Autre littérature grise	Le Gall, G. (modif. rédactionnelles mineures)	2019	Samoa : School attendance for people with and without disabilities, age 5 - 24 (affiche)	http://purl.org/spc/digilib/doc/gfgyb
Division statistique pour le développement	Rapport	Service de la statistique des Tonga et Division statistique pour le développement	2019	<i>Tonga Disability Survey Report 2018</i>	http://purl.org/spc/digilib/doc/tzo5o

Annexe 3 :

Liste des activités d'évaluation

Division de la CPS	Intitulé de l'évaluation	Intitulé du projet évalué	Période de l'évaluation	Évaluation interne ou externe
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Évaluation finale du projet INTEGRE	INTEGRE (Initiative des Territoires pour la gestion régionale de l'environnement)	Mars 2013 – juin 2018	Externe
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Rapport sur les données de référence – administration de la PILNA (Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul) en 2018	Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul		Interne
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Rapport sur l'état de référence – systèmes d'information sur la gestion de l'éducation	Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation		Interne
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Évaluation de l'état de référence du South Pacific Form Seven Certificate (diplôme régional de fin d'études secondaires) – éval. annuelle	South Pacific Form Seven Certificate		Interne
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Programme de détermination des niveaux de référence au service de la qualité de l'enseignement en Océanie – état de référence – Kiribati	Programme de détermination des niveaux de référence au service de la qualité de l'enseignement en Océanie		Interne
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Évaluation de l'état de référence du registre des qualifications du Programme – éval. annuelle	Registre des qualifications du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement		
Division géosciences, énergie et services maritimes	Évaluation finale du projet BSRP	Renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique	2013 – 2019	Externe
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Rapport à mi-parcours	Projet pilote visant à améliorer l'accès des femmes à la justice à Guadalcanal et à Malaita (Îles Salomon)	2018 – 2019	Interne
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Programme d'éducation à la citoyenneté sociale – conclusions de l'évaluation de l'état de référence – Kiribati	Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique	2019	Interne
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Programme d'éducation à la citoyenneté sociale – conclusions de l'évaluation de l'état de référence – Tuvalu	Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique	2019	Interne
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Programme d'éducation à la citoyenneté sociale – conclusions de l'évaluation de l'état de référence – Îles Marshall	Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique	2019	Interne
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Lutte contre la discrimination généralisée visant les personnes LGBTQI en Océanie : rapport de l'évaluation finale	Lutte contre la discrimination généralisée visant les personnes LGBTQI en Océanie	2017 – 2019	Externe
Équipe Stratégie, performance et amélioration continue	Évaluation stratégique des efforts de renforcement des capacités déployés par la CPS	Activités de renforcement des capacités menées par la CPS	Juillet 2018 – juin 2019	Externe

Annexe 4 : Conclusions des réunions organisées par la CPS

Réunion	Principales conclusions
Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie	Engagement à fixer des objectifs régionaux pour la restauration des forêts et des paysages, qui participeront à la réalisation des objectifs mondiaux sur le climat.
Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie	Adoption d'une stratégie pour l'Année internationale de la santé des végétaux en 2020, visant à améliorer la sensibilisation aux grands enjeux de l'agriculture et de la foresterie en Océanie, aux échelons national, régional et international, ainsi qu'à permettre aux pays de la région de renforcer et d'améliorer la collaboration à l'échelle nationale dans le cadre des engagements en faveur de la santé des végétaux. https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/media-release/2019/10/les-ministres-oceaniens-de-lagriculture-et-de-la
Réunion du Conseil des arts et de la culture du Pacifique	Étude de l'orientation stratégique des travaux régionaux dans le domaine de la culture. Soutien appuyé en faveur de l'intégration des arts et de la culture du Pacifique dans le secteur public, notamment dans l'éducation et la santé. Appel à investir plus massivement dans la culture aux niveaux national et régional. https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2019/09/les-ministres-de-la-29e-reunion-du-conseil-des-arts-et-de-la-culture-du
Conférence des ministres de l'Énergie et des Transports	Accord sur un ensemble de priorités afin de réduire le recours aux combustibles fossiles dans les transports et d'améliorer l'accès à l'électricité au cours des dix années à venir. http://purl.org/spc/digilib/doc/n9mdr
Conférence des directeurs des pêches	Recommandations visant à orienter la gestion du travail de la CPS : Organisation annuelle de la Conférence des directeurs des pêches, pour une période d'essai de deux ans. Traitement des enjeux techniques propres aux pêches côtières et à l'aquaculture par la Conférence technique régionale sur les pêches côtières, les conclusions de cette conférence étant transmises à la Conférence des directeurs des pêches pour examen. Mandat de la Conférence régionale des ministres des Pêches (approuvé lors de la session extraordinaire de la Conférence régionale des ministres des Pêches en juin 2019). http://purl.org/spc/digilib/doc/ppvue
Réunion des directeurs de la santé	Affirmation que les soins primaires et l'accès universel aux soins de santé doivent constituer des priorités si l'on veut améliorer la santé de la population au sein de la région. Accord sur la nécessité d'accroître les ressources humaines consacrées au développement de la santé. Mise en exergue de l'importance d'intensifier les efforts de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT). Soutien à l'élaboration d'un cadre législatif océanique sur les MNT. Adoption du deuxième rapport d'avancement du cadre de suivi des îles-santé. Reconnaissance de la nécessité de placer l'humain et la santé au cœur des mesures d'adaptation au changement climatique dans d'autres secteurs, comme l'environnement. https://phs.spc.int/sites/default/files/eventfiles/2019-12/7th%20PHOH%20Meeting%20Report_April2019.pdf
Réunion des ministres de la Santé	Adoption d'une feuille de route visant à lutter contre les menaces associées au climat pesant sur l'accès à l'eau potable, à une nourriture suffisante, à des infrastructures sanitaires résilientes et à un abri sûr. Engagement à constituer et à maintenir des groupes de travail nationaux de lutte contre les MNT rassemblant des partenaires clés extérieurs au secteur de la santé. Engagement à mettre sur pied et à financer des plans d'action visant à combler les lacunes en matière de préparation et de réponse aux urgences. Reconnaissance des progrès limités réalisés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de la nécessité d'en comprendre les raisons ; engagement à mettre sur pied une stratégie océanique pour y remédier. https://www.who.int/docs/default-source/wpro---documents/dps/phmm-phoh-documents/13th-phmm-outcome-document---fr.pdf?sfvrsn=25e67201_0
Réunion du Comité permanent océanique des statistiques (organe subsidiaire de la Conférence régionale des directeurs des services planification et statistique)	Accord sur l'étude plus approfondie d'un mécanisme de financement de la collecte de données statistiques. Reconnaissance des progrès considérables réalisés dans l'amélioration de la diffusion des données, notamment par l'intermédiaire de la Plateforme de données océaniques. Soutien aux travaux innovants menés sur la présentation régionale des indicateurs des ODD en Océanie. Prise en compte de l'élaboration d'une nouvelle méthode, harmonisée à l'échelle régionale, de collecte des données pour les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages, ainsi que reconnaissance des travaux en cours sur la mise à jour des directives de mesure de la pauvreté dans les pays océaniques. https://sdd.spc.int/pacific-statistics-standing-committee-pssc
Consultation régionale en vue de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable	La consultation a mis l'accent sur les six objectifs sociétaux de la Décennie : « un océan propre, un océan sain et résilient, un océan prévisible, un océan sûr, un océan productif et exploité durablement, et un océan transparent et accessible ». La Commission océanographique internationale (COI) de l'UNESCO et la CPS ont signé une déclaration d'intention visant à renforcer la coopération, qui met l'accent sur le soutien à la participation des États et Territoires insulaires océaniques à l'élaboration et à la mise en œuvre des initiatives et projets conjoints ; elles ont intensifié leur collaboration dans les domaines des échanges de données et d'informations, des systèmes d'alerte précoce, de l'aménagement de l'espace maritime et de la connaissance de l'océan. https://sdg.iisd.org/news/pacific-regional-consultation-highlights-role-of-oceans-in-sustainable-development/
Dialogue régional de haut niveau sur l'eau et l'assainissement	Appel lancé aux pays insulaires océaniques et à leurs partenaires à élargir le dialogue, à s'engager à prioriser les investissements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et à prendre sans tarder des mesures dans un certain nombre de secteurs prioritaires. https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/speeches/2019/11/dialogue-de-haut-niveau-sur-leau-et-l'assainissement-dans-le
Dialogue des parlementaires océaniques sur les droits de la personne, la bonne gouvernance et le développement	Signature de la Déclaration de Port-Vila sur les droits de la personne, la bonne gouvernance et le développement durable, qui fournit aux parlementaires océaniques un cadre conceptuel inspirant et orientant les travaux sur les droits fondamentaux dans les différents pays. https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/2019/11/signature-de-la-declaration-de-port-vila-a-l'issue-dun-dialogue
Dialogue régional des jeunes leaders sur la gouvernance et les droits de la personne	Signature de la Déclaration de Nadi sur les droits de la personne et la bonne gouvernance, qui fournit aux jeunes leaders d'Océanie une plateforme de mobilisation et d'action en matière de droits fondamentaux dans leurs différents pays. https://rrrt.spc.int/resources/publications/young-leaders-dialogue-nadi-declaration-on-human-rights-and-good-governance
Dialogue régional de haut niveau : bâtir un programme international de mise en œuvre des droits fondamentaux	Rédaction du projet de principes de pratiques océaniques (pour les mécanismes nationaux de mise en œuvre, de présentation de rapports et de suivi). Création du « groupe d'amis » de ces mécanismes, qui a présenté une déclaration à la 42 ^e session du Conseil des droits de l'homme (en septembre 2019). https://www.spc.int/events/regional-high-level-dialogue-building-an-international-human-rights-implementation-agenda
	Mise en place de la Coalition et de ses modalités de direction. Élaboration de l'objet, des grands axes de travail et des orientations de la Coalition, et discussion des possibilités de son financement.
Réunion des pays atolls	Mise en exergue de la nécessité d'intensifier le partage des connaissances entre pays-atolls, d'élaborer des modèles à plus petite échelle, et d'accorder davantage d'attention à la recherche sur les atolls.

Annexe 5 : Partenariats – les temps forts

Les partenariats sont indispensables si l'on veut obtenir les capacités stratégiques, les réseaux et la visibilité nécessaires pour faire face aux grands enjeux de développement durable au sein de la région. L'ODD 17 plaide en faveur de partenariats efficaces et inclusifs entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile, qui placent les peuples et la planète au centre.

Les partenariats les plus importants sont ceux qui sont conclus avec les 26 membres de la CPS, et notamment avec les 22 États et Territoires insulaires océaniques : ils orientent les axes prioritaires de travail de l'Organisation et garantissent la pertinence de son action.

En 2019, nous avons collaboré avec de nombreux partenaires du développement pour obtenir des changements transformateurs sur des sujets précis. Certaines des réalisations rendues possibles par ces partenariats sont présentées ci-après.

La CPS a conscience de l'importance, pour son travail, des partenariats continus, flexibles et pluriannuels conclus avec l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suède.

Partenariats stratégiques (océan, changement climatique, risques de catastrophe et résilience)

Le **Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a renouvelé son partenariat avec la CPS** par un nouvel accord d'une durée de cinq ans et d'un montant de 9 millions de dollars néo-zélandais par an, une enveloppe nettement supérieure au financement actuel. Ces fonds permettront d'appuyer une large gamme de services proposés par la CPS aux États et Territoires insulaires océaniques. Les domaines prioritaires sont les suivants : pêche, agriculture et foresterie, changement climatique, énergie, gestion des catastrophes, droits de la personne, autonomisation des femmes et des jeunes, santé, éducation et statistiques.

Accréditation de la CPS auprès du FVC au mois de février, et signature d'un accord-cadre d'accréditation en novembre 2019. Désormais partenaire du FVC, la CPS peut donc concevoir et proposer des projets au Fonds. Elle peut aussi obtenir, pour le compte des membres qui peuvent y prétendre, les financements climatiques nécessaires pour lutter contre les menaces immédiates que fait planer le changement climatique. Grâce à cette avancée, la CPS pourra aider ses 14 membres parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à accéder à des financements du FVC pour des projets liés au climat (à concurrence de 50 millions de dollars



Signature de l'accord-cadre d'accréditation auprès du FVC.

des États-Unis par projet) dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé, la résilience, la gestion des écosystèmes, l'océan, la pêche, les énergies renouvelables, les droits de la personne, le genre et la jeunesse. En 2019, la CPS a travaillé sur une dizaine de projets qui seront présentés au FVC.

« Grâce à cet accord, nous pourrions amener davantage de fonds pour le climat et davantage de partenariats vers le Pacifique, afin de garantir qu'un financement et une attention soutenus soient apportés à la région, en particulier aux États insulaires océaniques, pour qui le changement climatique est une menace existentielle. »

Cameron Diver, Directeur général adjoint de la CPS

L'Union européenne a conclu, avec, le Programme régional océanique de l'environnement (PROE), l'Université du Pacifique Sud (USP) et la CPS, le **Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+SUPA)**. Ce projet vise à reproduire à plus grande échelle diverses mesures d'adaptation aux effets du changement climatique dans des secteurs particuliers grâce à la gestion des connaissances et au renforcement des capacités. Il est mis en œuvre avec les populations et les pouvoirs publics des Îles Cook, des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie, de Nauru, de Niue, de Palau, des Tonga et de Tuvalu, en s'appuyant sur les précédentes phases d'exécution de l'AMCC. Des ateliers de conception de programmes ont été organisés tout au long de l'année.



En décembre 2019, la CPS et ses membres se sont engagés de façon constructive en faveur de la **COP25, la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**. Ils ont organisé divers événements présentant la perspective de l'Océanie sur le Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique, soulignant l'impact du changement climatique sur la délimitation maritime, mettant en lumière la contribution des sciences océaniques à l'action climatique et proposant une vision 2030–2050 pour des ports résilients, écologiques et propres en Océanie. Parce qu'elle a reconnu le rôle essentiel des océans dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, cette « COP bleue » a permis aux membres de la CPS et à l'Organisation de démontrer que l'océan Pacifique peut jouer un rôle moteur dans les ambitions et les stratégies climatiques.

L'initiative [Because the Ocean](#) soutient les efforts d'intégration de l'océan aux politiques climatiques et au débat sur les contributions déterminées au niveau national (CDN). De son côté, le [partenariat Ocean Pathway](#) œuvre pour que la CCNUCC reconnaisse et intègre à sa démarche le rôle de l'océan dans le changement climatique. Membre de ces deux dispositifs, la CPS a soutenu l'organisation du troisième atelier régional sur l'intégration de l'océan aux CDN adoptées au titre de l'Accord de Paris et d'un symposium extraordinaire des négociateurs sur l'océan et le climat en mai 2019.

La **Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique (Plateforme des CDN)** a été lancée en 2017 en réponse aux demandes des membres, qui souhaitaient disposer d'une plateforme régionale d'appui à la mise en œuvre, à l'amélioration et au financement des engagements climatiques qu'ils ont pris au titre de l'Accord de Paris (COP21). Lancé par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), la CPS, le PROE et le Global Green Growth Institute, ce partenariat collaboratif propose une large gamme de services aux États et Territoires insulaires océaniques : examen des politiques, partage de connaissances, analyse de données, engagement des parties prenantes et soutien technique aux produits de type feuilles de route, stratégies, idées de projet, plans d'investissement ou base de données sur l'énergie. Fin 2019, la CPS a signé un accord avec la GIZ afin d'appuyer davantage la Plateforme dans la mise en œuvre des activités à l'échelon national, le partage des informations et des connaissances et l'impulsion donnée par le Pacifique dans le domaine des engagements climatiques. Le bureau d'exécution de la Plateforme des CDN a été créé fin 2019 ; il devrait ouvrir début 2020.

La première consultation régionale relative à la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030) a été organisée à la CPS en juillet 2019. À cette occasion, les objectifs scientifiques propres à l'Océanie et les besoins en matière de développement durable pour l'océan Pacifique ont été abordés. La Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO a été chargée de concevoir cette décennie et de consulter les pays, les partenaires des Nations Unies, les organisations scientifiques, le secteur privé et la société civile pour parvenir à « l'océan dont nous avons besoin pour le futur que nous voulons ». La **Commission océanographique internationale (COI) et la CPS ont signé une déclaration d'intention** visant à renforcer la coopération, qui met l'accent sur le soutien à la participation des États et Territoires insulaires océaniques à l'élaboration et à la mise en œuvre des initiatives et projets conjoints ; elles ont intensifié leur collaboration dans les domaines des échanges de données et d'informations, des systèmes d'alerte précoce, de l'aménagement de l'espace maritime et de la connaissance de l'océan.

La CPS et le PROE ont conclu un partenariat qui profitera aux membres de l'Organisation par le biais de deux outils : le Portail océanique pour l'environnement (Pacific Environment Portal, ou PEP) et la Plateforme de données océaniques (PDO). L'objectif de ce partenariat est de renforcer la complémentarité des systèmes de gestion des données et d'éviter les doublons en matière d'investissement. Il permettra aussi d'extraire librement des données publiques et des outils de connaissance du PEP, de la PDO et des portails nationaux des membres. Il servira également à définir une communication et des lignes directrices communes à propos de l'utilisation des deux plateformes de données, ainsi qu'une feuille de route conjointe pour la PDO et ses portails thématiques, le PEP et les portails environnementaux des pays.

Autres partenariats stratégiques en cours d'établissement

Le **Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF)** (2018–2030) expose un programme régional de stratégies et d'activités s'articulant autour de quatre domaines (qualité et pertinence, passerelles d'apprentissage, acquis et bien-être des élèves, et professionnalisme de l'enseignement), dont l'objectif est d'aider les systèmes éducatifs océaniques à élever la qualité de l'éducation. La CPS s'est associée à l'Australia Pacific Training Coalition (APTC), l'UNESCO, l'UNICEF et l'USP pour la mise en œuvre de ce cadre. La structure de gouvernance a été débattue lors de la vingt-troisième réunion des directeurs des systèmes éducatifs. Les procédures d'accord formel de partenariat sont en cours de définition, avant l'exécution de la phase 1.

La **Conférence régionale conjointe FAO/CPS des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie**, organisée à l'occasion de l'édition 2019 de la **Semaine océanique de l'agriculture**, a permis de débattre de la nécessité d'un plan de partenariat stratégique pour la collaboration entre la FAO et la CPS concernant le Cadre pour l'alimentation et la nutrition dans le Pacifique, actuellement en cours de rédaction. Ce cadre vise à accélérer la réalisation des objectifs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition grâce à une cohérence et une coordination renforcées de l'appui apporté par les partenaires du développement. Il a été convenu que ce document servirait de cadre de partenariat de référence et de mécanisme de coordination pour l'élaboration de systèmes alimentaires axés sur les enjeux nutritionnels en Océanie.



Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie, au Samoa.

Lors de la **Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie organisée en 2019** par la CPS à l'occasion de la Semaine océanique de l'agriculture, l'Organisation a proposé de créer un mécanisme de la société civile destiné à établir un dialogue avec les directeurs de l'agriculture et de la foresterie, afin de faire entendre la voix et les préoccupations des agriculteurs, par le biais d'une instance regroupant l'Association océanique des organisations non gouvernementales (PIANGO), la Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique (PIFON), la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce équitable (POETCom) et l'Organisation du secteur privé océanique (PIPSO).

Les derniers protocoles d'accord en date conclus par la CPS

En 2018, la CPS a conclu avec l'**Université du Queensland** un protocole d'accord destiné à formaliser la coopération dans différents domaines : recherche et publications, possibilités de formation et de financement, stages et échanges universitaires, échanges de personnel et d'étudiants, et organisation conjointe de conférences. En 2019, une collaboration a été mise en place avec cette université autour du projet sur une vision d'avenir pour la Communauté du Pacifique (aussi appelé « SPC Futures », il s'agit d'une initiative interne destinée à savoir si l'Organisation restera apte, à l'avenir, à remplir sa mission) et de la conception du prochain plan stratégique de la CPS (par le biais d'activités de renforcement des capacités en matière de réflexion et de vision d'avenir).

En 2019, de nouveaux protocoles d'accord ont été signés avec l'**Agence allemande de coopération internationale (GIZ)**, la **Communauté internationale de la noix de coco (ICC)**, l'**Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)** et l'**OMS** :

- La CPS et la GIZ ont décidé de collaborer pour la planification et la création d'activités, l'organisation d'activités régionales ou la conception et la mobilisation de ressources pour de nouveaux projets en lien avec le développement durable, l'utilisation durable des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets ainsi que la sécurité alimentaire.
- Le protocole d'accord signé avec l'ICC facilite la collaboration dans les domaines d'intérêt mutuel, par exemple en conférant à la CPS le statut d'observateur lors des réunions de l'ICC, et en favorisant la mise en place de protocoles de gestion de la qualité permettant de favoriser les variétés rentables de cultivars et d'accéder aux meilleures technologies de production de masse disponibles par le biais du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT).
- Le protocole d'accord conclu avec l'IRENA facilite la collaboration dans le domaine de l'énergie : politiques énergétiques, feuilles de route, évaluation de la préparation à l'adoption des énergies renouvelables, bases de données et plateformes de partage des connaissances, initiatives mondiales et régionales, et renforcement des capacités.
- Le protocole d'accord avec l'OMS porte sur le renforcement de la collaboration en matière d'analyse et de conseil en politique de santé, ainsi qu'en matière de soutien technique, de recherche, de réunions régionales et sous-régionales, et de suivi-évaluation.

Partenariats techniques

Une nouvelle coalition regroupant la CPS, l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) et l'APTC est née de la signature d'un protocole d'accord relatif à la **coopération pour la conception de micro-qualifications régionales dans le secteur du tourisme**. Cette coalition travaillera dans le respect des principes et des priorités du Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique et cherchera à répondre aux besoins du secteur du tourisme en matière de main-d'œuvre et de formation. En leur qualité d'organisations d'exécution du PacREF, l'APTC et la CPS (par le biais du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement) travailleront avec la SPTO pour concevoir les micro-qualifications.

La **coordination entre la CPS, ses membres, l'UNFPA, l'UNICEF, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la FAO ne cesse de s'accroître** dans tous les domaines de la statistique, notamment l'analyse et la diffusion. Citons notamment l'enquête en grappes à indicateurs multiples de Kiribati, à l'occasion de laquelle les ministères et le service national de la statistique ont travaillé avec l'UNICEF, l'UNFPA et la CPS sur la question de l'interprétation des données et de l'établissement de rapports ; l'enquête sur la population active aux Tonga, menée en concertation avec l'OIT ; et l'expérience menée dans le cadre de l'enquête sur le budget et la consommation des ménages aux Îles Marshall, réalisée avec la Banque mondiale et la FAO.



Lancement, aux Îles Salomon, du Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique.

Le nouveau **Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique a été lancé aux Îles Salomon en 2019**. Créé en 2018, il vise à unir les forces des pouvoirs publics, des organisations de la société civile, des communautés et d'autres partenaires pour promouvoir l'égalité de genre, prévenir les violences faites aux femmes et aux filles et renforcer l'accès des survivantes à des services de prise en charge de qualité. Aux Îles Salomon, le programme se concentrera sur les services de prise en charge et sur le soutien à la société civile afin que cette dernière puisse plaider auprès des pouvoirs publics pour qu'ils prennent des engagements destinés à éliminer les violences et qu'elle puisse suivre les engagements pris à cet égard. La CPS proposera toutefois, à la demande, des services de renforcement de l'éducation aux droits de la personne et à la citoyenneté sociale.

Protocoles d'accord signés dans le cadre de partenariats

En fin d'année 2019, la CPS avait conclu 22 protocoles d'accord avec des partenaires du développement, des organismes régionaux et intergouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile et des partenaires pour la recherche et la connaissance afin de renforcer la collaboration dans plusieurs domaines précis.

Autres modalités de partenariat

La CPS s'associe aux pouvoirs publics, à la société civile, aux instituts de recherche et de connaissance et au secteur privé de ses pays membres pour l'exécution directe de projets et programmes. En 2019, plus de 50 conventions de subvention et de financement ont ainsi été signées pour un montant total de plus de 5 millions d'euros, à l'appui du travail de l'Organisation. De même, plus de 40 conventions de subvention ont été signées avec des organisations de la société civile pour un montant total de plus de 400 000 euros, afin d'appuyer la mise en œuvre des projets et de renforcer les capacités locales.

INDEX

A

Accord de Cotonou xi
Accord de Paris 166
ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) xi, 3, 35
Agence allemande de coopération internationale xv, 79, 166–167
Agence des pêches du Forum 86
Agence internationale pour les énergies renouvelables 167
agents xv, 73–74, 85, 92 *voir également* personnes, systèmes et processus
AgResearch 17
agriculture *voir également* aquaculture ; Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique ; Division ressources terrestres ; foresterie ; sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments
 biologique 18–19
 durable 9–10, 15–18
 égalité de genre 9–10, 84
 partenariats 165–166
Politique de responsabilité sociale et environnementale 92
résiliente face au changement climatique 3, 35
agriculture biologique 18–19
AISM (Association internationale de signalisation maritime) 24
Alliance des initiatives Océan et Climat 34
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) 36, 165
Améliorer la qualité de l'éducation 66–71 *voir également* éducation
 tableaux des résultats 129–133
Améliorer le développement social 42–51 *voir également* développement social
 tableaux des résultats 119–123
Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers 14–19
tableaux des résultats 102–103
Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire 52–59 *voir également* sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments
 tableaux des résultats 123–125
Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes 32–41 *voir également* catastrophes ; changement climatique
 tableaux des résultats 110–118
« Améliorer les produits à valeur ajoutée et les bénéfices écologiques des systèmes agroforestiers dans le Pacifique » 10
approche centrée sur l'humain xv, xvii, xxv, 43, 82
approches intégrées xii, 94
APTC (Australia Pacific Training Coalition) 166–167
aquaculture 7–8, 17, 35, 37, 76 *voir également* pêche(s)
assainissement xv, 12–13, 16, 35, 40
Assemblée générale des Nations Unies xi
Association des Océaniennes du secteur maritime 21, 82–83
Association du transport aérien international 62
Association internationale de signalisation maritime 24

Association internationale pour l'évaluation du développement 79
Association océanienne des organisations non gouvernementales 166
Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité (ODD 4) 24, 29–30, 69–71, 75–76
atolls 11
Australia Pacific Training Coalition 166–167
Australie 36, 77
autoévaluation *voir* évaluation de la performance
avis scientifiques et techniques *voir* savoir et expertise techniques et scientifiques

B

bailleurs de fonds *voir* financement(s)
Banque asiatique de développement xvii
Banque mondiale 167
base de données sur les OSC du Pacifique 48–49
Bonne santé et bien-être (ODD 3) 55–56, 63–65, 77
BCM (Enquête sur le budget et la consommation des ménages) xvii, 28, 30, 31, 167
BetterEvaluation 78
bibliothèque de microdonnées du Pacifique 27
biodiversité 3, 35
biosécurité 15–18 *voir également* santé
bonite 2–3, 5–6, 35, 38–39
BSRP (Projet de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique) 35–36

C

Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique 21
cadre de recherche Kakala 78–79
Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (CDRP) 23, 34–35
cadre et hiérarchie des résultats xix
Cadre océanien pour l'épanouissement de la jeunesse 43, 45
Cadre pour l'alimentation et la nutrition dans le Pacifique 166
Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique xi
Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique 68, 166
capacités xx *voir également* Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS
capital humain 93
capital social 93
catalogue en ligne des lois et politiques relatives à la gestion des pêches côtières et de l'aquaculture dans le Pacifique 4, 76
catastrophes *voir également* sécheresses
gestion des xi, xv, 13, 32–37
tableaux des résultats 110–118
vulnérabilité face aux xii
CCPSO (Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques) xiv, 1, 3
CDN (contributions déterminées au niveau national) xv, 34, 166
CDRP (Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique)

- Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique 23, 25
- Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques xiv, 1, 3
- Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique 1, 9, 53, 57–58
- centres de semences 54
- Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique 21–23
- Centre sur le changement climatique dans le Pacifique xi
- changement climatique
- accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation 41
- adaptation au xi, xv, 13, 33–39, 88–91, 165
- narration numérique 49
- partenariats 165
- pêche(s) et 38–39
- projet RESCCUE 88–91
- Répondre aux priorités de développement des membres 82
- tableaux des résultats 110–118
- transport et 3, 25
- vulnérabilité face au xi, xii, 16, 32
- chefs d'État et de gouvernement du Forum des Îles du Pacifique xvi, 45
- COI (Commission océanographique intergouvernementale) de l'UNESCO 166
- collaboration xi, 93–94 *voir également* Renforcer l'engagement et la collaboration
- Collège royal des chirurgiens d'Australasie 77
- Comité des droits de l'enfant des Nations Unies 45
- Comité des pêches du Forum 37
- Comité des représentants des gouvernements et administrations xiv, xv, xxv, 75
- Comité océanien des méthodes statistiques 28, 31
- commerce *voir* Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers ; secteur maritime
- Commission des limites du plateau continental des Nations Unies 2, 12
- Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) 5–6, 35, 37
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique xvii
- Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO 166
- Communauté du Pacifique *voir également* Plan stratégique à propos de xiii
- autoévaluation *voir* autoévaluation
- États et Territoires membres iv, xii *voir également* Renforcer l'engagement et la collaboration
- une organisation aux fortes capacités d'adaptation xiv–xvii
- rester pertinent dans un environnement en mutation xv
- théorie du changement xxii, 93–94
- vision, mission et valeurs xiii
- Communauté internationale de la noix de coco 167
- Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) 18–19, 166
- conception de processus 94
- Conférence de la Communauté du Pacifique xiv
- Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques xi, 34, 165–166
- Conférence régionale conjointe FAO/CPS des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie 166
- Conférence régionale des femmes du Pacifique 45
- Conférence technique régionale sur les pêches côtières 4
- Conférences des directeurs de l'agriculture et de la foresterie 166
- Conférences régionales des directeurs de l'agriculture et de la foresterie 166
- connaissances *voir* savoir
- Conseil des arts et de la culture du Pacifique 45
- Conseil des organisations régionales du Pacifique xvi
- Conseil océanien de la qualité de l'enseignement 75
- conservation *voir* durabilité environnementale
- Conserver et exploiter de manière durable les océans (ODD 14) xvii, 5–8, 11–12, 24, 80–81, 86–87
- contrats de licence de données 28–30
- contributions déterminées au niveau national xv, 34, 166
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques xi, 34, 165–166
- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer 11–12
- Convention relative aux droits de l'enfant 45
- Convention relative aux droits des personnes handicapées 46–47
- coopération entre pairs 28, 93–94
- coordination et diffusion des données régionales 29–31
- COP (Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) xi, 34, 165–166
- CORP (Conseil des organisations régionales du Pacifique) xvi
- COSPPac (Programme océanien de soutien climat et océans) 36
- CPS *voir* Communauté du Pacifique
- CRGA (Comité des représentants des gouvernements et administrations) xiv, xv, xxv, 75
- culture xii, 43, 45, 48–49
- tableaux des résultats 119–123
- cultures *voir* agriculture
- ## D
- Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030) 3, 166
- Déclaration de Boe sur la sécurité régionale xi
- Déclaration de Port-Vila sur les droits de la personne, la bonne gouvernance et le développement durable 44
- Département développement social 43, 45
- Des semences pour la vie 57–58
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit xv, 79, 166–167
- développement social xv, 42–44, 82, 84 *voir également* droits de la personnes ; égalité de genre ; handicap ; jeunes ; questions économiques
- engagement avec les OSC 48–49
- narration numérique 49–51
- tableaux des résultats 119–123
- diabète 54–55
- diversité culturelle xii, 43, 45, 48–49
- tableaux des résultats 119–123

Division géosciences, énergie et services maritimes 3, 11, 21
 Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins 3–4, 6, 15, 84–85
 Division ressources terrestres 3, 9, 15, 53, 84–85
 Division santé publique 53, 61
 Division statistique pour le développement 27
 données *voir* statistique(s)
 données pour la prise de décision (certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain) 62
 droits de la personne xv, 36 *voir également* développement social
 durabilité environnementale xiv, 82 *voir également* changement climatique ; eau ; énergie ; occupation des sols ; Renforcer la gestion durable des ressources naturelles

E

eau xv, 3, 11–13, 35–36, 90–91 *voir également* océans ; sécheresses
 Eau propre et assainissement (ODD 6) 12–13, 40, 90–91
 écoles *voir* éducation
 économie verte 21
 éducation 166 *voir également* Améliorer la qualité de l'éducation
 formation 77
 formation des professionnels de santé 62–64
 handicap et 29–30
 partenariats 167
 tableaux des résultats 129–133
 Éducation de qualité (ODD 4) 24, 29–30, 69–71, 75–76
 effet d'entraînement 93
 égalité entre les sexes 43–44
 engagement avec les OSC 48–49
 implication des professionnels 7–10, 15, 18–19, 35, 46, 81–83
 intégration transversale au sein de la CPS xv, 84, 92
 narration numérique 49–50
 projet RENI 36
 Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays nsulaires océaniques 49, 85
 statistiques genrées xvii
 tableaux des résultats 119–123
 violences liées au genre 43, 45, 167
 Égalité entre les sexes (ODD 5) 48–51, 82–84
 Éliminer la faim (ODD 2) 17–19, 31, 57–59
 Éliminer la pauvreté (ODD 1) 31
 El Niño 11, 36
 emploi *voir également* personnel
 empreinte carbone *voir* changement climatique
 énergie 21–23, 25
 tableaux des résultats 104–107
 Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7) 25
 énergie solaire 25
 énergies renouvelables 21–22, 25
 Energy Globe Award 36
 engagement 5–6, 75–79 *voir également* engagement avec les partenaires ; Renforcer l'engagement et la collaboration

engagement avec les partenaires 34, 75–79, 165–168 *voir également* Renforcer l'engagement et la collaboration
 financement(s) xv, 41
 partenariats techniques 167
 enquête en grappes à indicateurs multiples de Kiribati 167
 Enquête sur le budget et la consommation des ménages (BCM) xvii, 28, 30, 31, 167
 enseignement *voir* éducation
 enseignements tirés
 agriculture 10, 18–19, 58
 aquaculture 6
 catastrophes 40
 eau 13
 éducation 70
 engagement avec les OSC 49
 engagement et collaboration 76–77, 79
 foresterie 10
 formation des professionnels de santé 64–65
 marchés étrangers 10, 18
 MNT 56
 narration numérique 50
 planification, hiérarchisation des priorités, évaluation, amélioration continue et innovation 87–91
 Plan stratégique xxv
 priorités de développement 83–84
 savoir et expertise techniques et scientifiques 81
 sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments 58
 statistique(s) 31
 transport maritime 24
 épidémiologie *voir* santé
 EQAP (Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement) 67, 75–76, 85, 167
 Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne 43, 45, 85
 équipe Stratégie, performance et amélioration continue viii
 établissements scolaires *voir* éducation
 États et Territoires membres iv, xii *voir également* Renforcer l'engagement et la collaboration
 États fédérés de Micronésie *voir* Micronésie
 évaluation v *voir également* évaluation de la performance ; examens ; Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation ; suivi-évaluation et amélioration continue
 évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020 v
 évaluation de la performance
 au moyen de l'outil d'évaluation de la performance viii, xix
 changement climatique et catastrophes 37
 développement social 45
 durabilité environnementale 3
 éducation 68
 lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire 55
 marchés étrangers 16
 méthode viii–ix
 objectifs de développement xix–xxi
 objectifs organisationnels xix–xxi, 74
 santé publique 62

statistique(s) 29

systèmes de transport et sécurité énergétique 23

évaluation et qualifications pédagogiques à l'échelle régionale 69–71, 75–76

Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul 67, 69–71

examens v, xv, xvii *voir également* évaluation de la performance

explorateur de résultats ix, 96

F

Faim « zéro » (ODD 2) 17–19, 57–59

Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables (ODD 11) 29–30

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 84, 166–167

Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique 166

femmes *voir* égalité entre les sexes

feuille de route relative aux statistiques genrées xvii

FFA (Agence des pêches du Forum) 86

Fidji

agriculture et foresterie xxiii, 2, 7–10, 18–19, 53–54, 58
CDN 34

changement climatique et résilience aux catastrophes 36, 88, 165

eau et assainissement 13, 36

éducation 65, 68–70, 76

égalité de genre 9–10, 81–82, 84

énergie xxiv

enquêtes 30–31

ENV xvii

limites maritimes 2, 35

pêche(s) 35

santé xii, 62, 65, 77

statistiques des incapacités 30

transports et énergie 22, 82

finances v

évaluation des xv, 73, 85, 92

financement(s) xv, 41

financement(s) climatiques 34, 37, 41

récapitulatif financier xv

Fondation pour le développement et les entreprises rurales intégrées 19

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) xvii, 167

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) 29–30, 166–167

Fonds d'infrastructure régional océanien 21

Fonds pour l'adaptation 41

Fonds vert pour le climat xv, 34, 165

foresterie 2, 9–10, 35

formation-action 86

FRIEND (Fondation pour le développement et les entreprises rurales intégrées) 19

Friends of the Ocean 34

FVC (Fonds vert pour le climat) xv, 34, 165

G

Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable (ODD 6) 12–13, 40, 90–91

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable (ODD 7) 25

gaz à effet de serre 21–22, 25, 37 *voir également* changement climatique

germon du sud 2, 5–6

gestion des zones côtières 88–90

GLZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) xv, 79, 166–167

Global Green Growth Institute 166

gouvernance interne v, xv, 92

Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités 30

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique xi, 3, 35

Groupe océanien d'otorhinolaryngologie et d'audiologie 77

Guam 65

H

handicap

droits des personnes en situation de handicap 46–47

PILNA et écoles spécialisées 69–71

statistique(s) 28–31, 69–71

hiérarchisation des priorités v, xxiii–xxiv, 73 *voir également* Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation ; Répondre aux priorités de développement des membres

holothuries 35

Honiara xv, 22, 55

hygiène xv, 12–13, 16, 35, 40

I

IATA (Association du transport aérien international) 62

ICC (Communauté internationale de la noix de coco) 167

IDEAS (Association internationale pour l'évaluation du développement) 79

IITA (Institut international d'agriculture tropicale) 57

Ikaseva (application) 35

Îles Cook

agriculture et foresterie xxiii, 6, 9

changement climatique et résilience aux catastrophes 34, 36, 41, 165

eau et assainissement 40

égalité de genre xxiv, 82, 84

enquêtes 30–31

Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement aux 76

santé 62, 65

secteur maritime 82

Îles Marshall

agriculture 6

changement climatique et résilience aux catastrophes 34, 36, 165

droits de la personne xxiv, 44

eau et assainissement 40

enquêtes 30–31, 167
 interventions ciblant les MNT 54
 programmes-pays xv, 75
 projet RENI 36
 santé xii

Îles Salomon
 agriculture et foresterie 6, 10
 catastrophes xii
 changement climatique et résilience aux catastrophes 34
 dispositifs de concentration de poissons 81
 données relatives à l'océan 36
 droits de la personne xxiv, 10, 44, 46, 82, 84, 167
 eau et assainissement 13
 éducation 65, 68, 76
 énergie xxiv, 22
 enquêtes 30–31
 ENV xvii
 limites maritimes 2, 11–12, 35
 Politique de responsabilité sociale et environnementale 92
 programmes-pays xv, 75
 santé 54–56, 62, 65
 secteur maritime 22, 82

impact xx, 96, 102, 104, 107, 110, 119, 129, 137, 139
 Inégalités réduites (ODD 10) 29–30, 46–47
 infrastructure(s) xxi, 11–13, 40
 innovation *voir* Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation
 Institut international d'agriculture tropicale 57
 IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables) 167
 ISACC (renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique) 41

J

jeunes 9–10, 15, 43, 44–45 *voir également* protection de l'enfance
 engagement avec les OSC 48–49
 MNT et 56
 statistique(s) 29–30
 tableaux des résultats 119–123

K

Katsuwonus pelamis 2–3, 5–6, 35, 38–39
 Kiribati
 agriculture et foresterie xxiii, 6, 9
 changement climatique et résilience aux catastrophes 34, 36, 165
 dispositifs de concentration de poissons 81
 droits de la personne xxiv, 82
 eau et assainissement 12–13, 40
 éducation 65, 67–68, 76
 enquêtes 30–31, 167
 narration numérique 49–50
 santé 65, 77
 transports et énergie 22, 82

L

lois xxi, 17, 34
 lutte contre les espèces envahissantes 15–18, 35, 62

M

maladies *voir* santé
 maladies non transmissibles 53–56, 64–65, 92
 tableaux des résultats 123–125
 marchés *voir* Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers
 Mélanésie 75, 92
 mers *voir* océans
 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13) 38–39, 88–90
 méthode de présentation des résultats viii–ix, xix–xxi
 Micronésie
 agriculture 6
 changement climatique et résilience aux catastrophes 34, 36, 165
 droits de la personne xxiv, 35, 46–47, 84–85
 eau et assainissement 90
 ENV xvii
 limites maritimes 2, 11–12
 Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement en 75–76
 projet RENI 36
 santé xii
 secteur maritime 35
 micro-qualifications 167
 MTCC-Pacifique (Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique) 23, 25

N

narration numérique 49–51
 Nations Unies
 Assemblée générale des Nations Unies xi
 Comité des droits de l'enfant des Nations Unies 45
 Commission des limites du plateau continental des Nations Unies 2, 12
 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique xvii
 Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques xi, 34, 165–166
 Convention des Nations Unies sur le droit de la mer 11–12
 Convention relative aux droits de l'enfant 45
 Convention relative aux droits des personnes handicapées 46–47
 Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030) 3, 166
 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) 29–30, 166–167
 Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) xvii, 167
 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture 84, 166–167
 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) 166

Nauru

- changement climatique et résilience aux catastrophes 34, 36, 165
- droits de la personne xxiv, 44, 82
- éducation 65, 68, 76
- enquêtes 30–31
- ENV xvii
- santé 54, 65
- secteur maritime 82

Niue 36, 46, 76, 165

Norvège 22

notes voir évaluation de la performance

Nouvelle-Calédonie

- éducation 68
- enquête sur le handicap 30
- interventions ciblant les MNT 54
- programmes-pays xv, 75
- projet RESCCUE 88
- résilience aux catastrophes xii

Nouvelle-Zélande 17, 77, 87, 165

nuisibles 15–18, 35, 62

O

objectifs de développement

- 1 : voir Renforcer la gestion durable des ressources naturelles
 - 2 : voir Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers
 - 3 : voir Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique
 - 4 : voir Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit
 - 5 : voir Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes
 - 6 : voir Améliorer le développement social
 - 7 : voir Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire
 - 8 : voir Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale
 - 9 : voir Améliorer la qualité de l'éducation
- autoévaluation au regard des viii–ix, xix–xxi
synergie avec les ODD xvii

objectifs de développement durable voir également examens nationaux volontaires

- 1 : 31
- 2 : 17–19, 31, 57–59
- 3 : 55–56, 63–65, 77
- 4 : 24, 29–30, 69–71, 75–76
- 5 : 48–51, 82–84
- 6 : 12–13, 40, 90–91
- 7 : 25
- 10 : 29–30, 46–47
- 11 : 29–30
- 13 : 38–39, 41, 88–90
- 14 : xvii, 5–8, 11–12, 24, 80–81, 86–87

15 : 9–10

16 : 29–30

17 : 29–30, 48, 75–76, 78–79, 84

contributions aux 2, 16, 22, 28, 37, 44, 54, 62, 68

Perspectives pour 2020 : xvii

réalisation des xvi–xvii

suivi et rapports sur les xvii

synthèse des contributions aux xvi

objectifs organisationnels vii, 72–74 voir également personnes, systèmes et processus ; Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation ; Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques ; Renforcer l'engagement et la collaboration ; Répondre aux priorités de développement des membres ; savoir ; tirer des enseignements de nos résultats

autoévaluation au regard des xix–xxi

occupation des sols 9, 96–101 voir également agriculture ; foresterie

océans voir également Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques ; Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030) ; Pacifique occidental et central ; pêche(s) ; secteur maritime

changement climatique et 32, 34, 36

engagement avec les partenaires 165–166

utilisation durable 11–13

Ocean Pathway 34, 166

OIT (Organisation internationale du Travail) 167

ONG (organisations non gouvernementales) 47–49, 53, 55–56

Optimiser les capacités des personnes, des systèmes et des processus de la CPS xv, 74, 92, 141–142 voir également personnel

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture 84, 166–167

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) 166

Organisation du secteur privé océanique 166

Organisation du tourisme du Pacifique Sud 167

Organisation internationale du Travail 167

Organisation mondiale de la Santé (OMS) 55–56, 77, 167

Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) 17

organisations communautaires 48–49, 53, 55–56

organisations de la société civile 47–49, 53, 55–56

P

Pacific TAFE 41

Pacifique occidental et central 5–6, 38–39

PacNet 61, 62, 64

PacREF (Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique) 68, 166

PacSIMS (système de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques) 68

PacWIMA (Association des Océaniennes du secteur maritime) 21, 82–83

Paix, justice et institutions efficaces (ODD 16) 29–30

Palau xvii, 6, 34, 36, 65, 165
 Papouasie-Nouvelle-Guinée
 agriculture et foresterie xxiii, 9
 catastrophes xii
 dispositifs de concentration de poissons 81
 éducation 68, 76
 ENV xvii
 interventions ciblant les MNT 54
 limites maritimes 2, 11–12
 PacWIMA 82–83
 Politique de responsabilité sociale et environnementale 92
 programmes-pays xv, 75
 santé xxiv
 partenaires du développement *voir* engagement avec les partenaires
 Partenariat pour la résilience dans le Pacifique xi, 34
 Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique 167
 Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17) 29–30, 48, 75–76, 78–79, 84
 partenariats techniques 167
 Parvenir à l'égalité des sexes (ODD 5) 48–51, 82–84
 Pas de pauvreté (ODD 1) 31
 pays et territoires d'outre-mer 3–4, 9, 35 *voir également* PROTEGE : Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes
 PBEQ (Conseil océanien de la qualité de l'enseignement) 75
 PCREEE (Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique) 21–23
 PDO (Plateforme de données océaniques) ix, xiv, xvii, 27, 73, 166
 pêche(s) 35, 86–87 *voir également* aquaculture ; Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques
 adaptation au changement climatique 32, 38–39
 dispositifs de concentration de poissons 80–81
 durable 1–8
 PENTAG (Groupe océanien d'otorhinolaryngologie et d'audiologie) 77
 PEP (Portail océanien pour l'environnement) 166
 Permettre à tous de vivre en bonne santé (ODD 3) 55–56, 63–65, 77
 personnel xv, 73–74, 85, 92 *voir également* personnes, systèmes et processus
 personnes, systèmes et processus xv, 74, 92, 141–142
 Perspectives pour 2020 : 95
 changement climatique et catastrophes 37
 développement social 45
 durabilité environnementale 3
 éducation 68
 lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire 54
 marchés étrangers 17
 objectifs organisationnels 74
 ODD xvii
 santé publique 62
 statistique(s) 29
 transports et énergie 23
 petits États insulaires en développement (PEID) xi
 PEUMP : programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique 3, 35, 84
 PFION (Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique) 166
 PGEF (Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques) 49, 85
 PIANGO (Association océanienne des organisations non gouvernementales) 166
 PILNA (Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul) 67, 69–71
 PIPSO (Organisation du secteur privé océanien) 166
 Plan stratégique xii, xiv, xxii, xxv, 74, 85 *voir également* évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de la Communauté du Pacifique 2016–2020
 planification 34, 73 *voir également* Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation
 plants *voir* agriculture ; foresterie
 plans de développement nationaux xvii
 plateau d'Ontong Java 2, 11–12
 Plateforme de données océaniques ix, xiv, xvii, 27, 73, 166 *voir également* explorateur de résultats
 Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique xv, 34, 166
 POETCom (Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique) 18–19, 166
 poissons à rostre 3
 Politique de responsabilité sociale et environnementale 92
 Polynésie française 54, 65, 88
 Portail océanien pour l'environnement 166
 pratiques xx, 96–97, 102, 104, 107–108, 110–112, 119–120, 123–124, 126, 129–131, 135, 137–141
 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques (ODD 13) 38–39, 41, 88–90
 préservation *voir* durabilité environnementale
 Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable (ODD 15) 9–10
 processus, personnes et systèmes xv, 74, 92, 141–142
 produits dérivés du cocotier 9, 15–19, 35
 PROE (Programme régional océanien de l'environnement) 35–36, 41, 165–166
 Programme de développement durable à l'horizon 2030 xvii *voir également* objectifs de développement durable
 Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique 86–87
 programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique 3, 35, 84
 Programme durabilité environnementale et changement climatique 3–4, 33
 Programme géoressources et énergie 23
 Programme océanien de soutien climat et océans 36
 programme océanien pour le développement de la filière cocotier 17
 Programme pour la gestion durable des forêts et des paysages 10
 Programme pour la promotion des femmes dans le développement durable (WiSP) 81
 Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement 67, 75–76, 85, 167

Programme régional océanien de l'environnement 35–36, 41, 167–168
 programmes-pays xv, 9, 73, 92
 programmes scolaires 69–71
 projet de gouvernance de la pêche côtière 76
 projet de préparation à El Niño 11, 36
 Projet de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique 35–36
 projet pour la sécurité de la navigation dans le Pacifique 24
 projet RENI (projet de préparation à El Niño) 11, 36
 projet sur une vision d'avenir pour la Communauté du Pacifique 167
 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives (ODD 16) 29–30
 Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques 49, 85
 protection de la famille 29–30, 43, 45, 167
 protection de l'enfance 29–30, 45
 PROTEGE : Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes 3–4, 35
 PRP (Partenariat pour la résilience dans le Pacifique) xi, 34
 PTOM (pays et territoires d'outre-mer) 3–4, 9, 35 *voir également* PROTEGE : Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes

Q

questions économiques 32, 35, 38–39, 49–50

R

rapport de prospective v
 rapport régional biennal relatif aux ODD en Océanie xvii
 réactions *voir également* évaluation ; suivi
 réaliser les objectifs organisationnels de la CPS 72–74 *voir également* objectifs organisationnels
 réchauffement climatique *voir* changement climatique
 ReefLex (catalogue en ligne des lois et politiques relatives à la gestion des pêches côtières et de l'aquaculture dans le Pacifique) 4, 76
 rencontre océanienne des spécialistes du SE-AC 78–79
 renforcement de la sécurité hydrique dans les États insulaires vulnérables 40
 renforcement des interventions en santé publique dans le Pacifique 62–63
 renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique 41
 Renforcer la gestion durable des ressources naturelles xxviii–13 *voir également* durabilité environnementale
 tableaux des résultats 96–101
 Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation 74, 85–91 *voir également* hiérarchisation des priorités ; tirer les enseignements de nos résultats
 tableaux des résultats 139–140
 Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale 60–65 *voir également* handicap ; maladies non transmissibles ; services cliniques
 tableaux des résultats 126–129
 Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique 20–25 *voir également* secteur maritime
 tableaux des résultats 104–107

Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit 26–31 *voir également* statistique(s) ; suivi
 tableaux des résultats 107–109
 Renforcer l'aptitude de la CPS à remplir sa mission 73–74
 Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques 74, 80–81, 137–138 *voir également* savoir et expertise techniques et scientifiques
 Renforcer l'engagement et la collaboration viii, 74–79 *voir également* collaboration ; engagement
 tableaux des résultats 135–136
 Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser (ODD 17) 29–30
 Répondre aux priorités de développement des membres 74, 82–84, 138–139
 RESCCUE (projet) 88–90
 Réseau océanien de surveillance de la santé publique 61, 63
 Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles 58
 ressources humaines xv, 73–74, 85, 92 *voir également* personnes, systèmes et processus
 ressources naturelles *voir* durabilité environnementale ; eau ; énergie ; occupation des sols
 résultats, tirer les enseignements de *voir* tirer les enseignements de nos résultats
 retour d'information *voir également* évaluation ; suivi
 réunions des directeurs des systèmes éducatifs 166
 réunions des ministres de la Santé des pays océaniques 53
 rhinocéros du cocotier 16–18
 ROSSP (Réseau océanien de surveillance de la santé publique) 61, 63
 Royaume des Tonga *voir* Tonga
 RRRT (Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne) 43, 45, 85
 RSE (responsabilité sociale et environnementale), Politique de 92

S

Samoa
 agriculture et foresterie xxiii, 9, 35
 changement climatique et résilience aux catastrophes xi, 34
 droits de la personne xxiv, 82, 84
 eau et assainissement 13
 énergie xxiv, 22
 enquêtes 31
 ENV xvii
 EQAP au 76
 santé xii, 65
 secteur maritime 22, 82
 statistiques des incapacités 29
 santé 60–65 *voir également* handicap ; maladies non transmissibles ; services cliniques ;
 tableaux des résultats 126–129
 savoir xx, 35 *voir également* savoir et expertise techniques et scientifiques
 capital 93
 tableaux des résultats 98, 102, 105, 108, 112–114,

- 121, 124–127, 131–135, 137–138, 140–141
savoir et expertise techniques et scientifiques xx *voir également* Renforcer le savoir et l'expertise techniques et scientifiques
approvisionnement en eau 11–12
développement social 44–45
durabilité environnementale 2
éducation 68
marchés étrangers 15–17
santé 61
transports et énergie 22
SE-AC *voir* suivi-évaluation et amélioration continue
sécheresses 11–13, 35, 40
Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique xvii
secteur maritime 21–23 *voir également* aquaculture
énergie propre 23, 25
femmes au sein du 82–83
limites maritimes 2–3, 35
sécurité du 24
tableaux des résultats 104–107
sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments 53–54 *voir également* agriculture
Cadre pour l'alimentation et la nutrition dans le Pacifique 166
changement climatique et 32
formation 16
programme intégré axé sur les systèmes alimentaires 73
tableaux des résultats 123–125
variétés de plante résilientes 57–59
Semaine océanienne de l'agriculture 84, 166
services au sein de la société 29–30 *voir également* éducation ; emploi ; santé
services cliniques viii, 77, 133–134
services d'information et technologie 74, 85
services nationaux de la statistique 29–30
session extraordinaire de la Conférence régionale des ministres des Pêches 4
SHIP (renforcement des interventions en santé publique dans le Pacifique) 62–63
SIGE (système d'information sur la gestion de l'éducation) 68
SPAC (équipe Stratégie, performance et amélioration continue) viii
SPTO (Organisation du tourisme du Pacifique Sud) 167
.Stat. 27
statistique(s) *voir également* Plateforme de données océaniques ; Reeflex ; Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit
mesures et rapports sur les ODD xvii
partenariats 167
statistiques genrées xvii, 45
statistiques relatives à la santé 63–64
statistiques relatives à l'éducation 67, 68
Stratégie culturelle régionale 43, 45
Stratégie décennale océanienne sur la statistique 2011–2020 27, 29
stratégie d'engagement avec les OSC 45
Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 xi, xvi
Stratégie régionale en faveur des Océanien(ne)s du secteur maritime pour 2020–2024 83
Suède 35
suivi xvii *voir également* Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit
suivi-évaluation et amélioration continue xvii, 73, 78–79, 85–86 *voir également* évaluation ; tirer les enseignements de nos résultats
développement social et 45, 50, 84
méthode de présentation des résultats viii
Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique et 87
surveillance de la santé publique 55–56, 63–65, 77
Système de gestion de la qualité au laboratoire 64–65
système de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques 68
système d'information sur la gestion de l'éducation 68
système participatif de garantie (SPG) 18
- ## T
- tableaux des résultats
changement climatique et catastrophes 110–118
développement social 119–123
durabilité environnementale 96–101
éducation 129–133
engagement et collaboration 135–136
lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire 123–125
marchés étrangers 102–103
personnes, systèmes et processus 141–142
planification, hiérarchisation des priorités, évaluation, amélioration continue et innovation 139–140
priorités de développement 138–139
santé 126–129
savoir et expertise techniques et scientifiques 137–138
services cliniques 133–134
statistique(s) 107–109
transports et énergie 104–107
Tails (application) 4
textes législatifs xxi, 17, 34
théorie du changement xxii, 93–94
thon 35, 37–39
dispositifs de concentration de poissons 80–81
durabilité 2–3, 5–6
tirer les enseignements de nos résultats 93–94 *voir également* Renforcer la planification, la hiérarchisation des priorités, l'évaluation, l'amélioration continue et l'innovation ; suivi-évaluation et amélioration continue
Tokelau 34, 40, 54, 62, 76
Tonga 35
agriculture xxiii, 53–54, 58

changement climatique et résilience aux catastrophes xii, 36, 165
droits de la personne xxiv, 82, 84
éducation 68
énergie xxiv, 21–22
enquêtes 30–31, 167
ENV xvii
EQAP aux 76
santé xii, 54, 62, 77
secteur maritime 21–22, 82

tourisme 15, 32, 167

transport maritime *voir* secteur maritime

Tuvalu

agriculture xxiii
changement climatique et résilience aux catastrophes 34, 36, 41, 165
dispositifs de concentration de poissons 81
droits de la personne xxiv, 44, 82
eau et assainissement 40
éducation 65, 68, 76
enquête sur le handicap 30
interventions ciblant les MNT 54
Politique de responsabilité sociale et environnementale 92
santé 62, 65
secteur maritime 82

U

UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) 166
UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la population) xvii, 167
UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) 29–30, 166–167
Union européenne xi, 11, 35–36, 165 *voir également* programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique
Université d'Auckland 77
Université du Pacifique Sud (USP) 36, 41, 165–166
Université du Queensland v, 85–87, 167
Université nationale des Fidji 63–64
universités *voir* Améliorer la qualité de l'éducation
utilisation des terres 9, 96–101 *voir également* agriculture ; foresterie
utilité perçue 93

V

valeurs xiii

Vanuatu

agriculture et foresterie 9, 10, 17–18, 53–54, 57–59
changement climatique et résilience aux catastrophes xii, 34
commerce 16–18
droits de la personne xxiv, 10, 44, 82, 84
eau et assainissement 11–13, 36
éducation 67, 68, 76

énergie xxiv
enquêtes 30–31
Plan national de développement durable de Vanuatu xvii
Politique de responsabilité sociale et environnementale 92
projet RESCCUE 88
santé 62
transport maritime 24
transports et énergie 22, 82
Youth@Work 46

Vava'u 35

végétaux *voir* agriculture ; foresterie

Vie aquatique (ODD 14) xvii, 5–8, 11–12, 24, 80–81, 86–87

Vie terrestre (ODD 15) 9–10

Villes et communautés durables (ODD 11) 29–30

violences domestiques 43, 45, 167

vision xiii

W

Wallis et Futuna xii, 4, 30–31, 54

WCPFC (Commission des pêches du Pacifique occidental et central) 5–6, 35, 37

Y

Youth@Work 44–45

Z

zooms sur les réalisations

changement climatique et catastrophes 38–41
développement social 46–51
durabilité environnementale 5–13
éducation 69–71
engagement et collaboration 75–79
lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire 55–59
marchés étrangers 17–19
méthode ix
planification, hiérarchisation des priorités, évaluation, amélioration continue et innovation 86–91
priorités de développement 82–84
santé publique 63–65
savoir et expertise techniques et scientifiques 80–81
statistique(s) 29–31
transports et énergie 24–25

Produit par la Communauté du Pacifique (CPS)

Communauté du Pacifique
B.P. D5 – 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : +687 26 20 00
Courriel : spc@spc.int site Web : www.spc.int

© Communauté du Pacifique (CPS) 2020

ISBN 978-982-00-1292-9

